

# TANGRAM

2

# INHALTSVERZEICHNIS

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Editorial</b>	Le rôle des médias face au phénomène du racisme (Boël Sambuc)	3
		Die Rolle der Medien angesichts des Phänomens Rassismus (Boël Sambuc)	6
	<b>Thema</b>		
		<b>Medien und Rassismus/Médias et racisme/Massmedia e razzismo</b>	
	Georges Kleinmann	Comment dire les choses?	10
	Mimi Lepori Bonetti	La diversità è condizione per comunicare: Intervista a Eddo Rigotti	12
	Jürg Häusermann	Medien und Rassismus	15
	Ivan du Roy	Médias et racisme en France	23
	Claude Torracinta	Racisme: la responsabilité des journalistes	27
	Hans Stutz	Jenseits der redaktionellen Verantwortung?	30
	Waseem Hussain	Mitverantwortlich für den Islam	33
	Gert Mattenklott	Über den Unterschied von Richtigkeit und Gerechtigkeit im Hinblick auf Political Correctness	37
	Marc Galliker	Auswirkungen des Rassendiskriminierungsverbots auf die Presse – eine empirische Studie	41
	Fredi Hänni	Die Antirassismus-Strafnorm und die Medien	45
	Laurent Helfer	Internet ou le nouveau Janus	49
	<b>Interna</b>		
		<b>Texte/Textes</b>	
		Antisemitismus (Georg Kreis, Pressemitteilung/Communiqué de presse/Comunicato stampa)	53
		Kampagnenwettbewerb «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus»	54
		Europäisches Jahr gegen Rassismus 1997	57
		<b>Tätigkeiten/Activités</b>	
		Jahresbericht	58
		Rapport annuel	63
		Rapporto annuale	68
		<b>Mitglieder der EKR/Membres de la CFR/Membri della CFR</b>	73
	<b>Media</b>		
		<b>Presseschau</b>	74
		Revue de presse	77
		<b>Bücher/Livres</b>	
	Marcel Alexander Niggli	Rassendiskriminierung – Ein Kommentar zu Art. 261 <sup>bis</sup> StGB und Art. 171c MStG	82
	Marcel Alexander Niggli	Discrimination raciale – Un commentaire des art. 261 <sup>bis</sup> CP et 171c CMP	83
	Paolo Collo, Frediano Sessi	Dizionario della tolleranza, con antologia di testi;	
	Salvatore Parlagreco	Le ragioni della tolleranza	84
	Brigitte Fuchs, Gabriele Habinger	Rassismen & Feminismen	86
	Charlotte Beck-Karrer	Löwinnen sind sie. Gespräche mit somalischen Frauen und Männern über Frauenbeschneidung	87
	Oliver Geden	Rechte Ökologie	87
	Patricia Grace	Unter dem Manukabaum	88

---

Jaume Escala, Carne Solé Vendrell	Die Kinder vom Meer	88
Claude Jaermann, Felix Schaad	Zwicky (Bd. 1–3)	89



## Forum

Prix Média Européen pour Égalité et Tolérance	90
International Federation of Journalists (IFJ): Preis gegen Rassenhass	90
Interne Weisung der Zeitung «Blick» zum Umgang mit potentiell diskriminierenden Bezeichnungen	90
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)	91
Neuchâtel: Forum «Tous différents – Tous égaux»	92
Grusswort an die Muslime zu Beginn des Fastenmonats Ramadan	93
Bern: Postulat Ursula Hirt (GB) «Kampagne gegen Fremdenfeindlichkeit und Rassismus»	94
Fremde Welten	95
Deeskalationstraining Rassismus & Gewalt	95
Juristenkommission des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes (SIG)	96
Who is Who. Adressverzeichnis für den Asyl-, Migrations- und Rassismusbereich	96



## Point final

Paula Charles	Nous, les «minorités» en Suisse	97
---------------	---------------------------------	----



## Kalender/Calendrier

100



## In der nächsten Nummer/Dans le prochain numéro

103



## Le rôle des médias face au phénomène du racisme

BOËL SAMBUC

Dans ce deuxième numéro, TANGRAM a choisi d'aborder un thème qui s'est trouvé au cœur de l'actualité ces derniers mois: le rôle des médias face au phénomène du racisme. Tour à tour s'expriment dans ces colonnes aussi bien les chercheurs que les praticiens du journalisme, tant il est vrai que la lutte contre le racisme passe, dans les médias comme partout ailleurs, par l'étude des mécanismes néfastes à l'œuvre dans ce domaine. Connaître l'histoire d'un mot, avant de l'utiliser, évaluer son poids symbolique ou sa connotation émotionnelle est certes affaire de talent et de compétence, mais aussi de responsabilité journalistique (cf. entre autres l'article de Waseem Hussain, p. 33). S'il n'y prend garde lui-même, le journaliste risque un jour ou l'autre de se retrouver complice de dérapages et d'amalgames de toutes sortes, par simple méconnaissance ou par inconscience, ou de nourrir des fantasmes collectifs. A ce titre, la question des fonds juifs déposés en Suisse à l'époque du nazisme est exemplaire. La référence explicite à une «volonté politique de déstabilisation de la Suisse» qui émanerait des cercles juifs internationaux a fait ressurgir dans certains médias le fantasme du complot à propos duquel le politologue français Jean-François Bayart a dit «qu'elle est une figure forte et universelle des imaginaires politiques» au même titre, d'ailleurs, que

le spectre d'une «internationale islamiste» (cf. *L'Illusion identitaire*. Paris: Fayard, 1996:306). Qui dit fantasme dit confusion entre le réel et l'irréel. Or, le principal devoir du journaliste, on le sait, est de rechercher la vérité des faits pour fournir à ses lecteurs une information aussi complète que possible, libre et critique à l'égard de tout pouvoir. Enfin, pour résumer ici les principes définis par Daniel Cornu, directeur du Centre romand de la formation des journalistes dans sa thèse «Journalisme et Vérité» (Genève: Labor et Fides, 1994), l'information doit être responsable et respectueuse de la personne humaine, non seulement en sa qualité d'individu, mais lorsqu'intervient son appartenance à un groupe ethnique, religieux ou national (v. art. 261<sup>bis</sup> du Code pénal suisse). Cela signifie naturellement le refus, par la presse, de se prêter à toute incitation à la haine raciale contre une minorité vivant dans notre pays, de manière explicite ou simplement fortuite. On l'a compris: la problématique des fonds juifs a mis au défi la presse de remplir le rôle qui est le sien en démocratie, qui est de garantir au public sa propre liberté d'information.

De manière générale, il ressort des travaux réalisés en Suisse et chez nos voisins qu'en matière de racisme et de xénophobie, la presse n'a pas de quoi pavoiser. Pour la majorité des médias, les principes éthiques

développés plus haut ne sont trop souvent ... qu'un idéal. Ceci est frappant dans l'analyse des faits divers impliquant des étrangers, dans les articles sur le chômage, sur la délinquance ou sur l'islam, pour ne citer que ceux-là. Sur ces thèmes, la tendance sera très souvent de refléter les attentes du lectorat ou/et les intérêts commerciaux et politiques des éditeurs au détriment de l'enquête approfondie et dépourvue de préjugés.

Bien entendu, il faut faire la part des spécificités nationales de tout phénomène raciste. Dans le cas de la France, il s'agit d'un débat public largement dominé par l'existence d'un parti ouvertement raciste, le Front national de Jean-Marie Le Pen, et une perception discriminatoire de la population immigrée en majorité issue des anciennes colonies françaises. Mais, une fois cela posé, on retrouve les mêmes travers journalistiques par-delà les frontières, comme l'illustre l'article fouillé du journaliste français Ivan du Roy (p. 23).

Que l'on songe à la pratique de la notification systématique des origines d'une personne, hors de toute justification contextuelle, comme «franco-algérien» ou «Français d'origine musulmane». En Suisse, il est tout aussi erroné de qualifier «d'étrangers» des gens qui vivent ici de-

puis deux ou trois générations (voir l'article de Mark Galliker, p. 41). En effet, la compréhension d'un événement nécessite rarement la mention des caractéristiques ethniques, nationales ou religieuses d'une personne. Or, qui dit catégorisation dit aussi, très souvent, début de discrimination et risque de dérive raciste.

Autrement dit, dans l'exemple ci-dessus, il revient chaque fois au journaliste de faire appel à ses capacités d'analyse et à son sens de la responsabilité pour décider si le contexte commande ou non impérativement

la «notification des origines» d'un individu (voir l'article de Claude Torracinta, p. 27). On touche là au problème épineux de la vérification de la qualité du travail effectué par le journaliste et au rôle et à la justification de diverses procédures de contrôle internes ou externes à la profession (commissions d'éthique, codes de

déontologie, panel de lecteurs, médiateurs, etc.).

Tout aussi dévastateur que le racisme explicite est le racisme latent décrit dans une étude du professeur Galliker, racisme présent également – et c'est peut-être une surprise – dans des titres suisses prestigieux. A la faveur d'un discours implicite difficile à contrer, le racisme latent se manifeste en général selon la place accordée à telle information dans la présentation du journal ou en fonction de la juxtaposition de deux

**Son indépendance d'esprit et sa curiosité professionnelle, alliées à une solide formation intellectuelle sont les meilleurs antidotes contre la tentation des simplifications racistes.**

sujets apparemment indépendants l'un de l'autre (p. ex.: les dernières statistiques sur les travailleurs étrangers en Suisse et un article sur le chômage).

Les articles présentés par TANGRAM illustrent, si besoin était, l'ampleur et la complexité de la problématique <racisme/médias>. Dans la presse comme dans l'art, les bons sentiments ne font pas les bons professionnels, y compris face au racisme. On n'attend pas d'un journaliste qu'il soit raciste ou antiraciste, ni qu'il tombe dans le piège du *Political correctness* (v. à ce sujet l'article de Gert Mattenklott, p. 37). Son indépendance d'esprit et sa curiosité professionnelle, alliées à une solide formation intellectuelle sont les meilleurs antidotes contre la tentation des simplifications racistes (v. l'article de Mimi Lepori Bonetti, p. 12).

Il n'en reste pas moins que l'on pêche encore trop par omission quand il s'agit, p. ex., de refléter la réalité de la présence des étrangers dans notre pays. Dans un texte impressionnant publié dans ce numéro (p. 97), l'écrivain suisse originaire des Caraïbes Paula Charles évoque son expérience de <minorité> chez nous et esquisse quelques solutions. Comment changer l'image négative associée à <l'étranger> diffusée par une grande partie de la presse helvétique et comment faire pour que celle-ci reflète davantage la présence et les préoccupations des immigrés et des *Minderheiten* dans notre pays? Pourquoi ne pas leur ouvrir davantage les rédactions et l'accès aux ondes et au petit écran?

Pour sa part, la CFR s'est engagée dès sa création en automne 1995 dans un effort

de sensibilisation et d'information des journalistes. Deux rencontres ont été organisées en Suisse alémanique en 1996, et deux autres suivront en Suisse romande et au Tessin. En outre, elle soutient financièrement une recherche en cours sur la presse suisse et le racisme. Mais, et c'est là notre conviction, pour combattre le racisme, rien ne vaut la preuve par l'acte: à quand le jour où un/une journaliste de couleur présentera à l'écran les nouvelles du monde ou détaillera la recette traditionnelle du <papet vaudois>?

### Remarque concernant les illustrations de ce numéro

Sous le titre «Motivation contre le racisme et l'antisémitisme», la Commission fédérale contre le racisme avait lancé en 1996 un concours de campagne publicitaire parmi les agences publicitaires. Dans ce numéro de TANGRAM, nous présentons deux exemples de chacune des trois propositions primées. Deux d'entre elles se servent de la provocation pour sensibiliser l'opinion, ce qui a déjà suscité de vives réactions. La commission produira la proposition «Der schöne Schein»; à cet effet, elle cherche d'autres sponsors.



## Die Rolle der Medien angesichts des Phänomens Rassismus

BOËL SAMBUC

In dieser zweiten Nummer greift TANGRAM ein Thema auf, das in den vergangenen Monaten immer wieder im Rampenlicht stand: die Rolle der Medien angesichts des Phänomens Rassismus. Abwechslungsweise kommen auf den folgenden Seiten Wissenschaftler und journalistische Praktiker zu Wort, denn der Kampf gegen den Rassismus beginnt – in den Medien wie auch anderswo – zweifellos mit der Erforschung der unheilvollen Mechanismen, die auf diesem Gebiet spielen. Bescheid wissen über die Geschichte eines Wortes, bevor man es verwendet, das Abwägen seines symbolischen Gewichts oder seiner emotionalen Konnotation, das ist sicher eine Frage der journalistischen Begabung und Kompetenz, es ist aber auch eine Frage der journalistischen Verantwortung (vgl. dazu u. a. den Artikel von Waseem Hussain, S. 33). Wenn sich der/die Schreibende nicht vorsieht, riskiert er bzw. sie eines Tages, unwissentlich oder durch blossen Gedankenlosigkeit mitschuldig zu werden an Entgleisungen und Verwirrungen aller Art oder kollektive Zerrbilder zu nähren. Die Frage der jüdischen Guthaben in der Schweiz aus der Nazizeit ist ein typisches Beispiel dafür. Der ausdrückliche Hinweis auf den «politischen Willen zur Destabilisierung der Schweiz», den internationale jüdische Kreise angeblich hegten, führte dazu, dass in gewissen Medien gleich wieder das

Schreckgespenst einer (jüdischen) Verschwörung auftauchte, die nach Aussage des französischen Politologen Jean-François Bayart «zu den dauerhaften und universellen Symbolen der politischen Bilderwelt gehört», genauso übrigens wie das Schreckgespenst einer «Islamistischen Internationalen» (vgl. *L'illusion identitaire*. Paris: Fayard, 1996:306). Zerrbilder bedeuten aber nichts anderes als die Vermengung von Realem und Irrealem. Dabei besteht die wichtigste Aufgabe eines Journalisten bekanntlich darin, die Wahrheit der Fakten zu ergründen, um seiner Leserschaft eine möglichst vollständige, freie und jeglicher Macht gegenüber kritische Information bieten zu können. Und schliesslich muss die Information – um an dieser Stelle kurz die Grundsätze zu wiederholen, die Daniel Cornu, Direktor des *Centre romand de la formation des journalistes*, in seiner Doktorarbeit «*Journalisme et Vérité*» aufgestellt hat – verantwortungsbewusst und respektvoll gegenüber dem Menschen sein und zwar nicht nur in dessen Eigenschaft als Einzelperson, sondern auch in bezug auf dessen Zugehörigkeit zu einer ethnischen, religiösen oder nationalen Gruppe (vgl. Art. 261<sup>bis</sup> Schweizerisches Strafgesetzbuch). Was natürlich einer Weigerung der Presse gleichkommt, sich für irgendwelche Anstiftungen zum Rassenhass gegen eine Minderheit in unserem Land herzugeben,

egal ob expliziter oder zufälliger Natur. Soviel ist klar: Die Frage der jüdischen Guthaben ist ein Prüfstein für die Rolle der Presse in einem demokratischen Staat, welche darin besteht, die Informationsfreiheit der Öffentlichkeit zu garantieren. Generell geht aus den Arbeiten zum Thema Rassismus und Ausländerfeindlichkeit in der Schweiz und bei unseren Nachbarn hervor, dass bei der Presse keine Veranlassung zu Eigenlob besteht. Für die Mehrheit der Medien sind die obengenannten ethischen Grundsätze allzuoft ... nur ein Ideal. Auffallend ist dies bei der Analyse verschiedener Tatbestände, von denen auch Ausländer betroffen sind, etwa in Artikeln über Arbeitslosigkeit, Kriminalität oder den Islam, um nur einige zu nennen. Bei diesen Themen besteht offenbar sehr oft die Neigung, die Erwartungen der Leserschaft und/oder die wirtschaftlichen und politischen Interessen der Herausgeber zu reflektieren, auf Kosten einer fundierten und vorurteilsfreien Analyse. Selbstverständlich gilt es bei allen rassistischen Phänomenen die nationalen Eigenheiten zu berücksichtigen. Im Fall von Frankreich handelt es sich um eine öffentliche Diskussion, die weitgehend beherrscht wird von der Existenz einer offen rassistischen Partei, dem *Front national* von Jean-Marie Le Pen, und

**Geistige  
Unabhängigkeit  
und professionelle  
Neugierde sind zusammen  
mit einer gründlichen Schulung  
des Intellekts das beste Gegen-  
mittel gegen die Versu-  
chung rassistischer  
Simplifizie-  
rung.**

einer diskriminierenden Wahrnehmung der eingewanderten Bevölkerung, welche zum Grossteil aus den ehemaligen französischen Kolonien stammt. Davon abgesehen, sind über die Grenzen hinweg die gleichen journalistischen Mängel auszumachen, wie der fundierte Artikel des französischen Journalisten Ivan du Roy deutlich zeigt (S. 23).

Man denke etwa an die Gewohnheit, Personen ohne jegliche kontextuelle Notwendigkeit systematisch mit einer Herkunftsbezeichnung wie «frankoalgerisch» oder «Franzose moslemischer Abstammung» zu kennzeichnen. Genauso abwegig ist es, in der Schweiz Personen als «Ausländer» zu bezeichnen, die seit zwei oder drei Generationen hier leben (vgl. dazu den Artikel von Mark Galliker, S. 44).

Tatsächlich ist es für das Verständnis eines Ereignisses nur selten notwendig, dass die ethnischen, nationalen oder religiösen Merkmale einer Person erwähnt werden. Sehr oft stellen solche Kategorisierungen den Anfang von Diskriminierungen und ein Risiko für rassistische Entgleisungen dar.

Mit anderen Worten, im obengenannten Beispiel ist es stets Aufgabe des Journalisten, seine analytischen Fähigkeiten und sein Verantwortungsgefühl walten zu lassen, wenn er darüber zu entscheiden hat,

ob die <Herkunftsbezeichnung> einer Person in einem bestimmten Kontext unbedingt notwendig ist oder nicht (vgl. dazu den Artikel von Claude Torracinta, S. 27). Womit wir beim heiklen Problem der Überprüfung der Qualität journalistischer Arbeit sind und bei der Rolle und der Berechtigung gewisser berufsinterner und -externer Kontrollverfahren (Ethikkommissionen, Berufskodex, Leser/Leserinnen-Panel, Schiedsrichter usw.). Genauso verheerend wie der explizite Rassismus ist der latente Rassismus, den Professor Galliker in einer Studie beschreibt, und der – vielleicht überraschenderweise – auch in prestigeträchtigen Schweizer Titeln auszumachen ist. Der latente Rassismus manifestiert sich oft in Form einer schwer anfechtbaren impliziten Aussage, im allgemeinen durch den Stellenwert, der einer bestimmten Information in der Zeitung zugebilligt wird, oder durch das Aufeinanderfolgen zweier scheinbar unabhängiger Themen (z. B. die letzten Statistiken über die ausländischen Erwerbstätigen in der Schweiz und ein Artikel über die Arbeitslosigkeit).

Die Artikel in TANGRAM verdeutlichen, soweit dies überhaupt nötig war, das Ausmass und die Komplexität der Problematik <Medien/Rassismus>. In der Presse wie bei jeder kreativen Tätigkeit ist das richtige Bewusstsein – auch nicht in bezug auf den Rassismus – aber keine Voraussetzung

für berufliches Können. Von einem Journalisten wird nicht erwartet, dass er rassistisch oder antirassistisch ist, noch dass er dem Irrtum der *Political Correctness* verfällt (vgl. dazu den Artikel von Gert Matenkloft, S. 37). Geistige Unabhängigkeit und professionelle Neugierde sind zusammen mit einer gründlichen Schulung des Intellekts das beste Gegenmittel gegen die Versuchung rassistischer Simplifizierungen (vgl. dazu den Artikel von Mimi Lepori Bonetti, S. 12).

Tatsache ist aber, dass noch zu viele Unterlassungssünden begangen werden, etwa wenn es darum geht, ein wahrheitsgetreues Bild der Präsenz von Ausländern in unserem Land zu vermitteln. In einem eindrücklichen Text schildert die aus der Karibik stammende Schweizer Autorin Paula Charles in der vorliegenden Ausgabe (S. 97) ihre Erfahrungen als Angehörige einer Minderheit in der Schweiz und schlägt mögliche Lösungen vor. Wie lässt sich das negative Image der <Ausländer> ändern, das von einem Grossteil der Schweizer Presse verbreitet wird, und was ist zu tun, damit diese vermehrt die Präsenz und Anliegen der Einwanderer und <Minderheiten> in unserem Land widerspiegelt? Könnte man ihnen nicht vermehrt Zutritt geben zu den Zeitungsredaktionen und ihnen mehr Platz einräumen in Radio und Fernsehen?

Die EKR ihrerseits unternimmt seit ihrer Gründung im Herbst 1995 Anstrengun-



**Zerrbilder  
bedeuten  
aber nichts  
anderes als die  
Vermengung  
von Realem  
und Irrealem.**

gen zur Sensibilisierung und Information der Journalisten. 1996 wurden zwei Begegnungen in der Deutschschweiz durchgeführt, zwei weitere werden in der Romandie und im Tessin folgen. Überdies unterstützt sie in finanzieller Hinsicht eine laufende Studie über die Schweizer Presse und den Rassismus. Aber, und davon sind wir überzeugt, nichts ist bei der Rassismusbekämpfung besser als der Tatbeweis: Wann kommt der Tag, an dem ein farbiger Journalist oder eine farbige Journalistin im Fernsehen die Nachrichten präsentiert oder das traditionelle Rezept eines «Papet vaudois» erläutert?

## Hinweis zu den Abbildungen in diesem Heft

Unter dem Titel «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus» schrieb die EKR 1996 einen öffentlichen Wettbewerb unter Schweizer Werbeagenturen aus (siehe Rubrik «Interna»). In der vorliegenden Nummer von TANGRAM sind je zwei Beispiele der drei prämierten Vorschläge abgebildet, die als Plakatserie präsentiert wurden. Zwei der prämierten Vorschläge wollen die Öffentlichkeit über bewusste Provokation ansprechen, was bereits zu heftigen Reaktionen geführt hat. Die EKR wird die Kampagne «Schöner Schein: Die Schweizer mögen mich, solange'...» produzieren lassen. Sie sucht dafür noch weitere Sponsoren.



## Comment dire les choses?

GEORGES KLEINMANN

Lors de la visite qu'il a faite au Consistoire Central Israélite de France, le président allemand, Roman Herzog, a notamment déclaré: «Je me demande si nous n'avons pas besoin d'un autre langage. Car comment parler d'Auschwitz à nos petits-enfants pour que ce ne soit pas seulement pour eux un événement d'histoire, mais une leçon? Il faut parler d'Auschwitz, mais surtout de ce qui l'a précédé et rendu possible, pour savoir à partir de quel moment il faut faire très attention que les choses ne recommencent pas.»

Le problème du «nouveau langage» s'impose à nous et même d'une façon plus large. Cela nous amène à une réflexion, une réflexion au cours de laquelle il ne faut pas se contenter de dire sur un ton péremptoire: «Il n'y a qu'à», mais bien aussi songer à mettre en place des instances d'études qui cherchent dans le détail les voies à explorer, les marches à suivre, les niveaux de paroles à utiliser selon qui l'on veut toucher et convaincre de la justesse de notre position antiraciste.

Les références des jeunes, par exemple, ne sont pas celles des plus âgés. Rappelons-nous le documentaire de Bertrand Blier «Hitler Connais pas», et souvenons-nous de ce que pour la génération des années trente, les événements de la Première Guerre mondiale sont des faits abstraits et historiques, au plus mauvais sens du terme.

Nous avons donc un problème de communication. Dans le domaine du racisme, nous sommes confrontés à la notion de mensonge, des amalgames et des désillusions qui suivent. Hitler disait que «plus le mensonge est gros, plus il est crédible». Comment lutter contre ces gros mensonges que représentent le révisionnisme et le racisme. Le langage de la

raison n'est pas suffisant, n'est pas adéquat.

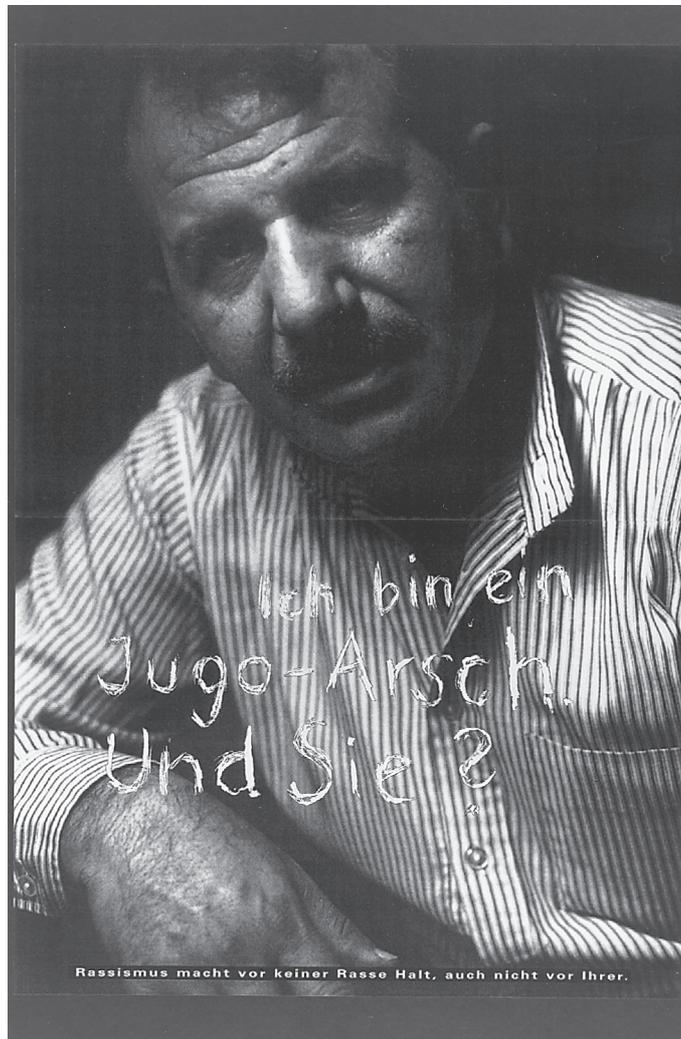
Il nous faut donc, comme le dit le président Herzog, inventer un nouveau langage. Cette remarque est valable pour beaucoup de nos préoccupations: antiracisme, démocratie, laïcité, droits de l'homme, lutte contre les nationalismes, les intégrismes, etc.

Sans se livrer à une analyse poussée, on constate immédiatement que le langage de la xénophobie se situe au niveau de l'affectif, cet affectif qui parle à tout, excepté à la raison. Or, on le sait bien, l'affectivité triomphe généralement de tout, même et surtout de la raison.

Si l'on compare, schématiquement, les classifications de base de l'analyse transactionnelle aux données des discours xénophobes et racistes, on constate que le niveau d'expression des racistes ne se situe pas au même niveau que celui des antiracistes. Nous ne ferons pas changer le niveau du discours xénophobe, mais nous devons

changer le niveau de notre propre discours, de nos arguments, de notre conviction, si nous voulons avoir quelque chance d'être entendu.

Il convient donc d'analyser avec précision de quoi est fait, sur le plan linguistique, psychologique, sociologique, le discours ordinaire du racisme, pour



Proposition pour une campagne publicitaire/Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne: «Rassismus lässt keinen aus», Agentur EURO RSCG, Zürich (3. Preis/3<sup>ème</sup> prix).

pouvoir utiliser une parade efficace. Il faut utiliser l'arme des entreprises qui recherchent le langage le plus convaincant pour leur publicité. Ce qui est possible pour gagner plus d'argent doit être possible pour faire comprendre un problème de morale et de survie autrement plus grave. Ces entreprises font appel à des psychologues, des linguistes, des sociologues etc. Pourquoi pas nous?

Il se pose évidemment un problème d'éthique: La fin justifie-t-elle les moyens? Le discours démagogique doit-il être contrecarré par un contre-discours tout aussi démagogique? Car, au fond, c'est bien de cela qu'il s'agit. Le simple respect de la déontologie des antiracistes dit bien sûr que non. Seulement voilà, entre-temps le racisme et la xénophobie se répandent comme une vermine, obscurcissent la vue et vont bientôt nous faire tous tomber dans le piège, un piège dont on se remet difficilement.

Surtout un piège dans lequel nous pouvons subir des dégâts très difficilement réparables.

La démagogie n'est certainement pas un placement d'avenir, la raison, elle, l'est. Il n'est dès lors pas impossible d'imaginer un double langage visant le même but. Le langage de la raison pour affirmer nos convictions antiracistes vis-à-vis de ceux capables d'apprécier le discours de la raison, et le langage de l'émotion, traduction de nos idées rationnelles, pour combattre l'émotivité et la démagogie du discours raciste.

Ce sont deux langages au sens strict du terme, au sens de l'utilisation d'un vocabulaire différent. Ce n'est pas un double langage qui dit noir d'un côté et blanc de l'autre. Ce n'est pas une tromperie sur la marchandise, c'est un argumentaire qui utilise d'autres mots. Il y a un langage pour les initiés à l'action antiraciste et un autre pour convaincre les proies du racisme ordinaire qu'elles font fausse route.

Mais cela signifie aussi qu'il faut d'abord commencer par une analyse sérieuse, en utilisant, comme le disait le philosophe Ferdinand Gonseth, «la solidarité de toutes les sciences». Il ne faut pas laisser les amateurs que nous sommes tous dans ces domaines spécifiques de l'expression, perdre davantage de temps et tâtonner à la recherche d'une arme efficace contre le racisme et la xénophobie.

Le temps presse, les nationalismes, les intégrismes croissent, donnent des prétextes pour mettre la planète à feu et à sang. Au-delà de l'honneur de l'humanité, ce qui n'est pas rien, il y a le problème de la violence, de la tyrannie, de l'injustice, des victimes et des morts. Le combat de l'antiracisme est un combat sérieux. Il faut donc utiliser des armes

sérieuses si l'on veut pouvoir prétendre à la victoire de la paix, de la sérénité, et plus prosaïquement, des droits de l'homme, qui sont la charte morale de notre monde civilisé.

On a coutume de dire: tout ceci n'est qu'un effet de balancier. A cette période de racisme naissant succédera une période de décrue des nationalismes et des racismes. L'ennui c'est que ces mouvements de balancier prennent du temps, et même si cela ne durait que dix ans – qu'est-ce que dix ans dans la vie de l'humanité? – il est bon de se souvenir qu'Hitler a été au pouvoir de 1933 à 1945, ce qui fait douze ans. Et en douze ans il en a fait des dégâts, le racisme et le nationalisme exacerbé en ont fait des ravages. Nous ne pouvons donc pas attendre un simple mouvement de balancier, nous devons trouver mieux. Mais pour trouver, il faut généralement chercher, par tous les moyens, à combattre cette lèpre qui nous menace tous.

**Le  
langage  
de la raison  
n'est pas suffisant,  
n'est pas adéquat.**

### Résumé

*Comment répondre aux tenants du racisme, de la xénophobie, des intégrismes et des ultra-nationalismes? Leur argumentation fait généralement appel à la sentimentalité et à l'émotion. Nous nous efforçons de répondre par des arguments raisonnables et sensés qui ne se situent pas au même niveau dialectique. Comme les publicitaires qui font appel à des psychologues, des linguistes, des sociologues etc. pour affiner leurs messages et les rendre crédibles, nous devons faire analyser par ce genre de professionnels, les arguments racistes, ainsi que nos contre-arguments, pour, à notre tour, augmenter sérieusement notre efficacité.*

### Zusammenfassung

*Wie können wir Rassisten, Fremdenfeinden, Integristen und Ultranationalisten entgegentreten? Ihre Argumentation appelliert im allgemeinen an Gefühle und Gefühlslosigkeit, unsere Gegenargumente bewegen sich dagegen nicht auf demselben dialektischen Niveau und appellieren an Vernunft und Rationalität. So wie in der Werbung Erkenntnisse aus Psychologie, Soziologie, Linguistik etc. beigezogen werden, um die Botschaft zu verfeinern und glaubhafter zu gestalten, müssen wir rassistische Argumente und antirassistische Gegenargumente professionell analysieren lassen, um unsere Wirksamkeit zu verbessern.*

**Georges Kleinmann** a été journaliste-producteur à la Télévision suisse romande pendant 36 ans.



## La diversità è condizione per comunicare: Intervista a Eddo Rigotti

MIMI LEPORI BONETTI

*I mass media internazionali sembrano avere preso di mira la Svizzera per un presunto atteggiamento razzista. Che ne pensa uno studioso italiano che collabora all'attività didattica e di ricerca dell'Università della Svizzera italiana?*

*Eddo Rigotti:* La ben nota globalizzazione massmediatica, apparentemente, consente a tutti di parlare di tutto. La comunicazione ha così guadagnato enormemente in estensione, ma ha perso di necessità in referenzialità e pertinenza e il suo rapporto con l'esperienza immediata si è diluito. Non è solo un problema di controllo sul campo della veridicità della notizia; si tratta soprattutto del fatto che le parole diventano al tempo stesso più astratte e più imprecise, quasi sfocate, disponibili per creare nessi apparenti e riferimenti allusivi che attraversano disinvoltamente il tempo e lo spazio. Questo può indurre all'identificazione di realtà estranee e al collegamento fra fatti eterogenei, sensibilmente lontani nel tempo e nello spazio. Ad esempio, parole come «popolare», «libero», «democratico», «socialista», ecc. applicate a realtà politiche indubbiamente diverse come erano i due blocchi prima dell'89, hanno ingenerato per decenni fraintendimenti e hanno reso facile la manipolazione. Ebbene, anche la parola «razzismo» è largamente esposta a questo rischio.

*Intende dire che la parola razzismo ha più di un senso?*

Sì, e questo ci impedisce di discernere adeguatamente la natura vera di fatti ed atteggiamenti perché mette in un sol mucchio fenomeni assolutamente eterogenei. Non tento certo di improvvisare su due piedi un'analisi semantica, ma va specificata ed isolata innanzitutto un'accezione che direi primaria del termine con ben definita ideologia, codificata in precisi testi e attuata in strutture di potere. Questo razzismo nella sua forma più pericolosa si è fortunatamente dissolto, anche se non mancano purtroppo di manifestarsi tuttora forme preoccupanti di razzismo che nella loro efferatezza ricordano da vicino l'ideologia hitleriana. Sta in ogni caso alla base di un'ideologia razzista una particolare concezione antropologica e una sorta di metafisica perversa.

Ben altra cosa è l'atteggiamento di paura, di disagio, magari di insofferenza, per un generico estraneo che può essere di volta in volta diverso per lingua, cultura, tratti somatici, religione, ecc... Si può obiettare che tali atteggiamenti sfociano naturalmente in un'ideologia razzista. Personalmente credo che tutt'al più possano essere sfruttati da tale ideologia e niente di più: la povertà non porta necessariamente al furto.

*Lei pensa che la Svizzera possa essere considerata un paese razzista?*

In ogni caso scartiamo subito l'ipotesi che lo sia nel senso ideologico, primario, del termine. Inoltre, anche per l'accezione secondaria del termine, ricordiamo che «una rondine non fa primavera». Insofferenze e finanche aggressività marginali non possono essere spacciate per atteggiamenti profondi e condivisi di ostilità.

Del resto nell'accezione secondaria dovremmo distinguere il sentimento di insofferenza che nasce da un'ostilità profonda e cupa e che, anche se può rimanere a lungo latente ed essere dissimulata, costituisce una barriera effettiva per ogni rapporto, dal contrasto spesso puramente verbale, stereotipato, non di rado anche evidentemente bonario, che non impedisce affatto il rapporto ma quasi lo favorisce esorcizzando l'alterità. Quante volte mi è capitato di sentire nella Lombardia dove abito apostrofare con un nomignolo consueto un meridionale senza che ciò creasse risentimento e soprattutto senza che ciò impedisse il rapporto: dalla collaborazione nel lavoro al ... matrimonio.

Del resto la comunità elvetica accoglie un numero di cittadini stranieri pari a quasi un quinto della sua popolazione. Non è ragionevole accusare indiscriminatamente di razzismo una comunità che si dimostra nella realtà così accogliente. Ma va tenuto altresì presente che la Svizzera è costitutivamente estranea al razzismo: è una comunità civile che unisce in un unico popolo appartenenze linguistiche, culturali e confessionali diverse e che fa della sua diversificazione interna un tratto tipico e unificante. La Svizzera è per la sua stessa costituzione candidata ad una vigilanza particolare verso ogni forma di razzismo.

**Qui  
un anti-  
razzismo  
superficiale  
potrebbe essere  
un rimedio  
peggiore  
del  
male.**

*Non crede di sottovalutare in questo modo la gravità di episodi e la pericolosità di organizzazioni e sette che si rifanno esplicitamente al razzismo che lei dice primario?*

Spero proprio di non avere dato questa impressione. Tutt'altro. Si tratta di fatti criminosi e di forme associative da reprimere penalmente (come del resto si sta facendo), ma è evidente in primo luogo che si tratta di fenomeni marginali, non caratterizzanti la comunità in quanto tale e inoltre credo che la comunità elvetica riuscirà a ridimensionare drasticamente il pericolo di queste sette fuorvianti. È importante soprattutto evitare che il razzismo ideologico, marginale e unanimemente riprovato non riesca in un qualche modo a legittimarsi come possibile espressione politico-culturale di atteggiamenti di disagio e magari di insofferenza verso lo straniero che possono avere, soprattutto in momenti di difficoltà, una certa diffusione. Per questo, al di là della repressione penale, è importante cogliere le ragioni profonde dei diversi sentimenti di insofferenza che possono tradursi in atteggiamenti xenofobi. Qui un anti-razzismo superficiale potrebbe essere un rimedio peggiore del male.

*Non è un paradosso?*

Mi riferisco al fatto che spesso si pensa che la causa dell'ostilità al diverso sia la diversità stessa e che dunque basti cancellare questa e far regnare l'indifferenza. Quasi a dire che il diverso può essere almeno tollerato, se non accettato, solo se ciascuno rinuncia alla propria identità o in qualche modo la disattiva. Sembra invece che proprio chi non sente di appartenere ad una cultura sia più esposto alla tentazione dell'intolleranza per la paura che gli sia sottratto il suo spazio vitale. Forse è proprio la solitudine dell'essere senza radici l'origine di quella paura dell'altro che è la xenofobia; o forse l'ostilità al diverso nasce dall'incapacità di paragonarsi, inevitabile per chi è privo di identità, o dal sospetto che l'inferiorità dell'altro, da un punto di vista culturale e umano sia solo apparente. In ambedue in casi la paura dell'altro e l'ostilità verso di lui è un sintomo patologico di un disagio più profondo.

Sono solo ipotesi, ma credo che meriterebbero di essere approfondite e verificate con puntuali ricerche.

*Ritiene, a questo proposito, che una facoltà di scienze della comunicazione possa contribuire sul piano scientifico e culturale alla lotta contro il razzismo?*

La rilevanza della dimensione comunicativa nell'esistenza umana si è notoriamente accresciuta in estensione e profondità e di pari passo ne è maturata la consapevolezza. Proprio questo ha giustificato la nascita di una facoltà come la nostra, dedicata alla ricerca e alla didattica in tutti gli svariati campi della comunicazione. Meno noto è che l'evento co-

municativo, che per attuarsi ha bisogno di un contatto e quindi di un medium, può sorgere solo se i soggetti in contatto sono in qualche misura diversi. La diversità è dunque una condizione della comunicazione e il confine risulta essere il luogo privilegiato della comunicazione. Questo è vero a tal punto che, se il processo di globalizzazione cancellasse la specificità, paradossalmente morirebbe la comunicazione. La xenofobia è un contatto patologico fra diversi dove un soggetto non legittima l'altro. La risposta non è la rinuncia alla propria identità (questo coinciderebbe con lo snaturamento ossia con la soppressione culturale dei partners). Il rimedio è una corretta comunicazione interculturale dove chi accoglie e chi è accolto valorizzano nella propria cultura il potenziale dialogico.

Del resto, è la possibilità della comunicazione interculturale che consente quello stato di felicità della convivenza umana, inevitabilmente caro al cuore dell'uomo, che è la pace. È l'apporto che la nostra facoltà può offrire in termini di ricerca e di formazione nel campo della comunicazione interculturale – la stessa facoltà si sta configurando come luogo privilegiato di comunicazione interculturale – è a mio avviso notevole. Già ora il tema «Das Fremde in der Schweiz» è oggetto di ricerca nel nostro Istituto per le ricerche sociali sulla comunicazione recentemente costituitosi e in aprile del 1997 si terrà nella nostra sede un convegno di IADA (*International Association for Dialog Analysis*).

## Riassunto

*Con il professor Rigotti si è parlato del significato del razzismo, come mancanza di appartenenza alla cultura, all'assenza di radici, a un sintomo di disagio più profondo. La globalizzazione massmediatica porta a cancellare ogni forma di diversità perché ha perso la necessità di referenzialità; la diversità come ricchezza tutelata in modo particolare dalla Svizzera per la sua stessa costituzione, è una condizione indispensabile per garantire una comunicazione quale luogo privilegiato di scambi interculturali.*

## Zusammenfassung

*Professor Rigotti unterscheidet zwischen einem historischen Rassismus mit eindeutiger Ideologie, der heute kaum mehr eine Gefahr darstellt, und diffusen fremdenfeindlichen Regungen, die zwar von rassistischen Ideologen genutzt werden oder durchaus böse sein können, die aber weder eine ausgebaute Ideologie darstellen noch gewalttätig sind. Dieser diffuse Rassismus beruhe auf einem Mangel an kultureller Identität, der durch die Globalisierung gefördert werde. Die Globalisierung der Massenmedien verwische die Differenzen. Differenz ist aber eine absolut*



*notwendige Vorbedingung, um Kommunikation als privilegierten Ort interkulturellen Austauschs zu garantieren. Rigotti verneint, dass die Schweiz besonders anfällig sein könnte für Rassismus, im Gegenteil, die Schweiz sei durch ihre Beschaffenheit besonders dazu prädestiniert, Differenz zu pflegen.*

**Edo Rigotti** è professore ordinario in Linguistica generale dal 1983 presso la Facoltà di Lingue e letterature straniere dell'Università Cattolica di Milano. Ricopre importanti incarichi nell'organizzazione scientifica e culturale (coordinatore del Seminario di linguistica, membro della direzione della rivista «L'analisi linguistica e letteraria», del Consiglio di Amministrazione dell'Istituto Trentino di Cultura ecc.) Presenta numerose pubblicazioni, anche recenti, dedicate in parte alla ricostruzione critica del dibattito fra le diverse correnti della linguistica del '900, incluse quelle dell'Europa centro-orientale. E' inoltre professore ordinario in linguistica generale alla facoltà di scienze della comunicazione dell'Università delle Scienze a Lugano.

**Mimi Lepori Bonetti** è membro della CFR.

**La  
diversità  
è dunque una  
condizione della comunica-  
zione e il confine risulta essere  
il luogo privilegiato  
della comu-  
nicazio-  
ne.**

## **Facoltà di scienze della comunicazione**

L'enorme sviluppo degli strumenti tecnologici legati ai processi comunicativi di massa, l'incremento della mobilità grazie ai nuovi mezzi di trasporto, e il rilievo sociale che tali fenomeni hanno acquisito, hanno determinato una forte incidenza dei processi comunicativi sulla società contemporanea.

Il rapido anticiparsi delle attività comunicative ha pure comportato un'estensione della ricerca e quindi nella didattica, soprattutto universitaria, l'interesse si è esteso dai media tradizionali a ambiti economici ed istituzionali, dove le scienze comunicative si sono fatte carico dell'organizzazione del marketing, della pubblicità, della gestione di tutta l'industria della cultura e dello spettacolo, fino alla critica cinematografica, musicale, teatrale. Hanno acquisito inoltre ampio rilievo nel campo del turismo, con la relativa programmazione del flusso turistico e dell'industria alberghiera.

Al di là di queste attività si è sempre più evidenziata la necessità di flussi comunicativi organici, sia all'interno della grande impresa, sia fra le strutture politiche e amministrative e la società sia fra le diverse istituzioni sociali. La facoltà si prefigge fra l'altro di rispondere al bisogno di professionisti in tali attività mediante un filone di studi che assommi la formazione comunicazionale ad una specifica preparazione economico-gestionale.

La facoltà si è fatta carico di un terzo ambito, in progresso di sviluppo, che riguarda l'affermazione e la crescita delle tecnologie legate allo sviluppo delle scienze informatiche e alla loro estesa applicazione alle comunicazioni. Tale linea di studi, sul piano didattico, mira alla preparazione di professionisti che – pur mantenendo le basi scientifiche della licenza – sviluppino una competenza altamente qualificata nell'ambito della produzione di strumentazione tecnologica al servizio dell'informazione.

La facoltà prevede: una licenza in Scienze della Comunicazione con tre indirizzi di specializzazione; un corso di dottorato; corsi post-licenza a carattere specialistico.

Indirizzo:  
Università della Svizzera Italiana,  
Facoltà di scienze economiche  
Centrocvico  
Via Ospedale 13  
CH-6900 Lugano



# Medien und Rassismus

JÜRIG HÄUSERMANN

Den Informationsmedien wird vorgeworfen, sie verbreiteten Vorurteile und Klischees über Fremde und beteiligten sich also direkt an diskriminierenden Handlungen. Viele Untersuchungen belegen dies mittlerweile. Der folgende Beitrag führt in Grundbegriffe zur Thematik Medien und Rassismus ein. Er schildert Mechanismen der Diskriminierung durch Sprache und Medien und fragt nach Möglichkeiten, die Auseinandersetzung mit Rassismus zu einem Bestandteil der Aus- und Fortbildung von Medienschaffenden zu machen.

A. erzählt von einem Erlebnis im Restaurant. Er hatte mit seinem kleinen Neffen einen Ausflug zum Flughafen gemacht. Am Eingang zum Restaurant wurden sie von einer Dame begrüsst, die ihnen einen kleinen Tisch ganz hinten, weit weg vom Fenster, anbot. Da aber auch einer der grösseren Tische beim Fenster frei war, steuerten sie direkt darauf zu. Schliesslich hätten sie ebenso das Recht, dort zu sitzen, wie all die Leute, die schon an den Fenstertischen sassen – «lauter Ausländer», wie A. bemerkt, «dunkelhäutige», so wie übrigens auch die Angestellte, die ihm und seinem Neffen etwas Unfreundliches nachrief.

«Nein, ich bin kein Rassist», sagt A. auf eine kritische Nachfrage hin, «aber es geht nicht an, dass Ausländer mehr Rechte haben als Schweizer.»

So sehen es auch viele, die sich wissenschaftlich mit dem Thema Rassismus und Sprache auseinandersetzen: Die meisten Leute sind keine Rassisten, die direkte diskriminierende Handlungen ausüben. Dennoch muss das, was sie sagen oder schreiben, als rassistisch bezeichnet werden, weil sie in den entsprechenden *Diskurs* eintreten.

## Diskurs

Um sprachliche Diskriminierung zu beschreiben, benutzen viele Autorinnen und Autoren im deutschsprachigen Raum einen Ansatz, den sie als Diskursanalyse bezeichnen. Im Zentrum steht der auf Foucault zurückgehende Begriff «Diskurs», den ich für unsere Zwecke folgendermassen umschreibe:

1. Als Diskurs lässt sich am besten die fortgesetzte Diskussion eines *Themas* verstehen, die über längere Zeit hinweg in der Gesellschaft geführt wird. Ein Beispiel ist der Migrationsdiskurs, der geführt wird, seit es Besiedelung, Auswanderung und Flucht gibt. Ob wir einen Diskurs als Migrations-, als Ausländer- oder als Fremdenfeindlichkeitsdiskurs bezeich-

nen, hängt zunächst einmal von unserer Erkennungsleistung als Beobachter ab. Wir können Diskurse enger oder weiter fassen; vor allem müssen wir sehen, dass und wie verschiedene Diskurse (inhaltlich «verwandte» und andere) miteinander zusammenhängen.

2. Ein Diskurs kommt selten allein. Oft wird in der Hauptsache über etwas ganz anderes gesprochen – z. B. über Fussball, über Arbeit – und da taucht der Fremdheitsdiskurs oft als Begleitdiskurs auf. Diese *Überschneidung von Diskursen*, die Tatsache, dass es keine Äusserungen nur zu einem einzigen Diskurs gibt, ist ein zentrales Element des Diskursbegriffs. – In der zitierten Erzählung z. B. wurden der Gastgewerbe- und der Ausländerdiskurs miteinander kombiniert.
3. Zu jedem Diskurs gehören seine eigenen Formen des Formulierens und Argumentierens. Zu diesen *Diskursregeln* gehören z. B. typische Argumentationsstrategien (z. B. die Absetzungsstrategie: «Ich habe ja nichts gegen Ausländer, aber ...»), Interpretationsmuster (z. B. die Interpretation einer Handlung als «typisch für die Jugoslawen»), Wörter (z. B. abwertende oder angstmachende Bezeichnungen, Metaphern) usw. – Diese Diskursregeln zu kennen ist wichtig, weil sie sich einem ganz automatisch aufdrängen, sobald man sich für ein bestimmtes Thema und damit eine bestimmte Sichtweise entschieden hat. – Das Eingangsbeispiel zeigt deutlich, dass die zwei unterschiedlichen Diskurse dem Sprecher ganz unterschiedliche Argumente geliefert haben. Aus dem Gastgewerbe-Diskurs hat er Argumente zur Hand, die aus Konventionen hervorgehen und über die zwischen Wirt und Gästen oft Einigkeit besteht (z. B. in welchen Fällen eine Beschwerde sinnvoll ist). Der Ausländerdiskurs produziert viel mehr Argumente, die offensichtlich auf Vorurteilen und Irrtümern beruhen (z. B.: «Schweizer haben es im eigenen Land schlechter als Ausländer»).

## Diskriminierung

Diskriminierung ist in den Worten von van Dijk die «Ausübung einer Gruppenvorherrschaft» anhand von Unterschieden zu anderen Gruppen. Van Dijk weist darauf hin, dass es nicht nur um *Handlungen* im konkreten Sinn geht, die für die diskriminierte Gruppe negative Konsequenzen haben (z. B. wenn ein ausländerspezifisches Gesetz erlassen würde), sondern auch um *Denkmodelle* (z. B. Vorurteile), die



von der diskriminierenden Gruppe bei ihrem Sprechen und Handeln angewendet werden. Diskriminierung trifft Gruppen ganz verschiedener Art und ihre Angehörigen. Sie müssen sich nicht einmal selbst der Gruppe zugehörig fühlen, um z. B. als Behinderte, Angehörige bestimmter Religionen, Kinder, alte Menschen, Sozialhilfeempfänger usw. benachteiligt zu werden. Es muss sich auch nicht um eine Minderheit handeln. Ob es sich jeweils um Diskriminierung handelt, kann überprüft werden aufgrund des Kriteriums *Machtausübung*: Wenn die herabgewürdigte Gruppe unterprivilegiert ist (wenig oder keine Macht hat), ist es sinnvoll, von Diskriminierung zu reden. Zwar gibt es einen Sprachgebrauch, in dem auch das Umgekehrte als Diskriminierung bezeichnet wird; dies hat aber nicht dieselbe Relevanz, weil damit keine <Gruppenvorherrschaft> ausgeübt wird. Beispielsweise können viele europäische Touristen davon berichten, dass sie in abgelegenen afrikanischen Dörfern gelegentlich bestaunt wurden oder sich gar belästigt fühlten. Da dies aber nichts an ihrer Zugehörigkeit zu einer wirtschaftlich mächtigeren Gruppe ändert, können sie auch nicht als diskriminiert gelten.

zung hat auch den Vorteil, dass er auf Grundmuster hinweist, die auch bei anderen Formen der Benachteiligung, nicht nur bei der rassistischen, vorkommen.

### Sprachliche Diskriminierung

In der eingangs zitierten Erzählung ist es nicht schwer, diskriminierende Elemente zu erkennen: Elemente der Pauschalisierung, der Abwertung, der Sündenbockstrategie. Sie entsprechen den Funktionen, die Galliker und Wagner als bestimmend für sprachliche Diskriminierungshandlungen bezeichnen: «1. Eine Sie-Gruppe wird von einer Wir-Gruppe *ausgeschlossen*. 2. Die Menschen der Sie-Gruppe werden nicht je besonders beurteilt, sondern anhand von Merkmalen, die sie als Mitglieder dieser Gruppe *etikettieren*. 3. Die Sie-Gruppe wird *verunglimpft*.» (Galliker, Wagner 1995:35) Im Vergleich zur allgemeinen Definition der Diskriminierung fehlt bei der sprachlichen Diskriminierung oft der *direkte Kontakt* zwischen diskriminierender und diskriminierter Person. Es ist nicht ein *Reden zu ...*, sondern ein *Reden über ...*

### Rassismus

Als *Rassismus* wird eine Diskriminierung in einer engeren Bedeutung verstanden, meist eingengt auf ethnische oder religiöse Merkmale: «Rassismus liegt dann vor, wenn Menschen, die anders aussehen als die einheimische Mehrheit oder andere Sitten und Gebräuche pflegen, eine andere als die einheimische Sprache sprechen, eine andere als die im Lande üblichen Religionen praktizieren etc., deshalb negativ bewertet und aus der Position der Macht der Einheimischen heraus diskriminiert, benachteiligt werden.» (Jäger in Althoetmar 1993:74) Fast in allen Arbeiten zum Rassismus wird betont, dass der Begriff der <Rasse>, der dem Wort <Rassismus> zugrunde liegt, wissenschaftlich nicht haltbar ist. Der Begriff Rassismus aber hat sich gehalten. Er kann als allgemein bekannt gelten und hat eindeutig negative Bedeutung. In der Arbeit mit Medienschaffenden ist mir der Umgang mit dem Begriff Diskriminierung allerdings oft leichter gefallen, weil er bei den Auszubildenden weniger schnell Barrieren aufgebaut hat. Wenn es darum geht, dass in einem Seminar selbstverfasste Texte kritisiert werden, sind alle Menschen besonders empfindlich. Wer eine Kritik so versteht, als werfe man ihm vor, er sei *der* Rassist in der Runde, verschliesst sich rasch einmal jeder weiteren Argumentation. Der Begriff Diskriminie-

### Implizite, explizite und strukturelle Diskriminierung

Viele Diskriminierungen werden nicht ausgesprochen, sondern nur «mitgemeint». Um dies in Texten dennoch erfassen zu können, unterscheiden viele Autoren mit Hall (1982) zwischen expliziter Diskriminierung und impliziter Diskriminierung. Während nach Galliker und Wagner (1995:38) explizite sprachliche Diskriminierung aus dem *Inhalt* und den verwendeten *Wörtern* einer Aussage hervorgeht, lässt sich implizite Diskriminierung dagegen nur aus dem *Kontext* ermitteln. Ein Text, der scheinbar neutral wirkt, verweist auf wertende Vorstellungen, auf die die Rezipienten zurückgreifen. Implizit diskriminiert wird beispielsweise über die Kategorisierung. So fragte ein Umfrageinstitut Bürgerinnen und Bürger, welches für sie die wichtigsten aktuellen Probleme seien, und präsentierte ihnen die folgende Auswahl: Arbeitslosigkeit, Umweltschutz, Schule, Verkehr, Ausländer, Steuern. Damit wird eine einzelne Bevölkerungsgruppe, die der <Ausländer>, isoliert, in einen Zusammenhang mit lauter abstrakten Begriffen gebracht und durch den Kontext der Frage als <Problem> bezeichnet. Diese Anordnung, vom Umfrageinstitut willkürlich gewählt, wirkt diskriminierend, und wenn sie in den Medien in Nachrichtenform weitergegeben wird, wird auch die Diskriminierung weitergegeben.

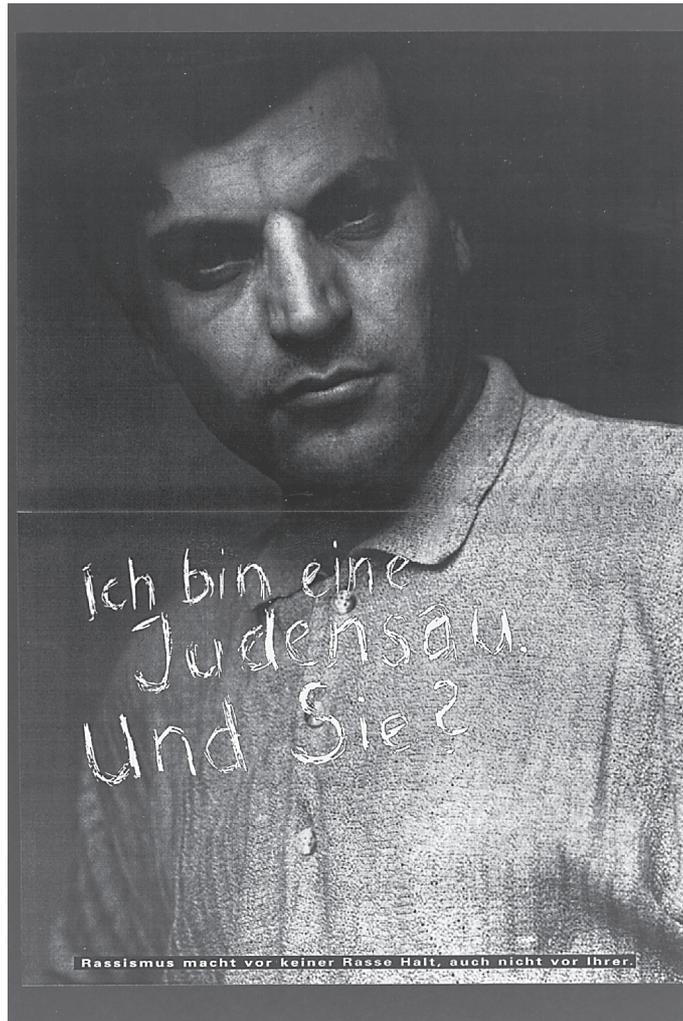
**Es ist nicht ein  
Reden zu ..., sondern  
ein Reden über ...**

Besonders in angelsächsischen Ländern wird die *institutionelle* Diskriminierung behandelt, also die Diskriminierung, die stattfindet, wenn nicht Personen, sondern Institutionen einzelne Gruppen diskriminieren. Dazu gehört zum Beispiel die unterschiedliche Behandlung von Einheimischen und Fremden in Behörden: «Rassismus kann von Einzelpersonen, Institutionen, Parteien und Verbänden und durch Gesetze und Verordnungen ausgeübt werden.» (Jäger in Althoetmar 1993:74) Auch die Medieninstitutionen sind davon nicht ausgenommen. Sie müssen sich nicht nur nach dem diskriminierenden Gehalt ihrer Produkte fragen lassen, sondern auch danach, wie sie z. B. als Arbeitgeber oder als Investoren mit Diskriminierung umgehen.

### Diskriminierung durch die Medien

Man kann sich vorstellen, dass die Restaurant-Begebenheit auch in einem Zeitungsartikel oder in einer Radio- bzw. Fernsehsendung erzählt würde. Fehlen würden darin wohl Pauschalurteile vom Typ «Schweizer haben es im eigenen Land schlechter als Ausländer». Aber es würde auch genügen, die Begebenheit mit dem Ausländerdiskurs in Zusammenhang zu bringen, um implizit auf derartige Pauschalurteile zu verweisen.

Der wichtige Unterschied besteht in der Beziehung zwischen Sender und Empfänger. Die Privatperson A. wendet sich mit ihrer Rede an eine andere Privatperson, die ihr gegenüber sitzt und die direkt auf das Gehörte reagieren kann. Im Massenmedium dagegen streut der Kommunikator seine Botschaft an ein Publikum, dessen Reaktion für ihn zunächst nicht erkennbar ist – ein Publikum, das aus örtlich voneinander getrennten Rezipienten besteht, die mit der Botschaft ganz Unterschiedliches anfangen können.



Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne/Proposition pour une campagne publicitaire: «Rassismus lässt keinen aus», Agentur EURO RSCG, Zürich (3. Preis/3<sup>ème</sup> prix).

Dadurch wird die Vorstellung der diskriminierenden Handlung von ihrer Wirkung losgelöst. Es ist nur schwer zu überprüfen, welche Folgen z. B. eine rassistische Reportage hat. Die Rezipienten werden unterschiedlich reagieren, und ihre Reaktion kann von aktiver Ablehnung der Berichterstattung über die Zustimmung zu den geäußerten Ansichten bis zur Ausführung rassistischer Gewalthandlungen gehen. Zwar rechnet man damit, dass die Medien Wahrnehmung und Interpretation beeinflussen (Funk, Weiss 1995), ja sogar dass sie zu diskriminierenden Handlungen motivieren (Brosius, Esser 1995), aber die Untersuchungen, die dies belegen,

zeigen auch, dass es sich um keine einfachen Wirkungsmechanismen handelt.

Die Bekämpfung des Rassismus in den Medien kann, wie es auch für andere Themen der Medien-Ethik gilt, nicht aus der Wirkung allein begründet werden. Journalistinnen und Journalisten müssen selbständig entscheiden, wie sie die Wirklichkeit wahrnehmen und für ihr Publikum formulieren wollen. Sie werden sich dabei zwar an der möglichen Wirkung ihrer Produkte orientieren, sie werden aber auch weitere Moralregeln, unter anderem berufsspezifische, befolgen. Die Art der Berichterstattung und Kommentierung ergibt sich für sie aus einer Auseinandersetzung mit diesen verschiedenen (und sich z. T. vielleicht widersprechenden) Regeln.

Notwendigerweise entsteht aus der journalistischen Berufsauffassung aber auch ein Konflikt zwischen Journalistinnen

und Journalisten und ihren Kritikerinnen und Kritikern. Ein typisches Beispiel ist das des Zitats. Es gehört zur journalistischen Praxis, eigene Aussagen und Zitiertes deutlich abzutrennen. Wenn es sich um eine rassistische Äußerung handelt, wird im allgemeinen noch sorgfältiger als gewöhnlich vorgegangen. Die Ergebnisse wissenschaftlicher Textanalyse lassen nun aber vermuten, dass es für die Wirkung einer rassistischen Äußerung gar nicht entscheidend ist, ob sie vom Journalisten selbst getan



wurde oder ob er jemand anders zitiert. Aus dieser Perspektive lautet die Empfehlung, auf rassistische Zitate möglichst zu verzichten. Das widerspricht aber häufig den journalistischen Kriterien vom Nachrichtenwert einer Äusserung. Der Journalist wird auf dem Zitat bestehen, weil sonst der informative Gehalt des Textes verändert würde. Er wird sich nur damit einverstanden erklären können, die Grenze zwischen eigenem Text und zitierter Aussage besonders deutlich zu markieren. Er wird aber auch erwarten, dass sein Publikum am Kommunikationsprozess aktiv beteiligt ist und dass es diese Grenzziehung erkennt.

Damit wird auch deutlich, dass die Kritik sich zur Zeit sehr auf die Arbeit der journalistischen Kommunikatoren konzentriert. Das Rezeptionsverhalten des Publikums wird viel zu wenig berücksichtigt. Dabei rechnet die Rezeptionsforschung schon längst nicht mehr mit einer einfach beeinflussbaren, passiven Masse, sondern mit aktiven Nutzern, denen neben dem einzelnen Medienprodukt noch andere Informationsquellen zur Verfügung stehen. Dass sie oft die Produktionsweisen der Medien zu wenig kennen und deshalb auch Einzelheiten in den Texten nicht zu interpretieren vermögen, steht auf einem andern Blatt. Auf alle Fälle aber kann eine Bekämpfung des Rassismus in den Medien nicht bei den Medienleuten allein ansetzen. Wirksame Veränderungen sind nur möglich, wenn die Medienrezeption als aktive Tätigkeit verstanden wird und wenn ebenso selbstverständlich wie die Aus- und Fortbildung der Journalistinnen und Journalisten die Medienfortbildung der Rezipienten in Betracht gezogen wird.

**Wer eine Kritik so versteht, als werfe man ihm vor, er sei der Rassist in der Runde, verschliesst sich rasch einmal jeder weiteren Argumentation.**

### Mechanismen der Diskriminierung

Wie beteiligen sich nun die Medien an rassistischer Diskriminierung? Es geschieht in zwei verschiedenen Fällen der Berichterstattung oder Kommentierung. Beide Fälle sind nicht per se rassistisch, sind aber anfällig für rassistische Argumentationen.

1. *Sie aktivieren die Unterscheidung zwischen Eigenem und Fremdem* bei der Information über ein Thema aus einem andern Diskurs. Dies ist meistens irrelevant. So kann es zum Beispiel unnötig sein, im Bericht über einen Sportler seine Herkunft oder seine Hautfarbe zum Thema zu machen. – In diesem Bereich

geschieht vieles ungewollt, z.B. wenn der Berichtserstatter für Probleme der Diskriminierung zu wenig sensibilisiert ist.

2. *Sie stellen Ereignisse bewusst in den Rassismus-Diskurs.* Dies sind alle Fälle, in denen ein Ereignis als fremdenfeindliche Tat dargestellt wird oder wo entsprechende Ereignisse kommentiert werden. Es besteht die Gefahr, trotz guten Willens dem Vokabular und den Argumentationen der Rassisten zu folgen. – Eine andere Gefahr besteht allerdings auch darin, dass die Notwendigkeit, auf Rassismus hinzuweisen, nicht erkannt wird (z.B. bei der Wiedergabe eines rassistischen Zitats).

Das erste Problem der Textgestaltung ist das der *Nachrichtenauswahl* und der Themenwahl. Ob eine Sache zum Ereignis wird und wie man es definiert, ist zwar zu einem grossen Teil von professionellen Regeln abhängig. Dennoch hat darin jede einzelne Redaktion einen gewissen Spielraum. – In diesen

Bereich gehört auch der Umgang mit Zahlen und Statistiken. Null-Informationen vom Typ «Immer mehr Ausländer werden kriminell» müssen als Sensationsmache entlarvt werden; Kriminalitätsstatistiken, die zwischen Schweizer- und Ausländerkriminalität unterscheiden, müssen daraufhin überprüft werden, was sie wirklich aussagen (oft nur, dass mehr Ausländer als Schweizer verdächtigt wurden), und in ihrem diskriminierenden Ansatz erkannt werden.

In beiden Fällen besteht die Gefahr, diskurspezifischen *Argumentationsstrategien* aufzusitzen, wie sie in den Arbeiten am

Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung analysiert worden sind. Dazu gehören:

- Ja-aber-Strategie («Ich hab' ja nichts gegen Schwarze, aber ...»)
- positive Selbstdarstellung («Die Ausländer, mit denen ich zusammenarbeitete, haben mich immer gelobt.»)
- Verleugnung («Es gibt bei uns keinen Rassismus.»)
- Verniedlichung («Ausländer haben es hier ja noch relativ gut.»)
- Rechtfertigung («Deutschland/die Schweiz ist kein Einwanderungsland.»)
- Entschuldigung («Ich schäme mich für jene/kann nichts dafür.»)
- Umkehrung («Nicht wir sind die Rassisten, sondern sie.»/«Muslime unterdrücken ihre Frauen.»)
- Sich hinter Autoritäten/anderen/Systemen verstecken («Sogar der Bundesrat hat gesagt ...»)
- Relativierung («Das würde ich auch bei Schweizern kritisieren.»)

- ▶ Sich hinter Unwissenheit zurückziehen («Dazu gibt es keine Zahlen.»)
- ▶ Positive Diskriminierung («Die Albaner in unserer Strasse sind alle sehr sauber.»)

Mit jeder journalistischen Information wird auch eine *Interpretation* des Ereignisses wiedergegeben. Oft hat die Journalistin/der Journalist es in der Hand, welches Interpretationsmuster zur Anwendung gelangt, d. h. als *was* das Ereignis dargestellt wird (ein Konflikt in Afrika als *Bürgerkrieg* oder als *Stammesfehde*, das Opfer eines Verbrechens als *junge Frau* oder als *Türkin* usw.).

Einen wichtigen Anteil an der Interpretation hat die Wahl der *Perspektive*. Ob das gleiche Ereignis aus der Perspektive einer Behörde oder eines betroffenen Menschen geschildert wird, belässt die Fakten gleich und macht auch nicht aus einem Bericht einen Kommentar. Dennoch erleichtert es die Identifikation mit dem Betroffenen und gibt dem Ereignis eine andere, unter Umständen menschlichere Interpretation.

Im Kleinen geschieht ähnliches durch die *Wortwahl* in jedem Satz. Expressive und bildhafte Ausdrücke drücken oft etwas Negatives aus, weil sie auf ein bestimmtes Bedeutungsfeld verweisen (Beispiel: *Flüchtlingsansturm*). Diskriminierende Formulierungen entstehen auch durch ein überflüssiges Bedürfnis nach stilistischer Variation. Dies passiert z. B. beim Versuch, die Wiederholung eines Wortes zu vermeiden: Im ersten Satz heisst es noch: *Der Täter* und im zweiten Satz: *der 32jährige Ungar*. Damit ist aus einer Stilregel heraus die für die Tat nicht relevante Nationalität des Täters erwähnt worden.

Viele *Überschriften*, *Bildlegenden* und *Leads* – also Formen gedrängten journalistischen Formulierens – enthalten eine Diskriminierung. Weil sie den Einstieg in eine Geschichte ermöglichen, bestimmen sie auch die Publikumserwartung. Wenn hier nun z. B. die Nationalität genannt wird, bekommt sie ein Gewicht, das nicht ihrer Relevanz in der Nachricht entsprechen muss. Überlegungen der Präsentation betreffen auch Platzierung und Grösse der Nachricht und der sie begleitenden Bilder.

Die gleiche Aussage kann je nach *Textsorte* unterschiedlich brisant sein. Journalistinnen und Journalisten vertrauen oft auf eine implizit kommentierende Wirkung einer Information. Sie geben z. B. ein Zitat wieder, das sie für so eindeutig rassistisch halten, dass es, wie sie meinen, von selbst gegen den Urheber spricht. Für den Rezipienten, der in einer völlig anderen Situation und mit viel weniger Hintergrundinformation den Text liest, braucht die Sache aber nicht annähernd so klar zu sein. Generell spricht die Erfahrung dafür, *Kommentare* nur explizit zu formulieren. Werturteile müssen im Text abgestützt sein. Wer mit den «richtigen» Assoziationen des Publikums rechnet, vertraut auf Klischees und überlässt die Vervollständigung der Argumentation dem Zufall.

## Möglichkeiten der Aus- und Fortbildung

Während es im Bereich der Jugendarbeit und für die Schule ausgearbeitete didaktische Konzepte gibt, gibt es kaum befriedigende Antworten auf die Frage, wie die Erkenntnisse über Medien und Diskriminierung in der Journalistenausbildung vermittelt werden sollen. Dies wird dadurch verstärkt, dass die Diskussion der Methodik in der Journalistinnenausbildung ohnehin nicht gerade lebhaft geführt wird. Was die sprachliche Aus- und Fortbildung angeht, erfolgt sie vielerorts noch auf der Basis einer autoritären Sprachkritik. Diese illustriert zwar sehr anschaulich die Gebote und vor allem Verbote journalistischer Sprachlehre, aber sie verhindert eher eine selbständige Reflexion der eigenen Sprache und der eigenen Bewertungskriterien. Wer aber in der Journalistenausbildung nicht mit Menschen rechnet, die ihre eigene Sprache wählen und ihre Wahl begründen können, wird als Maximum die *Political Correctness* des Tages vermitteln können, die schon morgen obsolet ist, wenn völlig neue Herausforderungen auf uns zukommen.

Für die Aus- und Fortbildung ergeben sich deshalb u. a. die folgenden methodischen Ziele:

- ▶ *Reflexion über Sprache betonen*, im Gegensatz zu zwingenden Vorschriften.
  - ▶ *Aufzeigen von Wegen der Vermittlung* über Seminare, die es ermöglichen, die Handlungen über Diskussion und Erfahrungsaustausch zu erarbeiten.
  - ▶ Formulierungsregeln *weit* und, wo es möglich ist, *positiv definieren*.
- Inhaltlich* bieten die vorliegenden Forschungsergebnisse Anregungen auf den verschiedensten Ebenen.
- ▶ Es beginnt auf der Ebene der *Organisationsstrukturen* mit Vorschlägen z. B. für die Mitarbeit von Vertreterinnen und Vertretern benachteiligter Gruppen.
  - ▶ Auf der Ebene der journalistischen *Arbeitsprozesse* müssen vermehrt die Recherche und Planung von Texten diskutiert werden. Viele Entscheidungen fallen ja nicht erst beim Schreiben, sondern bei der Auswahl des Themas und der Informanten, in der redaktionsinternen Diskussion und bei der alltäglichen Recherche.
  - ▶ Die *Auswahl von Nachrichten* ist ein Thema, das ständig diskutiert werden muss, weil sich da Grundsätze des Berufsethos und ethische Forderungen von aussen oft widersprechen. Wichtig ist es aber auch aufzuzeigen, dass ein Ereignis durch den Wechsel begrifflicher Kategorien unterschiedlich definiert werden kann.

Die Erfahrung mit sexistischem Sprachgebrauch zeigt auch, dass in den *dialogischen Formen* (vom Interview bis zur Talkshow) besonders krass diskriminiert werden kann – durch weniger direktes Ansprechen, durch Unterbrechungen, Herabminderung von Voten usw. Im Zusammenhang mit Rassismus ist das bisher noch kaum untersucht worden. Das Gesprächsverhalten in Interviews, aber auch in Re-



cherchegesprächen müsste aber ebenso behandelt werden wie das Schreiben monologischer Texte.

Im Bereich der Textgestaltung muss besondere Aufmerksamkeit den diskurspezifischen *Argumentationsstrategien* und *Interpretationsmustern* gelten. Die Journalistinnen und Journalisten müssen die Redeweisen kennen, die zu den Diskursen gehören, und sie rechtzeitig vermeiden.

Weitere Themen ergeben sich schliesslich in den klassischen Kategorien stilistischer Kritik, zum Beispiel wenn es darum geht, den *Wortschatz* sorgfältig zu überprüfen (etwa auf verunglimpfende Bezeichnungen und Bilder) oder zu einer kreativeren Wahl der *Perspektive* (Betroffenenperspektive statt Behördenperspektive) aufzurufen.

Besonders effektiv sind erfahrungsgemäss diejenigen Empfehlungen, mit denen man an die journalistische Sorgfalt appellieren kann. Das Ziel muss darin bestehen, dass sprachliche Regeln gefunden werden, die sowohl dem journalistischen Selbstverständnis wie auch der Vorstellung aktiver Medienutzung entsprechen. Die Lernenden inner- und ausserhalb der Medien sollten Werkzeuge haben, die Reflexion über die Sprache ermöglichen. Produzenten wie Rezipienten sollten ihren eigenen Sprachgebrauch im Kontext der Produktion einordnen können, um letztlich auch dessen Bedingtheit zu reflektieren und gegebenenfalls zu seiner Veränderung beizutragen.

## Zusammenfassung

Der Beitrag, der sich vor allem auf deutschsprachige Arbeiten stützt, definiert zunächst die Begriffe *«Diskriminierung»* und *«Rassismus»* und – da die rassismuskritische Literatur vorwiegend diskursanalytisch vorgeht – *«Diskurs»*. Bei der Frage, wie sich die Medien an rassistischer Diskriminierung beteiligen, konzentriert sich der Autor auf zwei Fälle der Berichterstattung oder Kommentierung, die er für besonders anfällig für rassistische Argumentation hält. Im ersten Fall wird etwa die Nationalität oder Hautfarbe einer Person thematisiert, obwohl das für die Berichterstattung irrelevant ist. Im zweiten Fall wird beispielsweise ein Ereignis bewusst als rassismusbezogen dargestellt. In beiden Fällen wird deutlich, dass die Journalistin bzw. der Journalist es in der Hand hat, welche Nachricht zum Thema wird und mit welcher Interpretation das Ereignis dargestellt wird. In journalistische Routinebehandlungen wie *Perspektivenwahl* und *Titelsetzung*, aber auch die *Zitierweise* können unbeabsichtigt rassistische Elemente einfließen.

Der Autor gibt Möglichkeiten der Aus- und Fortbildung wieder, wie sie sich aus der vorliegenden Literatur zusammenstellen lassen. Was die Methodik betrifft, gilt es, Fehler einseitiger Sprachkritik zu vermeiden. Wenn die Lernenden zur Reflexion über Sprache angeregt werden, bringt dies mehr als eine Liste verbotener Ausdrücke. Formulierungsregeln sollen weit sein und möglichst positiv gefasst

sein. Viele Empfehlungen beziehen sich auf die Ebene der Organisationsstrukturen. Hier wird etwa die Mitarbeit von Vertretern und Vertreterinnen benachteiligter Gruppen vorgeschlagen. Auf der Ebene der journalistischen Arbeitsprozesse wird die Diskussion von Auswahl, Planung und Recherche angeregt. Das Gesprächsverhalten in Interviews und Recherchegesprächen sollte wie auch das Schreiben monologischer Texte thematisiert werden. Auf der Ebene der Nachrichtenauswahl soll erkannt werden, wie durch den Wechsel begrifflicher Kategorien Ereignisse unterschiedlich definiert werden. Wer diskurspezifische Argumentationsstrategien und Interpretationsmuster kennt, kann diese in fremden und eigenen Texten bekämpfen. Bei den klassischen Kategorien stilistischer Kritik wird in erster Linie der bewusste Umgang mit entsprechender Wortwahl (insbesondere expressive Ausdrücke, Metaphern) und der Wahl der Perspektive angeregt.

Der Autor betont, dass die Bekämpfung des Rassismus in den Medien nicht bei den Medienleuten allein ansetzen darf. Medienrezeption muss als aktive Tätigkeit gesehen werden; auch den Rezipienten ist Medienfortbildung anzubieten. Die Lernenden inner- und ausserhalb der Medien sollten Werkzeuge haben, die ihnen Reflexion über Sprache ermöglichen. Produzenten wie Rezipienten sollten ihren eigenen Sprachgebrauch im Kontext der Produktion einordnen können, um letztlich auch dessen Bedingtheit zu reflektieren und gegebenenfalls zu seiner Veränderung beizutragen.

## Résumé

Cette contribution, qui se fonde principalement sur des travaux en langue allemande, définit tout d'abord les notions de *«discrimination»* et de *«racisme»* et, puisque la littérature critique sur le racisme procède essentiellement d'une analyse discursive – celle de *«discours»*. En ce qui concerne la question de savoir comment les médias participent à la discrimination raciste, l'auteur se concentre sur deux cas de reportage ou de commentaire qu'il tient pour particulièrement réceptifs à l'argumentation raciste. Dans le premier cas, il est par exemple question de la nationalité ou de la couleur d'une personne, bien que cela n'ait rien à voir avec le contexte. Dans le second, un événement est délibérément présenté comme ayant à voir avec le racisme. Les deux cas montrent clairement que c'est le ou la journaliste qui décide quelle nouvelle sera traitée et quelle interprétation il ou elle donnera de l'événement. Des éléments racistes peuvent se glisser de façon non préméditée dans la routine journalistique, comme le choix de la perspective, le titre, ou encore la manière de citer.

L'auteur indique des possibilités de formation ou de formation continue que la littérature existante permet de réunir. S'agissant de la méthodologie, il faut éviter la faute consistant à critiquer de façon unilatérale. Inciter ceux qui apprennent à réfléchir sur la langue est plus efficace qu'une liste d'expressions interdites. Les règles de formulation ne doivent pas être rédigées de manière trop restrictive, mais présentées le plus positivement possible. Bon nombre de recommandations se réfèrent aux structures d'organisation.

Ainsi, on propose par exemple la collaboration avec les représentantes et les représentants de groupes défavorisés. En ce qui concerne les processus de travail journalistique, on incite à discuter du choix, de la planification et de la recherche. Il faudrait aussi discuter du comportement lors d'interviews ou d'entretiens de recherche comme on le fait pour l'écriture de textes. Pour le choix des nouvelles, il faut que l'on comprenne comment, en changeant les catégories de notions, on peut définir différemment les événements. Lorsqu'on connaît les stratégies d'argumentations discursives spécifiques et les modèles d'interprétation, on peut lutter contre ceux-ci dans ses propres textes et dans ceux d'autrui. Dans les catégories classiques de critique stylistique, l'auteur aborde en premier lieu l'utilisation consciente du choix des mots (et plus particulièrement des expressions suggestives et des métaphores) et le choix des perspectives. Il souligne que la lutte contre le racisme dans les médias ne doit pas seulement commencer chez les gens qui travaillent pour ceux-ci. La réception des médias doit être considérée comme une activité dynamique; il faut aussi offrir à ceux qui les reçoivent une formation continue. Ceux qui travaillent ou non pour les médias et qui apprennent doivent disposer des moyens qui leur permettent de réfléchir sur la langue. Ceux qui produisent pour les médias comme ceux qui les reçoivent doivent pouvoir situer leur propre usage de la langue dans le contexte de la production pour montrer en fin de compte la relativité de cette dernière et contribuer le cas échéant à la modifier.

Es ist nur schwer zu überprüfen, welche Folgen z. B. eine rassistische Reportage hat.

Jürg Häusermann ist Professor für Medienwissenschaft an der Universität Tübingen. Früher selbst journalistisch tätig, ist er nun seit bald zwanzig Jahren Dozent in der journalistischen Aus- und Fortbildung.

#### Kommentierte Literaturliste

##### DISKRIMINIERUNG, RASSISMUS

EINFÜHRUNGEN INS THEMA RASSISMUS (DIE OFT HISTORISCH VORGEHEN) ZEIGEN DIE MÖGLICHKEITEN UND GRENZEN EINES DIFFERENZIIERTEN RASSISMUS-BEGRIFFS AUF.

Anthias, Floya 1992

«Parameter kollektiver Identität: Ethnizität, Nationalismus, Rassismus.» In: Institut für Migrations- und Rassismusforschung, *Rassismus und Migration in Europa. Beiträge des Kongresses «Migration und Rassismus in Europa»*, Hamburg, 26. bis 30. September 1990. (Argument-Sonderband 201) Hamburg: Argument, S. 88–103

Claussen, Detlev 1994

Was heißt Rassismus? Darmstadt: Wiss. Buchgesellschaft  
DER AUTOR FÜHRT IN EINEM HISTORISCHEN ESSAY (S. 1–24) INS THEMENFELD RASSISMUS UND IDEOLOGIE EIN. IM HAUPTTEIL KOMMENTIERT ER EINFLUSSREICHE TEXTE (POLITISCHER RASSENLEHRE) BIS 1945 UND DANACH BEITRÄGE

ZUR RASSISMUSDEBATTE NACH 1945 VON HANNAH ARENDT, CLAUDE LÉVI-STRAUSS, FRANTZ FANON UND ALBERT MEMMI.

van Dijk, Teun A. 1991

*Rassismus heute: Der Diskurs der Elite und seine Funktion für die Reproduktion des Rassismus.* (DISS-Texte Nr. 14) Duisburg: Diss  
VAN DIJK HAT SICH ALS RENOMMIERTER TEXTLINGUIST SCHON FRÜH MIT RASSISMUS IN VERSCHIEDENEN LÄNDERN BEFASST. SEINE BEITRÄGE EIGNEN SICH GUT FÜR EINEN EINSTIEG IN DIE THEMATIK UND EINEN ERSTEN EINBLICK IN THEORIE UND ANALYSE. LEIDER NICHT GANZ ÜBERSICHTLICH GESTALTET.

Dittrich, Eckhard J. 1991

*Das Weltbild des Rassismus.* Frankfurt a. M.: Coöperative-Verlag

Jäger, Siegfried 1992

*Faschismus, Rechtsextremismus, Sprache. Eine kommentierte Bibliographie.* (DISS-Texte 9) Duisburg: Diss  
UMFASSENDE BIBLIOGRAPHIE MIT AUSFÜHRLICHEN KOMMENTAREN VON WERKEN ZU SPRACHE UND FASCHISMUS UND RECHTSEXTREMISMUS SOWIE VON MATERIALIEN FÜR DEN UNTERRICHT. AUSWAHLBIBLIOGRAPHIE VON QUELLENTEXTEN UND LITERATUR ZU FASCHISMUS UND RECHTSEXTREMISMUS ALLGEMEIN.

Osterkamp, Ute 1996

*Rassismus als Selbstentmächtigung.* (Argument-Sonderband 244) Hamburg: Argument  
DER NEUESTE BEITRAG EINER DISKUSSION ÜBER RASSISMUS UND ANTIRASSISMUS, DIE IN DER ZEITSCHRIFT «ARGUMENTE» GEFÜHRT WIRD.

##### DISKURSANALYSE

VIELE HILFREICHE ARBEITEN SIND AUS DER DISKURSANALYSE ENTSTANDEN, MEIST IM UMFELD DES DUISBURGER INSTITUTS FÜR SPRACH- UND SOZIALFORSCHUNG (DISS). EINIGE DIESER PRAxisORIENTIERTEN TEXTE SEIEN IM FOLGENDEN GENANNT.

van Dijk, Teun A. 1993

«Eliten, Rassismus und die Presse». In: Jäger, Siegfried, Jürgen Link, *Die vierte Gewalt. Rassismus und die Medien.* Duisburg: Diss, S. 80–130

Jäger, Siegfried 1993

*Text- und Diskursanalyse. Eine Anleitung zur Analyse politischer Texte.* Duisburg: Diss

EIN LEHRMITTEL, DAS SEHR NAH AM TEXT BLEIBEND AUFZEIGT, WIE EINE LINGUISTISCH BASIERTE TEXTANALYSE IN POLITISCHE KRITIK ÜBERFÜHRT WERDEN KANN.

Jäger, Siegfried 1992

*BrandSätze. Rassismus im Alltag.* (2. Aufl.) Duisburg: Diss

Jäger, Siegfried, Jürgen Link 1993

*Die vierte Gewalt. Rassismus und die Medien.* Duisburg: Diss

Altboetmar Katrin et al. 1993

*Schlagzeilen.* Rostock: Rassismus in den Medien. (DISS-Skripten Nr. 5, 2. Aufl.) Duisburg: Diss

EIN HILFREICHES INSTRUMENT, UM DEN EIGENEN UMGANG MIT WORT UND BILD ZU ÜBERPRÜFEN UND DEN BLICK ZU ÖFFNEN FÜR VERSCHIEDENE LESARTEN EINES TEXTES. ANHAND VON ZAHLREICHEN BEISPIELEN AUF TEXTEBENE UND EINER DETAILLIERTEN ANALYSE HILFT DAS BUCH, ARGUMENTATIONSLINIEN DER RASSISMUS-DISKUSSION ZU ERKENNEN UND ZU ENTLARVEN UND EIGENE ARGUMENTATIONEN KRITISCH ZU HINTERFRAGEN.

Titzmann, Michael 1989

«Kulturelles Wissen – Diskurs – Denksystem. Zu einigen Grundbegriffen der Literaturgeschichtsschreibung.» *Zeitschrift für französische Sprache und Literatur* 99:47–61



#### SPRACHLICHE DISKRIMINIERUNG IN DEN MEDIEN

- Galliker, Mark, Franc Wagner  
«Ein Kategoriensystem zur Wahrnehmung und Kodierung sprachlicher Diskriminierung.» *Journal für Psychologie* 3/3:33–43
- Galliker, Mark, Jan Herman, Franc Wagner, Daniel Weimer 1996  
«Latente Abwertung sozialer Gruppen im öffentlichen Diskurs. Zur Co-Occurrence-Analyse von vier Jahrgängen einer Tageszeitung.» *Medienpsychologie* 8:3–20
- Gerhard, Ute 1994  
«Die Inszenierung der Katastrophe. Rassismus im Mediendiskurs.» In: *Rauchfleisch, Udo, Fremd im Paradies. Migration und Rassismus*. Basel: Lenos, S. 115–130
- Hall, Stuart 1982  
«Die Konstruktion von Rasse in den Medien.» *Argument* 24/134: 524–533
- Häusermann, Jürg 1994  
«Mechanismen sprachlicher Diskriminierung und Tipps für faire journalistische Texte.» In: *Journalistenschule Rubr und der Friedrich-Ebert-Stiftung, Deutschland und die Rechten. Medienpolitische Fachtagung*. Essen, Erfurt, S. 53–74
- Hömburg, Walter, Sabine Schlemmer 1995  
«Fremde als Objekt. Asylberichterstattung in deutschen Tageszeitungen.» *Media Perspektiven* 1:11–20
- Küpfer, Adriano Renato 1994  
«... darunter zwei Asylbewerber.» *Eine quantitative Inhaltsanalyse von Schweizer Tageszeitungen zur Asylthematik*. Bern: Nationale schweizerische UNESCO-Kommission  
EINE UMFANGREICHE STUDIE, DIE DIE UNTERSCHIEDLICHSTEN ASPEKTE DER JOURNALISTISCHEN INFORMATION UND AUCH LESERBRIEFE MIT EINBEZIEHT.
- AG *Rassismus und Medien* 1993  
*Schlagworte und Brandsätze? Rassismus medial aufbereitet* – z. B. «Tages-Anzeiger». Zürich: Rote Fabrik  
EINE UNTERSUCHUNG RASSISTISCHER TEXTE AUS DEM «TAGES-ANZEIGER», VERFASST UNTER BERÜCKSICHTIGUNG JOURNALISTISCHER PRODUKTIONSABLÄUFE.

#### RASSISMUS UND JOURNALISTISCHES ARBEITEN

- Brüer, Guido 1995  
*Wie Journalisten mit Rassismus umgehen. Zusammenhänge von journalistischen Arbeitsformen und Darstellungsweisen*. (agenda Medien 3) Münster: agenda Verlag
- Koch, Ralf 1996  
*Medien mögen's weiss. Rassismus im Nachrichtengeschäft. Erfahrungen von Journalisten in Deutschland und den USA*. München: dtv  
GESPRÄCHE MIT JOURNALISTINNEN UND JOURNALISTEN ZEIGEN ZUSAMMENHÄNGE AUF ZWISCHEN ARBEITSBEDINGUNGEN, FREMDHEIT UND MEDIENPRODUKTEN.
- Zwingli, Marcel 1994  
*Fremde schwarz auf weiss. Die Ausländer-Berichterstattung in der Deutschschweizer Presse. Eine quantitative Inhaltsanalyse*. (Mit einem Vorwort von Jürg Frischknecht) Zürich: Asylkoordination

#### RASSISMUS UND MEDIENWIRKUNGEN

- Brosius, Hans-Bernd, Frank Esser 1995  
*Eskalation durch Berichterstattung? Massenmedien und fremdenfeindliche Gewalt*. Opladen: Westdeutscher Verlag  
EINE UNTERSUCHUNG, DIE DER FRAGE NACHGEHT, OB JOURNALISTISCHE MEDIEN DURCH IHRE BERICHTERSTATTUNG ZU NACHAHMUNGSTATEN MOTIVIEREN. DIE ANTWORT IST «JA, ABER ...». DIE MECHANISMEN SIND WENIGER EINFACH, ALS OFT ANGENOMMEN WIRD, UND FÜR DIE EINZELNEN MEDIEN GILT UNTERSCHIEDLICHES. NÜTZLICH IST DIE ZUSAMMENFASSUNG DER FORSCHUNG ZUM THEMA NACHAHMUNGSTATEN GENERELL.

- Funk, Peter, Hans-Jürgen Weiss 1995  
«Ausländer als Medienproblem? Thematisierungseffekte der Medienberichterstattung über Ausländer, Asyl und Rechtsextremismus in Deutschland.» *Media Perspektiven* 1:21–29  
DIE AUTOREN ZEIGEN, WIE DIE BERICHTERSTATTUNG DAS DENKEN DER REZIPIENTEN BEEINFLUSSEN KANN, SIND ABER EBENFALLS VORSICHTIG IN IHREN SCHLÜSSEN.

#### MEDIEN-ETHIK

- Deutscher Presserat 1973, 1996  
*Publizistische Grundsätze (Pressekodex). Richtlinien für die publizistische Arbeit nach Empfehlungen des Deutschen Presserates. Beschwerteordnung*. Bonn: Deutscher Presserat  
DIESE PUBLIKATION SEI HIER ZITIERT ALS BESONDERS AUSFÜHRLICHES BEISPIEL EINER SAMMLUNG JOURNALISTISCHER RICHTLINIEN, DIE ZUSAMMEN MIT EINEM KOMMENTAR AUF 26 SEITEN DARGESTELLT SIND.
- Weischenberg, Siegfried 1992  
*Journalistik. Theorie und Praxis aktueller Medienkommunikation*. (Band I: 170–236) Opladen: Westdeutscher Verlag  
DIESE EINFÜHRUNG STELLT PHILOSOPHISCHE UND MEDIENWISSENSCHAFTLICHE GRUNDVORAUSSETZUNGEN FÜR DIE MEDIENETHISCHE DISKUSSION ZUSAMMEN UND EIGNET SICH ALS ERSTE INFORMATION ÜBER MEDIEN-ETHIK.

*Einen (nicht immer ganz aktuellen) Überblick über die journalistischen Kodizes bietet eine Internet-Page des Publizistikwissenschaftlichen Instituts der Universität Tampere, Finnland:*  
<http://www.uta.fi/ethicnet/>

#### ZEITSCHRIFTEN MIT SCHWERPUNKTTHEMEN ZU MEDIEN UND RASSISMUS

- European Journal of Communication* 1995, 10/4: *Special Issue on Media Ethics*  
ENTHÄLT BEITRÄGE ZUR JOURNALISTISCHEN ETHIK ALLGEMEIN, ZUM BEISPIEL MIT EINEM ÜBERBLICK ÜBER DIE ETHIK-CODES, DIE SICH DIE JOURNALISTISCHEN VERBÄNDE IN VERSCHIEDENEN LÄNDERN GEGEBEN HABEN, UND EINEM LITERATURREFERAT «CURRENT TRENDS IN MEDIA ETHICS».
- Klartext. Das Schweizer Medien-Magazin* 1996, 100/6  
«KLARTEXT» WIDMET SEINE JUBILÄUMSNUMMER DER DARSTELLUNG DES AUSLANDS IN DEN SCHWEIZER MEDIEN. ENTHALTEN SIND, NEBEN DEM IN DIESER NUMMER VON TANGRAM ABGEDRUCKTEN BERICHT VON WASEEM HUSSEIN, EINE DARSTELLUNG DER TEXTANALYTISCHEN METHODE VON GALLIKER ET AL. UND EIN ARTIKEL VON URSULA GANZBLÄTTLER ÜBER DIE KONSTRUKTION DES «FREMDEN».
- Media Perspektiven* 1995, 1  
BERICHTE ÜBER INHALTS- UND WIRKUNGSBEZOGENE UNTERSUCHUNGEN ZUM THEMA «AUSLÄNDER IN DEN MEDIEN».
- Medium* 1993, 23/3, 4  
DIE ZEITSCHRIFT «MEDIUM» FÜHRTE IN DIESEN UND ANDEREN NUMMERN DAS SCHWERPUNKTTHEMA MEDIEN UND RASSISMUS MIT EINER ANZAHL ENGAGierter, NAH AM TEXT ARBEITENDER ARTIKEL.
- Sage & Schreibe* 1994, 3: *Die Rechtsradikalen in den Medien*.  
DIE SCHWERPUNKTBEITRÄGE DIESER NUMMER WIDMEN SICH U. A. DER FRAGE, NACH WELCHEN MASSSTÄBEN ÜBER RECHTSRADIKALE BERICHTET WERDEN SOLL. DIE PRAKTIKEN VERSCHIEDENER REDAKTIONEN WERDEN ZUSAMMENGEFASST UND MIT EIGENEN EMPFEHLUNGEN KONTRASTIERT.



## Médias et racisme en France

IVAN DU ROY

*En France, les discours sur l'immigration et les immigrés sont régulièrement teintés de xénophobie. Amalgames, formules discriminatoires, termes à connotations racistes: la presse écrite et audiovisuelle n'est pas exempte de ces dérapages. Des dérives similaires apparaissent dans d'autres pays européens, dont la Suisse. État des lieux du cas français.*

«Oui aux étrangers partenaires économiques, sociaux et culturels! Non aux étrangers clandestins, illégaux, dealers ou criminels!» déclarait Jean-Luc Piller, vice-président de l'Union démocratique du centre (UDC Suisse) lors du lancement d'une initiative «contre l'immigration clandestine»<sup>1</sup>, repoussée le 1<sup>er</sup> décembre 1996 en votation populaire. La question de l'immigration, et notamment celle des réfugiés demandeurs d'asile, a été très présente en Suisse lors de la campagne pour les élections fédérales en 1995. Évoquant les reculs électoraux de l'extrême-droite suisse (Démocrates suisses, Parti de la Liberté, Lega Ticinese), un article du «Nouveau Quotidien», publié le 23 octobre 1995, déplorait: «Ce ne sont pas leurs idées qui sont battues, celles-ci ont été récupérées par des partis plus honorables» (CRIDA 1997). En France, le thème de l'immigration est au centre du débat électoral depuis les années 80. Les immigrés y sont rendus responsables des problèmes sociaux et sont la cible de préjugés et de clichés xénophobes. Quel est le rôle des médias dans ce processus? Quelle part de responsabilité portent-ils dans l'impact des idées racistes?

### Faits divers, problèmes de société: les amalgames

Plusieurs enquêtes se sont attelées à décortiquer la manière dont la presse parle des «immigrés». L'une des plus révélatrices est publiée en octobre 1993 dans la revue mensuelle «Hommes et Migrations» (Lavergne, Siblot 1993). Sous l'intitulé «Les fabriques du sens commun: presse régionale et discours d'exclusion», deux lexicologues de l'université de Montpellier montrent comment plusieurs articles du quotidien régional «Midi-Libre»<sup>2</sup> stigmatisent l'ensemble des populations étrangères en les rendant

implicitement responsables de tous les maux de la société. Les auteurs mettent en avant l'association de trois thèmes, l'immigration, l'insécurité et le chômage et distinguent trois niveaux de diffusion de ce triptyque: les citations du discours politique – déclarations des candidats aux élections, publication de communiqués de presse ... – les éditoriaux et les articles d'analyses, pour enfin terminer sur la rubrique des faits divers.

En publiant certaines déclarations de membres du Front national, le «Midi-Libre» prend le risque de banaliser son discours. Mais un pas est franchi à la lecture de certains éditoriaux écrits par des journalistes. Ceux-ci sont significatifs de la progression du discours qui associe l'immigration à l'insécurité et au chômage. Ainsi cette phrase d'un éditorial publié le 28 janvier 1992: «Que les élus fassent reculer le chômage, l'insécurité, qu'ils maîtrisent les problèmes de l'immigration, bref, qu'ils s'évadent enfin des délices de leur jeu empoisonné et de la cuisine électorale. Qu'ils s'occupent enfin des vrais problèmes [...]» Quelques semaines plus tard, le 14 avril, un éditorial sur l'Europe surenchérit: «Malaise commun: l'immigration. Tous ces flux immigrants élargissent les plaies modernes de l'insécurité, du chômage, des coûts de l'assistanat social». Certaines brèves de la rubrique faits divers participent à ce phénomène: sur 816 articles concernant la population immigrée pendant l'année 1992, 512, soit 62%, traitent des actes de délinquance. «La relation sans commentaires, presque objective, de faits bruts constitue une sorte de majorité silencieuse particulièrement éloquente» estiment les deux universitaires qui, suite à leur article, seront assignés en justice par le «Midi-Libre» pour diffamation.

### L'immigration dans la presse régionale

Cette affaire ainsi que quelques autres, notamment la médiatisation de l'Islam après la vague d'attentats que la France a connu en automne 1994, incitent l'Observatoire des pratiques et des métiers de la presse et le «Centre de formation et de perfectionnement des journalistes» (CFPJ) à mener leur propre enquête (Giroud, Villain 1995). «Nombre de débats à propos des immigrés conduisent aujourd'hui à invoquer le travail des médias», constatent les journalistes, médias qui «seraient enclins aux amalgames, pratiquant facilement la surenchère, manifestant à tous propos des préjugés largement xénophobes.»

<sup>1</sup> «L'initiative contre l'immigration clandestine: une démarche humaine et cohérente», Jean-Luc Piller (vice-président de l'UDC Suisse), «La Tribune de Genève», 22 novembre 1996.

<sup>2</sup> Le quotidien «Midi-Libre» couvre la région du Languedoc-Roussillon et constitue plus de 95% des ventes de quotidiens régionaux dans les départements du Gard (Nîmes) et de l'Hérault (Montpellier).



Cette analyse concerne quatre régions et sept quotidiens: Lille et Roubaix («La Voix du Nord», «Nord Éclair»), Marseille («la Marseillaise», «le Méridional», «le Provençal»), Lyon («le Progrès») et, enfin, le département de la Seine-Saint-Denis dans la région parisienne («le Parisien»).

Premier constat dressé par les journalistes: les quotidiens régionaux parlent peu des populations immigrées et issues de l'immigration. «Au regard de la place tenue par le thème de l'immigration dans le débat public», rapportent les auteurs, «il fallait s'attendre à le trouver omniprésent dans les colonnes des principales rubriques de la presse locale. Il n'en est rien, et c'est bien là que se situe la plus grande surprise de cette étude.» A l'instar des deux universitaires montpelliérains, ils s'aperçoivent que, si les immigrés ont rarement la parole, ils tiennent le mauvais rôle en remplissant les colonnes des faits divers.

L'enquête s'attarde sur un autre type d'association malheureuse: les amalgames fréquents mêlant sans discernements immigrés, Islam et intégrisme. A cet égard, les journalistes remarquent que, «parfois traitée avec beaucoup de légèreté et de clichés, la présentation de la religion musulmane est souvent simplificatrice, voire simpliste». Les Événements en Algérie et les vagues d'attentats attribuées aux intégristes du «Groupe islamique armé» (GIA) ont focalisés les peurs et les fantasmes nationaux sur la montée d'un éventuel péril vert. Plusieurs exemples de cette dérive médiatique sont mis en évidence, notamment un article publié dans le quotidien «Nord-Éclair» (édition du 8 septembre 1994) intitulé «Peut-on évaluer l'importance des intégristes dans le Nord-Pas-de-Calais?». Le journaliste met en garde les lecteurs contre «l'influence tentaculaire» et la «propagande imprévisible» de la «mouvance islamique» considérée comme une «véritable nébuleuse» pour ensuite expliquer que cette situation «tient tout simplement à la forte présence de ressortissants algériens dans la région, même si tous, évidemment, sont loin d'appartenir à la mouvance islamique» ...

Cette sur-médiatisation négative de l'Islam entraîne un nouvel effet pervers: l'assimilation entre étrangers et français issus de l'immigration (notamment maghrébine).<sup>3</sup> Selon l'étude du CFPJ, ce type d'article renforce «l'amalgame dans l'esprit des lecteurs entre l'intégrisme, l'Islam, les immigrés maghrébins et leur descendance française». Ce processus prend toute son ampleur au moment de l'affaire Kelkal. A l'époque, la presse nationale s'est évertuée à dénoncer les effets dévastateurs de la retransmission, par les chaînes de télévision, des images de la mort de ce jeune de Vaulx-en-Velin (ville de la banlieue lyon-

naise), abattu par des gendarmes en octobre 1995.<sup>4</sup> Réagissant à la diffusion de cette séquence, Hervé Bourges, président du «Conseil supérieur de l'audiovisuel» (CSA) déclare sur la radio France Inter que l'image «n'a pas seulement été vue par nos compatriotes, mais par les jeunes des banlieues».<sup>5</sup> Ainsi, même le président du CSA, dont l'un des rôles est de veiller sur les dérives éventuelles de la télévision, dissocie les Français, «nos compatriotes», des «jeunes de banlieue», qui ne le seraient donc pas. C'est dire la force du préjugé qui règne en France!

### Connotations racistes et débordements audiovisuels

Autre forme de xénophobie suggérée par les médias: la notification des origines. Constatant l'apparition de plus en plus fréquente de formules telles que «franco-algériens», l'enquête de l'Observatoire des pratiques et des métiers de la presse aborde ce problème. D'après ses auteurs, ce type d'expression prouve la confusion qui règne chez certains journalistes à propos du qualificatif d'immigré et révèle le manque de rigueur de ceux qui l'utilisent. Un article publié dans «Le Progrès» et mentionné dans l'étude illustre parfaitement cette pratique. Il traite d'une affaire de voile islamique porté au sein d'une école laïque par quatre jeune filles. Selon l'article, celles-ci seraient «de nationalité turque et marocaine» alors qu'elles sont mineures et donc françaises ... Quelques semaines plus tard, ces quatre adolescentes sont devenues, toujours selon «Le Progrès», «d'origine marocaine et d'origine turque». Même processus dans un article de «La Voix du Nord» qui, à propos du même type d'affaire, mentionne des «jeunes filles françaises ou étrangères d'origine musulmane». Parlerait-on de jeunes filles d'origine chrétienne ou de Suisses d'origine protestante?

Les personnes immigrées ou issues de l'immigration peuvent donc être victimes du traitement nominatif des faits divers. Elles sont parfois la cible de commentaires ouvertement racistes ou simplement allusifs, même si, selon la même enquête, ces bavures ou dérapages restent marginaux dans la presse écrite. A l'exception bien sûr des journaux proches du Front national comme les quotidiens «Présent» et «Quotidien de Paris» ainsi que les hebdomadaires «National-Hebdo» ou «Minute», une presse à faible diffusion. Restent les dérapages audiovisuels, plus ponctuels mais plus spectaculaires. Exemple flagrant: l'émission «Osons» animée par Patrick Sébastien sur TF1. Dans la soirée du samedi 23 septembre 1995, neuf millions de téléspectateurs ont assisté à un pastiche de Jean-Marie Le Pen interprétant une chanson intitulée «casser du noir». Suit une interview du vérita-

<sup>3</sup> Un enfant né en France de parents étrangers bénéficie automatiquement de la nationalité française jusqu'à sa majorité.

<sup>4</sup> Khaled Kelkal était présumé membre du GIA et coupable d'une tentative d'attentat contre la ligne du TGV Paris-Lyon.

<sup>5</sup> «Lapsus» par Bertrand Poirot-Delpech (membre de l'Académie française), «Le Monde», 11 octobre 1995.

ble Le Pen cette fois, séquence dans laquelle le président du Front national rigole devant la diffusion de la chanson-pastiche. Patrick Sébastien est condamné à une amende de 30 000 FF pour provocation à la haine raciale, et TF1 est obligé de faire état de cette condamnation à la fin de son journal de 20 heures. D'autres émissions ne sont pas exemptes de ce type de débordement. Le dernier épisode de la série «Commissaire Moulin», diffusée le 14 novembre 1996 sur ... TF1, est truffé «de propos racistes et de clichés racoleurs sur les banlieues».<sup>6</sup>

Cet état des lieux dressé, quels sont les moyens de combattre débordements et amalgames? La loi sur la presse de 1972 introduit la notion de répression des propos ou écrits racistes. En septembre 1996, suite aux déclarations de Jean-Marie Le Pen sur «l'inégalité des races», Jacques Toubon, ministre de la Justice, propose un projet de loi incriminant la diffusion de messages «portant atteinte à la dignité, l'honneur ou la considération d'une personne ou d'un ou plusieurs groupes de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance [...] à une ethnie, une nation, une race ou une religion qu'elle soit ou non déterminée». L'élargissement de cette notion permettrait ainsi de poursuivre plus efficacement les auteurs de propos racistes, même ceux ne visant pas explicitement un groupe déterminé, ce que ne permettent pas les textes actuels. Toujours selon le texte de loi, le racisme n'est plus réprimé dans le cadre de la loi sur la presse de 1881, mais devient un délit de droit commun à part entière, concernant les atteintes à la dignité humaine. La définition très large de ce délit, basée sur le «fait de diffuser», entraîne plusieurs asso-

ciations de défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression à dénoncer le risque d'une dérive vers le délit d'opinion: «Où va-t-on si, sous prétexte de combattre Le Pen, on se met à utiliser la saisie, la perquisition, la descente de police contre la presse?» se demande Paul Bouchet, ancien président de la «Commission nationale consultative des droits de l'homme» (CNCDDH), ajoutant que «ce n'est pas un hasard si la loi actuelle ne les permet pas.» Effectivement, Jacques Toubon émet la possibilité de poursuivre des messages «anti-français» ou «anti-européens». Se référant à la Convention internationale

sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de l'ONU (ratifiée par la France en 1969), la CNCDDH rend son avis le 26 septembre. Elle approuve le principe d'une nouvelle législation antiraciste, jugeant la précédente inadaptée, mais propose une définition différente de l'acte réprimé. Selon la Commission, il s'agit de punir «le fait de proférer publiquement ou de diffuser par quelque moyen que ce soit un propos ou un message à caractère raciste». Malgré ces controverses, le texte initial est adopté en Conseil des ministres le 16 octobre et devrait être présenté à l'Assemblée nationale d'ici mars 1997.<sup>7</sup>

### Exemples d'information «réussie» et code de déontologie

«Il s'agit d'initiatives très concrètes portant sur le plan rédactionnel. Il faut en noter le caractère volontariste et courageux n'hésitant pas à prendre à rebrousse-poil la sensibilité de certains journalistes, voire d'une partie du lectorat» explique l'étude de l'Observatoire des pratiques et des métiers de la presse. Celle-ci aborde largement des exemples d'information réussie en citant notamment plusieurs articles qui ne sont pas suscités par une actualité violente. Mais ces expériences sont soumises à la pression du lectorat. «Les lecteurs xénophobes sont en effet les premiers à manifester leur mécontentement

quand ils pensent que le journal devient le journal des Arabes», constate l'enquête. Elle évoque la mésaventure d'un reporter du «Progrès» multipliant les articles sur le sort des immigrés en situation irrégulière en instance d'expulsion. Ce journaliste a reçu quantité de lettres et coups de téléphone de lecteurs

«fidèles» indiquant, en des termes très édulcorés, leur déception de voir «leur» journal donner autant d'importance au sort de ces «clandestins».

Parallèlement, plusieurs journaux se sont dotés de code déontologique. Concernant sa rubrique «Fait divers», le plus important quotidien régional français, Ouest-France, a défini une ligne de conduite. Ainsi, dans le traitement des délits, le journaliste est appelé à «ne pas mettre en cause une profession, une communauté ethnique, religieuse en titrant «le psychiatre tue», «le pompier vole», «l'Algérien cambriole» [...]». La rédaction réclame une



Proposition pour une campagne publicitaire/Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne: «Schweizer sind ...», Witz Werbeagentur AG, Zürich (2<sup>ème</sup> prix/2. Preis).

<sup>6</sup> «Le Monde», 11 novembre 1996.

<sup>7</sup> «Le Monde», 27 et 28 septembre 1996 et «Le Figaro», 26 septembre 1996.



attention toute particulière aux connotations racistes de certaines formulations: «On n'écrit pas <un Français musulman>; dirait-on un Français catholique? [...] Si l'auteur du délit est un étranger (s'en assurer), préciser sa nationalité en ajoutant s'il réside ou non en France.»

D'autres initiatives se développent. En septembre 1995, l'association Génériques<sup>8</sup> organisait un séminaire sur la presse de l'immigration en Europe et la représentation de l'immigration dans la presse écrite. Puis, en octobre de la même année, participait à une conférence sur le thème «télévisions et radios pour une Europe pluraliste»<sup>9</sup> avec le réseau européen PBME (*Public Broadcasting for a Multicultural Europe*). Génériques a élaboré un projet regroupant un ensemble de «recommandations à l'intention des radiodiffuseurs en vue d'assurer une représentation équitable des populations immigrées et des minorités dans les sociétés européennes». Ce texte préconise notamment d'éviter toute association inconsidérée ou sans fondement entre les minorités et les problèmes sociaux ...

<sup>8</sup> Créée en 1987, Génériques «a pour ambition de contribuer à la connaissance des multiples aspects du fait migratoire dont l'ancienneté et la permanence ont fait de la France la deuxième terre d'immigration après les Amériques».

<sup>9</sup> A ce propos on peut consulter Frachon, Vargaftig 1993.

## Résumé

L'extrême-droite s'est installée durablement dans le paysage politique européen. Si les élections lui ont rarement permis d'accéder aux rênes du pouvoir, ses idées se sont largement répandues dans la société. C'est le cas de son principal thème de campagne: l'immigration. En France, qui, par son histoire, possède pourtant une longue tradition d'immigration, le débat sur cette question est régulièrement teinté de xénophobie. Comment la presse écrite et audiovisuelle participe-t-elle à ce processus? Plusieurs études existent qui analysent la manière dont la presse française traite l'immigration. Elles montrent comment, de préjugés en amalgames, certains articles participent à la banalisation du discours xénophobe proféré par le Front national de Jean-Marie Le Pen. Pour lutter contre ce processus, pour éviter les connotations racistes volontaires ou involontaires, plusieurs types d'expériences sont menés. Cet article vise à dresser un état des lieux des dérives de la presse française et des tentatives de les corriger.

## Zusammenfassung

Die extreme Rechte hat sich dauerhaft in der politischen Landschaft Europas etabliert. Während ihr durch Wahlen selten die Zügel der Macht in die Hand gegeben werden, sind ihre Ideen in der Gesellschaft weit verbreitet.

*Dies ist besonders bei einem ihrer Hauptthemen der Fall: der Einwanderung. Trotz seiner langen Tradition als Einwanderungsland ist diese Diskussion in Frankreich regelmäßig von Fremdenfeindlichkeit geprägt. Verschiedene Studien untersuchen, wie die französische Presse das Thema <Migration> behandelt. Sie zeigen auf, wie Zeitungsartikel durch die Wiedergabe von Vorurteilen und die Vermischung von Argumenten dazu beitragen, den fremdenfeindlichen Diskurs des Front national von Jean-Marie Le Pen zu banalisieren. Verschiedene Möglichkeiten werden aufgezeigt, um gegen diese Entwicklung anzukämpfen und um bewusste und unbewusste rassistische Konnotationen zu vermeiden. Der Artikel gibt einen Überblick über die gefährlichen Tendenzen in der französischen Presse und über die Versuche, diesen entgegenzutreten.*

**Ivan du Roy**, journaliste, titulaire d'une maîtrise d'Histoire contemporaine, collaborateur du mensuel <Croissance – Le Monde en Développement> et de la revue antifasciste <Réflexes>, travaille plus particulièrement sur les questions de l'immigration, de l'extrême-droite et de la police.

## Bibliographie

### OUVRAGES ET ÉTUDES CITÉS:

CRIDA (Centre de recherche d'information et de documentation antiraciste) 1997

«Racisme, extrême-droite et antisémitisme en Europe» (Rapport)

Frachon Claire, Marion Vargaftig 1993

Télévisions d'Europe et immigration. Paris: La Documentation Française

Giroud Emmanuel, Christian Villain 1995

«Les immigrés dans la presse quotidienne régionale». Les Cahiers de l'Observatoire des pratiques et des métiers de la presse (sous la direction de Jean-Marie Charon), 3/mars

Lavergne Catherine, Paul Siblot 1993

«Les fabriques du sens commun: presse régionale et discours d'exclusion». Hommes et Migrations, 1169/octobre

### OUVRAGES ET ARTICLES COMPLÉMENTAIRES.

CEUX-CI TRAITENT PLUS LARGEMENT DES MÉCANISMES PAR LESQUELS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉLABORE SES REPRÉSENTATIONS DE L'IMMIGRATION.

Bonafous Simone 1991

L'immigration prise aux mots, les immigrés dans la presse au tournant des années 80. Paris: Editions Kimé

Bonafous Simone 1992

«Le terme intégration dans le journal Le Monde: sens et non-sens». Hommes et Migrations, 1154/mai

Lavoine Yves 1992

«Invasion: du scandale à la banalisation». Hommes et Migrations, 1157/septembre



## Racisme: la responsabilité des journalistes

CLAUDE TORRACINTA

*Le journaliste doit-il dans l'exercice de sa profession, tenir compte de principes éthiques comme le respect de la dignité de l'homme et la lutte contre le racisme au détriment, parfois, d'une liberté d'expression absolue? Lui appartient-il de rendre compte, p. ex., de réactions ou de propos discriminatoires sous prétexte que ceux-ci reflètent fidèlement le point de vue de ses interlocuteurs? Claude Torraccinta illustre le dilemme auquel est confronté tout journalisme par un exemple concret dont a été saisie en 1995, la Commission d'éthique du Syndicat lémanique des journalistes et plaide en faveur d'une responsabilité sociale des médias.*

Les journalistes peuvent-ils, consciemment ou non, être responsables de dérives racistes? En citant l'origine ethnique d'une personne impliquée dans un délit et en suggérant qu'elle peut expliquer son comportement, la presse renforce-t-elle les préjugés et les stéréotypes à l'égard de certaines communautés? Au nom de la liberté d'expression et de la transparence les journalistes doivent-ils ne rien cacher au risque de favoriser des réactions racistes ou, au contraire, doivent-ils ne pas indiquer l'origine ethnique d'une personne tant qu'il n'est pas établi qu'elle a pu jouer un rôle dans son attitude ou l'acte qu'elle a commis?

La permanence du racisme dans nos pays démocratiques, voire son aggravation en raison de la crise, exige-t-elle des journalistes qu'ils pratiquent une forme d'autocensure au nom du respect de la dignité humaine et d'un devoir moral fondamental? Ces questions sont importantes, et j'envie ceux qui y répondent sans états d'âme par «oui» ou par «non» dans la mesure où nous sommes en présence de deux intérêts apparemment contradictoires, à savoir la liberté d'expression et l'indispensable lutte contre toute forme de racisme.

### Gitans: un journal mis en cause

En 1996 la Commission d'éthique du Syndicat lémanique des journalistes a été saisie d'une plainte contre un journal à propos d'une série d'articles consacrés à la présence de Gitans dans une petite ville vaudoise.

Tout en réaffirmant leur attachement à la liberté d'expression et de critique des journalistes, les auteurs de cette plainte estimaient que ces articles étaient

*«de nature à jeter le discrédit sur la communauté gitane dans son ensemble en renforçant les stéréotypes et les préjugés négatifs à son*

*égard. L'amalgame entre des faits vérifiés et ceux qui ne le sont pas peut favoriser l'émergence de sentiments et d'attitudes intolérantes, voire racistes, à l'égard de personnes ou de groupes de sensibilité et de culture différentes.»*

Sans entrer dans les détails, disons qu'il s'agissait d'une série d'articles – cinq en dix jours – suscités par la présence de familles gitanes dans cette ville. Des articles dans lesquels on ne trouvait aucun propos raciste, mais dont le ton, la présentation de certains faits et leur rapprochement avec des comptes-rendus de vols et d'actes de vandalisme commis dans la région créaient un sentiment de malaise.

### Un réel malaise

L'utilisation de termes comme «les irréguliers», «on nous dit de nous barricader», «un comportement de hors-la-loi», «des hôtes indésirables», «l'escalade de la violence», pour ne citer que quelques exemples, n'avait-elle pas pour conséquence d'entretenir la peur de l'autre et de conforter les préjugés et les stéréotypes? Répétons-le, il ne s'agissait pas de termes racistes, mais d'une incitation, consciente ou non, au racisme ordinaire, à la xénophobie et au rejet de ceux qui sont différents. Ce que contestait le rédacteur en chef du journal incriminé qui affirmait qu'il n'avait «jamais été question pour nous de créer l'événement ni de faire monter la tension et encore moins d'inciter la population à des réactions de caractère raciste».

Fallait-il malgré tout condamner ce journal pour violation de la «Charte des devoirs et droits des journalistes» et de la déontologie professionnelle? Au terme d'un long débat la Commission d'éthique s'y refusa tout en exprimant ses critiques et sa gêne.

*«Il est légitime, estimait-elle, que la presse se fasse l'écho des critiques concernant telle ou telle communauté et qu'elle rende compte de la réalité tout en évitant les stéréotypes et les simplifications ... Elle n'en a pas moins ressenti un certain malaise à la lecture de ces textes, à leur nombre et à l'importance donnée à l'événement. Elle se doit d'attirer l'attention de votre rédaction sur tout ce qui peut renforcer l'image négative d'une communauté, sur les dangers de la simplification et des a priori. En donnant la parole aux personnes mises en cause, en évitant les stéréotypes, en expliquant le contexte et les causes d'un problème, en faisant preuve de nuance, le journaliste assume à la fois son rôle d'informateur et sa responsabilité sociale.»*



## Le rôle des Chartes professionnelles

Cette responsabilité sociale impose aux journalistes d'être attentifs à tout ce qui peut porter atteinte à la dignité humaine, à ce qui renforce l'intolérance et la mise en cause des minorités ethniques, religieuses ou culturelles.

En juin 1986, la Fédération internationale des journalistes a complété sa Charte déontologique par un article 7 qui affirme:

*«Le journaliste prendra garde aux risques d'une discrimination propagée par les médias et fera son possible pour éviter de faciliter une telle discrimination, fondée notamment sur la race, le sexe, les mœurs sexuelles, la langue, la religion, les opinions politiques et autres et l'origine nationale ou sociale.»*

## Un dialogue nécessaire

Certes la lecture quotidienne des journaux – pour ne pas parler de la radio et de la télévision – prouve à l'évidence que certains journalistes oublient trop souvent



*Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne/Proposition pour une campagne publicitaire: «Schweizer sind...», Wirz Werbeagentur AG, Zürich (2. Preis/2<sup>ème</sup> prix).*

Sous une forme ou sous une autre plusieurs codes nationaux de déontologie affirment le même principe. C'est le cas notamment du «Pressekodex» allemand – souvent cité en Suisse – et de ses «Lignes directrices pour le travail journalistique».

Rappelant la responsabilité éthique des journalistes, le «Pressekodex» déclare en son article 10:

*«Les publications, par le texte et par l'image, qui sont susceptibles de porter atteinte aux sentiments moraux ou religieux d'un groupe de personnes, par leur forme et leur contenu, ne sont pas compatibles avec la responsabilité de la presse.»*

Dans leurs chartes internes, des journaux ont adopté des règles semblables. Ainsi, le quotidien espagnol «El País» a pour principe de «ne pas mentionner les caractéristiques raciales des protagonistes d'un événement, à moins que celles-ci ne soient nécessaires à sa compréhension.» Une règle qu'a également adopté «Le Monde». Récemment des lecteurs ont re-

ces règles déontologiques et continuent à renforcer les préjugés. Comme l'écrivait Pinto De Oliveira (1987) cité par Daniel Cornu (1994),

*«combien de préjugés, de représentations stéréotypées ridiculisant ou flétrissant des groupes, des races, des peuples, des religions, persistent et marquent encore les esprits, grâce à la connivence des médias et de leurs publics.»*

Le jugement est sévère, mais fondé. Pressés par le temps, privilégiant le fait divers et l'émotion au détriment de la réflexion, négligeant de mettre les événements en perspective, des journalistes prêtent le flanc à la critique. Au nom de la liberté de la presse, de la nécessité de rendre compte de la réalité, ils renforcent les préjugés et entretiennent l'incompréhension.

Comment faire? La réponse n'est pas aisée. Mais il est indispensable que les organisations antiracistes et les associations professionnelles entreprennent une réflexion



xion commune sur ce thème, à l'exemple de ce qui a été organisé l'automne dernier en Suisse alémanique par la Commission fédérale contre le racisme. Il faut en débattre, s'interroger en commun sur des règles à respecter, des dangers à éviter, des dérives à condamner. Les éditeurs, rédacteurs en chef et journalistes doivent prendre conscience de leur responsabilité morale sans pour autant porter atteinte à la liberté d'expression et au droit des lecteurs, auditeurs et téléspectateurs, à une information rigoureuse, respectueuse des individus et des communautés.

*Der Journalist erinnert daran, dass sein Berufsstand einen Kodex der Berufspflichten kennt und dass verschiedene Zeitungen Richtlinien erlassen haben, die vorschreiben, dass etwa phänotypische Merkmale der Beteiligten an einem Ereignis nur dann erwähnt werden sollen, wenn sie zum Verständnis des Falles nötig sind.*

**Claude Torracinta**, journaliste, producteur de «Temps présent» et responsable des émissions magazines à la Télévision suisse romande, puis directeur de l'information jusqu'en 1992.

## Résumé

*Face à la permanence du racisme, le journaliste est en présence de deux intérêts apparemment contradictoires. D'une part la liberté d'expression et la transparence qui l'obligent à ne rien cacher et, d'autre part, l'indispensable lutte contre toute forme de racisme qui peut l'amener à pratiquer une forme d'autocensure au nom du respect de la dignité humaine et d'un devoir moral fondamental.*

*Citant la prise de position de la Commission d'éthique du Syndicat lémanique des journalistes à propos d'une série d'articles publiés par un journal à l'occasion de la présence de Gitans dans une petite ville vaudoise, l'auteur insiste sur la responsabilité sociale des journalistes. Elle l'oblige à être attentif à tout ce qui renforce l'intolérance et la mise en cause des minorités ethniques, religieuses ou culturelles.*

*Il rappelle l'existence de règles déontologiques au sein de la profession et l'existence des chartes de plusieurs journaux qui prescrivent notamment de ne pas mentionner les caractéristiques raciales des protagonistes d'un événement à moins que celles-ci ne soient nécessaires à sa compréhension.*

## Bibliographie

- De Oliveira, Pinto, Carlos-Josaphat 1987  
*Éthique de la communication sociale. Vers un ordre humain de l'information dans le monde.* Fribourg: Éditions Universitaires
- Cornu, Daniel 1994  
*Journalisme et vérité. Pour une éthique de l'information.* Genève: Labor et Fides

## Zusammenfassung

*Journalisten und Journalistinnen sind angesichts der Beständigkeit des Rassismus widersprüchlichen Anforderungen ausgesetzt. Einerseits zwingt sie das Recht auf freie Meinungsäusserung und das Gebot der Transparenz, nichts zu verheimlichen, andererseits kann der notwendige Kampf gegen jede Form von Rassismus dazu verführen, im Namen der Menschenwürde und moralischer Überlegungen Selbstzensur zu praktizieren.*

*Der Autor bezieht sich auf die Stellungnahme der Ethik-Kommission des Syndicat lémanique des journalistes. Im Zusammenhang mit einer Reihe von Artikeln, die eine Zeitung zur Präsenz von Fabrenden in einer kleinen Waadtländer Stadt publizierte, unterstrich sie die soziale Verantwortung, die Journalisten/innen wahrnehmen müssen. Eine Verantwortung, die besondere Aufmerksamkeit gegenüber allem verlangt, was die Intoleranz verstärken könnte und was ethnische, religiöse oder kulturelle Minderheiten betrifft.*



## Jenseits der redaktionellen Verantwortung?

HANS STUTZ

*Leserbriefseiten gehören zu den meistbeachteten Seiten einer Zeitung. Immer wieder versuchen Verbreiter rassistischer Botschaften ihre Hetze als Leserzuschrift zu veröffentlichen, vielfach gespickt mit lügnerischen Behauptungen. Wie aber verhalten sich die Leserbrief-Redaktoren? Sollen sie die hetzerischen Texte zur Dokumentation der fremdenfeindlichen Strömung veröffentlichen? Gilt die journalistische Sorgfaltpflicht auch für Leserbriefe? Oder sind Leserbriefseiten eine Oase veröffentlichter Lügen?*

Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz (FDP) gab den Anstoss, bezeichnete die Forderung nach der Einrichtung eines Fonds für die Opfer des Holocausts als «Lösegeld-Erpressung». Manchmal fragte er sich, «ob Auschwitz in der Schweiz» sei. Und überhaupt stehe hinter den Angriffen auf die Schweiz «ein politischer Wille, die Schweiz zu destabilisieren und blosszustellen». Tage später erreichte die Leserbrief-Redaktionen ein nationalistisches, gelegentlich ein antisemitisches Echo. Sechzig Zuschriften zählte die Leserbrief-Redaktion des «Bund» bereits nach wenigen Tagen. «Darunter einige wenige, die rassistische Tendenzen zum Ausdruck brachten, etliche Briefe hatten antisemitische Untertöne.» Auch die NZZ kann bei einzelnen Briefen «sich des Eindrucks nicht erwehren, dass da zumindest unterschwellig antisemitische Töne mitschwingen». Bei einigen Briefen schlage offener Antisemitismus durch. «Sind es bloss Einzelmasken, die nun gewissermassen die Gunst der Stunde für ein «Outing» gekommen sehen? Oder ist es vielleicht umgekehrt nur die Spitze des Eisberges, die wir zu Gesicht bekommen?»

Anders die Einschätzung von Edmund Ziegler, Leserbrief-Redaktor beim «Tages-Anzeiger». Er hat «keine Welle von Antisemitismus» wahrgenommen. Wie die NZZ («Delamuraz' Interview-Aussagen vom Jahresende finden bei der Grosszahl der Leserbriefschreiber Zustimmung, ja Beifall») erhielt auch der «Tages-Anzeiger» viele zustimmende Zuschriften, nur drei Schreibende kritisierten Delamuraz. Viele der bundesratsfreundlichen Briefe waren, so Ziegler, «ungelenk, erzürnt und unwirsch, aber nicht antijüdisch». In der Folge sei dann die Diskussion nuancierter und sachlicher geworden. «Ein paar anonyme, unflätige Briefe» erhielt der «Tages-Anzeiger» zwar auch, aber dies sei bei kontroversen Themen nichts Aussergewöhnliches. Auch Helmut Ograjenschek, Redaktor des «Blick»-Leserbriefessorts, hat viele Delamuraz-freundliche Leser-

briefe erhalten und musste mit der Veröffentlichung der Leserbriefe sorgsam umgehen. «Anhand der erhaltenen Leserbriefe musste ich feststellen: Antisemitismus ist in der Schweiz immer noch latent vorhanden.»

Was in den ersten Januarwochen 1997 kurzzeitig ins publizistische Bewusstsein kam, gehört zum redaktionellen Alltag: Zuschriften mit rassistischem Inhalt drängen auf die Leserbrief-Seite. Ein Beispiel vom September 1996: Am schlechten Spiel der Schweizer Fussball-Nationalmannschaft in Aserbeidschan sind Ausländer schuld. «Allgemein wird das fehlende Feuer in unserer Nationalmannschaft beklagt. Das sollte niemanden wundern, denn ein Grossteil der Mannschaft ist ausländischer Herkunft. Nur durch Schnelleinbürgerungen wurde es möglich, dass sie als Schweizer mitspielen können. Ihr Herz schlägt für ihr wirkliches Heimatland.» Die Sportredaktion des «Tages-Anzeigers» hatte diese Leserzuschrift vor der Veröffentlichung von der Leserbrief-Redaktion erhalten und nicht interveniert. Aber gilt denn die journalistische Sorgfaltpflicht nicht auch für die Leserbrief-Seite? Warum können rassistische Verbal Täter mit offensichtlichen Unwahrheiten Stimmung machen? Sforza, Türkyilmaz, Yakin, sie alle sind in der Schweiz aufgewachsen und mussten jahrelang warten, bis sie ein Gesuch um Einbürgerung stellen konnten. Seine Politik sei es, erklärt Leserbrief-Redaktor Edmund Ziegler, bei den Leserbriefen eine «lange Leine» zu führen. «Ich nehme es in Kauf, dass ein Detail nicht stimmt.» Nur: Ist die Unterstellung mangelnden Berufsendagements aufgrund des elterlichen Herkommens für einen Fussballprofi ein Detail? Oder nicht doch eine gemeine Unterstellung?

Im Oktober 1996, unmittelbar vor Beginn der Abstimmungskampagne zur SVP-Initiative «gegen die illegale Einwanderung», erschienen im «Tages-Anzeiger» mehrere Sozialneid weckende Leserbriefe. Ein Beispiel: «Derzeit werden von einem Zürcher Lokalradiosender die Zuhörer dazu aufgefordert, Geld für die teure Ausbildung von Blindenhunden zu spenden. Gleichzeitig kommen die Steuerzahler für Zehntausende von Ausländern auf, die noch nie Geld in irgendeine Sozialversicherung oder dergleichen eingezahlt haben. Ein Staat, der nicht gewillt ist, seinen eigenen Bürgern in unverschuldeten Notlagen prioritär zu helfen und statt dessen in keiner Weise anspruchsberechtigten Fremden das Geld nachwirft, verdient keinen Respekt.» Edmund Ziegler begründet die Veröffentlichung mit der

Vielzahl ähnlicher Zuschriften: «Ich habe in jener Zeit einen Haufen Briefe erhalten, die in diese Stossrichtung zielten. Ich hatte das Gefühl, dass Politiker und Meinungsmacher zur Kenntnis nehmen sollten, dass im Volk solche Verbindungen gemacht werden, im Sinne der Dokumentation einer Mentalität.» Ziegler sieht darin quasi aufklärerische Arbeit: Dass man die Frustrationen und Ängste gegenüber Fremden und Ausländern, die in einem Teil der Schweizer Wohnbevölkerung vorhanden sind, «in einer gewissen Art auch ernst nimmt und sie zu verstehen versucht». «Pauschale Äusserungen», so Edmund Ziegler, «prüfe ich nicht nach. Ich lege Wert darauf, dass solche Stimmen als Originalzitate aus der Bevölkerung zum Zuge kommen. Wenn ich fünf oder sechs Briefe ähnlichen Tenors habe, veröffentliche ich einen. Pars pro toto quasi, um die fremdenfeindliche Stimmung zu dokumentieren.» Und folglich müssen sich Zeitung lesende Menschen, die aus der Türkei oder aus Kosovo oder aus Bosnien oder aus Nordafrika stammen, daran gewöhnen, bei der Lektüre von Leserbriefen kollektiv beleidigt zu werden.

Anders die Praxis von Helmut Ograjenshek: Er streicht Pauschalverurteilungen heraus, ebenso «Angriffe auf bestimmte Volksgruppen». Die von der Boulevardzeitung «Blick» geforderte Verkürzung zwingt Helmut Ograjenshek dazu, «vieles wegzulassen», und so veröffentlicht er «nur die Kernaussage einer Zuschrift». Eine Praxis mit Folgen: Das Boulevardblatt veröffentlicht im Vorfeld der SVP-Volksinitiative zwar mehr befürwortende als ablehnende Leserbriefe, doch die abgedruckten Zuschriften sind frei von grob diskriminierenden Aussagen oder offensichtlich unwahren Behauptungen. Einmal allerdings scheint eine Anspielung an das einst vom Boulevardblatt gepflegte Zerrbild des kriminellen Asylbewerbers durch: «Mit der Annahme der Asylinitiative leisten wir einen Beitrag zur Bekämpfung der Mafia und ihrem organisierten Menschenschmuggel.»

### Keine Pauschalverurteilungen in Inseraten

Die Zulassung von «Pauschalverurteilungen» steht im Gegensatz zu den «Tages-Anzeiger»-Richtlinien bei der Aufnahme politischer Inserate. Nicht veröffentlicht werden sowohl Inserate, die «für Einzelpersonen, Personengruppen oder juristische Personen ehrverletzende oder kreditschädigende Cha-

rakter» haben, wie auch Inserate, die «augenfällig wesentliche sachliche Unrichtigkeiten enthalten». Folglich durfte jenes Inserat der Bundesratspartei SVP nicht erscheinen, das Asylbewerber generell zu Rechtsbrechern machte. Doch die Leserbrief-Redaktion lässt den Inseratetext in einem Leserbrief erscheinen. In Frageform zwar, aber mit eindeutiger Aussage: «Bestreitet der zensurfreudige TA denn, dass uns die illegale Einwanderung Schaden bringt, dass mit der zehntausendfachen gesetzwidrigen Ansiedlung von Rechtsbrechern die Kosten, die Kriminalität, der Drogenhandel, der Menschenhandel und die Schleppergeschäfte steigen?»

Zurückhaltung bei den abgedruckten Leserbriefen, doch offene Inserateseite für das hetzerische Politinserat bei der Boulevardzeitung. Der diskriminierende SVP-Inseratetext erschien in einem ganzseitigen «Blick»-Inserat. «Skandal», die fette Titelüberschrift. «Unterdrückung der freien Meinungsäusserung durch die Presse! Einige grosse Zeitungen unterdrücken die wichtigsten Argumente gegen die illegale Einwanderung. Das Volk soll nicht erfahren, warum die Volksinitiative dringend nötig ist. Solche Maulkörbe sind skandalöser Meinungsterror [...]»

Muss das Volk unseres freiheitlichen, demokratischen Staates sich neuerdings Einheitsbrei nach totalitärer Art gefallen lassen?» Nur: Es gibt weder ein Menschenrecht auf Beschimpfung noch auf Lüge. Einige Schweizer SVP-Spitzen ereiferten sich daraufhin an einer Medienkonferenz, doch die NZZ, die das Inserat abgedruckt hatte, konterte: «Wenn sich in den letzten Jahren Reibungen wegen SVP-Inseraten ergeben haben, liegt dies nicht etwa daran, dass die Zeitungen zu hohe Inserateinnahmen hätten, sondern an der kalkulierten Schädigung des politischen gesellschaftlichen Klimas durch gewisse Formen der Kampagnen.»

Die Weigerung einiger Zeitungsverlage, das sachlich unrichtige und ehrverletzende SVP-Inserat erscheinen zu lassen, fand auch unverdächtigen Widerspruch. «L'Hebdo»-Bundeshausredaktorin Ariane Dayer sah die «Meinungsäusserungsfreiheit» gefährdet, denn die beinhalte auch das «Recht auf Lüge». Man müsse die SVP «lügen lassen», damit man ihr «besser widersprechen» könne. Sie folgte damit einer Argumentationsweise, die sich in der Westschweiz weitgehend durchgesetzt hat. Nur: Über Ungenauigkeiten oder unterschiedliche Einschätzungen kann man debattieren, über Lügen und Hetze nicht. Ein «Recht auf Lüge» haben mehrere

**Über  
Ungenauigkeiten oder unterschiedliche Einschätzungen  
kann man debattieren,  
über Lügen  
und Hetze  
nicht.**



welsche Zeitungskommentatoren bereits nach der polizeilichen Beschlagnahme des mutmasslich holocaustleugnenden Buches von Roger Garaudy gefordert.

### **Verunglimpfende Einzelfallgeschichten**

Nicht nur mit Pauschalverurteilungen, sondern ebenso mit Einzelfallgeschichten lässt sich Rassismus schüren. Im <Bund> berichtet ein Berner Elternpaar Mitte November 1996 von einem Angriff auf ihren 16jährigen Sohn, verübt von gleichaltrigen Jugendlichen. «Die Täter waren nicht schweizerischer Herkunft.» Soweit die ungute Tat. Die Eltern wollten ihrem Sohn beistehen und erlebten Ungemach. Polizisten hätten sie abgewimmelt, eine Anzeige gegen «unbekannte Täterschaft» kostete vorweg hundert Franken. Begründung durch die arbeitsunwilligen Polizisten: «Die Chance, die randalierenden Gruppen ausfindig zu machen, sei sehr klein.» Aber vor dem angeblich nicht angewandten Gesetz sind nicht alle gleich. Ein Rassist sieht sich und seinesgleichen bevorzugt als Opfer: «Begehen Schweizer Jugendliche ein Delikt (Töffli frisieren, freches Benehmen gegenüber Ordnungshütern usw.), werden Jugendstrafverfahren aufgedrückt und Eltern informiert. Da gelten sämtliche verfügbaren Gesetze.» Filip Haag, verantwortlicher <Bund>-Leserbrief-Redaktor, erinnert sich an den Leserbrief. «Er war noch schärfer formuliert», berichtet er. Er hat ihm die hässlichsten Zähne gezogen. Mit der Veröffentlichung ausländerfeindlicher Leserbriefe will auch Haag «die Stimme des Volkes» dokumentieren. Und er sieht in diesem Leserbrief ein Gegengewicht zur «immer wieder gehörten Ansicht, dass Ausländer härter angefasst werden». Konfrontiert mit dem Einwand, dass dieser Brief in lügnerischer Weise unterstelle, die Weigerung, Ermittlungen gegen Unbekannt aufzunehmen, habe mit der Schweizer Nationalität der Anzeigenersteller zu tun, tendiert er zur Nichtveröffentlichung: «So gesehen würde ich den Brief nicht mehr veröffentlichen.»

Die bisher erwähnten Leserbriefe erschienen alle wenige Wochen vor der Volksabstimmung über die SVP-Initiative «gegen illegale Einwanderung» und haben – ohne die Initiative namentlich zu erwähnen – Stimmung gemacht für das Volksbegehren der bundesrätlichen Rechtsausserpartei.

Rassisten verbreiten Hass, und wer Hassenden widerspricht, erlebt Hass. Ein Zürcher Leserbriefschreiber, der einen slawischen Namen trägt, berichtete im <Tages-Anzeiger> über Erfahrungen nach der Veröffentlichung eines sachlichen, aber SVP-kritischen Leserbriefes: «Plötzlich war ich kein Schweizer Bürger mehr, sondern eine <Polacken-Sau>, die abhauen sollte, wie mir anonyme Schreiber nahelegten.» Worte des Hasses vergiften eben das gesellschaftliche

Klima, werden sie nun durch Bundesratsparteien oder durch Leserbriefe verbreitet. Der angegriffene Leserbriefschreiber: «Natürlich wird die SVP jede Verantwortung für solche anonymen Schreiberlinge von sich weisen. Aber mit ihren millionenschweren Kampagnen ist sie an der Vergiftung nicht unschuldig.» Die unangenehme Bekanntschaft rassistischer Erwidierungen erlitt auch ein Zürcher Student, der SVP-Politiker kritisierte. Er wurde als «linkes Schwein» und «schmarotzender Student» beschimpft. «Gespickt waren die Briefe mit fremdenfeindlichen Artikeln, die mich offenbar eines Besseren belehren sollten.» Daraus ist aber auch zu folgern, dass rassistische Artikel und Leserbriefe die Rassistinnen und Rassisten im Lande zu weiteren Aktivitäten anspornen. Rassismus ist – so umschreibt es Albert Memmi – «eine Verhaltensweise, aber auch eine Argumentation: eine Anklage und eine Verteidigung. Die Ausrichtung der Beweisführung lässt keinen Zweifel daran, dass es dabei stets darum geht, den Angreifer zu rechtfertigen.»

### **Zusammenfassung**

*Dürfen Leserbriefseiten eine Oase veröffentlichter Lügen sein? Gelten die journalistischen Regeln auch auf der Leserbriefseite? Die Leserbrief-Redaktionen erhalten fast täglich rassistische Briefe, teils mit diskriminierenden Aussagen und lügnerischen Behauptungen, nicht nur vor Abstimmungen. Gelegentlich rutschen solche Texte auch ins Blatt. Der Artikel gibt einen Einblick in die Arbeit der Leserbrief-Redaktionen einiger Schweizer Zeitungen und diskutiert einige veröffentlichte Leserbriefe, die nach Meinung des Autors diskriminierende und lügnerische Behauptungen enthalten.*

### **Résumé**

*Les pages du courrier des lecteurs doivent-elles être une «oasis de publications mensongères»? Les règles journalistiques en vigueur s'appliquent-elles également au courrier des lecteurs? Les rédactions reçoivent presque quotidiennement des lettres racistes contenant des propos discriminatoires et des affirmations mensongères, et cela ne se produit pas seulement avant des votations. Occasionnellement, on retrouve de tels textes dans les pages du journal. L'article ci-après donne un aperçu du travail effectué par les rédactions du courrier des lecteurs de quelques journaux suisses et commente quelques lettres qui ont été publiées et qui, selon l'auteur, contiennent des affirmations discriminatoires et mensongères.*

**Hans Stutz** ist Journalist und Autor der jährlich erscheinenden Chronologie «Rassistische Vorfälle in der Schweiz».



## Feindbild Islam: die Verantwortung der Redaktionen

WASEEM HUSSAIN

*Der Islam kommt in unseren Medien schlecht weg. –  
Liegt das am Islam?*

«Der Faschismus des Islam» (SI), «Mit Koran und Kalaschnikow» (TA), «Scharia oberstes islamisches Gesetz: Amputationen, Auspeitschungen» (NLZ): Titel wie diese hier sind einfach und klar. Sie sagen: Der Islam, sein Buch und seine Gesetze verlangen nach Gewalt; wer dem Islam folgt, muss, um als fromm zu gelten, gewalttätig sein. Solche Titel verschleiern, dass es mindestens drei islamische Rechtssysteme gibt, die einander teilweise sogar widersprechen, dass diese Rechtssysteme je nach soziologischen, ökonomischen, ideologischen und politischen Faktoren vor Ort interpretiert und durchge-

vor.» Sicher wollte sie sagen, dass es die Taliban in Afghanistan sind, die es so sehen. Der Konjunktiv hätte sie vom Klischee zur Wahrheit gebracht. Bemüht, jene Minderheit von Muslimen zu benennen, die den Islam zur Rechtfertigung ihrer Gewalttätigkeit missbrauchen, üben sich beinahe alle Deutschschweizer Medien in der Kunst der Verknappung, sie vereinfachen und bilden Worthülsen wie «militante Islamisten», «islamische Fundamentalisten» oder nur «Islamisten». Anhand der Adjektive will man präzisieren: nicht jeder Islamist ist militant, nicht jeder Fundamentalist gehört dem Islam an. Das ändert aber nichts daran, dass, je öfter das Wort Islam im Zusammenhang mit Extremismus, Militanz und Krieg genannt wird, desto mehr zu einem negativ besetzten Begriff wird. Was die

Assoziation erlaubt: Islam = Gewalt. Richtig wäre es, stets Namen und Absichten zu nennen und den Missbrauch der Religion zu betonen: Die FIS in Algerien kämpft für die Anerkennung ihrer politischen Rechte (deren Splittergruppe GIA mit den Waffen), die Hamas will im bewaffneten Kampf die von Israel unrechtmässig besetzten Gebiete befreien, die Dschamaat-e-Islami in Pakistan schlägt aus der politischen Schwäche der Regierung Kapital, indem sie der Bevölkerung pseudoislamische Werte vorspiegelt etc.

Ohnehin sind diese Begriffe sehr ungenau und garantieren daher nicht, dass «der Leser schon versteht, wie das gemeint ist». Funda-

mentalismus erlaubt keine Widerrede und wird zur Erlangung von Macht gebraucht. Wenn Fundamentalisten sich religiös ereifern, dann nur, weil ihre Führer sie dazu ermahnen. Islamismus umfasst jede aktive Form, den Islam zu erklären, ihn zu missionieren oder ihn gewaltsam zu erzwingen.

Werden diese Sammelbegriffe undifferenziert verwendet, entstehen weitere Titel wie: «Immer häufiger führt Allah die Soldaten an» (TA), die im Lead mit «Islam-Miliz» fortgesetzt werden. Eine Miliz des Islams: als hätten alle Musliminnen und Muslime der Welt – also der gelebte Islam – eine Armee eingerichtet, die ihre Befehle von ganz, ganz oben erhält. Und schon entstehen noch mehr Titel wie



«So, und nun schwört euren Eid auf die neue Verfassung.»

## Koranschüler an der Macht

«Tages-Anzeiger» 28. 9. 96, Karrikatur von NICO auf der Titelseite, Leserbrief im «Tages-Anzeiger» vom 7. 10. 96: «Ich hoffe, dass Ihre Zeitung in Zukunft mehr Respekt für religiöse Gefühle (egal welche) zeigt.»

setzt werden und dass es ein einheitliches Gesetzbuch namens Scharia gar nicht gibt. Ein Titel wie «Gesetz der Scharia: Hinrichten und steinigen» (NLZ) erweckt aber diesen Eindruck, indem er durch die Analogie Anspruch auf Allgemeingültigkeit stellt. Ein Eindruck, der sich als Scheinwissen im Bewusstsein der Öffentlichkeit einprägt. Die Öffentlichkeit aber vertraut in gutem Treu und Glauben darauf, dass was ihr an Informationen geliefert wird, wahr ist. – Der Titel müsste daher heissen: «Gesetz der Taliban: Hinrichten und steinigen». Die Autorin des NLZ-Artikels fährt fort mit überprüfbar Unwahrheit: «[...] kein Interview [mit den neuen Machthabern], der Koran sieht so etwas nicht



«Islam/Ethnischer und kultureller Genozid» (F), Textstellen wie «islamische Säuberung» (WoZ) oder Bildlegenden wie «Die islamische Terrorismusszene hat sich massiv vergrössert» (F).

### **Eroberungsszenarien in Leserbriefen**

Die nächstliegende Frage ist, ob der Islam auf dem Vormarsch in den Westen sei. So schreibt ein Leser dem IW: «Soll man übersehen, dass es der Auftrag des Islams ist, dass die ganze Welt erobert wird?», und ein anderer Leser der NLZ: «Gewieftes Taktieren hat schon längst System in islamischen Kreisen, denn [es ...] soll der Öffentlichkeit vorenthalten werden, was eigentlich hinter der Bühne abläuft, damit der <heilige Eroberungskrieg>, ohne Opposition, abgehalten werden kann.» – Eins, zwei, drei: wie heisst «Heiliger Krieg» auf Arabisch?

Die Verbreitung von falschen Informationen, von Worthülsen und Sammelbegriffen verrät, wie manche Journalistinnen und Journalisten sich des Denkens entledigen. Als die USA und einige andere Länder den Krieg gegen die sowjetische Besetzung in Afghanistan unterstützten, nannten die US-amerikanischen Nachrichtenagenturen die afghanischen Soldaten Freiheitskämpfer. Nachdem die Sowjets abgezogen waren und der Bürgerkrieg begann, hies- sen sie auf einmal islamisiert Mujaheddin und bald Fundamentalisten. Es gibt aber keinen vernünftigen Grund, das antiislamische Vokabular der US-Regierung zu übernehmen, wenn es möglich ist, ein eigenes zu bestimmen.

Das gilt auch für intellektuelle Leistungen, die manchmal ganz und gar pfannenfertig importiert werden. Nach seiner Wahl zum neuen türkischen Premierminister nannte die US-Presse – und somit auch die schweizerische – Necmettin Erbakan einstimmig einen Islamisten, einen Fundamentalisten und einen «Unsicherheitsfaktor für die ganze Region». Dann im TA der Zweitabdruck einer Analyse aus der Hamburger «Zeit»: «Premierminister Erbakan ist Taktiker, nicht Ideologe» lautete der Untertitel. Im Text erklärt der Autor, dass die Reisen Erbakans in islamische Länder nicht einer Islamisierung der Türkei, sondern der Lösung dringender wirtschaftlicher Probleme dienen sollten. Und: «Ohnehin ist es Unsinn, islamische Fundamentalisten in einen Topf zu werfen.» Dieser Satz ist nur 76 Zeichen lang; gemessen an seinem publizistischen Wert ein kleiner Aufwand. – Kam in der Schweiz denn niemand auf diese Gedanken? Statt dessen überlegen Leserinnen und Leser: «In der Schweiz leben heute 200 000 aktive Muslime. Wir haben bereits 60 Moscheen im Land. Lassen wir uns durch multikulturelle Schönfärberei nicht einlullen! Für jene, die von muslimischen Glaubensgeschwistern erzählen, wird es ein Erwachen geben.» (Sä).

Der Gedanke an eine Invasion des Islams in der

Schweiz kommt auch am Beispiel des geplanten muslimischen Friedhofs in Zürich zum Ausdruck. Nur, dass da von einem «Muslimfriedhof» (TA, Tb, ZW, A) die Rede ist, was durch seinen exotischen Klang Entfremdung zulässt, weil hier beide Teile untrennbar verschmolzen sind: Ein Judenfriedhof ist kein Muslimfriedhof ist kein Friedhof. Eine sachliche Unterscheidung, wo das Fremde nicht zu etwas Seltsamem mystifiziert wird, wäre dagegen ein muslimischer Friedhof, der zunächst einfach nur ein Friedhof ist, also etwas Vertrautes, eingerichtet für Musliminnen und Muslime. – Wortklauberei? Das Wort Islamistenfriedhof hat jedenfalls eine Gegnerin nichtchristlicher (um nicht zu sagen: unchristlicher) Friedhöfe gesagt, folgendes ein anderer Gegner: «Als nächstes wollen die bei uns die Scharia einführen!», diese Leute, die aus «Muslimstaaten» (BD) kommen; und wenn sie dort nicht leben, dann in «Muslim-Enklaven» (fast alle Medien) oder in «Muslimquartieren» (WW).

Dieser Analyse liegt die Lektüre von 206 Zeitungs- und Zeitschriftenartikeln zugrunde, die zwischen Januar 1995 und Mitte Oktober 1996 in der deutschsprachigen Presse erschienen sind und in denen der Islam Haupt- oder Nebenthema war. (Die Anzahl der Zitate pro untersuchte Publikation widerspiegelt in etwa deren Art und Weise der Berichterstattung über den Islam.) Nur gerade sieben von diesen Artikeln kann differenzierte Schreibe attestiert werden. Und da wundert man sich, wenn die Öffentlichkeit sich beim Wort Islam an solches erinnert: turbantragende Männer mit dunklen Bärten und geladenen Gewehren, verwahrloste Kinder und verschleierte Frauen, die noch in einem «Steinzeitislam» (NZZ) inmitten von «Barbaren» (NZZ) leben. Da ist es aus herablassender Freundlichkeit erwähnenswert, dass ein Araber in Jerusalem «seine traditionelle islamische Kleidung mit einem schicken Jackett und einer Krawatte vertauscht» hat (F) oder dass «ein Businessman aus Ramallah» sich in «Jeans und gelbem Lacoste-Hemd» kleidet und den «mitgebrachten Gebetsteppich neben sich» gelegt hat (TA).

### **«Aerobic-Tänzerinnen mit Kopftuch»**

Mit aufklärerischem Eifer im Kopf machen sich gutmeinende Journalistinnen und Journalisten an die Frau mit dem Tuch auf dem Kopf, dem Lieblingsthema der Presse, wenn es um den Islam geht. Die Titel lauten dann: «Universität und Schleier» (NZZ) oder «Aerobic-Tänzerinnen mit Kopftuch» (TA). Ein Journalist des LT berichtet über einen Vortrag zum Thema «Frau und Islam». Im Publikum sitzt Frau H., eine in der Schweiz lebende Türkin, die in Ankara Theologie studiert hat. Sie trägt ein Kopftuch. Kommentar des Journalisten: «Ihr Mann hat ihr erlaubt, die Wohnung zu verlas-

sen, um sich die Ausführungen des Nahostexperten Arnold Hottinger anzuhören.» Die Nachfrage bei der Betroffenen ergibt: Der Journalist hatte sich bei der Frau danach gar nicht erkundigt, sondern geschrieben, was für ihn sowieso klar war: Kopftuch = Islam = Männergewalt = Muslimin, das willenlose Wesen. Sechs Tage später der Leserbrief von der Nachbarin der Betroffenen: «Frau H. kann die Wohnung verlassen, wann immer sie will. Sie führt eine Ehe wie wir alle.» Und eine enttäuschte Frau H. erklärt: «Mit Journalisten werde ich nicht mehr reden.»

Zum Glück gibt es Leute, die den Zeitungen Briefe schreiben, um klarzustellen, was in der Schweiz, die ja weder eine besonders rühmliche Geschichte noch Gegenwart in Sachen Frauenrechte hat, schon klar sein sollte: «Wenn in gewissen Regionen der muslimischen Welt der Frau nicht die Rechte zuerkannt werden, die der Islam ihr gegeben hat, ist daran nicht der Koran schuld. Schuld sind die Menschen, die den Frauen ihre Rechte vorenthalten.» (NZZ)



NZZ 30. 8. 96: «Frau mit Kopftuch vor Computer – komisch, nicht?»

(Foto Olivia Heussler)

### Aus Drohbildern lässt sich Kapital schlagen

Dies führt mich zu der These, dass jene Deutschschweizer Medien, die sich solcher Sprache und Beschreibungsmuster bedienen (beinahe alle tun es), mitverantwortlich sind an folgenden vier Sachverhalten. Erstens nähren sie mit der über lange Zeit oft wiederholten und undifferenzierten Berichterstattung das Feindbild Islam und bewirken damit, dass ein Teil ihres Publikums sich von den Gläubigen dieser Religion ernsthaft bedroht fühlt. Somit liefern sie zweitens als Rohstoff jene Drohbilder, aus denen politisches Kapital geschlagen wird. Hat das Publikum das Bild des aggressiven – wenn auch imaginären – Feindes erst einmal verinnerlicht, entwickelt es ein natürliches Schutzbedürfnis. In einem solchen Klima können Regierung und Armee weitere militärische Aufrüstung leicht rechtfertigen und durchsetzen. Drittens sind diese Medien mitverantwortlich, wenn Musliminnen und Muslime politisch, sozial und beruflich benachteiligt werden,

weil man ihnen aufgrund des ihnen anhaftenden Rufes kein Vertrauen schenkt. Und viertens schaden diese Medien ihrem eigenen und dem Ruf der Journalistinnen und Journalisten. Diese Medienunternehmen werben damit, dass sie mit ihren Publikationen die wirren Geschehnisse auf der Welt verstehen helfen. Sie tun aber das Gegenteil.

#### Abkürzungen

(A) Der Altstetter; (B) Blick; (BD) Der Bund; (F) Facts; (LT) Limmattaler Tagblatt; (IW) Israelitisches Wochenblatt; (NZZ) Neue Zürcher Zeitung; (NLZ) Neue Luzerner Zeitung; (Sä) Säemann; (SI) Schweizer Illustrierte; (TA) Tages-Anzeiger; (Tb) Tagblatt der Stadt Zürich; (WoZ) Die Wochenzeitung; (WW) Die Weltwoche; (ZW) ZüriWest

### Zusammenfassung

Nur 7 von 206 untersuchten Artikeln aus der Deutschschweizer Presse zum Thema Islam kann differenzierte Schreibweise attestiert werden. In allen anderen Fällen lauten die Klischees: «Gesetz der Scharia: Hinrichten und steinigen», «Immer häufiger führt Allah die Soldaten an» und «Heiliger Krieg». Der Autor stellt die These auf, dass jene Deutschschweizer Medien, die sich solcher Sprach- und Bildmuster bedienen, mitverantwortlich sind, wenn ein Teil der Leserschaft sich von den Gläubigen des Islams bedroht fühlt. Die Medien lieferten den Rohstoff jener Drohbilder, aus denen politisches Kapital geschlagen werde, nicht zuletzt in Form von polizeilicher und militärischer Aufrüstung. Auch gebe es auf solche Berichterstattung zurück, wenn Musliminnen und Muslime politisch, sozial und beruflich benachteiligt würden, weil man ihnen aufgrund des ihnen anhaftenden Rufes kein Vertrauen schenke. Letztendlich aber schaden diese Medien ihrem eigenen und dem Ruf der Journalistinnen und Journalisten.

### Résumé

Sur 206 articles de la presse suisse alémanique ayant pour sujet l'Islam qui ont été examinés, on peut juger que 7 seulement sont écrits dans un style différencié. Dans tous les autres cas, on rencontre des clichés tels que «la loi de la charia: exécuter et lapider», «C'est Allah qui conduit de plus en plus souvent les soldats» ou encore «guerre sainte». L'auteur de l'article émet l'hypothèse selon laquelle les médias suisses allemands qui se servent de tels stéréotypes portent la coresponsabilité du fait qu'une partie de leurs lecteurs se sentent menacés par les islamistes. Ces médias ont fourni la matière première des images menaçantes dont la politique tire avantage, parfois même sous la forme d'armement policier et militaire. Selon l'auteur, c'est également à cause de ces reportages que les musulmans sont désavantagés sur les plans politique, social et professionnel, parce qu'on ne leur accorde aucune confiance en raison de la



*réputation qui les poursuit. Mais en fin de compte, c'est à leur propre réputation et à celle des journalistes que ces médias portent préjudice.*

**Waseem Hussain** lebt und arbeitet als Journalist in Zürich. Seine thematischen Spezialgebiete sind: Pakistan, Afghanistan, Islam, Salman Rushdie. Dieser Artikel erschien in einer etwas kürzeren Fassung im «Klartext» Nr. 100/16, 1996.

**Vorschläge für eine einheitliche, allgemeinverständliche Umschrift hocharabischer und koranischer Begriffe**

INS DEUTSCHE UMGESCHRIEBENE WÖRTER AUS DEM HOCHARABISCHEN STÖREN OFT DAS SCHRIFTBILD (Z. B. QUR'ÂN) UND HELFEN SELTEN, SOLCHE WÖRTER RICHTIG AUSZUSPRECHEN. ANFÜHRUNGS- UND SCHLUSZWEISEN («FUNDAMENTALISMUS») MACHEN KEINE EINDEUTIGEN AUSSAGEN. FÜR EINE KORREKTE UMSCHRIFT IST DAS HOCHARABISCH, DIE SPRACHE DES KORANS, MASSGEBEND. WO ES ABER ÜBERSETZUNGEN FÜR HOCHARABISCHE WÖRTER GIBT, SOLLTEN DIESE GEBRAUCHT WERDEN, WEIL SIE ALLGEMEIN VERSTÄNDLICH UND WENIGER LEICHT NEGATIV BEHAFTBAR SIND. INTERNATIONAL UND IN WISSENSCHAFTLICHEN KREISEN HAT SICH WEITGEHEND DIE ENGLISCHE SCHREIBWEISE DURCHGESETZT, DA DIESE ABER MEIST FALSCH GELESEN WIRD, SCHLAGE ICH VOR, DEM BEISPIEL DER GROSSEN DEUTSCHEN ZEITUNGEN UND ZEITSCHRIFTEN ZU FOLGEN.

ALLAH (der Gott): Deutsche Übersetzung gebrauchen.

ALLAHU-AKBAR (Gott ist gross): Bindestrich zeigt Einheit des stehenden Begriffes im Original an. Deutsche Übersetzung gebrauchen.

DSCHAMAT-E-ISLAMI oder DSCHAMAAT-E-ISLAMI (f.; Islamische Versammlung; Namen politischer Parteien) statt: Jamaat-e-Islami, Djama'a al Islami u. ä., weil die Endung des Originalwortes oft lang ausgesprochen wird; fakultativ.

Die in Ägypten tätige Gamaat-al-Islamiya in der Umschrift mit g schreiben, weil auf Ägyptisch-Arabisch dsch als g ausgesprochen wird.

Bindestriche zeigen Einheit des Originalbegriffs an.

DSCHEHAD oder DSCHEHAAD (m.; Verbalsubstantiv von: sich mühen) statt: Jead, Jihad oder Djihad u. ä., weil die Endung des Originalwortes oft lang ausgesprochen wird; fakultativ. Genitiv: des Dschehads.

Irrtümlich mit Heiliger Krieg übersetzt. Vorschlag für sinngemässe Übersetzungen: Hauptwort Kampf mit folgenden, je nach Sachverhalt passenden Ergänzungen: K. mit der Feder, K. mit dem Gewissen, moralischer K., rigoroser K., bewaffneter K., radikaler K. etc.

FATWA (f.; Rechtsgutachten): Deutsche Übersetzung gebrauchen.

HADITH (m; Überlieferungen von den Taten und Worten von Muhammad): Deutsche Übersetzung gebrauchen. Genitiv: des Hadithes.

HIDSCHAB (m.; arab.; wörtl.: Vorhang) oder Tschador (m.; pers.; wörtl.: Decke, Tuch): Es gibt: Körperschleier (ganzer Körper), Gesichtsschleier (Gesicht und Haar), Halbschleier (untere Gesichtshälfte), Gesichtsmaske (Stirn, Nasenrücken, Oberlippe), Kopftuch (Haar und Haaransatz): Deutsche Übersetzungen gebrauchen.

IMAM (Subst. m.; Führender Geist, Leiter des Gottesdienstes): Deutsche Übersetzung gebrauchen. Genitiv: des Imams.

ISLAM (m.; Hingabe an Gott und Ergebung in seinen Willen): Diese allgemeingebrauchliche Umschrift beibehalten. Genitiv: des Islams. Adjektiv: islamisch.

ISLAMISMUS (m.; jede aktive Form, den Islam zu erklären, ihn zu missionieren oder ihn gewaltsam zu erzwingen) Adjektiv: islamistisch. Mit Adjektiv und genauer Benennung beteiligter Personen und deren Absichten gebrauchen.

KORAN (m.; Heiliges Buch des Islams): Diese allgemeingebrauchliche Umschrift beibehalten. Genitiv: des Korans.

MEKKA (Stadt in Saudi-Arabien, Geburtsort von Muhammad, wichtigster Wallfahrtsort für Muslime und Musliminnen): Diese allgemein gebrauchliche Umschrift beibehalten.

MOHAMMEDANER s. Muslim

MOSCHEE (f.; Ort des Gottesdienstes und des Religionsstudiums): Diese allgemeingebrauchliche Umschrift beibehalten.

MUEDHIEN (m.; Gebetsrufer) und theoretisch auch Muedbienin (f.; Gebetsruferin; auch Frauen dürften zum Gebet rufen, doch trifft man dies kaum irgendwo an) statt: Muezzin, ie debnt das Wortende. Deutsche Übersetzung gebrauchen.

MUDSCHAHEDDIEN (m., pl.; Mudschabed, m. sing.; Mudschabeda, f. sing.; Kämpfer für die Religion) statt: Mujabeddin. dd und ie dehnen die Aussprache. Deutsche Übersetzungen gebrauchen.

MUHAMMAD (Name des wichtigsten Propheten im Islam) statt: Mohammed, Mohamet u. ä.

MULLAH (m.; darf sich jeder nennen, der eine Koranschule besucht hat; kein Theologe, eber Laienprediger): Deutsche Übersetzung Laienprediger gebrauchen.

MUSLIM (m.) und MUSLIMIN (f.) statt: Mohammedaner, Moslem, Moslemin, moslemisch. Genitiv: des Muslimen, der Muslimin. Adjektiv: muslimisch.

Wer näher beim Hocharabischen schreiben will, schreibt: Muslim und Muslima. Genitiv: des Muslims, der Muslima.

SCHARIJA (f.; Lehre vom Recht und vom richtigen Verhalten) statt: Shari'a u. ä. Von militanten Gruppen missbrauchtes Rechtssystem. Genauer: willkürlich ausgelegte Scharija oder übersetzen: missbrauchtes islamisches Recht, Fehlinterpretation der islamischen Rechtslehre.

TALIBAN (m. pl.; urspr.: nach Wissen Strebender; heute: Student); in Afghanistan. Irreführend mit Koranschüler übersetzt, was den Eindruck erweckt, der Koran lehre die Taliban, Ungläubige zu verfolgen und evtl. zu töten. Die meisten Taliban aber können weder lesen noch schreiben.

Diese allgemeingebrauchliche Umschrift beibehalten.

TSCHADOR s.: Hidschab

**Weiterführende Literatur**

ERKLÄRENDE WERKE SIND DEUTENDEN WERKEN GRUNDSÄTZLICH VORZUZIEHEN. ZU VERLOCKEND IST ES, MEINUNGEN BEKANNTER AUTORINNEN UND AUTOREN ZU ÜBERNEHMEN IN DER ANNAHME, DEREN GUTER RUF STEHE FÜR UNVOREINGENOMMENE INFORMATION. NACHFOLGEND EINE KLEINE, FÜR DEN JOURNALISTISCHEN GEBRAUCH GE- EIGNETE AUSWAHL:

Schimmel, Annemarie 1990

Der Islam: Eine Einführung. Stuttgart: Reclam

Islam-Lexikon:

Geschichte, Ideen, Gestalten (3 Bände). 1990, Freiburg i. B.: Herder

Islam:

Die Begegnung am Mittelmeer. 1994, du 7/8

Abmad, Nasir 1991

Jead («Heiliger Krieg») im Islam. Zürich: Der Islam

Rotter, Gernot (Hrsg.) 1993

Die Welten des Islam: Neunundzwanzig Vorschläge, das Unvertraute zu verstehen. Frankfurt a. M.: Fischer

GUTE ÜBERSETZUNGEN DES KORANS SIND RAR, ZWEISPRACHIGE AUSGABEN NOCH SELTENER; GUT SIND:

Die Übersetzung des Heiligen Korans in deutscher Sprache (kommentiert, 5 Bände). München: Bavaria

Der Heilige Qur'ân (Arabisch und Deutsch).

1980, Zürich: Mahmood-Moschee (Forchstrasse 323, 8008)



## Über den Unterschied von Richtigkeit und Gerechtigkeit im Hinblick auf Political Correctness

GERT MATTENKLOTT

*Mit Political Correctness soll verbales Unrecht gegenüber Minderheiten geahndet werden. Was für ernst zu nehmende Argumente können Kritiker der PC dagegen anbringen?*

Es scheint eigentlich ganz einfach zu sein: *Political Correctness* (PC) nennen wir Theorien und Praktiken, die darauf zielen, Unrecht abzustellen, das auf dem Geschlecht, der Rasse, der Klasse, dem Alter oder einer anderen biologischen oder gesellschaftlichen Variablen beruht. Dazu gehören auch die Konfession, nationale Zugehörigkeit, sexuelle Präferenz oder Körpermerkmale. *Politically correct* handelt, wer all das in seinem Umgang mit Menschen neutralisiert. In den USA richtete sich PC von Anfang an primär gegen die kulturelle Hegemonie der euro-amerikanischen Kultur, bzw. sie bezweckte die Gleichberechtigung der farbigen Bevölkerung, in deren Schleppnetz sich alle Mühseligen und Beladenen – mit welchen Lasten auch immer – zusammenfanden.

Die Kritiker von PC scheinen schlechte Karten zu haben. Was können sie im Ernst zu ihren Gunsten vorbringen? Durchaus Argumente von Gewicht. Nehmen wir das Beispiel von <Korrektheit> gegenüber den Angehörigen fremder Ethnien in der Absicht, die imperiale Arroganz der postkolonialen Eurozentriker einzudämmen. Der Kulturrelativismus der <Korrekten>, so argumentieren deren Kritiker, sei politisch destruktiv. Er zerstöre den Universalitätsanspruch der aufklärerischen Vernunft.

Der Wertekanon, auf dem die liberalen und demokratischen Gesellschaften basieren, werde unterminiert. Gut und Böse würden ununterscheidbar, das Handeln prinzipienlos. Intellektuell wirke PC regressiv. Das Verschwinden des jüdisch-christlichen und klassisch-antiken Kanons von

der Bibel über Homer und Plato bis Shakespeare und Diderot sei gleichbedeutend mit einem Verlust von historischem Bewusstsein und intellektueller Offenheit. Das Milieu moralischer Aufsicht über Denken, Sprechen und Handeln produziere einen neuen McCarthyismus. Das intellektuelle Leben, traditionell das Lager der gesellschaftlichen Avantgarden, verkümmere auf dem Niveau einer selbstverhängten

Daseinsbeschränkung. (Behrens und Rimscha, 1995, haben eine Fülle von Beispielen, häufig anekdotischen Charakters, gesammelt und diese Blütenlese auf dem Boden einer ins Kraut schießenden Sprachkultur dokumentiert.)

Freilich, wäre es nur ein Kampf um Gesinnungen und um eine mehr oder weniger überzeugende Sprachkultur, würde er nicht jenseits und zunehmend auch diesseits des Atlantiks mit solcher Erbitterung geführt. Tatsächlich geht es aber bei diesem Kulturkampf um eine Neuverteilung von Macht, Wissen und nicht zuletzt materiellen Ressourcen. Wer erhält Zugang zu welchen Bildungsstätten, Stipendien und Forschungsetats, Berufen und Führungspositionen?

Politische Korrektheit führt heute auch in Deutschland einen amerikanischen Namen, doch hat sie speziell in unserem Jahrhundert auch eine lange deutsche Tradition. Ein einziger, aber besonders für Intellektuelle ansehlicher Zweig sei hier etwas eingehender durch einen Namen charakterisiert: Karl Kraus. – Wie für eine Reihe jüdischer Autoren des Fin de siècle war auch für Karl Kraus die Sprache eine letzte und zuverlässige Berufungsinstanz, vor der sich richtig und falsch, wahr und verlogen herausstellen mussten. Mit Mauthner und Landauer, Benjamin und Rosenzweig, Rosenstock-Huessy und Margarete Susmann, sowie auch vielen nichtjüdischen Zeitgenossen, teilte Kraus die Vorstellung, dass Sprachkritik ein geeignetes Instrument sei, um die Korruptheit und moralische Bigotterie der zeitgenössischen Gesellschaft aufzuspüren und darzustellen. Beruht diese Überzeugung auf irgendeinem realen Sachverhalt?

Schwerlich. Insofern ist sie ein besonders gutes Beispiel für die Macht der Einbildungskraft.

Denn Geschichten zu finden, die von der

ausseror-

dentlichen Macht der Sprache handeln und ihr *Non plus ultra* neu zu begründen unternehmen, fällt nicht schwer. Schwerer dagegen, aus diesen Geschichten einzusehen, woher die Sprache ihre Autorität als unvordenkliches intellegibles Sein gewinnen soll, auf die sie aber doch immerfort Anspruch erhebt, wenn sie die Kritiker herauszufordern scheint, ihre Integrität durch Kritik wiederherzustellen.

**Es geht bei diesem Kulturkampf um eine Neuverteilung von Macht, Wissen und materiellen Ressourcen.**



Was Kraus mit der Sprachautorität verbindet, hat er in einem Artikel mit diesem Titel im Dezember 1932 in der «Fackel» geschrieben:

«Die(se) Gewähr eines moralischen Gewissens liegt in einer geistigen Disziplin, die gegenüber dem einzigen, was ungestraft verletzt werden kann, der Sprache, das höchste Mass einer Verantwortung festsetzt und wie keine andere geeignet ist, den Respekt vor jeglichem anderen Lebensgut zu lehren. Wäre denn eine stärkere Sicherung im Moralischen vorstellbar als der sprachliche Zweifel? Hätte er denn nicht vor allem materiellen Wunsch den Anspruch, des Gedankens Vater zu sein? Alles Sprechen und Schreiben von heute, auch das der Fachmänner, hat als der Inbegriff leichtfertiger Entscheidung die Sprache zum Wegwurf einer Zeit gemacht, die ihr Geschehen und Erleben, ihr Sein und Gelten, der Zeitung abnimmt. (...) Welch ein Stil des Lebens möchte sich entwickeln, wenn der Deutsche keiner anderen Ordonnanz geborsamte als der der Sprache.» (Kraus 1932:394)

Sprache, so erhellt diese Bemerkung, ist für Kraus nicht ein Haben, sondern, vor allem Erwerb und aller instrumentellen Fertigkeit, ein Sein. Sie nimmt an den Sprechern Mass, nicht im Sinne einer pragmatischen linguistischen Kompetenz, sondern einer Sprachgerechtigkeit, die jenseits aller Richtigkeit im Sinne von Korrektheit beheimatet ist. Nicht die Sprachen haben sich zu bewähren, sondern die Sprecher. – Vernichtend ist vor allem das Urteil, das Kraus über die journalistische Verderbtheit der Sprache fällt, wo immer sie als Mitteilung genutzt wird. Heftiger als er hat noch niemand gegen die Presse gerast. Wie nach ihm Benjamin mit theologischen Begriffen, denkt Kraus zuvor schon mit Anleihen beim *Geist*-Begriff des deutschen Idealismus Sprache als Haus des Seins. In der Zeitung geht sie «ins Bordell» und wird jedermann gefügig. Gegen Heine hat er in diesem Sinne als einen frühen Journalisten polemisiert, von Herzl und Harden hat er aus ähnlichen Gründen nicht viel gehalten, und war ihm Kerr nicht auch als Typus des Feuilletonschrifters verhasst, noch vor allen Differenzen über Sachen? Unmissverständlich im Sinne seiner Abneigung gegen die Sprache des Tages ist schliesslich auch seine Kritik an Freud und der Sprache der Freudianer, die für ihn die Geheimnisse der *echten* und naturhaften Seelenhaftigkeit an das Geschwätz von Feinmechanikern verrät. In der Sprache – und mitunter einzig dort – kommt für ihn die Unendlichkeit des Geistes zum Ausdruck, der Verendlichkeit durch Instrumentalisierung in den Zeitungen zum Trotz:

«Den Rätseln ihrer Regeln, den Plänen ihrer Gefahren nahezu-kommen, ist ein besserer Wahn als der, sie beherrschen zu können. Abgründe dort seben zu lehren, wo Gemeinplätze sind – das wäre die pädagogische Aufgabe an einer in Sünden erwachsenen Nation; wäre Erlösung der Lebensgüter aus den Banden des Journalismus und aus den Fängen der Politik. Geistig beschäftigt sein – mehr durch die Sprache gewährt als von allen Wissenschaften, die sich ihrer bedienen – ist jene Erschwerung des Lebens, die andere Lasten erleichtert. Lohnend durch das Nichtzuendekommen an einer Unendlichkeit, die jeder hat und zu der keinem der Zugang verwehrt ist. «Volk der Dichter und Denker»: seine Sprache vermag es, den Besitzfall zum Zeugefall zu erhöhen, das Haben zum Sein.» (Kraus 1932:395)

**Nicht die Sprachen haben sich zu bewähren, sondern die Sprecher.**

Deutlich klingt hier das Motiv eines unendlichen Sprachuniversalismus an, an dem teilzuhaben niemand eine Lizenz benötigt; einer spirituellen Grenzenlosigkeit, zu deren weiten Räumen Bildung die einzige Zugangsbedingung ist. Kraus konzipiert die Sprache – in einem

pathetischen Sinn –, um abstrakt-synthetisch den Einheitssinn der Welt nach dem Vertrauensverlust in das Individuum als Integrationsgestalt wiederzugewinnen. In der Vision von Deutschland als einer Kulturnation, die sich sprachlich konstituiert, indem ihre Bürger dichten und denken, gewinnt diese homogene Welt ihre Gestalt.

Dass es dieser Kulturnation bedarf, scheint für die Juden unter den Deutschen fester als für jeden anderen ausgemacht zu sein. Der Grund dafür liegt in der Phantasie von einer ursprünglichen und je eher desto besser wiederzuerlangenden integren Ganzheit. Es ist eine Vorstellung, die sich als Wunschbild desto intensiver ausprägt, je heillosler die Differenzenerfahrung ist. Eben diese ist aber dem Selbstbild des Juden in einer jahrhundertelangen Geschichte der Ausgrenzung ebenso fest eingepägt wie anderen Minderheiten, den Schwarzen etwa oder den Homosexuellen. Der Ausschluss des Differenzen produziert in den Ausgeschlossenen Integritätsphantasien von solcher Mächtigkeit, dass sie sich eher mit der imposanten Figur des Aggressors, jedenfalls aber des Stärkeren identifizieren, als Solidarität mit anderen Ausgeschlossenen aufzubringen.

Kraus ist in unserem Jahrhundert der steilste Fall von Sprachuntertänigkeit. Am deutlichsten kritikwürdig mag die Verankerung seines Sprachgerichts in einem Hochamt zu sein, mit dem er in letzter Instanz eine geschichtsphilosophische Funktion beanspruchte. Eben hier wird aber auch die deutlichste Differenz zu seinen vermeintlichen Nachfolgern im Zeichen von *Political Correctness* sichtbar. Sie zeigt die aktuellen Erben zunächst einmal in

keinem ungünstigen Licht. Vom *Sein* im *alten Haus der Sprache* ist hier nicht mehr die Rede. Dessen ungeachtet kommt aber – wie sonst nur im Bereich des Judentums – der Sprache als Form eines Konsensus jenseits aller Inhalte eine besondere Funktion zu. Der Humanismus alter Prägung hat sich aus der Konfession seiner Inhalte in die Formen zurückgezogen, in denen sich seine Gesinnung bekundet: aus Diskretion, Scham und Sachlichkeit. Die Inhalte sind so vielfach beschworen und missbraucht worden, dass ihnen gegenüber die Verkehrsformen aufgewertet werden. Der Vorteil: Man kommt ohne Mitgliedschaften, Bekenntnisse, Gewissens- und Gesinnungserforschung aus. Der Gewinn von Urbanität liegt auf der Hand. Entscheidend ist nicht, ob einer *Nigger* denkt, wenn er einen Schwarzen sieht, sondern ob er es sprachhandelnd sagt.

Wie regelmässig auch in den historischen Formen alter und neuer Sachlichkeit spielt die Übertragung von *Hygienevorstellungen* von der materiellen auf die geistige Kultur eine wichtige Rolle. Sie besagt, dass es möglich ist, die Kultur um ein Gerippe von Standards des *Behaviourismus* herum zu bauen und dabei auf das Organische weitgehend zu verzichten. Diese Standards sind die Verkehrsformen. Für Deutschland hat das eine Verwestlichung im Sinne des Aufschliessens an die Kultur demokratischer Regularien bedeutet. Sie ist durch die alte und angesehene sprachphilosophische Tradition von Herder und Hamann über Humboldt und Grimm bis zu Kraus und Rosenstock-Huussy erleichtert worden. Fundamentalistische Ansprüche werden elastisch behandelt, indem sie auf ihre Verträglichkeit mit gewissen Sprachmustern geprüft werden. Das Medium der Sprache wird ernster genommen als die jeweilige *message*. Für die Universalisierung hat diese Standardisierung besondere Bedeutung. Die Multiethnizität, Multikonfessionalität etc. lassen es ratsam erscheinen, die *essentials* und ihre kulturelle Tradition weniger ernst zu nehmen als die Formen, in denen sie sich zeigen. In diesem Sinn steht PC als Standardisierung von Regeln in Übereinstimmung mit einer *Rhetorisierung* der Kultur, die sich auf Friedrich Nietzsche und Oscar Wilde und deren Plädoyers für den Schein berufen kann. Der regelbare Teil der Kultur wird vom essentiell Begründeten abstrahiert und unter besonderen Schutz gestellt.

Wie alle hygienischen Massnahmen beruht auch die PC auf Skepsis gegenüber dem Organischen. Auf dessen natürliche Impulse und moralische Spontaneität lässt sich nicht bauen. Das Organische bevorzugt seinesgleichen; es benötigt eine gewisse intime Temperatur als Voraussetzung, um zu funktionieren; das Organische droht die Moral in die Haft einer Naturbestimmung zu nehmen. Wer Kultur als Organismus definiert, ist schnell dabei, den gesunden vom kranken zu unterscheiden: mit allen Konsequenzen. Im Fall von *korrekt/inkorrekt* ist Lern-

fähigkeit und Irrtum konzediert. Wird dagegen die Diagnose zwischen den Parametern *gesund/krank* gestellt, so bedarf es weiter keiner Mitwirkung des Patienten.

Auf das Organische hatte zwar auch Kraus nicht gesetzt, wohl aber auf den *Geist* der Sprache als etwas Authentisches. Von Authentizität wollen die Verfechter von PC nichts mehr wissen. Die hybride Gleichsetzung von richtigem Sprechen mit Sprachgerechtigkeit, die Kraus vorgenommen hatte, verfällt. Gerechtigkeit ist politisch letztlich eine Kategorie der Theokratie. Die Demokratien begnügen sich – jedenfalls für den Alltag – mit weit weniger. Die Entlastung vom Authentischen verbindet sich mit Abkühlung. Intimes Verstehen ist nicht mehr gefragt. Ob es einen eigentlichen Kern in den Menschen gibt, bleibt dahingestellt, egal ob farbig oder nicht und welcher Konfession auch immer. Man hält sich an die Bekundungen und studiert die Rhetorik mit der Gewissenhaftigkeit von Talmudforschern. Der Vergleich von PC mit der McCarthy-Ära trägt. Dort ging es um das Überführen durch Gesinnungsschnüffelei. Hier genügt ein Tonband. Wo bleibt bei dieser Beschreibung der alltägliche und unübersehbare Terrorismus der <politisch Korrekten>? Er folgt daraus, dass die Teilnehmer an der Demokratie in erster Linie als Sprecher definiert werden; die intellektuelle Kultur spreizt sich zur Kultur überhaupt auf. Wer an die Universität kommt und von *Studenten* spricht statt von *Studierenden*, ist unten durch. Das ist nicht dramatisch, wo die akademische Kultur die ungebildete mit ihrem Sprachbewusstsein herausfordert; es wirkt sich aber wirklich terroristisch aus in den Bereichen, die ohnehin von den Intellektuellen beherrscht werden; im Bildungswesen, dem Kulturbereich, weiten Bereichen der Publizistik. Nicht alles, was PC-bewusst auftritt, kann sich zu Recht auf die moralische Aura der Demokratie und die philosophische Würde der grossen sprachkritischen Tradition berufen. Die aktuellen Formen von PC müssen sich einer sehr eingehenden Prüfung ihrer Ansprüche und Absichten unterziehen lassen.

So wie ihre Intentionen hier skizziert wurden, ist PC eine Ausweichbewegung von Schwächeren. Als Strategie antizipiert sie die Unterlegenheit im unmittelbaren Konflikt. Darum vermeidet sie ihn zugunsten einer mittelbaren Auseinandersetzung. Ihre besondere List besteht darin, dass sie an einen gesellschaftlichen Konsensus über einen politischen Kanon appelliert, an dessen Wirklichkeit begründete Zweifel bestehen. Wäre die Macht bei den Minderheiten, bzw. sähen diese eine Chance darin, ihre Rechte und Interessen ihrem Inhalt nach benennen und durchsetzen zu können, bedürfte es dieser Strategien der Formalisierung gar nicht. Demzufolge besteht deren Kampfwert darin, sich auf dem Umweg über die Anwendung gewisser allgemein konzedierter Sprach-, Auslegungs- oder Verhaltens-



regeln den Zugang zu Rechtsinhalten zu sichern, die anders schwerer oder gar nicht zu erlangen wären. Diese politische Funktion und Qualität ist aber abhängig vom Wandel der gesellschaftlichen Positionen. Wer wo und bei welcher Gelegenheit zur Minderheit gehört, ist nach Zeit, Ort und Anlass verschieden. Eine emanzipatorisch gemeinte Strategie kann beim Seitenwechsel von der Minderheit zur Mehrheit im Handumdrehen terroristisch pervertieren. Generalisierungen über Sinn und Unsinn von PC über den jeweiligen Funktionskontext hinaus sind deshalb kaum möglich. PC wird heute aus regionalen Zentren der Macht eingeklagt: aus Redaktionen, Universitätsinstituten etc.

Warum erhält PC gerade jetzt und warum auch im deutschsprachigen Bereich so viel Zuspruch? Vielleicht aus hauptsächlich drei Gründen. Der erste: Die grösseren sozialen Bewegungen der letzten Jahre kamen nicht mehr von den Universitäten bzw. der akademischen Intelligenz: die Friedensbewegung z.B. oder die Ökobewegung; diese kamen ohne PC aus. Angesichts dessen versucht eine marginalisierte und frustrierte akademische Intelligenz, als moralische Avantgarde den Boden zurückzugewinnen, den sie seit den 60er Jahren verloren hat, die Kunst der Machtbildung ohne Machtmittel durch Errichtung eines sprachkritischen Aufsichtsamtes. – Zum anderen: Die Profiteure von PC können an ein hohes gesellschaftliches Potential latenter Schuldgefühle appellieren, ohne die situative Sinnerechtigkeit ihrer Ansprüche ausweisen zu müssen. In diesem frei flottierenden Schuldpotential überlagern sich unanalysiert archaische und historische Schichten aus der Kulturgeschichte des Patriarchats und der Kolonialisierung des Globus durch die Weissen, des Terrorismus der physisch Stärkeren und der Institutionalisierung sexueller Monokultur. – Drittens schliesslich: Die «Förderung der Moral durch Missgeschick», wovon Sigmund Freud in seiner Schrift über «Das Unbehagen in der Kultur» spricht: «Solange es dem Menschen gutgeht, ist auch sein Gewissen milde und lässt dem Ich allerlei angehen; wenn ihn ein Unglück getroffen hat, hält er Einkehr in sich, erkennt seine Sündhaftigkeit, steigert seine Gewissensansprüche, legt sich Enthaltungen auf und bestraft sich durch Bussen. Ganze Völker haben sich ebenso benommen und benehmen sich noch immer so.» (1977:113) PC – ein Katzenjammer bei ökonomischer und gesellschaftlicher Baisse-Stimmung, der mit der Belebung der Konjunktur und der Rückkehr eines gewissen gesellschaftlichen Optimismus verfliegen dürfte.

## Zusammenfassung

*«Political Correctness» ist ihrer politischen Herkunft nach eine Strategie von gesellschaftlich Schwächeren. In Deutschland kann sie an eine lange sprachkritische Tradition anknüpfen. Auf dem Umweg über die Anwendung gewisser allgemein konzederter Sprach-, Auslegungs- oder Verhaltensregeln will sie den Zugang zu Rechtsinhalten sichern, die anders schwerer oder gar nicht zu erlangen wären. Diese politische Funktion und Qualität ist abhängig vom Wandel der gesellschaftlichen Positionen. Eine emanzipatorisch gemeinte Strategie kann beim Seitenwechsel von der Minderheit zur Mehrheit im Handumdrehen terroristisch pervertieren.*

## Résumé

*Si l'on se réfère à son origine politique, la «Political correctness» est une stratégie des socialement plus faibles. En Allemagne, cette stratégie procède d'une longue tradition de critique linguistique. Par le détour que constitue l'utilisation de certaines règles de comportement, d'exégèse ou de langage que l'on finit généralement par accepter, elle veut garantir l'accès aux contenus juridiques qu'elle ne pourrait pas atteindre autrement ou alors beaucoup plus difficilement. Cette fonction et cette qualité politiques dépendent des changements des positions sociales. Une stratégie prétendue d'émancipation peut se muer d'un instant à l'autre en terrorisme si l'on change de camp et que l'on passe de la minorité à la majorité.*

**Gert Mattenklott** ist Literaturwissenschaftler und Essayist. Er ist Professor für Allgemeine und Vergleichende Literaturwissenschaft an der Freien Universität Berlin und «Adjunct Professor» der University of Massachusetts at Amherst/Mass.

### Literatur

- Bebrens, Michael, Robert von Rimscha 1995  
*«Politische Korrektheit» in Deutschland. Eine Gefahr für die Demokratie.* Bonn: Bouvier
- Freud, Sigmund 1977  
*Abriss der Psychoanalyse. Das Unbehagen in der Kultur.* Frankfurt a. M.: Fischer
- Kraus, Karl 1932  
*«Sprachautorität».* In: *Die Fackel* (S. 394ff.)



## Auswirkungen des Rassendiskriminierungsverbots auf die Presse – eine empirische Studie

MARK GALLIKER, JAN HERMAN, DANIEL WEIMER

Die auf CD-ROMs gespeicherten Jahrgänge 1993–95 der NZZ werden computerunterstützt nach Sätzen abgesucht, in denen die Wortkategorien <Ausländer> und <Kriminalität> miteinander erscheinen. Dabei zeigt sich, dass im Frühjahr 1994 die beiden Kategorien weitgehend entmischt werden, was als weniger abwertende Repräsentation der Migranten und Migrantinnen interpretiert wird.

Personen diskriminieren andere Personen, wenn sie dieselben nicht als je besondere Personen betrachten, sondern sie lediglich als Exempel einer Personengruppe behandeln bzw. sie entsprechend kategorisieren und zugleich in einem globalen Sinne bewerten. Bei den folgenden Beispielen<sup>1</sup> aus der Zeit des Nationalsozialismus

«*Judentum ist Verbrechen.*»

und

«*Täter entkam unbekannt, ist in jüdischen Kreisen zu suchen.*»

stellt <Judentum> bzw. <jüdisch> das Resultat der Kategorisierung und <Verbrechen> bzw. <Täter> das Resultat der Bewertung dar. Die angeführten Sätze sind in gegenwärtigen deutschen oder schweizerischen Printmedien undenkbar. Hingegen erscheinen heute vergleichbare Sätze wie

«*Immer mehr Asylanten, immer mehr Verbrechen.*»

oder

«*Die kriminellen Jugendbanden sind [...] zum größten Teil ausländische Jugendbanden.*»

in einigen Printmedien auch demokratischer Staaten, ohne dass sie besonders auffallen oder gar eingeklagt werden.<sup>2</sup> Die medial verbreitete Identifikation von <Ausländern> mit <Kriminellen> hat niemals eine ähnliche Reaktion ausgelöst wie etwa in der BRD die Identifikation von <Soldaten> mit <Mördern> oder <potentiellen Mördern>. Relativierungen und Negationen von (negativen) Diskriminierungen wie zum Beispiel in den Sätzen

«*Die Juden mögen ja an manchem schuld sein, aber das ist nicht recht [...].*»

bzw.

«*Viele Ausländer sind nicht kriminell.*»

werden oft als korrekt (d. h. als nicht diskriminierend) betrachtet. Wenn wir aber im zweiten Satz <Ausländer> durch <Schweizer/innen> ersetzen («*Viele Schweizer/innen sind nicht kriminell*»), wird deutlich, dass sich gegenüber der entsprechenden negativen Diskriminierung nicht alles verändert hat. Die anderen Mitglieder der Gruppe (die <anderen Ausländer/innen> bzw. die <anderen Schweizer/innen>) bleiben gleichwohl mit dem Etikett <kriminell> behaftet; im Grunde genommen wird die Gruppe als solche nach wie vor (negativ) diskriminiert und für die im Satz aktuell thematisierte Teilmenge (<viele Ausländer/innen> bzw. <viele Schweizer/innen>) lediglich eine Ausnahme gemacht. In Sätzen wie

«*Sie sind mit allen ausgekommen, selbst mit den Juden.*»

oder

«*Sie wurden gar nicht so als Ausländer betrachtet.*»

erscheint kein abwertendes Adjektiv. Ersetzen wir aber im ersten Satz <Juden> durch <Schweizer/innen>, ist leicht erkennbar, dass die betroffene Gruppe gleichwohl abgewertet wird: «*Wir sind mit allen ausgekommen, selbst mit den Schweizern und Schweizerinnen*» ist ein Satz, mit dem unterstellt wird, dass es besonders schwierig ist, mit <Schweizern und Schweizerinnen> auszukommen. Bei diesen impliziten Diskriminierungen wird die Bewertung nicht unmittelbar verbal ausgedrückt, sondern sie geht lediglich aus dem Kontext hervor. Unter dem Kontext kann man andere Stellen desselben Textes verstehen, aber auch das was Schreiber/innen bzw. Leser/innen aus anderen Artikeln, Zeitungen, anderen Medien oder aus Alltagsdiskursen repräsentieren können (näheres zu den impliziten Diskriminierungen in Galliker, Wagner 1995a). In den Sätzen

«*Juden sind auch Menschen.*»

und

«*Asylbewerber sind Menschen wie wir.*»

erscheint eine positive Bewertung (hier in der Form von <Menschen>) in der Nähe der Kategorisierung (<Juden> bzw. <Asylbewerber>). Entsprechend han-

<sup>1</sup> Alle in dieser Arbeit angeführten historischen und aktuellen Beispiele sind authentisch und deutschen sowie deutschschweizerischen Tageszeitungen entnommen. Die Hervorhebungen sind von uns.

<sup>2</sup> Einige Redaktionen können auf Bemühungen hinweisen, devaluierende Berichterstattungen einzuschränken. So findet man in den internen Richtlinien der Tageszeitung «*Blick*» unter dem Titel «*Umgang mit potentiell diskriminierenden Bezeichnungen*» folgenden Satz: «*Nationalität und Rasse sollen nur erwähnt werden, wenn sie in einem kausalen Zusammenhang mit dem Thema der Story stehen.*» (Vgl. die Rubrik «*Forum*»)



delt es sich um *positive Diskriminierungen*. Bei einer Substitution von «Juden» durch «Schweizer/innen» im ersten Satz («Schweizer/innen sind auch Menschen») wird aber spürbar, wie schmerzlich es ist, wenn die Gleichsetzung mit «Menschen» nicht selbstverständlich ist, sondern besonders hervorgehoben werden muss (zu positiven Diskriminierungen siehe: Galliker, Wagner 1995b).

Wie aus den angeführten Beispielen hervorgeht, besteht eine sprachliche Diskriminierung im wesentlichen aus einer *Kategorisierung* und einer *Evaluation*. Diese beiden Elemente können mehr oder weniger eng (bzw. ausdrücklich) miteinander verbunden sein. Sie bilden die Grundstruktur sprachlicher Diskriminierung, in die besondere Fälle eingeschrieben werden. Demnach ist es nicht so relevant, ob eine negative Bewertung verneint wird oder nicht. Der Diskurs bewegt sich in beiden Fällen thematisch quasi auf ein und derselben Schiene (z. B. wird Migration zusammen mit Kriminalität thematisiert und nicht etwa im Kontext der Erschwerung der Lebensbedingungen in den von den führenden Industrieländern abhängigen Ländern). Solange sich der Diskurs auf der gleichen Schiene bewegt, werden auch gleiche Vorstellungen und Erinnerungsmöglichkeiten nahegelegt. Wird die Beziehung von Kategorisierung und Devaluation nachträglich verneint, verändert sich die Aussage im logischen, rechtlichen sowie moralischen Sinne. Aus psychoanalytischer Sicht sind diese Umgestaltungen allerdings nur von sekundärer Bedeutung (vgl. Freud 1925). In der vorliegenden Arbeit wird untersucht, inwieweit Kategorisierungen von Migranten und Migrantinnen negativen sowie positiven Bewertungen unterzogen werden und inwieweit dieselben in expliziter und/oder impliziter Weise erfolgen.

## Fragestellung

Lange Zeit konnten in der Schweiz rassendiskriminierende Verhaltensweisen nur dann verfolgt werden, wenn gleichzeitig andere Delikte (u. a. Hausfriedensbruch, Körperverletzung, Brandstiftung) vorlagen. Damit die Eidgenossenschaft dem Internationalen Übereinkommen zur Bekämpfung jeder Form von Rassendiskriminierung beitreten konnte, wurde vom Bundesrat eine Gesetzesrevision ausgearbeitet, die es ermöglichte, Rassendiskriminierung fortan als selbständiges Vergehen zu verstehen. Diese Gesetzesrevision wurde vom Nationalrat mit 114:13 Stimmen und vom Ständerat mit 34:0 Stimmen gutgeheissen. Da gegen das Verbot der Rassendiskriminierung das Referendum ergriffen wurde, kam es am 25. September 1994 zur Volksabstimmung. Der Souverän entschied sich knapp für das Verbot der Rassendiskriminierung (54,7% Ja-Stimmen).

Bekanntlich greift das Verbot nur bei massiven Diskriminierungen. Auch explizite sprachliche Diskriminierungen werden – insbesondere wenn sie sich auf aktuell in Not geratene Personen beziehen (wie z. B. auf Personen aus Ex-Jugoslawien) – nicht eingeklagt. Allerdings ist nicht ausgeschlossen, dass sich die Antirassismus-Strafnorm klimatisch günstig auf den Migrationsdiskurs in der Schweiz auswirkt. So kann man sich fragen, ob sich der Artikel überhaupt auf die Repräsentation der Migration in der Presse auswirkt, und wenn ja, in welcher Weise. Diese Frage versuchen wir anhand der «Neuen Zürcher Zeitung» der Jahrgänge 1993 bis 1995 zu beantworten. Es wird also auch das Jahr vor der Abstimmung und jenes nach der Abstimmung in die Untersuchung einbezogen, um eine Basis für den Vergleich der Daten zu haben bzw. um Anhaltspunkte für die weitere Entwicklung zu gewinnen. Im einzelnen werden folgende Hypothesen überprüft:

1. Die Gruppe der Migrierenden («Ausländer») wird stärker negativ bewertet (insbesondere mit «kriminell») als eine Kontrollgruppe (in unserem Fall Bürger/innen der BRD).
2. In der NZZ reduziert sich im Zusammenhang mit der Volksabstimmung zum Verbot der Rassendiskriminierung die explizite Devaluation von Migranten und Migrantinnen.

## Methode

Als Untersuchungsmaterial dienten die CD-ROMs der NZZ 1993–95. Alle Texte zur Asylproblematik wurden aussortiert und zur Bearbeitung bereitgestellt. Es wurden Häufigkeitslisten aller Wörter erstellt, die zusammen mit «Ausländern» im gleichen Satz erscheinen. Bedeutungsähnliche Wörter wurden zu Wortgruppen bzw. -kategorien zusammengestellt und bei den wortreichsten Kategorien das jeweils häufigste Wort als Prototyp bestimmt. Auf diese Weise ergaben sich folgende 8 Prototypen, die nach ihrer Wertigkeit gruppiert wurden:

1. Negative Bewertung: «Kriminalität», «Angst», «Feindlichkeit»;
2. Bewertung nicht eindeutig: «Armut», «Arbeit» (inkl. «Arbeitslosigkeit»), «Wohnen»;
3. Positive Bewertung: «Solidarität», «Integration».

Die Kategorie jedes Prototypen besteht aus einer Reihe von Wortstämmen. So enthält «Kriminalität» u. a. «Krimin\*», «Straftat\*», «illegal\*», die als Suchbegriffe eingegeben werden.

Im weiteren wird festgestellt, wie häufig diese thematischen Kategorien zusammen mit «Ausländern» und der Vergleichsgruppe («Deutsche») zusammen pro Zählinheit (Satz; Absatz) erscheinen. Im weiteren wird die Häufigkeit des Zusammentreffens entsprechender Wörter an der Häufigkeit der beteiligten Wörter gewichtet. Diese *Co-Occurrence-Analyse*

wurde mit *TEXTPACK* computerunterstützt durchgeführt (Züll, Mohler, Geis 1991).

Je nachdem, wie die Zählereinheit definiert wird, lassen sich mit dieser Methode mehr oder weniger offensichtliche Formen von Abwertung erfassen. Werden die *Co-Occurrences* pro Satz ausgezählt, ist anzunehmen, dass die Themenkategorien bewusst mit der Personenkategorie verbunden wurden. Bei einer Auszählung pro Absatz (ohne Satz) ergeben sich jedoch nur die Anzahl negativer und/oder positiver Bewertungen im Kontext der Personenkategorie. Dies kann sich auf dieselbe negativ bzw. positiv «abfärben»; eine entsprechende Absicht seitens der Schreiber/innen darf jedoch nicht unterstellt werden.

## Ergebnisse

Aus der Tabelle 1 geht hervor, dass «Ausländer» mit keinem anderen Themenbereich so häufig verbunden werden wie mit «Kriminalität». Bei allen drei Jahrgängen werden «Ausländer» häufiger als die Vergleichsgruppe mit «Kriminalität» zusammen thematisiert.<sup>3</sup> Zusammenhänge der gefundenen *Co-Occurrences* mit der Zahl der Migrierenden in der

<sup>3</sup> Alle hier angeführten Ergebnisse wurden statistisch überprüft und erwiesen sich als signifikant (mind. auf dem 5%-Niveau).

Schweiz, deren Kriminalitätsrate, der Kriminalitätsrate der Gesamtbevölkerung sowie mit der Arbeitslosenrate lassen sich nicht nachweisen. Somit bestätigt sich unsere erste Annahme, dass Migrierende im Unterschied zu deutschen Staatsangehörigen (oder auch anderen, in der vorliegenden Darstellung aus Platzgründen nicht besonders berücksichtigten Personenkategorien wie etwa «Schweizer/innen») vor allem zusammen mit «Kriminalität» repräsentiert werden.

Auch die zweite Hypothese konnte insofern bestätigt werden, als die Häufigkeit der *Co-Occurrences* pro Satz («explizite Abwertungen») vor der Abstimmung über das Verbot der Rassendiskriminierung vom 25. September 1994 signifikant grösser ist als nach diesem Stichtag. Wie aus der monatlichen Aufzeichnung dieser *Co-Occurrences* in Abbildung 1 hervorgeht, nehmen sie allerdings schon zwischen März und April 1994 deutlich ab, was eine Präzisierung unserer ursprünglichen Annahme nahelegt.

## Diskussion

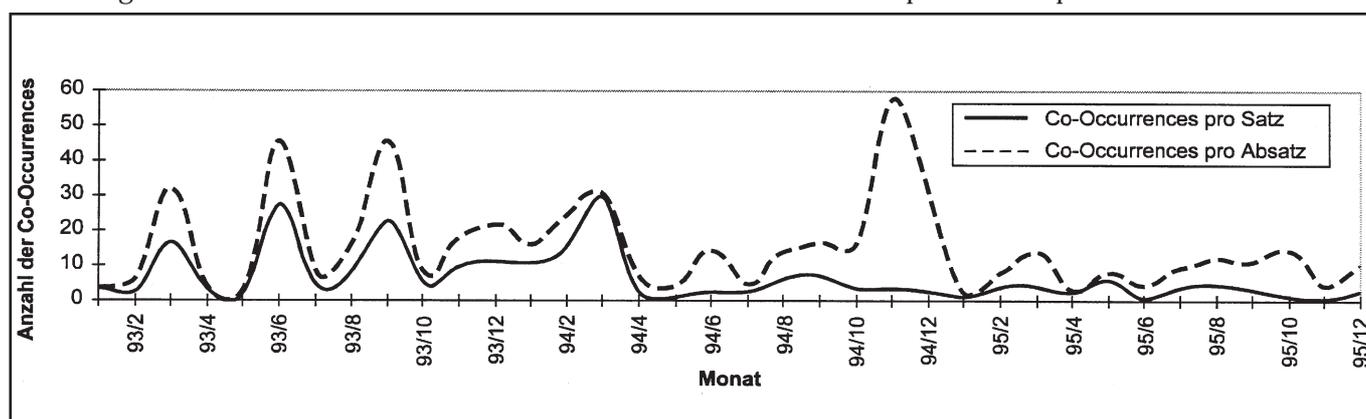
Die expliziten Abwertungen von Migrierenden reduzierten sich schon einige Monate vor der Volksabstimmung. Dies könnte folgenden Grund haben: Um den Drogenhandel zu bekämpfen, stimmten im März 1994 die eidgenössischen Räte Zwangsmass-

Tabelle 1: Co-Occurrences von Personenkategorien und Themenkategorien

Themenkat. Personenkat.	Occurrences		Kriminalität		Feindlichkeit		Angst		Armut		Arbeit		Wohnen		Integration		Solidarität	
	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.	A.	B.
1993	211	237	114	15	23	12	28	6	11	6	24	14	25	10	28	8	28	8
1994	200	186	83	33	20	10	26	5	6	10	28	12	47	14	42	15	20	23
1995	136	150	26	24	7	5	19	8	9	6	54	24	37	8	44	20	26	24
1993–1995	547	573	223	72	50	37	73	19	26	22	106	50	109	32	114	43	74	68

A. = Ausländer; B. = deutscher Staatsangehöriger

Abbildung 1: Monatliche Co-Occurrences von «Ausländer» und «Kriminalität» pro Satz und pro Absatz.





nahmen gegen Migrierende zu. In einem längeren Artikel der NZZ vom 26. März 1994 wurde schliesslich verneint, dass es sich bei diesen Zwangsmassnahmen um eine Diskriminierung handelt. Ferner war von anderen Aufgaben die Rede, die nun ins Licht zu rücken seien – etwa die Abstimmung über das Verbot der Rassendiskriminierung vom kommenden Herbst. Am 28. April wurde in der NZZ über eine Tagung auf Schloss Lenzburg zum Verbot der Rassendiskriminierung berichtet, bei der u. a. ausdrücklich darauf hingewiesen wurde, dass sich ein Nein auf das Ansehen der Schweiz und auch auf die (Aussen-)Wirtschaft verheerend auswirken würde. Was auch immer der Grund für die positive Entwicklung in der NZZ sein mag, Tatsache ist: Die offenen Abwertungen der Migranten und Migrantinnen in einer Tageszeitung, die nicht nur für die Meinungsbildung im Inland relevant ist, sondern auch ein wichtiges Aushängeschild der Schweiz im Ausland ist, nahmen im Frühjahr 1994 deutlich ab und erreichten bis zum Ende der Untersuchungsperiode nie mehr das ursprüngliche Niveau. Im Abstimmungskampf stieg allerdings die Zahl der impliziten Abwertungen massiv an, doch später nahm auch diese latente Form der Diskriminierung wieder ab. 1995 dann – die Antirassismus-Strafnorm war angenommen, die Eidgenössische Kommission gegen Rassismus (EKR) vom Bundesrat eingesetzt – pendelten sich die sprachlichen Diskriminierungen in der NZZ etwa auf dem Niveau der politisch vergleichbaren «Frankfurter Allgemeinen Zeitung» (FAZ) ein. Damit hat sich die NZZ den Regeln der *Political Correctness* angepasst, wie sie in der BRD sowie in den USA schon seit längerer Zeit befolgt werden. Sofern in Zukunft das Niveau der FAZ von der NZZ tatsächlich gehalten wird, könnte dies dahingehend interpretiert werden, dass sich das Verbot der Rassendiskriminierung sowie die blossе Existenz der EKR positiv auf das geistige Klima in der Schweiz auswirken.

## Zusammenfassung

Ausgehend von authentischen Beispielen aus deutschsprachigen Printmedien, wird ein Konzept von sprachlicher Diskriminierung dargestellt, das im wesentlichen die Kategorisierung und die (meistens negative) Bewertung beinhaltet. Auf dieser Basis werden die auf CD-ROMs gespeicherten Jahrgänge 1993 bis 1995 der NZZ computerunterstützt nach Zählleinheiten (Sätze; Absätze) abgesucht, in denen die Wortkategorien «Ausländer» und «Kriminalität» miteinander erscheinen. Wichtigstes Resultat der Studie ist, dass im Herbst 1994 die beiden Kategorien weitgehend entmischt werden. Es gibt Hinweise, dass die NZZ im Hinblick auf die Volksabstimmung über das Verbot der Rassendiskriminierung im Herbst 1994 zu einer angemesseneren Repräsentation der Migranten und Migrantinnen gelangte.

## Résumé

*A partir d'exemples authentiques extraits de journaux en langue allemande, l'auteur présente une conception de discrimination linguistique qui comprend essentiellement la catégorisation et le jugement de valeur (le plus souvent négatif). Sur cette base, il fait une recherche assistée par ordinateur dans les éditions 1993 à 1995 de la NZZ enregistrées sur CD-ROM des unités de comptage (phrases, paragraphes) dans lesquelles apparaissent les catégories de mots «étranger» et «criminalité». Il ressort principalement de cette étude qu'à l'automne 1994, ces deux catégories sont le plus souvent séparées. Selon certaines indications, la NZZ est parvenue à présenter les migrants d'une manière plus adéquate, dans la perspective de la votation sur l'interdiction de discrimination raciale en automne 1994.*

Die vorliegende Untersuchung wurde im Rahmen des Projektes «Sprachliche Diskriminierung» des Schweizerischen Nationalfonds durchgeführt.

**PD Dr. Mark Galliker** ist Privatdozent für Psychologie an der Universität Bern. Er arbeitet zur Zeit an der Universität Heidelberg und ist Leiter des vom Schweizerischen Nationalfonds unterstützten Projektes «Sprachliche Diskriminierung».

**Dipl. Soz. Jan Herman** ist wissenschaftlicher Mitarbeiter des Statistischen Amtes der Stadt Mannheim.

**Dipl. Psych. Daniel Weimer** ist Sozialpsychologe und wissenschaftlicher Mitarbeiter im Projekt «Sprachliche Diskriminierung» des Sonderforschungsbereichs «Sprache und Situation», der von der Deutschen Forschungsgemeinschaft gefördert wird.

### Literatur:

- Freud, Sigmund 1925  
«Die Verneinung.» In: Freud, Sigmund, *Gesammelte Werke*, Bd. 14:11–15
- Galliker, Mark, Franc Wagner 1995a  
«Ein Kategoriensystem zur Wahrnehmung und Kodierung sprachlicher Diskriminierung.» *Journal für Psychologie*, 3:33–43
- Galliker, Mark, Franc Wagner 1995b  
«Implizite Diskriminierungen und Antidiskriminierungen anderer Menschen im öffentlichen Diskurs.» *Zeitschrift für Politische Psychologie*, 3:69–86
- Züll, Cornelia, Peter Mohler, Alfons Geis 1991  
Computerunterstützte Inhaltsanalyse mit TEXTPACK PC. Stuttgart: Gustav Fischer



# Die Antirassismus-Strafnorm und die Massenmedien

FREDI HÄNNI

*Sollen Journalistinnen und Journalisten wegen Verletzung der Antirassismus-Strafnorm auch dann zur Rechenschaft gezogen werden, wenn sie rassistische Aussagen Aussenstehender wiedergeben? Welche Sorgfaltspflichten müssen Redaktorinnen und Redaktoren einhalten, wenn sie Themen bearbeiten, bei denen sie in Konflikt mit Art. 261<sup>bis</sup> StGB geraten können? Solche schwierigen Fragen müssen die Strafverfolgungsbehörden beantworten, wenn im redaktionellen Teil von Massenmedien rassendiskriminierende Inhalte veröffentlicht werden.*

Die seit Anfang 1995 geltende Strafnorm gegen Rassendiskriminierung (Art. 261<sup>bis</sup> Strafgesetzbuch [StGB]) verbietet das Veröffentlichen von Botschaften rassistischen Inhalts in allen möglichen Formen. Insbesondere krass herabsetzende, gegen Minderheiten wegen deren «Rasse», Ethnie oder Religion gerichtete Äusserungen, die unter den Gesichtspunkten des traditionellen Schutzes der Ehre von Individuen nicht verfolgt werden können, werden seither strafrechtlich erfasst.

Damit geraten nicht bloss Verantwortliche von Neonazi-Hetzschriften und weitere Personen, die sich offen zu rassistischem Gedankengut bekennen, ins Visier der Strafverfolgung. Zu den von der Antirassismus-Strafnorm potentiell Direktbetroffenen gehören auch all jene, die sich beruflich mit dem Veröffentlichen von Informationen und Meinungen befassen: die Medienschaffenden.

## Mögliche Konfliktfälle

Medienschaffende können in folgenden Konstellationen in Konflikt mit Art. 261<sup>bis</sup> StGB kommen:

- ▶ bei eigenen Äusserungen zu Themen mit einem Bezug zur Stellung von Minderheiten (Ausländerinnen und Ausländer, religiöse und ethnische Gruppen) in Berichten, Kommentaren, Reportagen usw.;
- ▶ bei der Wiedergabe von Äusserungen Dritter in Text und/oder Bild (Zitate, Leserinnen- und Leserbriefe, Fotos, Filmsequenzen, Diskussions-, Publikums- und Live-Sendungen) sowie bei Hinweisen auf andere Publikationen und deren Bezugsquellen;
- ▶ bei Verwendung besonders pointierter Darstellungsformen (Glosse, Satire, Karikatur usw.) im Rahmen der Behandlung von Themen mit einem Bezug zur Stellung von Minderheiten (Ausländerinnen und Ausländer, religiöse und ethnische Gruppen).

Dazu je ein (fiktives) Beispiel. In allen diesen Fällen ist die Frage, ob Art. 261<sup>bis</sup> StGB durch das Verhalten der verantwortlichen Medienleute verletzt worden ist, nicht einfach mit Ja oder Nein zu beantworten.

### Beispiel 1: Eigene Meinungsäusserung

In einem Kommentar zu einer Polizeiaktion gegen eine Gruppe von mutmasslichen Drogenhändlern aus dem früheren Jugoslawien schlägt der Redaktor einer Tageszeitung den Bogen zur Ausländer- und Asylpolitik: Er verwendet für die aus dem Balkan zugewanderten Menschen undifferenzierend die Bezeichnung «niederträchtige Asyl- und Kriminal-Touristen» und fordert die Behörden dazu auf, «dem Asyl-Missbrauch ein Ende zu setzen und die Schweizer Grenzen für Immigranten aus diesem Teil Europas zu schliessen».

### Beispiel 2: Äusserungen Dritter

In «Spontan», einer beliebten täglichen Live-Sendung mit Publikumsbeteiligung eines privaten Fernsehsenders, kommt eine bloss mit ihrem Vornamen identifizierte, per Telefon zugeschaltete Hörerin auf «die vielen Schwarzen in unserer Stadt» zu sprechen. Sie fährt fort: «Seit diese faulen Kerle da sind, haben wir überall Dreck. Das ist eben die Natur dieser Leute.» Der Moderator lässt die Hörerin ohne Zwischenruf ausreden und verzichtet auf eine distanzierende Schlussbemerkung.

### Beispiel 3: Stilmittel Satire

Eine Kabarettistin nimmt in einem kurzen Beitrag, der in der wöchentlichen Satiresendung auf einer der Radio-Senderketten der SRG ausgestrahlt wird, die Bemühungen einer Dachorganisation muslimischer Vereine um die Baubewilligung für eine Moschee im Geschäftsviertel einer grösseren Schweizer Stadt aufs Korn. Die Autorin spottet über die Grösse, den aufwendigen Schmuck und die Form des geplanten Minarets, das die umliegenden Bürohäuser bei weitem überragen würde, und schliesst in (holprigen) Reimen: «Im Schafspelz kommt der muslimische Wolf / mit dubiosen Öl-Millionen vom Golf / Richtung Mekka will er uns zwingen / wenn wir nicht wehren den Anfängen.»



## Die Rolle der Massenmedien

Die Strafjustiz dürfte früher oder später die Frage zu beantworten haben, unter welchen Voraussetzungen sich Medienschaffende einer Verletzung der Antirassismus-Strafnorm schuldig machen. Dabei geht es nicht bloss um individuelle, sondern schewergewichtig um öffentliche Interessen. Wenn eine rigorose Strafpraxis mutmassliche Verstösse von Medienschaffenden gegen das Rassendiskriminierungs-Verbot vorschnell sanktioniert, besteht die Gefahr, dass bestimmte Inhalte in den Massenmedien keinen Ausdruck mehr finden.

Die Massenmedien spielen in der heutigen, hochtechnisierten, komplex strukturierten und stark arbeitsteilig organisierten Gesellschaft eine wichtige Rolle bei der Vermittlung von Informationen und Kenntnissen. Dem Schutz dieser Funktion dienen die Kommunikationsgrundrechte (Meinungsfreiheit, Pressefreiheit usw.). Es liegt im öffentlichen Interesse, den möglichst unbehinderten Fluss von Informationen zu sichern und die demokratische Auseinandersetzung mit sämtlichen in der Gesellschaft vorhandenen Meinungen zu ermöglichen – mögen diese aus der Sicht vernünftig Denkender noch so abwegig und destruktiv sein. Diesen öffentlichen Interessen steht der durch die Antirassismus-Strafnorm geschützte öffentliche Frieden gegenüber, der durch rassistisch motivierte Hetze gegen Menschen bestimmter Herkunft gefährdet werden kann.

## Das strafrechtliche Instrumentarium

Gibt man den Kommunikationsgrundrechten das erforderliche Gewicht, spricht vieles dafür, dass Art. 261<sup>bis</sup> StGB auf Medienschaffende nur mit grosser Zurückhaltung angewendet werden darf. Die Rechtswissenschaft stellt Mittel und Wege zur Umsetzung dieses Postulats zur Verfügung. Im wesentlichen geht es um folgende Instrumente:

- Erstens die Berücksichtigung des Grundsatzes «Keine Strafe ohne klar gefasstes Strafgesetz» (*Nulla poena sine lege certa*): Verschiedene Tatbestandsvarianten von Art. 261<sup>bis</sup> StGB sind so offen formuliert, dass die Grenzen der Strafbarkeit nicht zum vornherein bestimmt sind.

- Zweitens die Berücksichtigung der verfassungs- und völkerrechtlich verbrieften Kommunikationsgrundrechte unter allen individuellen und institutionellen Gesichtspunkten: Im Vordergrund stehen die Pressefreiheit (Art. 55 der Bundesverfassung [BV]) und die Meinungs(äusserungs)freiheit (vom Bundesgericht als ungeschriebenes Grundrecht anerkannt und zudem von Art. 10 der Europäischen Menschenrechtskonvention [EMRK] geschützt). Zu Art. 10 EMRK hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte, Strassburg, im Jahr 1994 ein wegweisendes Urteil gefällt (Jersild v. Dänemark, Urteil vom 23. September 1994, Serie A, Nr. 298). Der TV-Journalist Jersild war von der dänischen Strafjustiz wegen Verletzung der Rassendiskriminierungs-Strafnorm verurteilt worden, weil er in einem Informationsmagazin Interview-Aussagen dreier Jugendlicher rassistischen Inhalts («Ein «Nigger» ist kein Mensch, er ist ein Tier, und das gilt für die ganzen Fremdarbeiter ebenso, die Türken, die Jugoslawen und wie sie immer heissen.») ausgestrahlt hatte, ohne sich ausdrücklich davon zu distanzieren. Der

EGMR hob die Verurteilung Jersilds auf – im wesentlichen mit dem Argument, die Strafgerichte hätten sich bei der Beurteilung journalistischer Arbeitsmethoden und Stilmittel grösste Zurückhaltung aufzuerlegen, da sonst die Massenmedien ihre Rolle als «public watchdog» (öffentlicher Wachhund) nicht wahrnehmen könnten, auch wenn die drei Jugendlichen zu Recht verurteilt worden seien.

- Drittens die Berücksichtigung des von Art. 261<sup>bis</sup> StGB geschützten Rechtsguts («öffentlicher Frieden»)<sup>1</sup>: Nur wenn eine Veröffentlichung in einem Massenmedium tatsächlich geeignet ist, den öffentlichen Frieden zu gefährden, darf eine Verurteilung der verantwortlichen Medienschaffenden in Frage kommen. Welche Voraussetzungen dabei erfüllt sein müssen, ist äusserst schwierig zu entscheiden, da hier politische, kulturelle, religiöse, weltanschauliche und sozialpsychologische Wertungen erforderlich sind. Folgende Kriterien können dabei eine Rolle spielen: der Inhalt der betreffenden Veröffentlichung, die Verbreitungsart, die Grösse und die Struktur des erreichten Publikums, das herrschende Klima und das gesellschaftliche Umfeld sowie die Grösse, die Struktur und die Verletzbarkeit der angegriffenen Gruppe.

<sup>1</sup> Ob es ein eigenständiges, strafrechtlich schützbares Rechtsgut «Menschenwürde» gibt, ist umstritten (siehe Niggli 1996).

- Viertens die Berücksichtigung des Kriteriums der <Sozialadäquanz> respektive der <professionellen Adäquanz>: Bei diesem in der deutschen Strafrechtswissenschaft entwickelten Prinzip<sup>2</sup> geht es um folgendes: Ein Verhalten, das völlig im Einklang steht mit den im betreffenden sozialen Bereich geltenden Regeln (und somit <sozialadäquat> bzw. <professionell adäquat> ist), darf vom Strafrecht nicht erfasst werden – vorausgesetzt, diese Regeln stehen nicht im Widerspruch zum Strafrecht. Bei der Anwendung der Antirassismus-Strafnorm auf Medienschaffende bedeutet dies: Hat die Journalistin oder der Journalist jene Sorgfaltspflichten, die sich aus dem berufsethischen Rassendiskriminierungsverbot sowie aus allfälligen weiteren journalistischen Berufsregeln ergeben, vollumfänglich eingehalten, muss der Strafbarkeitsvorwurf entfallen. Wesentlich sind vor allem jene Sorgfaltspflichten, die auf die Vermeidung eines gesellschaftlichen Klimas von Rassenhass sowie rassistisch, ethnisch oder religiös motivierter Gewalt gerichtet sind. Bei der Wiedergabe von Meinungen aussenstehender Drittpersonen (Le-

erzielen. Setzt man sie im Sinn einer möglichst restriktiven Anwendung von Art. 261<sup>bis</sup> StGB ein, so besteht keine Notwendigkeit, auf den übergesetzlichen Rechtfertigungsgrund <Wahrnehmung berechtigter Interessen> (Riklin 1996) zurückzugreifen.

### Ansätze für eine restriktive Anwendung

Von diesen Grundsätzen ausgehend, ergeben sich folgende Lösungsansätze für die obengenannten drei Beispiele.

*Zu Beispiel 1:* Der Kommentator äussert seine eigene Meinung in einer verletzenden Sprache und pauschalen Verunglimpfungen. Allerdings ist zweifelhaft, ob die Äusserung derart krass ist, dass sie unter das Schüren von Hass bzw. das Aufrufen zu Diskriminierung (al. 1 von Art. 261<sup>bis</sup> StGB) fällt; bei der Anwendung dieser unbestimmten Begriffe ist prinzipiell Zurückhaltung zu üben. Erst recht fraglich

Luziminda, 24: “Viele Schweizer mögen mich.



Solang’ mein Preis stimmt.”

Was viele betrifft, geht alle an.  
Eidgenössische Kommission gegen Rassismus.

Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne/Proposition pour une campagne publicitaire: «Der schöne Schein», Impuls Advertising AG, Käsnacht (1. Preis/1<sup>er</sup> prix).

serinnen- und Leserbriefe, Diskussionssendungen mit oder ohne Publikumsbeteiligung) sowie bei der Verwendung besonderer Darstellungsmittel und -formen (Schlagzeilen, Fotos, Filmsequenzen, Karikatur, Bildmontage, Satire usw.) dürfen und müssen besondere Anforderungen an die journalistische Sorgfalt gestellt werden.

Mit Hilfe dieser Instrumente lassen sich auch in schwierigen Grenzfällen befriedigende Ergebnisse

ist, ob der Kommentar den öffentlichen Frieden in relevanter Weise gefährdet; hier kommt es entscheidend auf die näheren Umstände an.

*Zu Beispiel 2:* Werden Personen aus dem Publikum direkt via Telefon zugeschaltet, besteht unter Umständen die journalistische Sorgfaltspflicht, die Teilnehmenden besonders sorgfältig auszuwählen, etwa durch die vorgängige Frage nach dem Inhalt des Diskussionsbeitrags oder durch einen Rückanruf zur Feststellung der genauen Identität. Zudem ist im Sinn einer Notbremse mit Hilfe zumutbarer technischer Vorkehrungen dafür zu sorgen, dass die verantwortliche Redaktion bei rassistischen Entgleisungen den Ton rechtzeitig ausblenden kann.

<sup>2</sup> Es handelt sich – je nachdem, welche theoretischen Grundlagen angewendet werden – um einen Tatbestands einschränkungs- oder Tatbestandsausschlussgrund bzw. um einen übergesetzlichen Rechtfertigungsgrund.



*Zu Beispiel 3:* Bei Satiren und anderen provokativen, auf das Wecken von Emotionen angelegten Darstellungsformen sind spezielle Anforderungen an die Einbettung innerhalb des gesamten Angebots des betreffenden Massenmediums zu stellen. Die Rezipientinnen und Rezipienten müssen in der Lage sein, die Veröffentlichung besonderen Charakters als solche zu erkennen und einzuordnen.

## Schlussbemerkung

Bei der Anwendung der Antirassismus-Strafnorm auf Medienschaffende sind die auf dem Spiel stehenden Interessen mit Sorgfalt gegeneinander abzuwägen. Den Medienschaffenden ist grösstmögliche Gestaltungsfreiheit zu sichern, damit sie ihrer Aufgabe, die Bürgerinnen und Bürger über sämtliche relevanten Fakten und Ansichten zu orientieren, umfassend nachkommen können. Dieser Freiheit steht die Verantwortung gegenüber, welche die Medienschaffenden mit Blick auf die möglichen Folgen ihrer Veröffentlichungen wahrzunehmen haben. Bei der erforderlichen Güterabwägung ist zu berücksichtigen, dass Strafrecht nie flächendeckend sein kann. Nicht jedes tadelnswerte Verhalten darf mit Strafe belegt werden. Die Strafnorm gegen Rassendiskriminierung kann das entschiedene Handeln der verschiedenen Moralinstanzen in Staat und Gesellschaft (Politik, Erziehungsbehörden, Wirtschaftsorganisationen, Gewerkschaften, Kirchen) nicht ersetzen.

## Zusammenfassung

*Wenn im redaktionellen Teil von Massenmedien rassendiskriminierende Inhalte veröffentlicht werden, sind heikle Fragen zu beantworten. Sollen Journalistinnen und Journalisten wegen Verletzung der Antirassismus-Strafnorm zur Rechenschaft gezogen werden, wenn sie nicht ihre eigene Meinung äussern, sondern rassistische Aussagen Aussenstehender wiedergeben? Welche Sorgfaltspflichten müssen Redaktorinnen und Redaktoren einhalten, wenn sie Themen bearbeiten, bei denen sie in Konflikt mit dem Rassendiskriminierungsverbot geraten können?*

*Bei der Anwendung der Antirassismus-Strafnorm auf Medienschaffende sind die auf dem Spiel stehenden Interessen mit Sorgfalt gegeneinander abzuwägen. Den Medienschaffenden ist grösstmögliche Gestaltungsfreiheit zu sichern, damit sie ihrer Aufgabe, die Bürgerinnen und Bürger über sämtliche relevanten Fakten und Ansichten zu orientieren, umfassend nachkommen können. Dieser Freiheit steht die Verantwortung gegenüber, welche die Medienschaffenden mit Blick auf die möglichen Folgen ihrer Veröffentlichungen wahrzunehmen haben.*

*Die erforderliche Güterabwägung kann mit Hilfe des strafrechtlichen Instrumentariums vorgenommen werden. Auch schwierige Grenzfälle können in befriedigender*

*Weise gelöst werden. Im wesentlichen geht es um die Berücksichtigung erstens des Grundsatzes «Keine Strafe ohne klar gefasstes Strafgesetz» (Nulla poena sine lege certa), zweitens aller Aspekte der verfassungs- und völkerrechtlich verbrieften Kommunikationsgrundrechte, drittens des von Art. 261<sup>bis</sup> StGB geschützten Rechtsguts («öffentlicher Frieden») sowie viertens des Kriteriums der «Sozialadäquanz» respektive der «professionellen Adäquanz».*

## Résumé

*Lorsque la partie rédactionnelle de médias publie des contenus discriminatoires et racistes, il faut répondre à des questions délicates. Doit-on demander des comptes aux journalistes et les accuser de violation de la norme pénale antiraciste s'ils n'ont pas exprimé leur propre opinion, mais reproduit les propos racistes d'autres personnes? A quelles obligations déontologiques les rédacteurs et les rédactrices doivent-ils obéir lorsqu'ils traitent de sujets susceptibles de les mettre en conflit avec l'interdiction de discrimination raciale?*

*Dans l'application de la norme pénale antiraciste aux mass-médias, il convient de peser soigneusement les intérêts en jeu. Il faut accorder aux mass-médias la plus grande autonomie possible afin qu'ils puissent intégralement remplir leur mission qui est d'informer les citoyennes et les citoyens de tous les faits et opinions pertinents. A cette autonomie s'oppose la responsabilité que doivent assumer les mass-médias sans perdre de vue les conséquences que leurs publications sont susceptibles d'entraîner.*

*Il est possible de procéder à l'évaluation nécessaire des biens juridiquement protégés à l'aide des instruments du droit pénal. Même les cas-limites difficiles peuvent être résolus de manière satisfaisante. Il s'agit, pour l'essentiel, de tenir compte des quatre aspects suivants: premièrement du principe «Toute sanction nécessite une base légale» (Nulla poena sine lege certa), deuxièmement de tous les aspects des droits fondamentaux de la communication garantis par le droit constitutionnel et par le droit public international, troisièmement du bien protégé par l'article 261<sup>bis</sup> CP («paix publique») et enfin, quatrièmement, du critère de «l'adéquation sociale» ou de «l'adéquation professionnelle».*

**Fredi Hänni**, Fürsprecher, ist Anwalt in Bern. Seine Dissertation zum Thema «Die Schweizerische Antirassismus-Strafnorm» erscheint im Frühling 1997 beim Verlag Haupt AG, Bern.

### Literatur

Riklin, F. 1996

Schweizerisches Presserecht. Bern

Niggli, Marcel Alexander 1996

Rassendiskriminierung – Ein Kommentar zu Art. 261<sup>bis</sup> StGB und Art. 171c MStG, Zürich: Schulthess



## Internet ou le nouveau Janus

LAURENT HELFER

*Pratiquant Internet régulièrement et sans prétention d'être un expert d'aucune sorte, l'auteur se propose de donner sa vision, non exhaustive, d'Internet. Le cadre de cette démarche se limitera à une des nombreuses faces du <Net> (autre dénomination pour Internet): les pages racistes, xénophobes, fascistes, révisionnistes et/ou négationnistes, et sera illustré de quatre exemples de différents sites.*

Le titre de cette contribution se veut une image de la dichotomie du réseau mondial. En effet, ce formidable outil de communication et d'accès presque illimité à la connaissance recèle autant de promesses que de dangers.

Tout comme la révolution industrielle du XIX<sup>ème</sup> siècle et ses formidables promesses d'une nouvelle ère de technologie et de progrès au service de l'homme, Internet fait entrevoir et semble permettre les mêmes espoirs. Mais tout comme les premiers balbutiements de l'avènement du progrès, le réseau mondial est à la fois une source de données et de connaissance composée de tous les extrêmes. En effet, le <Web> (*World Wide Web*, la toile d'araignée mondiale symbolisant les innombrables connexions) offre d'innombrables possibilités. On peut, par exemple, se connecter directement à des bibliothèques et y consulter, virtuellement, certains ouvrages; établir des contacts avec des chercheurs et des étudiants; préparer un voyage et réserver son billet d'avion et son hôtel; avoir un accès direct à certains journaux et revues avant même leur sortie en kiosques, etc.

Malheureusement Internet grouille également de propagandes et d'informations malsaines et nauséabondes qui ne font pas l'objet de cet exposé.

Un des attraits d'Internet, mais qui en fait également, en quelque sorte, son talon d'Achille, c'est la facilité avec laquelle on peut y accéder et surtout y éditer textes, images et informations. Il suffit de posséder un ordinateur et un modem. Il devient ensuite possible, pour une somme modique, de pénétrer dans le réseau et/ou d'y faire figurer sa propre page.

Le Net se veut un espace de liberté d'expression. Comme toute liberté, cette possibilité est souvent vilipendée et bafouée à des fins de propagande haineuse et mensongère. Internet est donc un formidable moyen d'information, mais malheureusement aussi de désinformation.

Cette notion de liberté d'expression, représentée sur le Net par un ruban bleu, est largement utilisée et déviée par les groupes fascistes et racistes de

tous bords. En effet, ils ont très vite compris l'utilité de souscrire à une telle initiative qui leur donne une image «politiquement correcte» et tend à les faire passer pour des personnes de bonne foi, défendant les valeurs et les idéaux de la démocratie. De surcroît, le <surfer> (terme anglais désignant la personne qui parcourt le Net) naïf et crédule, peut se laisser aller à croire que les textes qu'il a sous les yeux sont sérieux, voir de source scientifique.

Ce qui précède pose la question des moyens de lutte face à une telle profusion de sites racistes, fascistes, négationnistes et/ou révisionnistes. Il faut savoir qu'un code de conduite informel s'est constitué dans le milieu des Internauts: la <Netiquette>. Ce code est en principe accepté implicitement, et chacun en est responsable ainsi que susceptible d'intervenir s'il le juge nécessaire.

Il est vrai également que cette déontologie n'est que très difficilement applicable et que les moyens de pression sont faibles. Alors, allons-nous voir se développer une législation supranationale permettant d'interdire, voir de punir les sites incitant à la violence ou à la haine? Nous dirigeons-nous vers l'instauration d'une autorité morale qui aurait les outils et les moyens légaux d'exercer une censure sur Internet?

Par le passé, les exemples de censure nous ont déjà démontrés ses limites et surtout ses dangers. De plus, l'interdit n'est que plus tentant; mais par-dessus tout, l'idéal intrinsèque du Net en serait détruit à jamais.

Par contre, ne serait-il pas plus profitable et préventif de collaborer avec les <providers> (fournisseurs d'accès et de serveurs) afin d'entreprendre une réflexion pour les sensibiliser à ce sujet? En tant que partenaires indispensables pour accéder au Net, ils portent, à mon sens, une responsabilité particulière quant au contenu du Web et par là même, à sa survie. Il serait donc urgent d'organiser des rencontres afin qu'ils prennent conscience de leur rôle et qu'ils refusent à ce genre de sites, et de leur plein gré, tout espace disque sur leur serveur.

On pourrait également imaginer qu'à chaque abonnement souscrit, le revendeur fournisse gratuitement un programme permettant à l'utilisateur de définir par mot clé les sites qu'il désire rendre inaccessibles, plus particulièrement aux enfants.

Il existe un autre aspect important des possibilités offertes par Internet: les liens et les contacts qu'il permet d'établir.



Afin d'illustrer notre propos, nous vous invitons à la balade virtuelle suivante:

Connectons-nous sur un moteur de recherche (outil informatique effectuant des recherches sur l'ensemble des sites Internet au moyen de mots clés). Nous introduisons, dans le champ «mots clés», les trois mots «Ku Klux Klan». En quelques secondes, la réponse arrive, et nous découvrons une adresse correspondant à notre demande. En pointant notre souris sur l'hyperlien (moyen permettant, dans le langage propre à Internet, de «naviguer» d'un point à un autre tant à l'intérieur du même site que directement vers un site extérieur. Pour prendre une autre image, lorsque l'on effectue une recherche dans un dictionnaire, il arrive souvent que l'article renvoie à un autre mot indiqué par un terme mis en gras. Nous feuilletons alors l'ouvrage pour atteindre cette nouvelle information; les hyperliens nous y amènent d'une simple pression sur un bouton de la souris).

Nous voici donc sur le site du Klan. Passons sur le détail du contenu et cherchons sur cette page les liens disponibles avec d'autres sites:

- La «Librairie de la croisade aryenne» (*The aryan crusader's library*)
- Le «Front de la tempête» (*Stormfront white nationalist resource page*)
- La «Résistance aryenne» (*Aryan resistance*)

Choisissons le lien «Front de la tempête». Cette page, située aux USA, est l'une des références dans les milieux racistes et fascistes de tous poils. D'ailleurs, le compteur du nombre de visiteurs affiche le chiffre exorbitant de plus de deux cents mille. Nous osons espérer que les gestionnaires de cette page ont manipulé et augmenté artificiellement ce chiffre.

C'est une croix celtique sur fond gris-noir et le texte de style gothique qui nous accueille. Défile ensuite une liste de différents articles et références sur le sujet nationaliste blanc. On y retrouve, au hasard de la lecture, un nom qui nous est familier: Pat Buchanan (candidat à l'élection présidentielle américaine de 1996).

Plus loin, on trouve les archives d'articles déjà parus et qui ne sont plus d'actualité. Puis viennent les liens extérieurs. Cette fois et contrairement au site du KKK, il y en a de très nombreux (tous les liens ne sont pas énumérés ci-dessous).

- Les «Américains blancs» (*American whites*)
- «Ta peau est ton uniforme» (*Your skin is your uniform*)
- «Renaissance américaine» (*American renaissance*)
- «Alliance Nationale» (*National alliance*)
- «Buts et idéologie des nationalistes blancs» (*Goals and ideology of the white nationalists*)
- Le «Front du Peuple» (*Volksfront*)
- «Dédié au peuple aryenne pour une espèce plus forte» (*Dedicated to the aryan volk's evolution towards a higher species*)

- «Nation aryenne» (*Aryan nations*)
- Le «Site de Zündel» (*Zündelsite*)
- «Réfutation de l'Holocauste basée sur des photographies aériennes de camps» (*Refutation of Holocaust claims based on air photos of camps*)
- «Institut pour une revue de l'histoire» (*Institute for historical review*)
- «Page des nationalistes anglais» (*British nationalists page*)

«Stormfront» donne évidemment accès à une littérature fasciste, négationniste et révisionniste, et, de plus, tout internaute peut, sans difficulté, récupérer (sous forme d'images numérisées) des symboles et photos nazies ou fascistes de tous genres. D'ailleurs, il est tout aussi simple de commander, sur d'autres sites, divers CD de musique nazie regorgeant de chants racistes et d'appels à la haine et à la violence. Prenons maintenant le chemin de l'Europe et découvrons la page des «Nationalistes anglais». Sans nous attarder sur la page d'accueil très sobre et qui contient un texte précisant les buts de ce groupe (suprématie de la race blanche), regardons leur page dédiée au liens extérieurs.

Nous y découvrons plusieurs adresses déjà rencontrées, avec un renvoi à «Stormfront», mais également un lien sur le site du «Front national» de J.-M. Le Pen (titre en Anglais: *Jean-Marie Le Pen's Front National Home Page*). Surprenant pour un personnage politique se défendant d'avoir des liens quelconques avec des groupes extrémistes et surtout n'acceptant pas l'étiquette de parti d'extrême droite (soulignons que le site est très politiquement correct)!

Un peu plus loin nous découvrons le nom «Radio Islam».

La page d'accueil est impressionnante. Outre l'épigramme «le combattant de la liberté», on trouve huit drapeaux correspondant aux langues désirées. Ce point, qui peut sembler un détail, est cependant à relever. En effet, être capable d'offrir un site en huit langues suppose soit que l'auteur les maîtrise suffisamment pour pouvoir les écrire, soit, ce qui semble à mon sens plus objectif, que cette association dispose de fonds suffisants permettant de faire traduire ses textes. On pourrait supposer également que le réseau de militants soit si engagé et étendu, qu'il compte suffisamment de bénévoles de toutes les parties du monde susceptibles de traduire ce site. Nous osons croire que tel n'est pas le cas!

Choisissons le Français et déplaçons-nous à l'intérieur de ce site. La première page française est surprenante. Au premier plan, une image représentant Robert Faurisson (pompeusement désigné Professeur) apparaît avec comme légende:

«Radio Islam lutte contre toutes les formes de racisme {...} y compris contre le racisme juif contre le peuple allemand, contre les musulmans et les Arabes.

Radio Islam est contre toutes les formes de violence et de terrorisme physique ou intellectuel, {...}

*Nous dénonçons également la violence et le terrorisme juifs dirigés contre les hommes et les femmes français libres, tels le professeur Robert Faurisson, Roger Garaudy, l'abbé Pierre et tous les historiens révisionnistes français qui luttent contre la falsification juive de l'histoire. {...}*»

Ce qui précède se passe de commentaires. Ajoutons seulement que l'on trouve de très nombreux textes de personnages tels que Faurisson, Thion et bien entendu Garaudy. D'ailleurs, la dernière contribution de Garaudy, «Les Mythes fondateurs de la politique israélienne», est accessible et consultable soit «on-line», soit dans un format compressé que l'on peut transférer sur son ordinateur et ainsi le consulter sans devoir payer la communication téléphonique.

Pour terminer nos déambulations virtuelles, consultons le site de Ernst Zündel dont le <logo> est un <Z> noir dans un cercle sur fond blanc lui-même à l'intérieur d'un carré rouge. Révisionniste habitant

Pour illustrer ce <combat> pour la vérité, suit une invitation à consulter divers sites «de révisionnisme historique» (*Historical revisionism*), qui précise encore que cette suggestion ne doit pas être interprétée «comme une adhésion au contenu de ces sites». Cette avertissement est pour le moins paradoxal en regard du contenu de la page de Zündel!

En conclusion, je souhaite attirer l'attention du lecteur tout particulièrement sur l'homogénéité que ces sites semblent avoir entre eux.

Les groupes présents sur Internet n'ont pas attendu son avènement pour établir des contacts et surtout pour les entretenir. Ils se connaissent bien et se tiennent informés de leurs actions.

A l'inverse, les milieux militants contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'intolérance en général, semblent moins structurés. Il existe maintenant quelques associations faisant office de coordinateurs et de relais (par exemple le réseau UNITED au niveau européen), mais il est urgent et, à mon

Olga Libowitz, 39, Putzfrau: "Die Leute sind freundlich zu mir."



Solang' ich ihren Dreck wegwische."

Was viele betrifft, geht alle an.  
Eidgenössische Kommission gegen Rassismus.

*Proposition pour une campagne publicitaire/Vorschlag für Öffentlichkeitskampagne: «Der schöne Schein», Impuls Advertising AG, Käisnacht (1<sup>er</sup> prix/1. Preis).*

au Canada, il édite également de très nombreux textes des auteurs cités plus haut, agrémentés de plusieurs autres. Ce personnage propose aussi des informations en plusieurs langues: l'anglais, l'allemand et le français.

On remarquera, dans le deuxième tiers de la page d'accueil, une photographie représentant Zündel au milieu de journalistes et cameramen et portant la légende suivante: «Je ne suis pas un guerrier armé! Je suis un militant pacifiste (*I am no gun-toting warrior! I am a militant pacifist!*)!»

Quelques lignes plus bas, nous pouvons lire: «Maintenant vous avez un choix. Nous ne recrutons pas; nous convainquons. La vérité n'a pas besoin de coercition. [...] (*Now you have a choice. We do not recruit; we convince. Truth has no need of coercion {...}*)»

sens, essentiel que nous travaillions, sur Internet, à l'établissement d'un front commun. Nous devons <construire> un réseau d'informations cohérent et uni face à la gangrène brune qui infeste Internet. Notre lutte ne peut être efficace si nous nous contentons uniquement d'être actifs chacun dans notre petit giron. Bien entendu, il n'est pas question ici de remettre en cause le très gros travail déjà effectué, ni toutes les activités en cours, ni celles à venir. Chaque action, aussi peu étendue soit-elle, est importante et contribue à repousser le racisme et l'intolérance.

Chaque site (et ils sont heureusement de plus en plus nombreux) est une pierre de plus à la construction d'un édifice solide et dont les composants sont l'information et la communication. Nous ne pouvons plus nous permettre une image d'idéalistes



rêveurs. Opposons au front de la tempête un visage serein; participons à la mise en œuvre d'un outil informatif et relationnel qui, par son essence même, devrait représenter l'esprit d'ouverture et l'échange. Ainsi, nous serons tous acteurs du développement d'un Internet où Janus n'aurait plus qu'un seul visage.

## Résumé

*Tout comme la révolution industrielle du XIX<sup>ème</sup> siècle et ses formidables promesses d'une nouvelle ère de technologie et de progrès au service de l'homme, Internet fait entrevoir et semble permettre les mêmes espoirs. Mais tout comme les premiers balbutiements de l'avènement du progrès, le réseau mondial est à la fois une source de données et de connaissances composée de tous les extrêmes. Un des attraits d'Internet, mais qui en fait également, en quelque sorte, son talon d'Achille, c'est la facilité avec laquelle on peut y accéder et surtout y éditer textes, images et informations.*

*Le Net se veut un espace de liberté d'expression. Comme toute liberté, cette possibilité est souvent vilipendée et bafouée à des fins de propagande haineuse et mensongère. Internet est un formidable moyen d'information, mais malheureusement aussi de désinformation. Cette notion de liberté d'expression est largement utilisée et déviée par les groupes fascistes et racistes de tous bords et ils n'ont pas attendu que le Net se popularise pour établir des contacts et surtout pour les entretenir.*

*A l'inverse, les milieux militant contre le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie et l'intolérance en général, semblent moins structurés, mais il est urgent et essentiel que nous travaillions, sur Internet, à l'établissement d'un front commun. Nous devons «construire» un réseau d'information cohérent et uni face à la gangrène brune qui infeste Internet et opposer au mensonge et à la haine un visage serein; participons à la mise en œuvre d'un outil informatif et relationnel qui, par son essence même, devrait représenter l'esprit d'ouverture et l'échange.*

*tion. Die Meinungsäusserungsfreiheit wird von faschistischen und rassistischen Gruppen pervertiert, die das Netz bereits vor seiner Popularisierung nutzten, um Kontakte zu knüpfen und zu pflegen.*

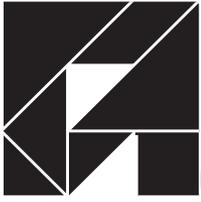
*Demgegenüber sind jene, die sich gegen Rassismus, Antisemitismus, Xenophobie und Intoleranz engagieren, weniger organisiert. Es ist aber ausserordentlich wichtig, dass wir auf dem Internet an einer gemeinsamen Front arbeiten. Wir müssen gegenüber den braunen Wucherungen ein kohärentes und einheitliches Informationssystem errichten, das den Geist der Öffnung und des Austauschs repräsentiert und der Lüge und dem Hass ruhig und entschieden entgegentritt.*

**Laurent Helfer** est membre de la section neuchâteloise de la LICRA.

## Zusammenfassung

*Wie die industrielle Revolution, die im 19. Jahrhundert eine neue Ära des technologischen Fortschritts im Dienste der Menschheit verhiess, weckt das Internet gewaltige Hoffnungen. Widersprüchlich, wie alle ersten Tendenzen neuer Entwicklungen, setzen sich die Daten und das Wissen im weltumspannenden Netz aus allen Extremen zusammen. Die Unkompliziertheit, mit der man Zugriff hat und mit der man Texte, Bilder und Informationen einspeisen und edieren kann, ist Anziehungskraft und Achillesferse zugleich.*

*Das Netz will ein Raum freier Meinungsäusserung sein. Wie andere Freiheiten, wird auch diese für Hass und Lügenpropaganda missbraucht. Internet ist ein gewaltiges Medium der Information – leider auch der Desinforma-*



## Antisemitismus

GEORG KREIS

Die EKR hat am 9. November des vergangenen Jahres an die «Reichskristallnacht» von 1938 erinnert und davor gewarnt, dass sich der Antisemitismus nach 1945 durch die furchtbaren Offenbarungen der Vernichtungslager nicht von selbst disqualifiziert hat. Wörtlich:

*Wir müssen mit dem Hochhalten unverrückbarer Erinnerungen gegen das Aufkommen neuer Anfänge ankämpfen und uns stets von neuem mit der Frage befassen, wie es zu der systematischen Massenvernichtung jüdischer Menschen hat kommen können.*

Als wir vor drei Monaten den Aufruf formulierten, ahnten wir nicht, wie schnell der Antisemitismus in der Schweiz über das Stadium der latent stets vorhandenen, aber schlummernden Gefahr in ein akutes Stadium treten würde. Die legitimen Wiedergutmachungsforderungen und die Kritik am Verhalten schweizerischer Institutionen während des Zweiten Weltkrieges und danach haben altbekannte antisemitische Reaktionen freigesetzt. Altbekannt sind die Reaktionen darum, weil sie dazu neigen, die Opfer zu Tätern zu machen und weil sie auf die alten Hetzbilder vom geldgierigen, international organisierten Juden zurückgreifen. Statt inhumane und – wie der «9. November» uns lehrt – tödliche Klischees zu reproduzieren, sollte, wer sich zur aktuellen Debatte eine Meinung erlauben will, eine Differenzierungsbereitschaft aufbringen, die schnellen Stereotypisierungen entgegenwirkt. Man wird dann etwa leicht feststellen, wie unterschiedlich auf jüdischer Seite, wie in jeder anderen Gruppierung und Gemeinschaft, die Haltungen sind und sein können.

Altbekannt sind die Reaktionen auch darum, weil sie eine gesamtgesellschaftliche Krise zu bewältigen versuchen, indem sie eine soziale Gruppe, die wegen der legitimen Inanspruchnahme von Eigenständigkeit und Differenz seit Jahrhunderten immer wieder auf brutalste Weise Krisenopfer geworden ist, erneut zu Sündenböcken macht. Ein solches Reaktionsmuster kann sich in doppelter Weise unheilvoll auswirken: einmal für die zu Unrecht für die Krise verantwortlich gemachten Menschen; und zum anderen für die Gesellschaft als Ganzes, weil sie die Chance zur – gewiss schmerzlichen, aber nötigen – Berichtigung ihres Selbstbildes nicht wahrnimmt.

Die schwer erträgliche Schärfe und Vehemenz gewisser Forderungen und Kritikpunkte von dieser oder jener Stelle an die Adresse der schweizerischen Banken und Regierungsverantwortlichen rechtferti-

gen in keiner Weise Reaktionen, die sich in diffamierenden Pauschalisierungen ergeben. Zwar kann man nicht jede Gegenkritik – etwa in Form von Zurückweisungen gewisser Vorwürfe – als antisemitisch disqualifizieren, doch antisemitische Regungen dürfen niemals für sich in Anspruch nehmen, nur vom Recht gewissermassen der Selbstverteidigung Gebrauch zu machen. Denn dann wären wir wieder beim «9. November» und seinen Folgen: Auch die Nationalsozialisten stellten ihre Aggressionen als «defensive Massnahmen» dar.

In diesem Sinne hat die EKR in ihrer Plenarsitzung vom 16. Januar 1997 eine Stellungnahme verabschiedet.

### Pressemitteilung/Communiqué de presse/ Comunicato stampa 16. 01. 97

- *Die EKR ist besorgt über neu erwachten Antisemitismus im Gefolge der Holocaust-Diskussion. An ihrer Plenarsitzung vom 16. Januar 1997 setzten sich die Mitglieder der Eidgenössische Kommission gegen Rassismus (EKR) mit den Auswirkungen der Debatte um die nachrichtlosen Vermögen von Holocaust-Opfern und der Rolle der Schweiz als Finanzplatz während und nach der Nazizeit auseinander.*

*Die EKR begrüsst die historische Aufarbeitung der Vergangenheit, der sich unser Land stellt. Sie ist jedoch alarmiert über die im Zusammenhang mit der Debatte in den letzten Wochen aufgetretenen antisemitischen Diffamierungen. Diese Reaktionen zeigen, wie dünn auch in der Schweiz die Decke über dem latenten Antisemitismus teilweise ist und wie rasch sie einbrechen kann.*

*Die EKR ruft deshalb die Behörden, Politikerinnen und Politiker aller Parteien, Schulen, Kirchen, die Medien und die schweizerische Öffentlichkeit auf, diesen gefährlichen rassistischen Tendenzen mit allen Mitteln entgegenzutreten. Es darf nicht geschehen, dass mehr als fünfzig Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg die Opfer zu Tätern gemacht werden und unter Zuhilfenahme alter Feindbilder eine Gegnerschaft zwischen den jüdischen Organisationen und der Schweiz konstruiert wird. Es geht vielmehr darum, die Vergangenheit aufzuarbeiten, auch wenn dies für alle Beteiligten ein schmerzhafter Prozess sein kann.*

*Für die EKR steht fest, dass Aufklärung und stetige Arbeit gegen Rassismus und Antisemitismus zu den wichtigen Aufgaben unserer Gesellschaft und jedes einzelnen gehören. Ziel soll ein friedliches Zusammenleben unterschiedlicher religiöser Gruppen unter gegenseitiger Respektierung der Verschiedenheiten sein.*



► *La Commission fédérale contre le racisme s'inquiète du réveil de l'antisémitisme suite à la discussion sur l'Holocauste. Au cours de leur séance plénière du 16 janvier 1997, les membres de la Commission fédérale contre le racisme (CFR) ont discuté des répercussions qu'a eues le débat sur les fonds en débérance de victimes de l'Holocauste et du rôle joué par la Suisse en tant que place financière pendant et après le nazisme.*

*La CFR approuve que notre pays se soumette à une confrontation avec son passé sur le plan historique. En même temps, elle est alarmée par les diffamations antisémites qu'a provoquées le débat mené durant les dernières semaines. Ces réactions montrent bien que l'antisémitisme est latent chez nous comme ailleurs et qu'il suffit de peu pour le ranimer.*

*La CFR engage donc les autorités, les personnalités politiques de tous bords, les écoles, les Eglises, les médias et l'ensemble de l'opinion publique suisse à réagir par tous les moyens contre ces tendances racistes néfastes. Il ne saurait être question, plus de cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, de transformer les victimes en coupables et, en réveillant les vieux démons, de créer ainsi un antagonisme entre les organisations juives et la Suisse. Il s'agit plutôt de nous confronter au passé, même si ce processus risque de se révéler douloureux pour toutes les parties concernées.*

*Pour la CFR, l'éducation et un travail de tous les instants pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme figurent parmi les tâches les plus importantes incombant à l'Etat et à chacun d'entre nous. Notre objectif doit être l'entente harmonieuse entre les divers groupes religieux, dans le respect mutuel des différences.*

► *La CFR préoccupata per le reazioni dell'antisemitismo in seguito alla discussione sulle vittime dell'olocausto. Nella sua riunione plenaria del 16 gennaio 1997, i membri della Commissione federale contro il razzismo (CFR) hanno affrontato il tema delle conseguenze provocate dall'attuale discussione sugli averi in giacenza delle vittime dell'olocausto e il ruolo svolto dalla Svizzera come piazza finanziaria durante e dopo il periodo nazista.*

*La CFR approva il modo in cui il nostro Paese sta cercando di riesaminare questa parte del suo passato. Tuttavia prende atto con preoccupazione delle diffamazioni antisemite emerse nelle ultime settimane e collegate alle discussioni attualmente in corso. Tali reazioni dimostrano che anche in Svizzera, come in altri Paesi, l'antisemitismo continua ad esistere a livello latente e può facilmente riesplodere.*

*Per questo la CFR rivolge un appello alle autorità e ai politici di tutti i partiti, alle scuole, alle chiese, ai mass media e all'opinione pubblica di opporsi con ogni mezzo alle pericolose tendenze razziste. È inammissibile che – a più di cinquant'anni dalla fine della Seconda guerra mondiale – le vittime siano talora indicate come colpevoli e che, ricorrendo al fantasma di antiche inimicizie, venga costruita un'atmosfera di ostilità tra le organizzazioni ebraiche e la Svizzera. Anche se l'esame del nostro passato può risultare doloroso, è importante confrontarsi.*

*La CFR ribadisce la necessità della chiarezza e della lotta contro il razzismo e l'antisemitismo, due compiti estremamente importanti per la nostra società e per ognuno di noi, allo scopo di realizzare una convivenza pacifica dei diversi gruppi religiosi nel reciproco rispetto delle differenze.*



## Kampagnenwettbewerb «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus»

Im Mai 1996 schrieb die EKR mit Unterstützung des Bundes Schweizer Werbeagenturen einen Kampagnenwettbewerb «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus» aus. 30 Agenturen haben sich daran beteiligt. Die total 53 Gestaltungsvorschläge für Plakate, Anzeigen und Werbespots beeindruckten durch eine Vielfalt an Ideen und Überraschungseffekten sowie auch Provokationen. Alle Arbeiten wurden vom 4.–6. Dezember 1996 im Bundeshaus ausgestellt.

Die Jury – Nationalrätin Rosemarie Dormann, Präsidentin der Gruppe «Parlamentarier gegen Rassismus»; Martin Heller, Leitender Kurator des Museums für Gestaltung, Zürich; Professor Georg Kreis, Präsident der EKR; Simone Oppliger, Fotografin, Cully; Martin Suter, ehemaliger ADC-Präsident – wählte unter den anonym eingereichten

Wettbewerbsbeiträgen die drei Preisträger aus, an welche im Beisein von Frau Bundesrätin Dreifuss am 4. Dezember 1996 die Preise vergeben wurden. Es waren dies:

1. Preis: «Der schöne Schein»,  
Impuls Advertising AG, Küsnacht;
2. Preis: «Schweizer sind...»,  
Wirz Werbeberatung AG, Zürich;
3. Preis: «Rassismus lässt keinen aus»,  
EURO RSCG, Zürich.

(In dieser Nummer von TANGRAM sind je zwei Beispiele aus den drei prämierten Kampagnenvorschlägen abgebildet.)

Die EKR wird 1997 den Kampagnenvorschlag «Der schöne Schein» produzieren lassen. Sie hat bereits Unterstützung in Form von Gratisanzeigeflächen zugesichert bekommen, sucht aber weitere Sponsoren.

Im folgenden drucken wir die an der Preisverleihung gehaltenen Reden von Martin Heller und Georg Kreis ab.



En mai 1996 la CFR avait lancé, avec le soutien de l'Union suisse d'agences-conseils en publicité, un concours de campagne sur le thème «Motivation contre le racisme et l'antisémitisme». 30 agences y ont participé. La grande diversité d'idées et d'effets de surprise, voir les provocations dont faisaient preuve les 53 projets d'affiches, d'annonces et de spots publicitaires envoyés ont produit une forte impression. Tous ces travaux ont été exposés au Palais fédéral du 4 au 6 décembre.

Le jury, composé des personnalités suivantes: Rosemarie Dormann, conseillère fédérale, présidente du groupe «Parlementaires contre le racisme»; Martin Heller, conservateur et directeur du «Museum für Gestaltung», Zurich; Georg Kreis, président de la CFR; Simone Oppliger, photographe, Cully, a choisi les trois vainqueurs parmi les contributions qui avaient été envoyées de manière anonyme. C'est en présence de la conseillère fédérale Ruth Dreifuss que ces trois prix ont été remis:

- 1<sup>er</sup> prix: «Der schöne Schein»,  
à Impuls Advertising AG, Küsnacht;
- 2<sup>e</sup> prix: «Schweizer sind...»,  
à Wirz Werbeagentur AG, Zurich;
- 3<sup>e</sup> prix: «Rassismus lässt keinen aus»,  
à EURO RSCG, Zurich.

(Dans ce numéro de TANGRAM, nous présentons deux exemples de chacune des trois propositions primées.)

La CFR produira le projet de campagne «Der schöne Schein» en 1997. Elle a déjà reçu des promesses de soutien sous la forme de surfaces publicitaires gratuites, mais cherche d'autres sponsors.

Nous reproduisons ci-après les discours tenus lors de la remise des prix par André Heller et Georg Kreis.

### **Rede von Martin Heller, Leitender Kurator des Museums für Gestaltung, Zürich**

{...} Natürlich zielt jede Werbung letztlich darauf ab, unser Verhalten zu ändern. Der Entscheid für das Produkt X und gegen das Produkt Y ist erst dann von ökonomischer Bedeutung, wenn aus dem Spontankauf eine Gewohnheit wird. Gewohnheiten jedoch sind zäh und beharrlich. Gegen dieses Beharrungsvermögen setzt die Werbung lockende, potente, humorvolle, listige, kurz: möglichst überzeugende Bilder. Wo sich diese Bilder an Produkten orientieren können, seien es nun Zigaretten oder Politikerinnen und Politiker, liegen bestimmte Argumentationen nahe – es geht um die Inszenierung materiell fassbarer Wünsche und Versprechen. Entfällt solch handfeste Materialität, gestaltet sich die Aufgabe der Werberinnen und

Werber ungleich schwieriger. Warum? Weil sie das jeweilige Problem und dessen Bewältigung überhaupt erst einmal anschaulich und begreifbar machen müssen. Ist dieses Problem überdies sozialer oder gar humanitärer Art, so wird jede Werbung zum Hochseilakt – weil die Verdrängung unangenehmer Themen nachgerade eine Kulturtechnik geworden ist, die wir bestens beherrschen.

Dies der werbetechnische Hintergrund zum Ideenwettbewerb, den die Eidgenössische Kommission gegen Rassismus (EKR) ausgeschrieben hat und der «gegen Rassismus und Antisemitismus» motivieren soll. Entscheidend für unsere Wertung war insbesondere die Vorgabe, dass die Werbeidee einen eindringlichen Appell in schlüssiger, mediengerechter Form ermöglichen solle, dass sie sich der Komplexität rassistischer Mechanismen zu stellen habe und dass die Kampagne landesweit, also auch unter anderen Sprachbedingungen, umsetzbar sei.

Aus solcher Perspektive lässt sich die Vielfalt der anonym eingereichten Ideen, Entwürfe und Layouts so gleich typisieren: als ein Set von Lösungsansätzen, in denen sich bestimmte Muster deutlich ausprägen und auch wiederholen. Die nachfolgende Würdigung der drei Erstplatzierten weist deshalb sowohl auf spezifische wie auf allgemeine Aspekte hin – im zwangsläufigen Versuch, Begründungen zu finden für jene Reaktion aus dem Bauch, die im Falle der Werbung noch immer den wesentlichsten Massstab abgibt für Erfolg oder Misserfolg.

Was aber sind nun die *Eigenheiten*, was die *Gemeinsamkeiten der Preisträger*? Ihnen allen darf attestiert werden, dass sie den *Überraschungseffekt*, der ein wirkungsvolles Plakat oder eine überzeugende Anzeige auszeichnet, geschickt und souverän ausspielen. Allerdings tun sie das auf unterschiedliche Weise. Während die Behauptungen «Schweizer stinken» oder «Schweizer sind primitiv» gewissermassen mit der Tür in ein Haus fallen, das sich einiges auf seine propere Fassade einbildet, setzen die beiden andern prämierten Ideen auf eine künstlich verzögerte, gedehnte und gebrochene Verarbeitung der Botschaft. «Ich bin eine Judensau. Und Sie?», «Ich bin ein Jugo-Arsch. Und Sie?»: Das sind Selbstbezeichnungen, die nicht auf Pathos aus sind, sondern das Ungeheuerliche subjektivieren, es gleichsam beiläufig ansprechen und damit erst recht aufladen. Die erstplatzierte Arbeit wiederum demontiert den multikulturellen Schein, indem sie Verständnis und Toleranz als Konsequenz banalen Eigennutzes darstellt und damit einen Stachel in jedes gute Gewissen pflanzt.

Für einmal hält uns die Werbung also einen Spiegel nicht unserer Wünsche, sondern unserer Realität vor. Was sie damit zu bewirken vermag, ist wesentlich abhängig von ihrer ästhetischen Strategie. Die knallige, aber sich vom populären Vor-Bild der «Schweizer Illustrierten» bzw. ihrer Werbung «Illustrierte Schweizer» klar abhebende, buchstäblich schwarz-



weiss-malende Typographie im einen, die auch fotografisch zurückhaltende Alltäglichkeit der als Zeuginnen und Zeugen angerufenen Personen im anderen Fall – sie beweisen bereits im Entwurfsstadium eine kompetente und angemessene Gestaltung, die für die allfällige Weiterbearbeitung einiges verspricht.

Für die angestrebte Message weniger geeignet hielt die Jury bürokratische Stempel, Slogans, übertriebene Munterkeit, prominente Einheimische mit fremden bis exotischen Wurzeln, Schweiz-Klischees, Sentimentalitäten und Verharmlosungen. Davon ist bei den prämierten Arbeiten kaum etwas zu spüren, und erst solche Klarheit bietet, so die Meinung der Jury, Gewähr für die erfolgreiche Kommunikation eines komplexen Themas.

Dass über dieser *erfolgreichen Kommunikation eines komplexen Themas* nach wie vor jener Hauch von moralischer Besorgnis liegt, die solcher Werbung einen Sonderstatus zu verleihen scheint, lässt sich wohl nicht vermeiden. Den völlig unverkrampften Umgang auch mit menschlich gewichtigen Dingen müssen wir alle noch lernen – als unerlässliche Basis einer Werbekultur, die den zweiten Teil dieses Begriffs auch dann zu beherrzigen bereit ist, wenn der Auftraggeber eine Amtsstelle und die Zielgruppe die Öffentlichkeit schlechthin ist. Ich bin in diesem Zusammenhang heute noch froh, dass wir vor zwei Jahren ein B12-Plakat des Bundesamtes für Gesundheit, das mit Hilfe eines unsäglichen Clowns und dem noch unsäglicheren Slogan «lach mal!» zur Sucht- und insbesondere zur Drogenprophylaxe aufforderte, in die Negativliste der «99 schlechtesten Plakate» aufgenommen haben. Werbung ist eben wesentlich eine Frage des Niveaus. Wobei der Hinweis, dass es zwangsläufig schlechte Werbung braucht, um die gute Werbung überhaupt positionieren zu können, richtig ist – nur sollen für diesen Humus des Schlechten ruhig die andern besorgt sein ...

Ein letzter Gedanke noch, sich anbietend als Fazit. «Am Anfang und am Ende sind wir gleich. Warum machen wir dazwischen einen Unterschied?» So fragt eine der Arbeiten, die wir nicht ausgezeichnet haben, ein sauber gemachter Plakat- und Anzeigenentwurf, die Suggestivfrage eingespannt zwischen frei flottierenden Spermien und etwas weniger aktiven Totenschädeln. Die alte Frage, das alte Missverständnis, und die alte, aber nach wie vor aktuelle Antwort: Wir sind nicht gleich, weil wir nicht gleich sind, weil «The family of man», «Die Familie der Menschen», wie Steichens berühmte Ausstellung Ende der fünfziger Jahre hiess, seit jeher eine kreuzfalsche Metapher war. Wir haben zu leben nicht in der stumpfen Behauptung von Gleichheit, sondern im *Wissen um eine Realität der Differenz, die wir akzeptieren, bearbeiten und ausnützen müssen* – im Kampf gegen Rassismus nicht weniger als in der Werbung!

## **Rede von Prof. Dr. Georg Kreis, Präsident der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus**

Gemäss ihrem Auftrag hat die EKR bereits im ersten Jahr ihrer Tätigkeit die Möglichkeiten geprüft, mit einer allgemeinen Sensibilisierungskampagne den Widerstand gegen rassistische Tendenzen zu stärken.

30 Werbeagenturen haben sich an einem im Mai 1996 ausgeschriebenen Wettbewerb mit 53 Gestaltungsvorschlägen für Plakate, Anzeigen und Werbespots beteiligt. Die Ergebnisse der Ausschreibung finden sich hier nun ausgestellt. Die Agenturen haben sich dem Thema mit viel Verve und Enthusiasmus genähert. So sind denn einige Vorschläge provokativ, ja schockierend, und würden mehr als nur landesdurchschnittliche Betroffenheit auslösen. Wir sollten uns darüber jedoch nicht wundern. Wahrscheinlich spiegelt die Schärfe der vorgeschlagenen Botschaften die gegebene Brisanz der Problematik «Rassismus».

Das Wettbewerbsergebnis ist alles in allem ein Gesellschaftsergebnis. Man könnte auch von einer Reaktion der Zeit auf die Zeit sprechen. Die EKR hat die Sache zwar lanciert. Das Problemverständnis, das von den teilnehmenden Agenturen entwickelt worden ist, hat die EKR indessen nicht steuern können und nicht steuern wollen. Ebensowenig das Urteil der Jury. Ich darf an dieser Stelle den Jurymitgliedern danken, die zum Nulltarif einen Tag der Selektion gewidmet haben. Danken möchte ich auch der Arbeitsgruppe «Medien» der EKR und insbesondere Herrn Thomas Lyssy für die Initiative zu diesem Wettbewerb und für die Arbeit zu dessen Planung.

Viele Fragen sind durch die Gestaltungsvorschläge aufgeworfen worden. Einige hat Martin Heller schon erörtert. Insbesondere die Frage, ob man Gleichberechtigung mit Gleichheitsbotschaften einfordern kann, wenn es doch darum geht, Respekt gegenüber Andersartigkeit, gegenüber Differenz zu fordern. Sodann: Ist es richtig, den nötigen Respekt via Sympathie und tief sinnige Augen einzufordern, wenn es um die Würde von Menschen geht, die nicht nur schön, jung, strahlend und sauber sind? Wie weit können ausserordentliche Leistungen von Ausländern etwa im Sport, in der Schwerarbeit, im Pflegebereich eingesetzt werden, um ein Minimum des ordentlichen Umgangs mit Mitmenschen anzumahnen? Wie kann man eine Antirassismuskampagne gestalten, ohne dass sie fälschlicherweise zu einer Ausländerkampagne wird? Andererseits: Welche Schweiz soll gezeigt werden? Welches Zielpublikum (z. B. welches Alter) soll angesprochen werden? Sollen Rassisten angegriffen, Antirassisten bestärkt, bisher Indifferente geweckt werden? Sind intellektuelle Wortspiele ein probates Mittel? Wieviel Sekunden stehen an Passantenaufmerksamkeit für einen visuellen Reiz zur Verfügung? Schwierigste



Frage: Kann man Vorurteile bekämpfen, ohne sie zu bestätigen?

Die EKR konnte ihr Problemverständnis und ihre Verantwortung wieder einbringen, als die Frage entschieden wurde, ob eine und allenfalls welche der drei prämierten Eingaben umgesetzt und verwirklicht werden soll. Die Kommission gegen Rassismus schätzte das Engagement, das in der Wettbewerbsteilnahme zum Ausdruck kam. Sie war aber auch sehr, sehr kritisch den Eingaben gegenüber. Sie stellte fest, dass in einigen Fällen der gute Wille eher das Gegenteil bewirken würde, d.h. einerseits die notorischen Opfer von Rassismus in ihrer Rolle fixieren und andererseits die Produzenten von Rassismus in ihrer Rolle bestätigen würde. In Einzelfällen muss man sich sogar fragen, ob das Vorgeschlagene nicht gegen den Rassismus-Strafrechtsartikel 261<sup>bis</sup> verstossen würde.

Die Kommission hat sich schliesslich mit 10 Stimmen bei 2 Enthaltungen dafür ausgesprochen, von den drei vorge-

legten Eingaben den erstprämierten Vorschlag für die Realisation vorzusehen, sofern sich aus der Gesamtheit der Eingaben, die sie bisher nicht gesehen hat, keine mehrheitsfähigen Vorschläge ergeben. Die Produktion der Kampagne «Schöner Schein» versieht die EKR mit den drei Auflagen, dass 1. die Texte griffiger werden und auch in den zwei anderen Landessprachen zügig sind, dass 2. die Produktion als Serie optisch wahrnehmbar sein soll und 3. dass auch Schweizer/innen in der Serie figurieren. In diesem Sinne wird die EKR die Weiterbearbeitung in Auftrag geben. Die Finanzierungsfrage ist allerdings noch nicht gelöst. Einzelne Zeitungen haben in verdankenswerter Weise bereits Gratis-Inserierungsraum in Aussicht gestellt.

Die EKR steht in Verhandlungen mit anderen interessierten Bundesstellen für ein Co-Sponsoring. Dennoch müssen grössere Beträge für Produktion und Distribution erst noch sichergestellt werden. Anregungen und Vorschläge sind herzlich willkommen.

**Kann  
man Vorurteile  
bekämpfen, ohne sie  
zu bestätigen?**



## Europäisches Jahr gegen Rassismus 1997

Die Regierungsvertreter der EU-Mitgliedsstaaten beschlossen im Juli 1996, das Jahr 1997 zum Europäischen Jahr gegen Rassismus auszurufen. 1997 sollen in den EU-Staaten konkrete Schritte gegen Rassismus, Fremdenfeindlichkeit und Antisemitismus unternommen werden. Zu deren Finanzierung sind 4,7 Millionen ECU bereitgestellt worden, die allerdings nur in den EU-Mitgliedländern verwendet werden können.

Als Ziele der Programme werden genannt: Herausstellung der Bedrohung, die von Rassismus, Fremdenfeindlichkeit und Antisemitismus für die Grundrechte und den wirtschaftlichen und sozialen Zusammenhalt in Europa ausgeht; Erarbeitung von Massnahmen gegen Rassismus; Förderung des europäischen Austauschs guter Praktiken gegen Rassismus auf allen Ebenen; Verbreitung von Informationen über wirksame Strategien gegen Rassismus; Verbreitung von Informationen über integrative Massnahmen, insbesondere in den Bereichen Beschäftigung, Bildung und Wohnen; Dialog mit den

von Rassismus, Fremdenfeindlichkeit und Antisemitismus direkt Betroffenen; Förderung ihrer Teilhabe am Leben der Gesellschaft.

Die Eidgenössische Kommission gegen Rassismus hat sich zur Eröffnung des Europäischen Jahrs gegen Rassismus am 30./31. Januar 1997 mit einer Grussbotschaft an die Europäische Gemeinschaft gewandt und darin ihre Hoffnung ausgedrückt, dass sich aus den Aktivitäten der EKR auf nationaler schweizerischer Ebene und den im Kampf gegen Rassismus von der EU angestrebten Zielen weiterführende Synergien ergeben werden.

Für Informationen: Europäische Kommission, Referat V/D/4 (J37-2/21), 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles,

Tel. +32 2 2991111, Fax +32 2 2951899

oder:

UNITED, Postbus 413, NL-1000 AK Amsterdam, Tel. +31-20-6834778, Fax +31-20-6834582, e.mail: united@antenna.nl



# Tätigkeitsbericht 1995/1996 der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus

## Schwerpunkte 1996

- Arbeitsaufnahme in den Gebieten Schule, Behörden, Medien/Öffentlichkeit, Arbeitswelt.
- Lancierung eines Wettbewerbs für Öffentlichkeitskampagne «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus».
- Publikation der ersten Nummer des Bulletins der EKR, TANGRAM.
- Forschungsverbund Rassismus und Xenophobie im Rahmen des SPP «Zukunft Schweiz».
- Vernehmlassungen zum Bericht Arbenz/Migrationspolitik; zur Revision der Bundesverfassung.
- Stellungnahme zum Drei-Kreise-Modell der Ausländerpolitik.

## 1. Kommentar zur Lage 1995/1996

An der Eidg. Volksabstimmung vom 25. September 1994 wurde der neue Strafrechtsartikel gegen Rassismus Art. 261<sup>bis</sup> StGB angenommen. Er bildete die Voraussetzung für den Beitritt der Schweiz zum Internationalen Übereinkommen zur Bekämpfung jeder Form von Rassendiskriminierung. Diesem Übereinkommen trat die Schweiz am 29. Dezember 1994 bei. Die neue Straftatbestimmung gegen Rassismus trat am 1. Januar 1995 in Kraft.

Durch die Einführung eines neuen Straftatbestandes konzentrierte sich die öffentliche Diskussion in den ersten zwei Jahren vor allem auf die Behandlung von rassistischen Delikten. Bis zum Herbst 1996 wurden insgesamt sechs Urteile gefällt. In den Medien ist die Aufmerksamkeit gegenüber rassistischen Verhaltensweisen gestiegen, über Vorkommnisse wird regelmässig berichtet. Die Öffentlichkeit reagiert sensibler etwa auf Gewalttaten, die Verweigerung der Zulassung zu einem Restaurant für Schwarze oder die behördliche Behandlung von Fahrenden. So könnte man auf den ersten Blick meinen, die Dichte rassistischer Vorkommnisse habe zugenommen, dies ist jedoch nicht der Fall – zugenommen hat die öffentliche Diskussion darüber.

Die vom Staat mit dem Beitritt zum Übereinkommen eingegangene Verpflichtung, Rassismus zu bekämpfen, bekräftigt den Willen, die Opfer und die erlittene Diskriminierung ernst zu nehmen. Kritik der Eidg. Kommission gegen Rassismus am Verhalten von Behörden oder Privaten wird aber –

so hat sich gezeigt – nicht ohne Widerstand entgegengenommen. Beim gleichzeitigen Angebot der Guten Dienste der EKR kommt jedoch ein Bewusstwerdungsprozess in Gang. Politische und soziale Prozesse zu initiieren ist eines der Ziele des Internationalen Übereinkommens zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und damit auch der Tätigkeit der EKR.

Die Einsetzung der Eidg. Kommission gegen Rassismus und ihre ersten Stellungnahmen, insbesondere jene zum Drei-Kreise-Modell der schweizerischen Ausländerpolitik, stiessen in der Öffentlichkeit auf grosses Interesse. Im ersten Jahr meldeten sich auch zahlreiche Opfer von Rassismus zur Beratung bei der Kommission, die ihnen gegenüber eine Ombudsfunktion wahrnimmt.

## 2. Mandat und Zielsetzung der Eidgenössischen Kommission gegen Rassismus

Eine Eidg. Kommission gegen Rassismus wurde in der Botschaft des Bundesrats vom 2. März 1992 erwogen und mit Bundesratsbeschluss vom 23. August 1995 eingesetzt. Im Mandat sind folgende Aufgaben festgehalten: «Die EKR befasst sich mit Rassendiskriminierung, fördert eine bessere Verständigung zwischen Personen unterschiedlicher Rasse, Hautfarbe, nationaler oder ethnischer Herkunft, Religion, bekämpft jede Form von direkter oder indirekter Rassendiskriminierung und schenkt einer wirksamen Prävention besondere Beachtung.» Zu ihren Aufgaben gehören: Öffentlichkeitsarbeit, Sensibilisierungskampagnen; Massnahmen und Empfehlungen zuhanden des Bundesrats; Vernehmlassung und Konsultation beim Vollzug von Erlassen; Gutachten zuhanden des Bundesrats und der Departemente; Beratung und Unterstützung von Bundesbehörden, Zusammenarbeit mit Behörden und interessierten Kreisen; Mitarbeit bei den Berichten an das Komitee der UNO gegen Rassendiskriminierung; Analyse von Rassismus unter wissenschaftlichen und ethischen Gesichtspunkten; Zusammenarbeit mit der Eidg. Kommission für Ausländerfragen (EKA) und der Eidg. Kommission für Flüchtlingsfragen (EKF); Ombudsfunktion.

Im ersten Jahr ihres Bestehens steckte die Kommission das Feld der ihr vom Bundesrat erteilten Aufgaben ab. Sie nahm Kontakt auf mit Bundesbehörden, Kantonen, Nichtregierungsorganisationen und

Medienschaffenden. Sie koordinierte ihre Aktivitäten mit denen der beiden thematisch naheliegenden Kommissionen: der Eidg. Kommission für Ausländerfragen und der Eidg. Kommission für Flüchtlingsfragen. Die EKR nahm zu aktuellen politischen Problemen Stellung und befasste sich mit dem ersten Länderbericht der Schweiz zuhanden des UNO-Ausschusses gegen Rassismus, der vom EDA verfasst wurde. Die Kommission nahm im ersten Jahr die ihr aufgetragene Ombudsfunktion wahr und intervenierte auch aus eigener Initiative. Im Oktober 1996 gab die EKR erstmals ihr halbjährlich erscheinendes Bulletin TANGRAM heraus.

Die EKR verfügt über ein Sekretariat mit 200 Stellenprozenten, das dem Generalsekretariat des EDI unterstellt ist. Das Sekretariat unterhält eine Dokumentationsstelle (wissenschaftliche Texte und Pressemeldungen zu Fragen von Rassismus, Antisemitismus, Fremdenfeindlichkeit, Minderheiten) zuhanden der Kommissionsmitglieder. Soweit möglich, steht diese auch Fachleuten und Interessierten zur Verfügung.

### 3. Mitglieder/Wahlen

Als Nachfolger von Herrn Jean-Pierre Siggen ernannte der Bundesrat im Januar 1996 Herrn Dr. iur. Olivier Meuwly als Vertreter des Schweizerischen Gewerbeverbands zum Mitglied der EKR.

### 4. Sitzungen

#### 4.1. Plenarsitzungen

1995 fanden zwei Plenarsitzungen (6. Oktober; 11. Dezember) statt. Sie dienten der Planung der Kommissionstätigkeit für 1996 und der Aufteilung der Kommissionsarbeit in folgende Arbeitsgruppen: Schule; Behörden; Medien/Öffentlichkeit; Arbeitswelt.

1996 trafen sich die Kommissionsmitglieder zu fünf ordentlichen Plenarsitzungen von insgesamt 6 Tagen (15. Januar; 22. März; 23./24. Mai; 12. September; 21. November) und zu einer ausserordentlichen Plenarsitzung am 28. Februar. Diese war der Behandlung des Drei-Kreise-Modells der schweizerischen Ausländerpolitik gewidmet, worüber Herr D. Grossen, Vizedirektor des BIGA, referierte. In den ordentlichen Plenarsitzungen liess sich die Kommission von Fachleuten über die Botschaft des Bundesrats zum Beitritt zum Internationalen Übereinkommen gegen Rassismus, über die Anwendung des Art. 261<sup>bis</sup> StGB und über die Aktivitäten gegen Rassismus im Rahmen des Europarats und der EU informieren. An der Sitzung vom 12.

September lud die EKR rund 40 Nichtregierungsorganisationen ein, die im gleichen oder in angrenzenden Bereichen tätig sind, um ihre Arbeit vorzustellen und zukünftige Koordination zu besprechen.

#### 4.2. Präsidiumssitzungen

Das Präsidium und das Sekretariat der EKR hielten 1995 vier Sitzungen und 1996 acht Sitzungen ab. Präsidium und Sekretariat befassten sich mit der Detailplanung, mit Ombudsfällen, mit neu einzubringenden Themen sowie mit der Umsetzung der Kommissionsbeschlüsse. Präsidium und Sekretariat vertraten die Kommission nach aussen mit Referaten, Artikeln, Medieninterviews und der Teilnahme an Diskussionsrunden.

### 5. Thematische Arbeit der Kommission

Je nach Planungserfordernissen trafen sich die Arbeitsgruppen zu kürzeren Separatsitzungen. An jeder Plenarsitzung gab es auch Gelegenheit zur Arbeit in den Gruppen.

#### 5.1. Schule

Die Arbeitsgruppe Schule stellte fest, dass im Bereich Bildung bereits viel gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit getan wird, gestützt insbesondere auf die Erklärung der Eidg. Erziehungsdirektorenkonferenz vom 6. Juni 1991. Die EKR nahm 1996 teil an den Vorbereitungen zur Förderung des Projekts «Schule ohne Rassismus», das von der Schulstelle der Hilfswerke koordiniert wird. Zum 21. März 1997 (Internationaler Tag gegen Rassismus) wird die EKR eine Tagung für Lehrkräfte und Fachleute zur Information über die Bewegung «Schule ohne Rassismus» organisieren.

#### 5.2. Behörden

Die Arbeitsgruppe Behörden ersuchte die Kantone, eine Ansprechperson für Fragen von Rassismus und rassistischer Diskriminierung zu ernennen. Am 29. August 1996 lud die Kommission die kantonalen Beauftragten zu einem ersten Treffen ein. Eine lockere Zusammenarbeit und der Austausch von Informationen sind von den Kantonen erwünscht – die EKR wird diese koordinieren. Die Arbeitsgruppe befasste sich auch mit Kontakten zu Polizeibehörden und mit den Behörden betreffenden Aspekten des Berichts der Schweiz an den UNO-Ausschuss gegen Rassismus. Sie schlug vor, eine Analyse der schweizerischen Gesetzgebung bezüglich möglicher Diskriminierung in Auftrag zu geben.



### 5.3. *Medien/Öffentlichkeit*

Die Arbeitsgruppe teilte sich in die zwei Abteilungen Medien und Öffentlichkeit auf. Die Abteilung Medien organisierte einen Ausbildungstag im Medienausbildungszentrum (MAZ) in Luzern zu Fragen von Rassismus und der Behandlung rassistischer Vorfälle in den Medien («BrandSätze», 8. Oktober 1996) und hielt zusammen mit der Gesellschaft Minderheiten in der Schweiz (GMS) eine Tagung «Sprache und Rassismus» (Zürich, 29. November 1996) ab. Die Abteilung Öffentlichkeit lancierte einen Wettbewerb für eine Öffentlichkeitskampagne «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus» unter Schweizer Werbeagenturen. Aus rund 53 eingegangenen Ideen wählte eine gemischt zusammengesetzte Jury drei erste Preise aus, die am 4. Dezember 1996 im Bundeshaus vergeben wurden. Die Durchführung der eigentlichen Öffentlichkeitskampagne soll 1997 erfolgen.

### 5.4. *Arbeitswelt*

Die Arbeitsgruppe Arbeitswelt liess sich inspirieren von einer in der BRD durchgeführten Kampagne «Zusammenleben mit Ausländern»: In einer breit in den Betrieben gestreuten Zeitung wird über ausländische Arbeitnehmer/innen informiert, Vorurteilen entgegengewirkt, werden die positiven Leistungen der Ausländerinnen und Ausländer in der Wirtschaft gewürdigt. Hinzu kommen Unterrichtsmaterial für Berufsschulen, Videos, Materialien für das Management. Die Arbeitsgruppe erreichte das grundsätzliche Einverständnis der Sozialpartner zu einer ähnlichen Kampagne in der Schweiz, die im Frühsommer 1997 gestartet werden soll. Sie soll die Vielfalt schweizerischer Betriebsformen als auch die Sprachregionen gebührend berücksichtigen. Als Medium wird auch Internet in Erwägung gezogen.

### 5.5. *Migration*

Der Publikation der Stellungnahme zum Dreikreise-Modell der schweizerischen Ausländerpolitik und der Diskussion darüber in den Medien folgte die Gründung einer Arbeitsgruppe Migration im Sommer 1996. Diese befasst sich mit weiterführenden Überlegungen zur Migrationspolitik unter dem der EKR aufgetragenen Gesichtspunkt der Bekämpfung jeder Form von Rassendiskriminierung. Sie plant, eine Studie über die Lage der Ausländerinnen und Ausländer in der Schweiz bezüglich dieser Problematik in Auftrag zu geben.

## 6. Publikationen/Forschung

### 6.1. *TANGRAM – Bulletin der EKR*

Auf Ende Oktober 1996 gab die EKR erstmals ihr halbjährlich erscheinendes Bulletin mit dem Namen TANGRAM heraus. Es richtet sich an Politikerinnen und Politiker, an Behörden auf Bundes-, Kantons- und Gemeindeebene und allgemein an «Vermittlerinnen» und «Multiplikatoren». Mit sachbezogenen Artikeln zu Schwerpunktthemen will TANGRAM zur Diskussion und zur Meinungsbildung beitragen. Die erste Nummer widmet sich dem neuen Strafrechtsartikel gegen Rassismus Art. 261<sup>bis</sup> StGB und den damit gemachten Erfahrungen. TANGRAM bietet die Möglichkeit, die Arbeit der EKR einem breiteren Publikum zugänglich zu machen und Vernehmlassungen und Stellungnahmen der Kommission abzudrucken. Die Publikation ist mehrsprachig geführt, wobei der französische und italienische Teil noch auszubauen sind.

### 6.2. *Forschungsprojekt*

Abklärungen ergaben, dass im Rahmen des Schwerpunktprogramms «Zukunft Schweiz» des Nationalfonds keine Forschungen zum Thema Rassismus geplant waren. Das Sekretariat ergriff die Initiative, ein Rahmenprojekt zu diesem Thema einzureichen. Der Projektverbund von Forscherinnen und Forschern der Universitäten Basel, Bern, Freiburg und Genf aus den Fächern Ethnologie, Soziologie, politische Wissenschaft und Geschichte wurde im ersten Durchgang wohlwollend beurteilt. Das endgültige Projekt (*Racism, xenophobia and the strangers*), das Ende September eingereicht wurde, wird von U. Altermatt, Professor für Zeitgeschichte an der Universität Freiburg, geleitet. Das Sekretariat wird weiterhin beratend den Arbeiten beistehen. Einzelne Mitglieder der EKR konnten als Experten gewonnen werden.

## 7. Vernehmlassungen/Stellungnahmen

### 7.1. *Vernehmlassung zum Bericht Arbenz über eine schweizerische Migrationspolitik*

Die EKR begrüsst die Bemühung um eine kohärente Migrationspolitik. Sie wünscht jedoch eine Sprachführung im Bericht, welche jede Abwertung vermeidet und die Gleichwertigkeit der Menschen widerspiegelt. Sie fordert ein Darstellung der positiven Wirkung von Integrationsprozessen für die schweizerische Gesellschaft und eine nichtdiskriminatorische Behandlung des Problems «Kriminalität und Sicherheitsgefühl». Sie warnt vor einem totali-

sierenden Kulturbegriff, wie er im Bericht Arbenz verwendet wird, da er leicht rassistisch auslegbar ist. Unterscheidungen und Wertungen, die auf Kultur oder Religion beruhen, sind zu vermeiden. (Publiziert in TANGRAM 1/96)

7.2. *Vernehmlassung zum Projekt einer Reform der Bundesverfassung*

Die Eidg. Kommission gegen Rassismus begrüsst eine Nachführung der Bundesverfassung. Ihrem Auftrag entsprechend äussert sie sich zu Thematik der Grundrechte, der Sozialziele und zu weiteren Punkten, die ihren Verantwortungsbereich tangieren: Rassismus, Elemente der Migrationspolitik, Teilhabe aller an den Errungenschaften des Staates und der Gesellschaft, Flüchtlingsrecht, Integration, Niederlassung, Einbürgerung, Ausübung des Stimm- und Wahlrechts.

Sie regt eine staatspolitische und juristische Diskussion an: zur Definition von Minderheiten und zu deren Status; zur Frage, ob auch neue Minderheiten miteinbezogen werden sollen; zur Frage der Abwägung zwischen Minderheitenrechten und individuellen Rechten; zur genauen Formulierung eines allfälligen «Minderheitenartikels» der Bundesverfassung. (Publiziert in TANGRAM 1/96)

7.3. *Stellungnahme zum Drei-Kreise-Modell des Bundesrats über die schweizerische Ausländerpolitik*

In einer ausserordentlichen Plenarsitzung befasste sich die Eidg. Kommission gegen Rassismus mit dem Drei-Kreise-Modell der Ausländerpolitik und der Zulassung der Ausländer zum Arbeitsmarkt. Sie erarbeitete einen Bericht, den sie am 6. Mai 1996 dem Bundesrat zur Diskussion unterbreitete und am 23. Mai 1996 der Öffentlichkeit vorstellte.

Die EKR hält in ihrer Stellungnahme fest, dass sie die Konstruktion von «drei Kreisen» der Zulassung von Ausländern und Ausländerinnen zum Arbeitsmarkt für ethnozentrisch hält. Sie wertet insbesondere die Begründung, Menschen seien, je nach «kultureller Distanz» besser oder schlechter integrierbar, für rassistisch. Das Drei-Kreise-Modell hat eine diskriminierende Wirkung auf Menschen, die in unserem Land leben. Menschen aus Drittweltländern und Menschen anderer Religion, speziell Muslime, sowie Asylsuchende werden abgelehnt und ausgegrenzt. Mit der Relegation des traditionellen Rekrutierungslandes (Ex-Jugoslawien) und der Nichterneuerung des Saisonierstatuts leiden Menschen aus dieser Region heute besonders darunter. Die EKR hält das Drei-Kreise-Modell für nicht vereinbar mit dem Internationalen Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung und beantragt dem Bundesrat, ein Migrationsmodell zu entwickeln, das dem Rassismus nicht Vor-schub leistet. (Publiziert in TANGRAM 1/96)

## 8. Kontakte/Öffentlichkeitsarbeit

Mit der Ausschreibung eines Wettbewerbs «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus» bereitete die Kommission die Lancierung einer Öffentlichkeitskampagne vor, die 1997 vorgesehen ist.

8.1. *Interdepartementale Zusammenarbeit/Kontakte zu anderen Kommissionen*

Mit dem Eidg. Departement für Auswärtige Angelegenheiten, insbesondere mit der Direktion für Völkerrecht, ergaben sich thematische Nahtstellen. Die EKR wurde zum ersten Länderbericht der Schweiz an den UNO-Ausschuss zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung konsultiert, ebenfalls zu weiteren, die Interessen der EKR tangierenden Berichten. In der interdepartementalen Arbeitsgruppe des Europaratsdienstes des EDA zu Fragen des Rassismus ist die EKR miteinbezogen.

Der Präsident und die Leiterin des Sekretariats vertraten die EKR im Koordinationsausschuss der drei Kommissionen EKA (Ausländer), EKF (Flüchtlinge) und EKR. Die ersten Treffen dienten der gegenseitigen Standortbestimmung und der Evaluation einer möglichen Kooperation unter Wahrung des je kommissionseigenen Gesichtspunktes. Ausführlich diskutiert wurden in diesem Gremium die Drei-Kreise-Politik des Bundesrats und die Integrationspolitik.

8.2. *Kontakte mit NGOs*

Die EKR und insbesondere das Sekretariat der EKR nahm Fühlung auf mit vielen Nichtregierungsorganisationen und diskutierte mit ihnen ihre spezifische Arbeit und Aspekte einer möglichen Koordination der Aktivitäten zur Rassismusbekämpfung. Am 12. September 1996 folgten rund 40 NGOs der Einladung der EKR zu einem ersten Treffen.

Das Präsidium der EKR liess sich am 17. Juni 1996 von den Juristen der *Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme* (LICRA), des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes und der Gruppe Juristen gegen Rassismus (Jura) über ihre Beurteilung der Lage informieren. Die Möglichkeiten einer gemeinsamen Beobachtung der juristischen Praxis wurden erörtert.

Am 19. August 1996 waren zwei Organisationen, welche sich mit einer telefonischen Beratung für Opfer von Rassismus und in Kulturkonflikten befassen, 155-SOS-Racisme und Konfliktophon, zu Gast. Es ist ein Anliegen der EKR, dass sich aus den zwei regionalen Organisationen mit der Zeit ein gesamtschweizerisches Netz einer Telefonberatung für Fragen rassistischer Diskriminierung bildet.



### 8.3. Kontakte mit den Kantonen

Am 29. August 1996 trafen sich auf Einladung der EKR die neu ernannten kantonalen Beauftragten für Rassismusfragen in Bern zu einem ersten Erfahrungsaustausch. Die Beauftragten erklärten sich bereit, einen Fragebogen auszufüllen, mit welchem die Situation in den jeweiligen Kantonen evaluiert werden soll. Präsidiumsmitglieder besuchten kantonale Beauftragte, um auch die bilateralen Kontakte auszubauen.

### 8.5. Kontakte zu den Medien

Der EKR wurde im ersten Jahr recht viel Medienaufmerksamkeit entgegengebracht. Sie wurde zu Stellungnahmen aufgefordert, oder es wurden ihr aktuelle Fälle von Medienschaffenden zugetragen. Mit zwei Tagungen zum Thema Rassismus vertiefte die EKR das Gespräch mit Medienleuten: im Medienausbildungszentrum Luzern (MAZ) am 8. Oktober 1996 und am 29. November 1996, zusammen mit der Gesellschaft für Minderheiten in der Schweiz (GMS), in Form einer öffentlichen Veranstaltung.

### 8.6. Kontakte international

In das erste volle Jahr der Existenz der EKR fiel die Präsidentschaft der Schweiz über die OECD. Das Präsidium evaluierte beim EDA die Möglichkeit, im Rahmen dieser Präsidentschaft Kommissionen gegen Rassismus anderer Länder in die Schweiz einzuladen. Für 1998 ist nun eine internationale Tagung in Zusammenarbeit mit dem Europarat und ECRI in der Schweiz geplant.

Das Sekretariat nahm regelmässig an der interdepartementalen Arbeitsgruppe des Europaratsdienstes des EDA teil. Es nahm Kontakt auf mit dem Vertreter der Schweiz bei der *European commission against racism and intolerance* des Europarats (ECRI), Prof. Joseph Voyame. Das Sekretariat der EKR wird regelmässig informiert über die Entwicklung in diesem Gremium. Die Schweizer Vertretung in Brüssel

informiert über die Aktivitäten der EU auf dem Gebiet der Rassismusbekämpfung.

Eine Delegation des Präsidiums der EKR besuchte in Genf eine ordentliche Sitzung des *Committee for the elimination of racial discrimination* (CERD) der UNO und ein Seminar des *Human rights centre* der UNO über die Einhaltung des Internationalen Übereinkommens zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung.

## 9. Ausblick

Im ersten Jahr ihres Bestehens hat sich die EKR in allen im Mandat aufgelisteten Themenbereichen betätigt. Sie hat Terrain abgesteckt, Möglichkeiten ausgelotet, Probleme geortet und festgestellt, dass ihre Arbeit in jedem Sinne auf grosses Interesse stösst. Es gilt nun, im zweiten Jahr das Angepackte fortzuführen und zu konsolidieren, um eine kontinuierliche Breitenwirkung zu erreichen.

### Für 1997 sind folgende Schwerpunkte gesetzt:

- Beleuchtung des Verhältnisses Mehrheit – Fahrende zuhanden der Kommissionsmitglieder mit Anhörungen von Vertreterinnen und Vertretern der Fahrenden;
- Lancierung der Kampagne «Motivation gegen Rassismus und Antisemitismus» in der Öffentlichkeit;
- Lancierung der Kampagne in der Arbeitswelt;
- Begleitung des Forschungsprojekts «Rassismus und Xenophobie»;
- Tagung zum Thema «Medien und Rassismus» in der französischen Schweiz;
- Tagung zum Projekt «Schule ohne Rassismus»;
- Pilotstudie über die Lage der Ausländerinnen und Ausländer in der Schweiz in bezug auf mögliche Diskriminierungen;
- Broschüre «Sprache und Rassismus» zuhanden von Journalisten und Journalistinnen.



# Rapport d'activité 1995/1996 de la Commission fédérale contre le racisme

## Activités prioritaires de la Commission fédérale contre le racisme en 1996

- ▶ Commencement des travaux dans les domaines de l'école, des autorités, des médias/relations publiques, et du monde du travail.
- ▶ Lancement d'un concours d'idées en vue d'une campagne de relations publiques sur le thème «Motivation contre le racisme et l'antisémitisme».
- ▶ Publication du premier numéro du bulletin de la CFR TANGRAM.
- ▶ Projet de recherche sur le racisme et la xénophobie dans le cadre du programme prioritaire «Demain la Suisse».
- ▶ Prises de position sur le rapport Arbenz concernant une politique suisse en matière de migration, et sur la révision de la constitution fédérale.
- ▶ Prise de position sur le modèle des trois cercles de la politique suisse à l'égard des étrangers.

## 1. Commentaire sur la situation 1995/1996

Le nouvel article du code pénal contre le racisme (art. 261<sup>bis</sup> CP) a été accepté en votation populaire le 25 septembre 1994. Il constituait la condition préalable à l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Suisse a adhéré à cette convention le 29 déc. 1994. La nouvelle disposition pénale contre le racisme est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995.

L'introduction d'un nouvel élément constitutif d'infraction a eu pour effet de concentrer la discussion publique, au cours des deux premières années, avant tout sur le traitement des délits racistes. A l'automne 1996, six jugements au total avaient été rendus. Dans les médias, l'attention portée aux comportements racistes s'est accrue, les événements font l'objet de comptes rendus réguliers. Le public réagit de manière plus sensible aux actes de violence, au refus d'admettre les noirs dans un restaurant ou aux mesures administratives prises à l'égard des nomades. Ainsi, on pourrait penser, au premier abord, que les actes racistes se multiplient, mais ce n'est en fait pas le cas: ce qui augmente, c'est l'intensité de la discussion publique à leur sujet.

L'engagement pris par l'Etat, en adhérant à la convention, de lutter contre le racisme renforce la volonté de prendre au sérieux les victimes et les actes de discrimination. Toutefois, l'expérience montre

que les critiques formulées par la Commission fédérale contre le racisme à l'égard du comportement d'autorités ou de particuliers ne sont pas accueillies sans résistance. Mais le fait que la CFR offre en même temps ses bons offices suscite un processus de conscientisation. Amorcer des processus politiques et sociaux constitue l'un des objectifs de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et donc aussi des activités de la CFR.

La mise en place de la Commission fédérale contre le racisme et ses premières prises de position, en particulier celle concernant le modèle des trois cercles de la politique suisse à l'égard des étrangers, ont suscité un grand intérêt dans le public. Au cours de la première année également, de nombreuses victimes du racisme ont demandé conseil à la Commission, qui assume à leur égard une fonction de médiateur.

## 2. Mandat et objectif de la Commission fédérale contre le racisme

L'idée d'une commission fédérale contre le racisme a été considérée dans le message du Conseil fédéral du 2 mars 1992, et la création de celle-ci décidée par arrêté du Conseil fédéral du 23 août 1995. Le mandat de la Commission prévoit que la CFR «s'occupe de discrimination raciale, s'emploie à promouvoir une meilleure entente entre les personnes de race, couleur, origine, provenance ethnique ou nationale, religion différentes, combat toute forme de discrimination raciale directe ou indirecte et attache une importance toute particulière à la prévention pour que celle-ci soit efficace.» Elle a notamment les tâches suivantes: Assurer un travail de relations publiques et lancer des campagnes de sensibilisation; proposer des mesures et des recommandations à l'attention du Conseil fédéral; prendre position dans les procédures de consultation et lors de l'exécution d'actes législatifs; donner des avis consultatifs au Conseil fédéral ou aux départements; conseiller et soutenir les autorités fédérales; collaborer avec les autorités et les milieux intéressés; collaborer à la rédaction des rapports soumis au Comité des Nations Unies contre la discrimination raciale; analyser le racisme des points de vue scientifique et éthique; collaborer avec la Commission fédérale des étrangers (CFE) et la Commission fédérale pour les questions des réfugiés; exercer une fonction de médiateur.



Au cours de sa première année d'existence, la Commission a délimité le domaine des tâches confiées par le Conseil fédéral. Elle a pris contact avec les autorités fédérales, les cantons, les organisations non gouvernementales et les médias. Elle a coordonné ses activités avec les deux commissions dont les thèmes sont proches des siens, à savoir la Commission fédérale des étrangers et la Commission fédérale pour les questions des réfugiés. Elle a pris position sur des problèmes politiques d'actualité et s'est occupée du rapport initial du Conseil fédéral au Comité des Nations Unies contre le racisme, rédigé par le DFAE. Elle a également exercé, au cours de cette première année, sa fonction de médiateur et est intervenue aussi de sa propre initiative. En octobre 1996, elle a publié pour le premier numéro de son bulletin semestriel TANGRAM.

La CFR dispose d'un secrétariat de deux postes complets, subordonné au secrétariat général du DFI. Le secrétariat gère un centre de documentation (textes scientifiques et communiqués de presse sur des questions touchant le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, les minorités) qui est à la disposition des membres de la Commission et, dans la mesure du possible, des spécialistes et des personnes intéressées.

### 3. Membres/élections

Pour succéder à Monsieur Jean-Pierre Siggen, le Conseil fédéral a désigné en janvier 1996 Monsieur Olivier Meuwly, docteur en droit, comme membre de la CFR en tant que représentant de l'Union suisse des arts et métiers.

### 4. Séances

#### 4.1. Séances plénières

Deux séances plénières ont eu lieu en 1995 (6 octobre, 11 décembre). Elles ont servi à planifier les activités de la Commission pour 1996 et à répartir le travail de celle-ci entre les groupes de travail Ecole, Autorités, Médias/relations publiques et Monde du travail.

En 1996, les membres de la Commission ont tenu cinq séances plénières ordinaires d'une durée totale de six jours (15 janvier, 22 mars, 23/24 mai, 12 septembre, 21 novembre) et une séance plénière extraordinaire le 28 février, consacrée à la discussion du modèle des trois cercles de la politique suisse à l'égard des étrangers; à cette occasion, Monsieur D. Grossen, vice-directeur de l'OFIAMT, a présenté un exposé. Lors des séances plénières ordinaires, la Commission a été informée par des spécialistes sur

différents sujets: message du Conseil fédéral concernant l'adhésion de la Suisse à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, application de l'art. 261<sup>bis</sup> CP, et activités de lutte contre le racisme dans le cadre du Conseil de l'Europe et de l'UE. Lors de la séance du 12 septembre, la CFR a invité une quarantaine d'organisations non gouvernementales, à l'œuvre dans le même domaine ou dans des domaines voisins, à présenter leur travail et à discuter de la coordination future.

#### 4.2. Séances du présidium

Le présidium et le secrétariat de la CFR ont tenu quatre séances en 1995 et huit en 1996. Ils se sont occupés de la planification détaillée, des cas soumis au médiateur, des nouveaux thèmes à inscrire à l'ordre du jour et de la mise en œuvre des décisions de la Commission. Ils ont représenté la Commission à l'extérieur par des exposés, des articles, des interviews auprès des médias et la participation à des cycles de discussions.

### 5. Travail thématique de la Commission

Selon les impératifs de la planification, les groupes de travail se sont réunis séparément, pour des séances plus brèves. Lors de chaque séance plénière, les participants ont aussi eu l'occasion de travailler en groupes.

#### 5.1. Ecole

Le groupe de travail Ecole a constaté que, dans le domaine de la formation, on fait déjà beaucoup pour lutter contre le racisme et la xénophobie, en particulier sur la base de la déclaration de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique du 6 juin 1991. La CFR a participé en 1996 aux travaux préparatoires en vue de promouvoir le projet «Pour une école sans racisme», coordonné par le Centre de matériel didactique de la communauté de travail des organisations d'entraide. A l'occasion du 21 mars 1997 (Journée internationale contre le racisme), la CFR organisera à l'intention des enseignants et des spécialistes une réunion d'information sur le mouvement «Ecole sans racisme».

#### 5.2. Autorités

Le groupe de travail Autorités a demandé à chaque canton de désigner une personne de contact pour les questions du racisme et de la discrimination raciale. Le 29 août 1996, la Commission a invité les délégués cantonaux à une première rencontre. Il est apparu que les cantons souhaitent une collaboration

souple et un échange d'informations, la CFR ayant pour tâche de coordonner ces efforts. Le groupe de travail s'est penché également sur les contacts avec les autorités de police, et sur les aspects du rapport de la Suisse au Comité des Nations Unies contre le racisme concernant plus particulièrement les autorités. Il a proposé de faire entreprendre une analyse de la législation suisse sous l'angle de discriminations possibles.

### 5.3. Médias/relations publiques

Le groupe de travail s'est divisé en deux sections consacrées respectivement aux médias et aux relations publiques. La section Médias a organisé au Centre de formation médiatique (MAZ) de Lucerne une journée de formation consacrée aux questions du racisme et du traitement des incidents racistes dans les médias («BrandSätze», 8 octobre 1996) et a tenu, en collaboration avec la *Gesellschaft für Minderheiten in der Schweiz* (GMS) une réunion sur le thème «Langage et racisme» (Zurich, le 29 novembre 1996). La section Relations publiques a lancé auprès des agences de publicité suisses un concours de créativité sur le thème «Motivation contre le racisme et l'antisémitisme». Sur les quelque quarante travaux reçus, un jury composé de personnalités très diverses a désigné trois lauréats, qui ont reçu leurs prix lors d'une manifestation organisée le 4 décembre 1996 au Palais fédéral. La mise en œuvre de la campagne de relations publiques proprement dite est prévue pour 1997.

### 5.4. Monde du travail

Le groupe de travail Monde du travail s'est inspiré d'une campagne menée en Allemagne sur le thème «Cohabiter avec les étrangers»: dans un journal largement diffusé dans les entreprises, on donne des informations sur les travailleuses et travailleurs étrangers, on lutte contre les préjugés, on met en évidence les prestations positives des étrangères et des étrangers dans l'économie. A cela viennent s'ajouter du matériel d'enseignement pour les écoles professionnelles, des vidéos, des documents destinés aux instances dirigeantes. Le groupe de travail a obtenu l'accord de principe des partenaires sociaux pour lancer une campagne analogue en Suisse, qui commencera au début de l'été 1997. Cette campagne prendra dûment en compte la multiplicité des formes d'entreprises en Suisse et la diversité linguistique. Parmi les moyens de communication envisagés, on songe aussi à Internet.

### 5.5. Migration

La publication de la prise de position sur le modèle des trois cercles de la politique suisse à l'égard des étrangers et la discussion qui a eu lieu à ce sujet dans les médias ont suscité la création d'un groupe de travail Migration en été 1996. Ce groupe s'occupe d'approfondir les réflexions sur la politique en matière de migration sous l'angle qui relève du mandat de la CFR, à savoir la lutte contre toute forme de discrimination raciale. Il prévoit de demander une étude sur la situation des étrangères et étrangers en Suisse dans la perspective de ce problème.

## 6. Publications/recherche

### 6.1. TANGRAM – bulletin de la CFR

A la fin du mois d'octobre 1996, la CFR a publié le premier numéro de son bulletin semestriel intitulé TANGRAM. Ce bulletin s'adresse aux femmes et hommes politiques, aux autorités fédérales, cantonales et communales et, de manière générale, à toutes les personnes qui jouent un rôle de médiateur ou de multiplicateur. Par des articles documentés consacrés à des thèmes d'intérêt prioritaire, TANGRAM veut apporter une contribution à la discussion et à la formation de l'opinion. Le premier numéro traite du nouvel article de droit pénal contre le racisme (art. 261<sup>bis</sup> CP) et des expériences faites à ce sujet. TANGRAM constitue un moyen d'ouvrir à un large public les travaux de la CFR et de faire connaître les avis consultatifs et prises de position de celle-ci. Le bulletin est publié en plusieurs langues, mais les parties en français et en italien devront encore être développées.

### 6.2. Projet de recherche

Des éclaircissements ont montré que le programme prioritaire «Demain la Suisse» du Fonds national ne prévoyait pas de recherche sur le thème du racisme. Le secrétariat a pris l'initiative de soumettre un projet cadré sur ce thème. Le projet collectif de chercheuses et chercheurs des universités de Bâle, Berne, Fribourg et Genève dans les disciplines de l'ethnologie, de la sociologie, des sciences politiques et de l'histoire a été favorablement jugé dans un premier temps. Le projet définitif (*Racism, xenophobia and the strangers*), soumis fin septembre, est placé sous la responsabilité du professeur U. Altermatt, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg. Le secrétariat suivra les travaux en qualité de conseiller, et des membres de la CFR pourront être appelés à titre d'experts.



## 7. Prises de position

### 7.1. *Prise de position sur le rapport Arbenz concernant une politique suisse en matière de migration*

La CFR accueille avec satisfaction les efforts entrepris en vue de définir une politique cohérente en matière de migration. Elle souhaiterait toutefois que le style du rapport évite toute dévalorisation et reflète l'égalité des êtres humains. Elle demande qu'on représente les effets positifs des processus d'intégration pour la société suisse et qu'on traite de manière non discriminatoire le problème «criminalité et sentiment de sécurité». Elle met en garde contre une approche culturelle totalisante telle que celle qui est utilisée dans le rapport Arbenz, qui donne trop facilement lieu à des interprétations racistes. Il faut éviter les distinctions et les appréciations qui reposent sur la culture ou la religion. (Prise de position publiée dans TANGRAM 1/96)

### 7.2. *Prise de position sur le projet de réforme de la constitution fédérale*

La Commission fédérale contre le racisme accueille favorablement la révision de la constitution fédérale. Conformément à son mandat, elle s'exprime sur le thème des droits fondamentaux, des objectifs sociaux et d'autres points qui relèvent de son domaine de responsabilité: racisme, éléments de la politique en matière de migration, participation de tous aux conquêtes de l'Etat et de la société, droit des réfugiés, intégration, établissement, naturalisation, exercice du droit de vote et d'éligibilité.

Elle suggère qu'une discussion s'engage sur différents thèmes, dans la perspective de la politique nationale et compte tenu des aspects juridiques à considérer: définition des minorités et de leur statut; question de savoir si les nouvelles minorités doivent être incluses; question de l'équilibre à établir entre les droits des minorités et les droits individuels; formulation précise d'un éventuel «article sur les minorités» dans la constitution fédérale. (Prise de position publiée dans TANGRAM 1/96)

### 7.3. *Prise de position sur le modèle des trois cercles du Conseil fédéral concernant la politique suisse à l'égard des étrangers*

Lors d'une séance plénière extraordinaire, la Commission fédérale contre le racisme s'est penchée sur le modèle des trois cercles de la politique suisse à l'égard des étrangers et sur l'admission des étrangers sur le marché du travail. Elle a élaboré un rapport qu'elle a soumis le 6 mai 1996 au Conseil fédéral pour discussion et qu'elle a présenté au public le 23 mai 1996.

Dans sa prise de position, la CFR constate que le modèle des trois cercles en matière d'admission des

étrangères et des étrangers sur le marché du travail a un caractère ethnocentrique. Elle estime en particulier que l'argument selon lequel les personnes sont plus ou moins faciles à intégrer selon «l'éloignement culturel» est raciste. Le modèle des trois cercles exerce des effets discriminatoires sur les personnes qui vivent dans notre pays. Les ressortissants de pays du tiers monde et les adeptes d'autres religions, en particulier les musulmans, ainsi que les requérants d'asile sont rejetés et refoulés. La relégation dans le cercle des indésirables d'un pays de recrutement traditionnel (ex-Yougoslavie) et le non-renouvellement du permis de saisonnier affectent particulièrement aujourd'hui les femmes et les hommes de cette région. La CFR estime que le modèle des trois cercles n'est pas compatible avec la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et elle demande au Conseil fédéral de développer un modèle de migration qui ne favorise pas la discrimination raciale. (Prise de position publiée dans TANGRAM 1/96)

## 8. Contacts/relations publiques

### 8.1. *Collaboration interdépartementale/Contacts avec d'autres commissions*

Il est apparu qu'il existe des points de contact thématiques avec le Département fédéral de l'intérieur, et plus particulièrement avec la Direction du droit international public. La CFR a été consultée à propos du rapport initial de la Suisse à la sous-commission de l'ONU pour l'élimination de toute forme de discrimination raciale ainsi qu'à propos d'autres rapports touchant les intérêts de la CFR. La CFR fait également partie du groupe de travail interdépartemental du service du DFAE du Conseil de l'Europe pour les questions de racisme.

Le président et la responsable du secrétariat ont représenté la CFR à la sous-commission de coordination des trois commissions suivantes: CFE (étrangers), CFR (réfugiés) et CFR. Les premières rencontres ont servi à faire un point de la situation de chaque commission et à évaluer la possibilité d'une coopération respectueuse du point de vue propre à chacune de celles-ci. Cet organe a discuté en détail de la politique des trois cercles du Conseil fédéral et de celle de l'intégration.

### 8.2. *Contacts avec les ONG*

La CFR, en particulier par le canal de son secrétariat, a pris contact avec de nombreuses organisations non gouvernementales et discuté avec elles de leur travail spécifique et des possibilités de coordonner les activités de lutte contre le racisme. Le 12 septembre 1996, une quarantaine d'ONG ont répondu à l'invitation de la CFR à une première rencontre.

Le présidium de la CFR a entendu, en date du 17 juin 1996, une appréciation de la situation formulée par les juristes de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), de la Fédération suisse des communautés israélites et du groupe «Juristes contre le racisme» (Jura). Les possibilités d'une observation commune de la pratique juridique ont été discutées.

Le 19 août 1996, deux organisations qui donnent des conseils par téléphone aux victimes du racisme et apportent leur aide dans les conflits culturels, 155-SOS-Racisme et «Konfliktophon», étaient les invitées de la CFR. Celle-ci a souhaité qu'avec le temps ces deux organisations à base régionale constituent un réseau couvrant l'ensemble de la Suisse et offrant un service de conseils téléphoniques sur les questions de discrimination raciale.

### 8.3. *Contacts avec les cantons*

Le 29 août 1996, les délégués cantonaux aux questions du racisme récemment désignés se sont réunis à Berne, sur l'invitation de la CFR, pour un premier échange d'expériences. Ils se sont déclarés prêts à répondre à un questionnaire qui servira à évaluer la situation dans les différents cantons. Des membres du présidium ont rendu visite à des délégués cantonaux afin de développer aussi les contacts bilatéraux.

### 8.4. *Contacts avec les médias*

Au cours de sa première année d'activité, la CFR a suscité une grande attention de la part des médias. Ceux-ci l'ont invitée à prendre position à diverses reprises, et lui ont soumis des cas concrets. Deux réunions qu'elle a organisées sur le thème du racisme ont permis à la CFR d'approfondir le dialogue avec les représentants des médias: le 8 octobre 1996 au Centre de formation médiatique (MAZ) de Lucerne, et le 29 novembre 1996, en collaboration avec la *Gesellschaft für Minderheiten in der Schweiz* (GMS), sous forme d'une manifestation publique.

### 8.5. *Contacts internationaux*

Au cours de la première année complète d'existence de la CFR, la présidence de l'OCDE est revenue à la Suisse. Le présidium a évalué avec le DFAE la possibilité d'inviter en Suisse, dans le cadre de cette présidence, les commissions contre le racisme d'autres pays. Une réunion internationale est maintenant prévue pour 1998 en Suisse, en collaboration avec le Conseil de l'Europe et l'ECRI.

Le secrétariat a participé régulièrement aux travaux du groupe de travail interdépartemental du service Conseil de l'Europe du DFAE. Il a pris contact avec le représentant de la Suisse auprès de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) du Conseil de l'Europe, le professeur Joseph Voyame. Le secrétariat de la CFR est régulièrement informé des développements qui interviennent au sein de cette instance. La représentation suisse à Bruxelles donne une information sur les activités de l'UE dans le domaine de la lutte contre le racisme.

Une délégation du présidium de la CFR a assisté à Genève à une séance ordinaire du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), ainsi qu'à un séminaire du Centre des droits de l'homme des Nations Unies sur le thème du respect de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

## 9. Perspectives

Dans sa première année d'existence, la CFR a travaillé sur tous les domaines de thèmes inscrits dans son mandat. Elle a délimité le terrain, sondé les possibilités, repéré les problèmes et constaté que son travail suscite partout un grand intérêt. Il s'agit maintenant, au cours de la deuxième année, de poursuivre et de consolider ce qui a été entrepris, afin de donner à l'action un effet de rayonnement permanent.

### Les priorités suivantes ont été fixées pour 1997:

- ▶ Etude des rapports entre la majorité de la population et les nomades, à l'attention des membres de la Commission, avec audition de représentantes et de représentants des gens du voyage;
- ▶ Lancement de la campagne «Motivation contre le racisme et l'antisémitisme» dans le public;
- ▶ Lancement de la campagne dans le monde du travail;
- ▶ Projet de recherche sur le racisme et la xénophobie;
- ▶ Réunion sur le thème «Les médias et le racisme» en Suisse romande;
- ▶ Réunion sur le projet «Pour une école sans racisme»;
- ▶ Etude sur la situation des étrangers et des étrangères en Suisse du point de vue des discriminations possibles;
- ▶ Brochure «Langage et racisme» à l'usage des journalistes.



# Rapporto d'attività 1995/1996 della Commissione federale contro il razzismo

## Attività principali della Commissione federale contro il razzismo nel 1996

- Inizio delle attività nei settori scolastico, statale, dei mass media, del lavoro.
- Realizzazione della gara per la campagna di informazione al pubblico «Motivazione contro il razzismo e l'antisemitismo».
- Pubblicazione del primo numero di TANGRAM.
- Progetto di ricerca sul razzismo e la xenofobia nell'ambito del programma prioritario «Zukunft Schweiz».
- Procedure di consultazione sul rapporto Arbenz/politica di immigrazione; revisione della Costituzione federale.
- Parere sul modello dei tre cerchi nella politica degli stranieri.

## 1. Commento sulla situazione nel 1995 e nel 1996

Le votazioni del 25 settembre 1994 hanno sancito il nuovo articolo 261<sup>bis</sup> del Codice penale contro il razzismo, condizione preliminare per la partecipazione della Svizzera alla Convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale cui la Svizzera ha aderito il 29 dicembre 1994. Il nuovo articolo contro il razzismo è entrato in vigore il 1° gennaio 1995.

Con l'introduzione di una nuova fattispecie di reato, la discussione pubblica si è concentrata nei primi due anni in particolare sul modo di trattare delitti di matrice razzista. Fino all'autunno 1996 sono state prese sei decisioni in cause attinenti questo reato. I mass media hanno riscoperto il loro interesse verso modi di comportamento razzisti e riferiscono regolarmente su incidenti di questo tipo. Da parte sua, l'opinione pubblica reagisce in maniera più sensibile ad atti di violenza, a dinieghi di accesso in ristoranti espressi contro persone di colore o al modo di alcuni funzionari di trattare gli appartenenti a stirpi nomadi. A prima vista si potrebbe credere di trovarsi di fronte ad un aumento di atti di razzismo, in realtà è la disponibilità a discuterne che è aumentata.

L'impegno accettato dallo Stato, con la partecipazione alla Convenzione, di opporsi al razzismo rafforza la volontà di accordare l'importanza dovuta sia alle vittime sia alla discriminazione subita. Ma le critiche della Commissione federale contro il raz-

zismo verso il comportamento di funzionari o di privati non vengono accettate senza resistenze, come si è visto. Tuttavia, l'offerta di sostegno da parte della CFR fa scattare un processo di presa di coscienza. Dare inizio a processi politici e sociali è uno degli obiettivi della Convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale e dunque anche dell'attività della CFR.

La nomina della Commissione federale contro il razzismo e le sue prime prese di posizione, in particolare i pareri espressi sul modello dei tre cerchi della politica svizzera degli stranieri, hanno trovato un notevole riscontro presso il pubblico. Durante il primo anno, molte vittime del razzismo hanno chiesto la consulenza della Commissione che ha nei loro confronti una funzione mediatrice.

## 2. Mandato e obiettivi della Commissione federale contro il razzismo

Il messaggio del Consiglio federale del 2 marzo 1992 menzionava l'opportunità di costituire una Commissione federale contro il razzismo: la decisione del Consiglio federale del 23 agosto 1995 ne suggellava la creazione. Il mandato prevede i compiti seguenti: «La CFR si occupa della discriminazione razziale, promuove una migliore comprensione tra persone di diversa razza, carnagione, provenienza nazionale o etnica, religione, si oppone ad ogni forma diretta o indiretta di discriminazione tra razze, presta particolare attenzione a efficaci misure di prevenzione.» Tra le altre attività, si occupa delle relazioni pubbliche, di campagne di sensibilizzazione, raccomanda misure e offre consulenze all'attenzione del Consiglio federale e per l'esecuzione di decisioni, redige perizie all'attenzione del Consiglio federale e dei Dipartimenti, consiglia e sostiene l'autorità federale, collabora con i funzionari e con le cerchie interessate, coredige i rapporti destinati al Comitato dell'ONU contro la discriminazione razziale, analizza il fenomeno del razzismo sotto aspetti scientifici ed etnici, collabora con la Commissione federale degli stranieri (CFS) e la Commissione federale per i rifugiati, espleta una funzione mediatrice.

Durante il suo primo anno di attività, la Commissione ha delimitato i compiti che le sono stati affidati dal Consiglio federale. Si è messa in contatto con le autorità federali, con i cantoni, con le organi-

zzazioni non governative e con i media. Si è preoccupata di coordinare la propria attività con quella delle due Commissioni con le quali ha affinità di contenuti: la Commissione federale degli stranieri e la Commissione federale per i rifugiati. La CFR ha espresso il suo parere su questioni di attualità politica e si è occupata del primo rapporto svizzero sui Paesi all'attenzione del Comitato ONU contro il razzismo, redatto dal DFAE. La Commissione ha espletato, durante il primo anno di attività, la funzione mediatrice ed è intervenuta anche di propria iniziativa. A ottobre 1996 ha pubblicato per la prima volta il suo bollettino semestrale TANGRAM. La CFR usufruisce di una segreteria cui sono stati assegnati dei posti per un 200 per cento nell'insieme e che dipende dalla Segreteria Generale del DFI. La segreteria comprende un servizio di documentazione (testi scientifici e comunicati stampa su questioni concernenti il razzismo, l'antisemitismo, la xenofobia e le minoranze) all'attenzione dei membri della Commissione. Per quanto possibile, esso è a disposizione anche di esperti e di persone interessate.

### 3. Membri ed elezioni

A gennaio 1996, quale successore del signor Jean-Pierre Siggen, il Consiglio federale ha nominato membro della CFR il signor Olivier Meuwly, Dr. iur., rappresentante dell'Unione svizzera delle arti e mestieri.

### 4. Assemblee

#### 4.1 *Assemblee plenarie*

Nel 1995 hanno avuto luogo due assemblee plenarie (risp. il 6 ottobre e l'11 dicembre) durante le quali è stata pianificata l'attività della Commissione per il 1996 e sono stati divisi i compiti della Commissione tra i gruppi di lavoro seguenti: scuola, autorità, relazioni pubbliche, mondo del lavoro.

Nel 1996, i membri della Commissione si sono riuniti cinque volte in assemblee plenarie ordinarie per una durata complessiva di sei giorni (il 15 gennaio, il 22 marzo, il 23 e il 24 maggio, il 12 settembre, il 21 novembre) e una volta in assemblea plenaria straordinaria il 28 febbraio. Quest'ultima è stata dedicata al modello dei tre cerchi della politica svizzera degli stranieri, argomento trattato dal signor D. Grossen, vicedirettore dell'UFIAML. Durante le assemblee ordinarie, la Commissione ha ascoltato il parere di esperti sul messaggio del Consiglio federale concernente l'ingresso nella Convenzione internazionale contro il razzismo, sull'uso dell'art. 261<sup>bis</sup> del Codice penale e sulle attività contro il raz-

zismo nell'ambito del Consiglio europeo e della Unione europea. Alla riunione del 12 settembre la CFR ha invitato circa 40 organizzazioni non governative, attive nello stesso settore o in settori affini presentando loro il proprio campo di attività e discutendo il futuro coordinamento.

#### 4.2 *Riunioni presidenziali*

Nel 1995 la presidenza e la segreteria della CFR si sono riunite quattro volte, nel 1996 otto volte discutendo i dettagli dei programmi, di casi di mediazione, dell'introduzione di nuovi argomenti e della concretizzazione delle decisioni della Commissione. La presidenza e la segreteria hanno rappresentato la Commissione verso l'esterno con relazioni, articoli, interviste dei media e con la partecipazione a tavole rotonde.

### 5. Temi della Commissione

A seconda delle necessità, i gruppi di lavoro si sono riuniti in sedute separate più ravvicinate nel tempo. Ma anche le assemblee plenarie hanno offerto l'occasione di lavorare in gruppo.

#### 5.1 *Scuola*

Il gruppo di lavoro sulla scuola ha potuto constatare che il settore formativo è molto impegnato contro il razzismo e la xenofobia, in particolare in base alla dichiarazione della Conferenza federale dei direttori della pubblica educazione del 6 giugno 1991. Nel 1996 la CFR ha partecipato alla preparazione a sostegno del progetto «Scuola senza razzismo», coordinato dal servizio di formazione delle opere di soccorso. In occasione del 21 marzo 1997 (la giornata internazionale contro il razzismo), la CFR organizzerà un congresso per insegnanti ed esperti con informazioni sul progetto «Scuola senza razzismo».

#### 5.2 *Autorità*

Il gruppo di lavoro sulle autorità ha chiesto ai cantoni di nominare una persona di contatto per questioni concernenti il razzismo e la discriminazione razzista. Il 29 agosto 1996, la Commissione ha invitato gli incaricati cantonali a riunirsi per la prima volta. I cantoni desiderano una collaborazione non costrittiva e uno scambio di informazioni, la CFR si occuperà del relativo coordinamento.

Inoltre il gruppo di lavoro si è occupato di prendere contatto con la polizia e di curare, nel rapporto della Svizzera al Comitato contro il razzismo dell'ONU, quegli aspetti che concernono le autorità. Infine ha proposto di far elaborare un'analisi della legislazione svizzera che possa segnalare eventuali discriminazioni.



### 5.3 *Relazioni pubbliche*

Il gruppo di lavoro si è a sua volta diviso in due sottogruppi sui media e sul pubblico. Il sottogruppo sui media ha organizzato una giornata di formazione nel centro di formazione MAZ (Medienausbildungszentrum) di Lucerna su questioni riguardanti il razzismo ed il trattamento di fatti di matrice razzista nei media (>BrandSätze> dell' 8 ottobre 1996) e ha organizzato, insieme alla società svizzera per le minoranze GMS (Gesellschaft Minderheiten in der Schweiz) il congresso <Lingua e razzismo> che ha avuto luogo a Zurigo il 29 novembre 1996. Il sottogruppo sul pubblico ha lanciato una gara per una campagna <Motivazione contro il razzismo e l'antisemitismo> tra le agenzie pubblicitarie svizzere. Una giuria mista ha dunque scelto i tre vincenti dalle 53 proposte inviate. La premiazione ha avuto luogo il 4 dicembre 1996 nel Palazzo federale. La realizzazione della campagna pubblicitaria è prevista per il 1997.

### 5.4 *Mondo del lavoro*

Il gruppo di lavoro sul mondo del lavoro ha preso ispirazione da una campagna pubblicitaria tedesca intitolata <Zusammenleben mit Ausländern> (<Vivere con gli stranieri>, n.d.t.): un giornale distribuito largamente nelle aziende informa sui lavoratori stranieri, controbatte pregiudizi, onora le prestazioni positive degli stranieri nell'economia. Materiale didattico per scuole professionali, video e informazioni manageriali completano il quadro. Il gruppo di lavoro ha ottenuto il consenso di principio dei partner sociali per la realizzazione di una campagna pubblicitaria simile in Svizzera, prevista per la primavera del 1997. Dovrà tener debito conto della varietà delle forme aziendali svizzere e delle regioni linguistiche. Si pensa di lanciarla anche in Internet.

### 5.5 *Immigrazione*

La pubblicazione del parere sul modello dei tre cerchi della politica svizzera degli stranieri e della relativa discussione nei media ha contribuito alla creazione, nell'estate 1996, di un gruppo di lavoro sull'immigrazione che si occupa di elaborare consigli sul futuro della politica di immigrazione sotto il punto di vista della lotta ad ogni forma di discriminazione razziale, compito della CFR. Il gruppo di lavoro ha in programma di far redigere una ricerca sulla situazione degli stranieri in Svizzera sotto l'aspetto dell'immigrazione.

## 6. Pubblicazioni e ricerche

### 6.1 *TANGRAM, il bollettino della CFR*

Alla fine di ottobre 1996, la CFR ha pubblicato per la prima volta il suo bollettino semestrale TANGRAM. Esso si rivolge al mondo politico, alle autorità federali, cantonali, comunali e in generale ai <mediatori> e ai <moltiplicatori>. Il bollettino intende contribuire con articoli specifici su argomenti centrali alla discussione e alla formazione dell'opinione pubblica. Il primo numero è dedicato al nuovo articolo contro il razzismo 261<sup>bis</sup> del Codice penale e alle esperienze corrispondenti. TANGRAM offre la possibilità di far conoscere ad un vasto pubblico il lavoro della CFR e di pubblicare le consultazioni ed i pareri della Commissione. La pubblicazione è intesa plurilingue, benché la parte italiana e quella francese debbano essere ancora ampliate.

### 6.2 *Progetto di ricerca*

Un'indagine ha rivelato che nell'ambito del programma prioritario <Zukunft Schweiz> del Fondo nazionale non erano previste ricerche sul razzismo. La segreteria ha deciso dunque di prendere in mano l'iniziativa e di inoltrare un progetto quadro su questo argomento. L'unione finalizzata al progetto di studiosi delle università di Basilea, Berna, Friburgo e Ginevra nelle materie etnologia, sociologia, scienze politiche e storia ha ricevuto un primo consenso. Il progetto definitivo (*Racism, xenophobia and the Strangers*), inoltrato a fine settembre, è stato posto sotto la responsabilità del signor U. Altermatt, professore di storia contemporanea all'Università di Friburgo. La segreteria continuerà a seguire i lavori, offrendo la sua consulenza. Alcuni membri della Commissione si sono offerti quali esperti.

## 7. Consultazioni e pareri

### 7.1 *Consultazione sul rapporto Arbenz su una politica svizzera di immigrazione*

La CFR è del parere che sia giusto cercare di sviluppare una linea politica coerente di immigrazione, ma trova necessario sottoporre i termini utilizzati nel rapporto ad un controllo per evitare formulazioni discriminatorie da una parte e per assicurare un linguaggio rispettoso della parità di tutte le persone dall'altra. Inoltre chiede che vengano messi in evidenza quei meccanismi dei processi d'integrazione che si sono rivelati positivi per la società svizzera e che il problema <criminalità e senso di sicurezza> venga trattato in maniera non discriminatoria, mettendo in guardia contro un concetto totalitario di cultura, come quello utilizzato nel rapporto

Arbenz, che può essere facilmente interpretato in maniera razzista. Differenziazioni e valutazioni basate su una cultura ed una religione specifiche, devono essere evitate. (Pubblicato nel numero 1/96 di TANGRAM)

7.2 *Consultazione sul progetto di una riforma della Costituzione federale*

La Commissione federale contro il razzismo ritiene opportuno adeguare la Costituzione. Secondo il suo mandato, si esprime sui diritti costituzionali, sugli obiettivi sociali e su altre questioni che rientrano nel suo campo d'azione: il razzismo, gli elementi di politica di immigrazione, la partecipazione di tutti al progresso dello Stato e della società, il diritto riguardante i rifugiati, l'integrazione, il domicilio, la naturalizzazione, il diritto di voto.

La CFR stimola una discussione politica e giuridica sulla definizione delle minoranze e sulla loro posizione, sulla questione se si debbano prendere in considerazione anche nuove minoranze, sul problema del giusto equilibrio tra il diritto delle minoranze e il diritto individuale, sulla formulazione precisa di un eventuale «articolo sulle minoranze» da inserire nella Costituzione. (Pubblicato nel numero 1/96 di TANGRAM)

7.3 *Parere sul modello dei tre cerchi del Consiglio federale in merito alla politica degli stranieri*

In un'assemblea plenaria straordinaria, la Commissione federale contro il razzismo ha discusso il problema del modello dei tre cerchi nella politica degli stranieri e dell'ammissione degli stranieri al mercato del lavoro. Il rapporto elaborato è stato trasmesso al Consiglio federale per discussione il 6 maggio 1996 ed è stato presentato al pubblico il 23 maggio 1996. La CFR specifica nel suo parere che ritiene etnocentrica la creazione di tre cerchi per l'ammissione di stranieri al mercato del lavoro. In particolare indica come razzista la motivazione secondo la quale le persone sono più o meno facilmente integrabili in base alla «distanza culturale». Il modello dei tre cerchi ha un effetto discriminatorio sulle persone che vivono nel nostro Paese. Quanti vengono dal cosiddetto Terzo Mondo o appartengono ad un'altra religione, in particolare musulmani, e i rifugiati politici non sono accettati, bensì evitati. Con il rifiuto del tradizionale Paese di reclutamento, l'(ex-)Jugoslavia e il diniego di accettare la posizione di lavoratore stagionale, le persone provenienti da questa regione subiscono una pressione particolare. La CFR ritiene che il modello dei tre cerchi non sia compatibile con la Convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale e chiede al Consiglio federale di sviluppare un modello di immigrazione che non possa rafforzare le tendenze razziste. (Pubblicato nel numero 1/96 di TANGRAM)

## 8. Contatti e relazioni pubbliche

Indicendo la gara «Motivazione contro il razzismo e l'antisemitismo», la Commissione ha preparato il lancio di una campagna prevista per il 1997.

8.1 *Collaborazione interdipartimentale e contatti con altre commissioni*

Punti di contatto e argomenti in comune si sono avuti con il Dipartimento federale degli affari esteri e con la Direzione del diritto internazionale pubblico. La CFR è stata consultata in merito al primo rapporto degli Stati al Comitato dell'ONU sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale nonché in merito ad altri rapporti, attinenti agli interessi della CFR. La Commissione è chiamata a partecipare al gruppo di lavoro interdipartimentale del servizio del Consiglio d'Europa del DFAE in questioni riguardanti il razzismo.

Il presidente e la responsabile della segreteria hanno rappresentato la CFR nel Comitato di coordinamento delle tre Commissioni per gli stranieri, per i rifugiati e contro il razzismo. Durante le prime riunioni è stato fatto il punto sulla situazione comune ed è stata valutata la possibilità di collaborare pur non perdendo di vista gli interessi di ciascuna delle commissioni. In queste occasioni sono stati discussi in maniera esauriente gli argomenti politica dei tre cerchi del Consiglio federale e politica di integrazione.

8.2 *Contatti con le ONG*

La CFR ed in particolare la sua segreteria si sono avvicinate a varie organizzazioni non governative discutendo con loro il proprio lavoro e le modalità di un'eventuale coordinazione delle attività di lotta al razzismo. Il 12 settembre 1996 circa 40 ONG hanno partecipato ad una prima riunione indetta dalla CFR.

Il 17 giugno 1996, la presidenza della CFR ha ascoltato il parere dei giuristi della «Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme» (LICRA), della Federazione svizzera delle comunità israelite e del gruppo «Juristen gegen Rassismus» (Jura, giuristi contro il razzismo, n.d.t.) su come valutano la situazione, discutendo anche della possibilità di seguire da vicino insieme la prassi giuridica.

Il 19 agosto 1996 la CFR ha ospitato due organizzazioni che si occupano di consulenza telefonica per le vittime di discriminazioni razziali e per casi di conflitto culturale, la 155-SOS-Racisme e la «Konfliktophon». La CFR intende sviluppare col tempo, partendo da queste due organizzazioni di base, una rete di consulenza telefonica che copra tutta la Svizzera.



### 8.3 *Contatti con i cantoni*

Il 29 agosto 1996, su invito della CFR, si sono incontrati a Berna per un primo scambio di esperienze i nuovi incaricati cantonali per i problemi legati al razzismo. Gli incaricati si sono dichiarati pronti a compilare un modulo con il quale valutare la situazione in ciascun cantone. I membri della presidenza hanno reso visita agli incaricati cantonali per ampliare i contatti bilaterali.

### 8.4 *Contatti con i media*

Nel primo anno la CFR è stata spesso oggetto d'interesse da parte dei media: le si è chiesto il parere oppure i giornalisti le hanno sottoposto casi attuali. La CFR ha avuto modo di approfondire i legami con i media con due conferenze sul razzismo: l'8 ottobre 1996 e il 29 novembre 1996 nel «Medienausbildungszentrum» MAZ di Lucerna, in collaborazione con la «Gesellschaft für Minderheiten in der Schweiz» GMS e sotto forma di manifestazione pubblica.

### 8.5 *Contatti internazionali*

Nel primo anno di esistenza della CFR, la Svizzera ha preso la presidenza dell'OCSE. Presso il DFAE la CFR ha studiato la possibilità di invitare in Svizzera, nell'ambito di questa presidenza, le commissioni contro il razzismo straniere. Nel 1998 è prevista una conferenza internazionale in collaborazione con il Consiglio d'Europa e la ECRI in Svizzera. La segreteria ha partecipato regolarmente al gruppo di lavoro interdipartimentale del servizio del Consiglio d'Europa del DFAE e ha preso contatti con il professor Joseph Voyame, il rappresentante della Svizzera presso la «European Commission Against Racism and Intolerance» del Consiglio d'Europa (ECRI). La segreteria della CFR si tiene regolarmente informata sugli sviluppi della commissione europea. La rappresentanza svizzera a Bruxelles le comunica le attività dell'UE nel settore della lotta al razzismo.

Una delegazione della presidenza della CFR ha preso parte a Ginevra ad una riunione ordinaria del «Committee for the Elimination of Racial Discrimination» (CERD) dell'ONU e ad un seminario dell'«Human Rights Centre» dell'ONU sul rispetto della Convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale.

## 9. Conclusioni

Nel primo anno della sua esistenza la CFR è stata attiva in tutti i settori menzionati nel suo mandato. Ha delimitato il suo campo d'azione, ha verificato le sue possibilità d'agire, individuato i problemi e ha potuto stabilire che il suo lavoro riscontra l'interesse di molti, in ogni senso. Ora, nel secondo anno, deve preoccuparsi di continuare quanto ha già iniziato e di consolidare le basi gettate perché il suo messaggio arrivi continuamente il più lontano possibile.

### **Nel 1997 sono previste le attività seguenti:**

- Chiarimenti sulla situazione tra maggioranza e popoli nomadi all'attenzione dei membri della Commissione con intervento dei rappresentanti nomadi.
- Inizio della campagna «Motivazione contro il razzismo e l'antisemitismo».
- Inizio della campagna sul mondo del lavoro.
- Sostegno del progetto di ricerca sul razzismo e la xenofobia.
- Una conferenza sul tema «Media e razzismo» nella Svizzera francese e la conferenza sul progetto «Scuola senza razzismo».
- Un'analisi sulla situazione degli stranieri in Svizzera in rapporto alle eventuali discriminazioni.
- Elaborazione di un opuscolo su «Lingua e razzismo» per giornalisti.



## Liste der Mitglieder der EKR/Liste des Membres de la CFR/Lista dei membri della CFR

Regula Bähler	Forum gegen Rassismus, Parlamentarische Gruppe gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit
Muriel Beck Kadima	Schweiz. Evangelischer Kirchenbund, Forum gegen Rassismus
May Bittel	Schweiz. Radgenossenschaft der Landstrasse
Cécile Bühlmann, Nationalrätin (Vizepräsidentin)	Expertin: Beauftragte für interkulturelle Erziehung
Mario Forni, Dr. phil.	Schweiz. Bischofskonferenz
Fikri Karaman	Interessengemeinschaft Schweizer-Ausländer (IGSA)
Georg Kreis, Prof. Dr. (Kommissionspräsident)	Leiter des Europainstituts der Universität Basel
Mimi Lepori Bonetti	Parlamentarische Gruppe gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit
Thomas Lyssy	Schweiz. Israelitischer Gemeindebund (SIG), Gesellschaft Minderheiten in der Schweiz
Markus Marti	Verband schweiz. Arbeitsämter (VSAA)
Cintia Meier-Mesquita, Dr. phil. I	Expertin: Lehrbeauftragte an der Universität Bern
Olivier Meuwly, Dr. iur.	Union suisse des arts et métiers (USAM)
Carmen Meyer-Sommer	Christlich-Jüdische Arbeitsgemeinschaft in der Schweiz, Bund Schweiz. Frauenorganisationen
Samia Osman	Arbeitsgemeinschaft Christen und Muslime in der Schweiz
Alex Pedrazzini, Regierungsrat	Schweiz. Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren (KKJPD)
Rolf Probala	Experte: Ethnologe und Journalist
Boël Sambuc (vice-présidente)	Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)
Peter Schmid, Regierungsrat	Schweiz. Konferenz der Erziehungsdirektoren (EDK)
Peter Sigerist	Schweiz. Gewerkschaftsbund (SGB)
Doris Angst Yilmaz	Leiterin des Sekretariats der EKR
Michele Galizia, Dr. phil. I	Stv. Leiter des Sekretariats der EKR
Cornelia Bohnet Ursenbacher	Sekretärin der EKR



## Pressespiegel Revue de presse

### Diskriminierungen

- ▶ Die EKR hatte im Juli 96 in einem an den Gemeinderat von Kaiser-augst adressierten Brief die in den Gemeindenachrichten gewählte Sprache gerügt. Sie stelle eine Verunglimpfung der Würde und der Kultur der Fahrenden dar, weil die Fahrenden kollektiv als minderwertig und unterentwickelt beschrieben worden seien. Die Auseinandersetzung führte zu einigen gehässigen Leserbriefen. (Die Gemeinde erklärte sich inzwischen bereit, bei Problemen mit der Dachorganisation «Radgenossenschaft der Landstrasse» zusammenzuarbeiten.)
- ▶ Das Risiko einer fremdenfeindlichen Praxis bei der Haftpflicht- und Motorfahrzeugversicherung (HMV) seit der Inkraftsetzung der neuen Regeln am 1. 1. 96 hat sich vergrössert. Der Dachverband der HMV wisse, dass Saisoniers und Angehörige gewisser Nationalitäten unabhängig vom Aufenthaltsstatus automatisch höhere Prämien bezahlen. Der Hinweis der Versicherer auf interne Statistiken konnte jedoch nicht belegt werden. («WoZ», 12. 7. 96)
- ▶ Ein Zürcher Nachtclub verweigerte im August nach Darstellung des «Beobachter» (2. 8. 96) afrikanischen Touristen den Eintritt, weil Besucher reklamiert hätten, es gebe zu viele dunkelhäutige Gäste. Die Geschäftsführerin erklärte, man wolle nicht zu einem «Schwarzentreffpunkt» werden.
- ▶ Gäste schwarzer Hautfarbe werden im Restaurant «Parkterrasse» in Bern nicht bedient. Der Wirt verweigerte jegliche Auskunft und stritt den Vorfall ab, der recherchierende Journalist konnte ihn aber selber beobachten. («Bund», 10. 9. 96)

- ▶ Die Meldung des «Tages-Anzeigers» vom 5. 11. 96, dass Albaner und Gäste aus Ex-Jugoslawien in der «Spaghetti Factory» nicht bedient würden, wurde in einem Leserbrief bestätigt: Auch im Falle eines Libanesen sei dies so gewesen. Die Geschäftsleitung verneinte jedoch, dass die Nichtbedienung von Albanern einer Direktive entspreche.
- ▶ Die Promotionsaktion der Chip-Taxcard der Telecom PTT in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt für Ausländerfragen hat in weiten Kreisen der ausländischen Bevölkerung Unmut ausgelöst. Im Gegensatz zu den Schweizer Privatkunden erhielten die 420 000 in der Schweiz lebenden Ausländer ohne Anschluss keine Gratis-Taxcard. Telecom-Sprecher S. Huber meinte gegenüber der «Sonntags-Zeitung» vom 17. 11. 96, aus technischen Gründen sei dies nicht möglich gewesen.
- ▶ Die Aufarbeitung der Rolle der Schweiz vor, während und nach dem Zweiten Weltkrieg hat eine ausserordentlich breite Diskussion in den Medien ausgelöst. Erschreckend sind in diesem Zusammenhang die vielen antisemitischen Äusserungen, speziell unter den Leserbriefen (s. den Artikel von Hans Stutz in der Rubrik «Interna»).

### Schächtverbot

Durch das umstrittene Inserat des Vereins gegen Tierfabriken (VgT) zur Schächtverbotsfrage im «Beobachter», welches die Zeitschrift im August 96 publizierte, wurde erst publik, dass jüdische Kreise im Gegensatz zum VgT zur Vernehmlassung der Revision der Tier-schutzverordnung nicht eingeladen waren. Die Revision durch das Bundesamt für Veterinärwesen sah

vor, das Schächtverbot auf Geflügel auszudehnen. (Die Passage wurde inzwischen gestrichen.)

Die Kritik des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes (SIG) veranlasste die Beobachter-Redaktion, die Diskussion nicht weiterzuführen, um E. Kessler nicht noch mehr Publizität einzuräumen. E. Kesslers Meinungen werden dafür regelmässig in der Monatszeitschrift «Natürlich» publiziert.

### Erwin Kessler

E. Kessler versuchte die Auseinandersetzung zwischen SIG, «Beobachter» und ihm über das Schächtverbot zur Spaltung der jüdischen Gemeinde zu benutzen. Um solchen Versuchen, Juden gegen Juden ausspielen zu wollen, von vornherein jede Grundlage zu entziehen, sei die Demonstration der Einheit im Dachverband eine Notwendigkeit, liess Martin Dreyfuss, Präsident der Jüdisch Liberalen Gemeinden, im «Israelitischen Wochenblatt» vom 15. 11. 96 verlauten. Kesslers rechtsextreme Haltung bestätigte sein Inserat im Rechtsaus-sen-Blatt «Recht+Freiheit». Mit dem Herausgeber E. Indlekofer tauschte er auch Vereinsadressen aus.

### Universale Kirche/Okkulte Bewegungen

Nachdem im Juli 96 das Ausser-rhoder Kantonsgericht aufgrund des Artikels 261<sup>bis</sup> StGB sein Urteil gegen die Universale Kirche (UK) gefällt hatte, gab die Zugehörigkeit zur UK von Jürg Iten, Rektor des Untergymnasiums an der Kantonsschule Zug, weiteren Stoff für Schlagzeilen. Darauf stellte die Zuger Regierung den Rektor und Musiklehrer vor die Wahl, entweder aus der Sekte auszutreten oder auf die Anstellung beim Kanton zu verzichten. Da er sich weigerte, aus der UK auszutreten, wurde er nach der Kantons-ratssitzung vom 28. 11. 96 als Rektor abgesetzt. Die beiden Zuger Zeitungen äus-serten Unverständnis darüber, dass

J. Iten nicht über seine Sektenzugehörigkeit informiert hatte und sich nicht von antisemitischen Äusserungen distanzierte. Laut der Evangelischen Orientierungsstelle für Sektenfragen sei dies ein grundsätzliches Problem bei Sekten mit Unfehlbarkeitsanspruch, denn wolle ein Mitglied sich von rassistischen Äusserungen distanzieren, müsse es auch einem Teil der Lehre entsagen. Antisemitismus nehme in der weitgefassten Ideologie der Weltverschwörung der UK einen zentralen Platz ein. Im November wurde publik, dass die Frau von J. Iten, die in Bubikon als Kindergärtnerin arbeitet, ebenfalls Mitglied der UK ist. Im Gegensatz zu ihrem Mann hat sich diese laut Schulpräsidentin A. Hurni schriftlich von den antisemitischen Äusserungen der UK distanziert.

Die Sozialistisch-Grüne Alternative (SGA) thematisierte vor dem Hintergrund der grossen Anzahl von UK-Angehörigen in der Zentralschweiz und dem «Kampf der Katholisch-Konservativen gegen die Judenemanzipation» den Antisemitismus an einer Tagung am 1. 9. 96. Die Tagung löste eine breite Diskussion aus. SGA-Kantonsrat Josef Lang fügte allerdings an, der Anti-Antisemitismus sei viel schwächer, als er gehofft hatte. Über das Thema Sekten, esoterische Bewegungen und rassistische Lehren wurde am Beispiel der Gralsbewegung im «Tages-Anzeiger» vom 1. 10. 96 informiert.

Die «Antifaschistische Zeitung» ging in ihrer Ausgabe vom August/September 96 der Frage nach, warum die Anthroposophie, trotz Rudolf Steiners eindeutig rassistischer Positionen, noch immer so viele Menschen auch aus aufgeklärten und linken Kreisen einzunehmen vermöge.

### Rechtsextreme

- ▶ Das vom «Europäischen Jüdischen Kongress» in Paris gegründete «Antirassismus-Zentrum» hat eine umfangreiche Zusammenstellung

von Informationen über extreme politische Gruppierungen vom Atlantik bis zum Ural herausgebracht. Die Länderberichte seien dank überblickartigen Einführungen mehr als blosser Verzeichnisse. Es werde zwischen ausländerfeindlichem Populismus, der intellektuellen «Neuen Rechten» und anderen Ausprägungen des Rechtsradikalismus unterschieden. (NZZ, 9. 7. 96)

- ▶ Laut Bundesanwaltschaft gehörten der Dachorganisation «Schweizerische Hammerskins» sieben rechtsradikale, gewalttätige und rassistische Sektionen an. Diese und weitere Erkenntnisse hat die BuPo in einer 125 Seiten starken Dokumentation «Skinheads in der Schweiz» festgehalten, die zur Informations- und Aufklärungsarbeit der Polizei diene. («Bund», 29. 7. 96)
- ▶ Obwohl gegen Jürgen Graf mehrere Verfahren im In- und Ausland im Gange sind, vertreibt er seit August 96 seine Erzeugnisse auch auf Internet. Der Bund warf daher am 8. 8. 96 die Frage auf, ob die Antirassismus-Strafnorm im Zusammenhang mit Internet greifen werde. Die Diskussion über die Verbreitung rassistischer und antisemitischer Propaganda per Internet wurde vor allem im «FACTS» geführt. Das Bundesamt für Justiz bestätigte, ein Straftatbestand sei gegeben, unklar sei aber die Zuständigkeit. («WoZ», 9. 8. 96)
- ▶ «Dieser Rahm wird immer ungeniessbarer», sagte Peter Bollag im «Israelitischen Wochenblatt» (9. 8. 96). Der Rimuss-Produzent Emil Rahm beschäftigte 1996 die Presse kontinuierlich. Die zwei gegen ihn laufenden Strafanzeigen, unter anderem wegen Vertriebs des Buchs «Geheimgesellschaften und ihre Macht im 20. Jahrhundert» von Jan van Helsing, führten nun auch SVP-intern zu einer Diskussion über den Ausschluss des langjährigen Mitgliedes.
- ▶ Anlässlich des siebten Todestages am 17. 8. 96 des Hitler-Stellvertreters Rudolf Hess vermeldete die Presse Aufmärsche in ganz Europa. In Aarau wurden 15 deutsche Sympathisanten der rechtsextremen

Szene aufgegriffen und an die Grenze gebracht.

- ▶ Zu Diskussionen Anlass gab im August die seit sechs Jahren erwartete Herausgabe des Buches von H. Stutz zum Thema «Frontisten und Nationalsozialisten in Luzern 1933–1945». Die Verzögerung ergab sich vor allem aus der wachsenden Unlust des Stadtarchivs, sich mit dem Thema auseinanderzusetzen, wie die NZZ (9. 8. 96) berichtete. Die Stadtarchivarin Lang wirft dem Autor vor, das Werk sei nicht objektiv. (Das Buch wird voraussichtlich im September 1997 erscheinen.)

### SVP-Asylinitiative

Die diskriminierende Initiative der SVP, welche die Zwangsverwaltung der Löhne von arbeitenden Asylsuchenden bezweckte und den Zugang zum Asylverfahren für illegal eingereiste Asylsuchende verunmöglichen wollte, hätte bei Annahme, wie Georg Kreis, Präsident der EKR, in der Nummer 24/96 des «Beobachter» verlauten liess, zu keinem Verstoß gegen die Antirassismus-Strafnorm geführt, da nur Diskriminierungen ethnischer, religiöser oder rassistischer Art durch die Strafnorm erfasst würden, nicht hingegen Kategorien wie «Asylsuchender» oder «Ausländer». Die Annahme der Initiative hätte die Auswirkungen dieser «Unterlassungssünde», wie Strafrechtsprofessor Marcel Niggli in einem Interview mit dem Bund sagte, verschärft. Die Initiative wurde von Volk und Ständen am 1. 12. 96 mit 53,6% abgelehnt.

In die Phase des Abstimmungskampfes, der geprägt war von heftig geführten Inseratekampagnen, einer Fülle von Leserbriefzuschriften und engagierten redaktionellen Berichten beider Seiten, fiel die Publikation des Inserates von O. Weismüller in der «Berner Zeitung» und im «Neuen Bülacher Tagblatt» vom 25. 10. 96. Sein sogenanntes «Büro für Asyltourismus» fragte auf diffamierende Weise: «Sind Sie existenzbedrohter Bergbauer?»



Dann werden sie Asylant bei den Hilfswerken». Darauf reichten die Hilfswerke HEKS und Caritas, sowie die Gewerkschaft Bau und Industrie Klage ein. Die BZ-Verantwortlichen entschuldigten sich nach empörten Leserbriefzuschriften und waren bereit, die Einnahmen des Inserates einer Institution im Asylbereich zu spenden.

Wegen ehrverletzenden Inhalts wurde ein Inserat der SVP nicht publiziert. Die «Neue Luzerner Zeitung», die «Basler Zeitung», das «St. Galler Tagblatt», die «Berner Zeitung» und der «Tages-Anzeiger» fanden besonders folgende Aussage heikel: «Denn mit der zehntausendfachen gesetzwidrigen Ansiedlung von Rechtsbrechern steigen Kosten, Kriminalität, Drogenhandel, Menschenhandel, Schlepper-geschäfte.» Der Satz bedeute im Klartext, dass jeder Einwanderer ein Rechtsbrecher sei, argumentierte G. Althaus, Verlagsleiter der «Basler Zeitung». Darauf schwärzte die SVP den beanstandeten Text ein und plazierte einen Stempel mit der Aufschrift: «Die Argumente sind der Zensur zum Opfer gefallen». Diese Version wurde nur von der «Berner Zeitung» publiziert.

Ein Inserat der Freiheitspartei (FP) dagegen wurde im «Tages-Anzeiger» vom 26. 11. 96 abgedruckt. Mit einem groben Fusstritt stösst ein Mann, durch ein Sennenkäppi als echter Schweizer gekennzeichnet, einen anderen aus der Türe weg ins Leere: «Ja!» meint die FP. Die NZZ lehnte die Publikation ab. Der Verlag TA-Media entschuldigte sich. Bis weit ins rechte Spektrum wurde von einer «Verachtung der politischen Kultur der Schweiz» gesprochen.

## Migrationenpolitik

- Einen wichtigen Beitrag zur Diskussion zum Abbau und zur Prävention von strukturellem Rassismus lieferte Cintia Meier-Mesquita, Mitglied der EKR, in der «WoZ» vom 23. 8. 96. Der «Euro-zentrismus» als Lieferant von Be-

wertungs- und Beurteilungskriterien für andere Gesellschaften, Kulturen und Völker und das Machtgefälle zwischen «Westen» und dem «Rest» der Welt stützt nicht nur die Verbreitung rassistischer Ideologien, sondern auch deren Reproduktion auf individueller Ebene.

- Die Kritik der EKR an der bundesrätlichen Ausländerpolitik zeigte Wirkung. Die Behörden wollen künftig auf Begriffe verzichten, die als rassistisch eingestuft wurden. Nach der breiten Beachtung, welche die Veröffentlichung des EKR-Berichtes im ersten Halbjahr 96 auslöste, meldete die Presse, dass man in der Bundesverwaltung einen Übergang zu einem Zweikreise-Modell in Betracht ziehe. Laut Vizedirektor Dieter Grossen verwende das BIGA Begriffe wie «kulturelle Distanz» oder «europäischer Kulturkreis» nicht mehr. (NZZ, 25. 11. 96, «Sonntags-Zeitung», 15. 12. 96)
- Die Forderung des EDI und von Bundesrätin Ruth Dreifuss, Saisoniers bei der Verbilligung von Krankenkassenprämien gleichzustellen, wurde vom Bundesgericht relativiert. Das Bundesgericht wies die staatsrechtliche Beschwerde der Gewerkschaft Bau und Industrie am Dezember 96 ab und entschied, dass die Verweigerung von Prämienverbilligungen an Saisoniers statthaft sei. Der diskriminierende Unterton des Urteils hat viele Gewerkschafter und Gewerkschafterinnen erzürnt. Geprüft werde nun eine Beschwerde in Strassburg, erklärte die Gewerkschaft GBI. («WoZ», 13. 12. 96)

## Antirassismus

- Die EU hat das Jahr 1997 zum «Europäischen Jahr gegen Rassismus» ausgerufen. Antirassistische Aktionen in den Mitgliedsländern sollen mit 9 Millionen Franken unterstützt werden.
- Den kantonalen Lehrmittelverlagen fehlten moderne Unterrichtsmaterialien, die der Lehrerschaft empfohlen werden können, klagte

Ch. Graf-Zumsteg vom Forum «Schule für eine Welt». Obwohl eine Studie der Universität Zürich eine grosse Bereitschaft Jugendlicher zu Fremdenfeindlichkeit nachweise, habe die Hälfte der Kantone keine Bereitschaft gezeigt, die Produktion des Antirassismus-Lehrmittels «Rassismus: Null Problem?» finanziell zu unterstützen. In Einführungsveranstaltungen sollten Lehrer und Lehrerinnen für die wichtigsten Thematiken sensibilisiert werden und die neuen Lehrmittel kennenlernen. Auch die bereits vorhandenen Lehrbücher zu den Themen Rassismus/Fremdenfeindlichkeit würden in den Schulen zuwenig genutzt, deshalb müssten die Lehrkräfte für das Anliegen gewonnen werden. («Solothurner Zeitung» 9. 8. 96)

- Um der Skepsis, der Angst und den Vorurteilen gegenüber «Zigeunern» entgegenzuwirken und um für Toleranz und Verständnis zu werben, haben die Jenischen im Juni in Zürich zum viertenmal eine «Zigeunerkulturwoche» veranstaltet. Dass solche Veranstaltungen nötig sind, zeigen die langjährigen und oft vergeblichen Bemühungen der Fahrenden um feste Standplätze. So scheiterte im September ein seit zwei Jahren dauerndes Verfahren im Kanton Graubünden zur Schaffung eines solchen Standplatzes. («WoZ», 13. 9. 96)
- Im Raume Bern sind die Bemühungen der Fahrenden um einen definitiven Platz weitergediehen. Die Übernahme der Kosten muss noch vom Stadtparlament bewilligt werden. Eventuell wird das Referendum dagegen ergriffen. («Berner Tagwacht», 13. 9. 96)
- Die Aktion «Gemeinsam gegen Rassismus» der BSC Young Boys, die in der Saison 95/96 von Urs Frieden, Sportjournalist beim SF DRS, lanciert wurde, läuft bei der Juniorenabteilung weiter. Neben der Ausrüstung mit entsprechendem Tenü wurde ein Merkblatt zur Unterstützung der Aktion entworfen. («Berner Tagwacht» 4. 10. 96)
- Viele Hilfswerke und Organisationen klagen über Diffamierung und

Belästigung. Das Hilfswerk «terre des hommes» mit Sitz in Lausanne wies darauf hin, dass rassistische Schreiben und Anrufe keine Seltenheit seien. Die «LICRA» erklärte sich bereit, einen Fall zu prüfen und gegebenenfalls eine Klage gegen den Briefschreiber zu erheben, welcher behauptete, dass «terre des hommes» mit ihren Adoptionsbemühungen die «Rassenvermischung propagiere». («24 Heures», 29. 11. 96)

- ▶ Im Beisein von Bundesrätin Ruth Dreifuss wurden am 4. 12. 96 die Sieger eines Wettbewerbs zur Lancierung einer Öffentlichkeitskampagne der EKR auserkoren. Die Kampagne der erstplazierten «Impuls Advertising» mit dem Titel «Der schöne Schein» soll produziert werden.
- ▶ Die «Association romande contre le racisme» (ACOR) zog nach einem Jahr telefonischer Präsenz auf der 155er-Nummer (155 44 43) Bilanz. Die Anrufe und Gespräche brachten ein weites Spektrum alltäglicher Vorurteile zu Tage wie «Er hat nur wegen der Aufenthaltsbewilligung geheiratet» oder konkrete diskriminierende Vorfälle, wie die Verweigerung eines farbigen Passfotos für ein dunkelhäutiges Kind. Besonders beunruhigend war, dass ein Drittel der Anrufenden Vorfälle zur Sprache brachten, in denen Behörden der Diskriminierung beschuldigt wurden. Die ACOR möchte nun vor allem auf dieser Ebene mehr Sensibilisierungsarbeit leisten. («24 Heures», 5. 12. 96)

## Urteile

- ▶ Das Bezirksgericht St. Gallen verurteilte am 19. 3. 96 F. Kriftner, Präsident der Autopartei des Kantons St. Gallen, und seinen Parteifreund R. Helbling zu einer Busse von 500 Franken und zur Bezahlung der Prozesskosten. Das Gericht befand, die in einer Flugblattaktion verbreitete Aussage, «die ungebremste Einwanderung von Schein-Asylanten und Tamiltouristen» sei ärgerlich, als strafbar.

(«Neue Luzerner Zeitung», 20. 3. 96) Die Autopartei legte gegen das Urteil Berufung ein. (SDA 10. 5. 96)

- ▶ Das Bezirksgericht Winterthur verurteilte einen 36jährigen Winterthurer wegen öffentlicher Verunglimpfung. Wer öffentlich lauthals «Scheiss-Albaner» und «Scheiss-Jugos» rufe, mache sich der Rassendiskriminierung schuldig. Auch 2,1 Promille sind dafür keine Entschuldigung. («Tages-Anzeiger», 30. 8. 96)
- ▶ Valentin Oehen, langjähriger Exponent der fremdenfeindlichen Nationalen Aktion, darf weiterhin als «Fremdenhasser» bezeichnet werden. Das Amtsgericht Sursee sprach eine Kritikerin vom Vorwurf der Ehrverletzung frei. («Sonntags-Zeitung», 8. 9. 96)
- ▶ Das «Israelitische Wochenblatt» (4. 10. 96) verweist auf eine Meldung der Gratiszeitung «Doppelstab», laut der in Basel 39 Verfahren wegen Verstosses gegen die Antirassismus-Strafnorm hängig seien.
- ▶ 40 Skinheads, die am 4. November 1995 in Hochdorf ein Festival für Völkerfreundschaft gestürmt hatten, wurden vom Amtsstatthalteramt mit bedingten Gefängnisstrafen zwischen 6 Wochen und 3 Monaten sowie beträchtlichen Bussen bestraft. Die Verurteilung der Rädelführer, die mit einer höheren Strafe rechnen müssen, wurde dem Kriminalgericht Luzern überlassen. («Tages-Anzeiger», 16. 10. 96)
- ▶ Die Rechtskommission des Nationalrates hob die parlamentarische Immunität von FPS-NR Jürg Scherrer wegen angeblicher Verletzung der Antirassismus-Strafnorm nicht auf. Somit können seine abfälligen Äusserungen in der «Arena» nicht geahndet werden. («Bund», 24. 11. 96) Die Auffassungen von FP-Nationalrat Scherrer, «Asyltouristen» importierten Kriminalität und Drogenhandel, sowie hier lebende Ausländer seien generell krimineller als Schweizer, genügen nach Ansicht der ständerätlichen Kommission für Rechtsfragen nicht, um die Immunität aufzuheben. Somit muss sich Scherrer definitiv nicht für seine

Aussagen vor Gericht verantworten. («Bieler Tagblatt», 26. 11. 96)

- ▶ Das Urteil gegen den 19jährigen Werkzeugmechaniker, der vom Einzelrichter in Büren an der Aare/BE zu 4 Wochen Gefängnis bedingt verurteilt wurde, trat im Oktober in Kraft, nachdem der Verteidiger seine Appellation zurückgezogen hatte. Er hatte in der Öffentlichkeit «Türken raus» und «Saujude» skandiert. Der Fall erlangte weitherum Beachtung. Vier Lehrer hatten gegen zwei Ex-Schüler Anklage erhoben, nachdem die Schulbehörde der Gemeinde Arch zuerst gegen die Lehrkräfte vorgehen wollte. («Berliner Tagwacht», 17. 10. 96)

*Das grössere Gewicht, das Meldungen aus den Deutschschweizer Medien gegenüber Meldungen aus der Westschweiz in dieser Presseschau haben, widerspiegelt in etwa die Häufigkeit, mit welcher diese Themen in den beiden Landesteilen aufgegriffen werden.*

(ZUSAMMENGESTELLT VON JÜRIG LÜDI,  
ASYLKOORDINATION SCHWEIZ, BERN)

## Discriminations

- ▶ En juillet 1996, la Commission fédérale contre le racisme (CFR) a adressé une lettre au Conseil communal de Kaiseraugst, lui reprochant le langage utilisé dans la feuille communale. Elle retient que les termes employés constituent une injure à la dignité et à la culture des tziganes, qui sont décrits comme une communauté inférieure et sous-développée. Le différend a suscité plusieurs lettres de lecteur haineuses. (Dans l'intervalle, la Commune s'est déclarée prête à collaborer avec l'organisation faïtière «Radgenossenschaft der Landstrasse» [Association des tziganes]).
- ▶ Les risques d'assister à une pratique discriminatoire de la part de l'Association suisse des assureurs responsabilité civile et automobiles (ARCA) auraient augmenté avec l'entrée en vigueur de la nouvelle

- réglementation le 1er janvier 1996. L'association faïtière de l'ARCA affirme disposer d'informations selon lesquelles les saisonniers et les ressortissants de certains pays paieraient automatiquement des primes plus élevées, indépendamment de leur statut. Le renvoi des assureurs à des statistiques internes n'a toutefois pas pu être vérifié. (‹WoZ›, 12. 7. 96)
- Aux dires du ‹Beobachter› (2. 8. 96), un établissement de nuit zurichois aurait refusé l'entrée à des touristes africains au mois d'août, parce que des clients se seraient plaints de la trop forte fréquentation du lieu par des personnes de couleur. La gérante s'en est expliquée en affirmant vouloir éviter que l'établissement ne devienne un ‹lieu de rencontre pour Noirs›.
  - Les clients à peau noire ne sont pas servis au restaurant ‹Parkterrasse› à Berne. Le restaurateur s'est refusé à donner de quelconques informations et a nié les faits. Le journaliste menant l'enquête a toutefois pu l'observer de ses yeux. (‹Bund›, 10. 9. 96)
  - L'information publiée dans le ‹Tages-Anzeiger› du 5. 11. 96 selon laquelle la ‹Spaghetti Factory› refuserait de servir les clients originaires d'Albanie et de l'ex-Yougoslavie a été confirmée dans une lettre de lecteur. Ce dernier indique qu'il a fait la même constatation dans le cas d'un hôte libanais. La direction a toutefois nié l'existence de directives interdisant de servir des ressortissants albanais.
  - L'action lancée par Télécom PTT, en collaboration avec l'Office fédéral des étrangers, pour promouvoir la Taxcard avec chip a suscité le mécontentement de très nombreux ressortissants étrangers. En effet, contrairement aux clients privés de nationalité suisse, les quelques 420 000 étrangers vivant en Suisse qui n'ont pas de raccordement téléphonique n'ont pas reçu de carte gratuite. Le porte-parole des Télécom, S. Huber, a déclaré à la ‹Sonntags-Zeitung› (17. 11. 96) que l'envoi à ces personnes avait été impossible pour des raisons techniques.

- La révision du rôle joué par la Suisse avant, pendant et après la Seconde Guerre mondiale a déclenché un débat d'une extraordinaire ampleur dans les médias. Dans ce contexte, il est effrayant de voir le grand nombre de déclarations antisémites, surtout dans les lettres de lecteurs.

### Interdiction d'égorger des animaux

Dans son édition d'août 1996, le ‹Beobachter› a publié une annonce contestée de l'Association contre les fabriques d'animaux (VgT) au sujet de l'interdiction de saigner les animaux selon le rite juif. C'est alors seulement qu'on a appris que les milieux juifs n'avaient pas été invités, contrairement à la VgT, à participer à la procédure de consultation relative à la révision de l'ordonnance sur la protection des animaux. Dans son texte révisé, l'Office vétérinaire fédéral prévoyait d'étendre cette interdiction aux volailles. (Cette disposition a été rayée dans l'intervalle.)

Les critiques formulées par la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) ont porté la rédaction du ‹Beobachter› à ne pas poursuivre le débat, afin de ne pas faire encore plus de publicité pour Erwin Kessler. Les opinions de ce dernier sont par contre régulièrement publiées dans le mensuel ‹Natürlich›.

### Erwin Kessler

Erwin Kessler a essayé d'utiliser le différend entre la FSCI, le ‹Beobachter› et lui-même concernant l'interdiction d'égorger des animaux pour diviser la communauté juive. Pour étouffer dans l'œuf toute future tentative de ce genre visant à monter des juifs contre des juifs, Martin Dreyfuss, président des communautés israélites libérales (Jüdisch Liberale Gemeinden), a souligné, dans le ‹Israelitisches Wochenblatt› du 15. 11. 96, la nécessité de démontrer l'unité au sein de l'organisation faïtière.

La position d'extrême-droite d'Erwin Kessler a été confirmée par son annonce parue dans la revue ‹Recht+Freiheit› située très à droite. L'intéressé a d'ailleurs aussi échangé des adresses d'associations avec l'éditeur, E. Indlekofer.

### Eglise universelle/mouvements occultes

Après la sentence prononcée en juillet 1996 par le tribunal cantonal d'Appenzell Rhodes-Extérieures contre l'Eglise universelle (EU) sur la base de l'article 261<sup>bis</sup> du Code pénal, l'affiliation à l'EU de Jürg Iten, recteur de l'école secondaire (Untergymnasium) à l'école cantonale de Zoug, devait à nouveau faire la une des journaux. Sur ces entrefaites, le gouvernement zougais a demandé au recteur et professeur de musique de faire un choix: quitter la secte ou renoncer à son emploi auprès du canton. Or comme il refusait de sortir de l'EU, il a été démis de ses fonctions de recteur à l'issue de la réunion du Conseil d'Etat du 28. 11. 96.

Les deux quotidiens zougais se sont étonnés que J. Iten n'ait pas signalé son appartenance à la secte et ne se soit pas distancé des déclarations antisémites. Selon le bureau évangélique d'information sur les sectes, ce problème est typique des mouvements prétendant à l'infaillibilité; en effet, si un membre souhaite se distancer de déclarations racistes, il est aussi obligé de rejeter une partie de la doctrine. Et d'ajouter que l'antisémitisme joue un rôle central dans l'idéologie globalisante de l'EU sur l'existence d'une conspiration mondiale.

En novembre, on a appris que l'épouse de J. Iten, jardinière d'enfants à Bubikon, était également membre de l'EU. Mais contrairement à son mari, elle se serait distancée par écrit des déclarations antisémites de l'EU, à en croire la présidente de l'école, A. Hurni.

Constatant le grand nombre de membres de l'EU en Suisse centrale et ‹La lutte menée par les catholiques-conservateurs contre l'émancipation des juifs›, la *Sozialistisch-*

*Grüne Alternative* (SGA; Alternative rouge-verte) a organisé une journée consacrée à l'antisémitisme le 1.9.96. Cette manifestation a déclenché un vaste débat. Le conseiller d'Etat SGA Josef Lang a toutefois précisé que l'anti-antisémitisme était beaucoup plus faible qu'il ne l'avait espéré.

Dans son édition du 1.10.96 le «Tages-Anzeiger» prenait l'exemple du Mouvement du Graal pour illustrer le thème des sectes, des mouvements ésotériques et des doctrines racistes.

Quant à la «Antifaschistische Zeitung», elle se demandait dans son édition d'août/septembre pourquoi l'anthroposophie parvenait toujours à enthousiasmer autant de gens, même dans les milieux éclairés ou gauchissants, malgré les positions clairement racistes de Rudolf Steiner.

### Extrême-droite

- ▶ Le «Centre de l'antiracisme» fondé à Paris par le «Congrès juif européen» a publié une volumineuse documentation sur les groupements extrémistes de l'Atlantique jusqu'à l'Oural. Les rapports sur les différents pays sont bien plus que de simples registres, grâce aux survols présentés en introduction. On y fait en outre la distinction entre le populisme xénophobe, la «nouvelle droite» intellectuelle et d'autres manifestations du radicalisme de droite. (NZZ, 9.7.96)
- ▶ Selon le Ministère public de la Confédération, l'organisation faïtière «Hammerskins Suisse» comptait sept sections extrémistes de droite, violentes et racistes. La Police fédérale a consigné ces éléments avec bien d'autres encore dans une documentation forte de 125 pages intitulée «Skinheads en Suisse», destinée à l'information et à l'instruction de la police («Bund», 29.7.96)
- ▶ Bien que diverses procédures judiciaires soient en cours contre Jürgen Graf, en Suisse et à l'étranger, celui-ci continue à diffuser ses produits sur Internet. En date du

8.8.96, le «Bund» a dès lors soulevé la question: la norme pénale sur l'antiracisme sera-t-elle également appliquée à Internet. Le débat sur la diffusion de propagandes racistes et antisémites via Internet a été mené principalement dans «FACTS». L'Office fédéral de la justice a confirmé que l'infraction pénale est donnée, mais que l'attribution des compétences est incertaine. («WoZ», 9.8.96)

- ▶ «Cette crème «Rahm» est de plus en plus difficile à avaler», écrivait Peter Bollag dans le «Israelitisches Wochenblatt» (9.8.96). Le producteur de Rimuss, Emil Rahm, n'a cessé de faire couler de l'encre en 1996. Les deux procédures pénales dont il fait l'objet, notamment en raison de la diffusion du livre «Geheimgesellschaften und ihre Macht im 20. Jahrhundert» (Les sociétés secrètes et leur pouvoir au XX<sup>e</sup> siècle) de Jan van Helsing, ont finalement amené l'UDC à tenir, elle aussi, un débat interne sur l'affiliation de ce membre de longue date.
- ▶ A l'occasion du septième anniversaire de la mort de Rudolf Hess, deuxième successeur d'Hitler, le 17.8.96, la presse rapportait que des marches avaient été organisées dans toute l'Europe. A Aarau, 15 sympathisants allemands d'extrême-droite ont été appréhendés et reconduits à la frontière.
- ▶ En août, c'est l'ouvrage de H. Stutz «Frontisten und Nationalsozialisten in Luzern 1933-1945» (Frontistes et national-socialistes à Lucerne de 1933 à 1945), dont la publication est attendue depuis six ans, qui a beaucoup fait parler de lui. Les retards sont dus principalement à la résistance croissante des archives de l'Etat de traiter ce sujet, comme le rapportait la NZZ le 9.8.96. L'archiviste de l'Etat, Mme Lang, reproche à l'auteur le manque d'objectivité de son œuvre. (Le livre paraîtra probablement en septembre 1997.)

### Initiative de l'UDC contre l'immigration clandestine

L'initiative discriminatoire de l'UDC exigeait la gestion forcée des salaires gagnés par des requérants d'asile et visait à interdire aux personnes entrées illégalement dans le pays de déposer une demande d'asile. Cependant, Georg Kreis, président de la CFR, relevait dans le numéro 24/96 du «Beobachter» que l'adoption de cet objet n'aurait pas conduit à une violation de la norme pénale sur l'antiracisme, celle-ci ne portant que sur les discriminations de nature ethnique, religieuse ou raciste, mais ne s'étendant pas à des catégories telles «demandeurs d'asile» ou «étrangers». L'acceptation de cette initiative aurait par contre aggravé les conséquences de ce «péché par omission», comme le soulignait le professeur de droit pénal Marcel Niggli dans une interview du «Bund». L'initiative a été rejetée par le peuple et par les cantons le 1.12.96, avec 53,6% des suffrages. Pendant la houleuse campagne en vue des votations – marquée par la publication d'annonces agressives, une foule de lettres de lecteurs et des commentaires virulents des deux parties – fut publiée l'annonce de O. Weissmüller dans la «Berner Zeitung» et le «Neues Bülacher Tagblatt» du 25.10.96. Son «bureau du tourisme pour l'asile» demandait de manière diffamatoire: «Etes-vous un paysan de montagne dont les moyens de subsistance sont menacés? Alors devenez requérant d'asile auprès des œuvres d'entraide.» Les organisations caritatives EPER et Caritas ainsi que le Syndicat industrie & bâtiment (SIB) déposèrent plainte. Les responsables de la BZ s'excusèrent après avoir reçu des lettres de lecteurs indignés et se déclarèrent disposés à verser les recettes de cette annonce à une institution travaillant dans le domaine de l'asile.

Par ailleurs, une annonce de l'UDC ne fut pas publiée en raison de son contenu offensant. Les quotidiens «Neue Luzerner Zeitung», «Basler



Zeitung», «St. Galler Tagblatt», «Berner Zeitung» et «Tages-Anzeiger» considéraient surtout l'affirmation suivante comme délicate: «Car l'établissement illégal de dizaines de milliers de violateurs des lois fait grimper les coûts, la criminalité, le trafic de drogue, la traite des personnes, et favorise le commerce des passeurs.» Cette phrase signifie en clair que tout immigrant est un délinquant, soutenait G. Althaus, directeur de la «Basler Zeitung». Sur ce, l'UDC barra le texte contesté en noir et plaça un tampon disant: «Ces arguments ont été censurés». Cette nouvelle version a été publiée par la «Berner Zeitung».

Une annonce du Parti de la Liberté (PSL) a par contre été publiée dans le «Tages-Anzeiger» du 26. 11. 96. Un bon Suisse figuré par une capet d'armailles est éjecté dans le vide par un violent coup de pied: «Oui!» commente le PSL. La NZZ a refusé de publier cette annonce. L'éditeur TA-Media s'est excusé. Les formations politiques même très à droite ont parlé de «mépris de la culture politique suisse».

### Politique en matière de migration

- Dans la «WoZ» du 23. 8. 96, Cintia Meier-Mesquita, membre de la CFR, a apporté une précieuse contribution au débat visant à réduire et à prévenir le racisme structurel. Elle reproche à l'«eurocentrisme», duquel on tire des critères pour évaluer et juger d'autres sociétés, cultures et peuples, et au fossé du pouvoir entre «Occident» et «reste du monde» non seulement de propager les idéologies racistes, mais encore de les reproduire au niveau individuel.
- Les critiques que la CFR a adressées au Conseil fédéral concernant sa politique des étrangers a produit ses effets. Les autorités entendent renoncer à l'avenir à l'utilisation de termes à connotation raciste. Dans le sillage du rapport de la CFR publié au premier semestre 96, lequel a suscité un grand intérêt, la presse a indiqué que l'administration fédérale envisageait de passer du mo-

dèle des trois cercles à une solution de deux cercles. Aux dires du vice-directeur de l'OFIAMT, Dieter Grossen, l'office n'utilise plus des termes tels que «distance culturelle» ou «civilisation européenne». (NZZ, 25. 11. 96, «Sonntags-Zeitung», 15. 12. 96)

- Le DFI et la conseillère fédérale Ruth Dreifuss avaient demandé que les saisonniers jouissent des mêmes droits pour la remise sur les primes d'assurance-maladie, revendication qui a toutefois été relativisée par le Tribunal fédéral. Ce dernier a débouté le Syndicat industrie & bâtiment (SIB) de son recours de droit public en décembre 1996; il a retenu qu'il était admissible de refuser des remises de primes aux saisonniers. Les accents discriminatoires du jugement ont irrité de nombreux syndicalistes. Le SIB a déclaré envisager un recours à Strasbourg. («WoZ», 13. 12. 96)

### Antiracisme

- L'Union européenne a proclamé 1997 «Année européenne contre le racisme». Les actions contre le racisme dans les pays membres bénéficieront d'un soutien de 9 millions de francs.
- Ch. Graf-Zumsteg du forum «Schule für eine Welt» (Ecole pour un seul monde) s'est plaint de l'absence, dans les éditions scolaires cantonales, de matériel didactique moderne pouvant être conseillé au corps enseignant. Il a souligné que malgré les résultats d'une étude de l'Université de Zurich, qui atteste une forte tendance des jeunes à la xénophobie, la moitié des cantons rechignent à soutenir financièrement la publication d'un support didactique contre le racisme «Rassismus: Null Problem?» (Racisme: pas de problème?). Il était prévu d'organiser des séances d'information à l'intention des enseignants afin de les sensibiliser aux principaux problèmes et de leur présenter les nouveaux moyens didactiques. Et de préciser que les ouvrages existants sur le thème du racisme et de la xénophobie sont très peu uti-

lisés dans les écoles, d'où la nécessité de gagner le corps enseignant à cette cause. («Solothurner Zeitung», 9. 8. 96)

- En juin, les Jenisch ont organisé pour la quatrième fois à Zurich une «semaine culturelle tzigane» pour battre en brèche le scepticisme, les peurs et les préjugés à l'égard des «gitans» et pour promouvoir la tolérance et la compréhension. La nécessité de telles manifestations ressort clairement des efforts souvent infructueux que les gens du voyage mènent depuis de longues années pour qu'on leur attribue des terrains fixes. Ainsi en septembre, une procédure en cours depuis deux ans a échoué dans les Grisons. («WoZ», 13. 9. 96)
- Dans la région de Berne, les démarches des tziganes pour obtenir un terrain fixe ont progressé. Le Parlement de la Ville doit encore approuver la prise en charge des frais. Il n'est pas impossible qu'un référendum soit lancé. («Berner Tagwacht», 13. 9. 96)
- L'action «Gemeinsam gegen Rassismus» (Unis contre le racisme) du BSC Young Boys, lancée pendant la saison 95/96 par le journaliste sportif de la télévision alémanique U. Frieden, se poursuit dans l'équipe des juniors. Outre l'équipement et la tenue ad hoc, une notice a été élaborée pour renforcer l'action. («Berner Tagwacht», 4. 10. 96)
- De nombreuses œuvres d'entraide et organisations se plaignent de diffamations et de vexations. «terre des hommes», qui a son siège à Lausanne, a ainsi indiqué que les lettres ou les appels racistes sont loin d'être l'exception. La LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) s'est dite prête à examiner un des cas et, si les faits le justifient, à déposer plainte contre l'auteur de la lettre, qui affirmait que «terre des hommes», par ses efforts en faveur de l'adoption, «propage le mélange des races». («24 Heures», 29. 11. 96)
- Le 4. 12. 96, les vainqueurs d'un concours pour le lancement d'une campagne de relations publiques de la CFR ont été désignés en présence de la conseillère fédérale

Ruth Dreifuss. Il est prévu de produire cette campagne avec «Impuls Advertising AG», l'agence qui a remporté le 1<sup>er</sup> prix avec «Der schöne Schein» (La belle apparence).

- ▶ L'Association romande contre le racisme (ACOR) a fait un bilan après une année de présence sur un numéro 155 (155 44 43). Les appels et les entretiens ont révélé un large éventail de préjugés très répandus, tels que «il ne s'est marié que pour avoir son permis d'établissement», ou des cas concrets de discrimination comme le refus de photos passeport en couleur pour un enfant à la peau sombre. Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est qu'un tiers des appels se rapportaient à des incidents dans lesquels les autorités étaient accusées de discriminations. L'ACOR souhaite par conséquent renforcer les efforts de sensibilisation en la matière. («24 Heures», 5. 12. 96)

### Jugements

- ▶ Le tribunal de district de St-Gall a condamné, le 19. 3. 96, F. Kriftner, président du Parti des automobilistes du canton de St-Gall, et son collègue de parti R. Helbling, à une amende de 500 francs et au paiement des frais de justice. Le tribunal a estimé punissable la déclaration, diffusée par voie de tract, «l'immigration incontrôlée de pseudo-requérants d'asile et de touristes tamouls est gênante». («Neue Luzerner Zeitung», 20. 3. 96) Le Parti des automobilistes a fait recours. (ATS, 10. 5. 96)
- ▶ Le tribunal de district de Winterthour a condamné un citoyen de la ville, âgé de 36 ans, pour délit d'injures. Il a retenu que celui qui crie en public «sale Albanais» et «sale Yougo» se rend coupable de discrimination raciale. Même une alcoolémie de 2,1 pour mille n'est pas une excuse. («Tages-Anzeiger», 30. 8. 96)
- ▶ Valentin Oehen, représentant du parti xénophobe «Action nationale» de longues années durant, peut toujours être qualifié de «xénophobe». Le tribunal de district de Sursee a acquitté une critique accusée d'atteinte à l'honneur. («Sonntags-Zeitung», 8. 9. 96)
- ▶ Le «Israelitisches Wochenblatt» (4. 10. 96) renvoie à une information parue dans le journal gratuit «Doppelstab»: 39 procédures concernant des infractions aux dispositions pénales sur le racisme seraient pendantes à Bâle.
- ▶ Le 4 novembre 1995, 40 skinheads avaient pris d'assaut un festival pour l'amitié entre les peuples à Hochdorf. La Préfecture les a condamnés à des peines d'emprisonnement avec sursis allant de 6 semaines à 3 mois et à des amendes considérables. Le jugement des meneurs, qui risquent des peines plus sévères, a été transféré à la cour pénale de Lucerne. («Tages-Anzeiger», 16. 10. 96)
- ▶ La Commission juridique du Conseil national n'a pas levé l'immunité parlementaire du conseiller national PSL Jürg Scherrer en relation avec une prétendue infraction aux dispositions pénales sur le racisme. Ses propos dépréciatifs dans l'émission «Arena» ne peuvent en conséquence être réprimés. («Bund», 24. 11. 96)
- ▶ Les opinions du conseiller national PSL Scherrer – à savoir que les «touristes pour l'asile» importent la criminalité et le trafic de drogue et que les étrangers vivant ici soient d'une manière générale plus criminels que les Suisses – ne suffisent pas de l'avis de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats pour lever l'immunité parlementaire du député. Jürg Scherrer ne devra donc pas répondre de ses propos devant un tribunal. («Bieler Tagblatt», 26. 11. 96)
- ▶ Le jugement prononcé contre un mécanicien sur outils de 19 ans par le juge unique à Büren an der Aare/BE (condamnation à 4 semaines d'emprisonnement avec sursis) est entré en vigueur en octobre, le défenseur ayant retiré son appel. Le jeune homme avait crié en public «les Turcs, dehors» et «sale juif». Cet événement avait retenu l'attention de toute la région. Quatre enseignants avaient déposé plainte contre deux anciens élèves, alors que les autorités scolaires de la commune d'Arch avaient auparavant eu dans l'intention de poursuivre le corps enseignant. («Berner Tagwacht», 17. 10. 96)

*Le fait que les nouvelles provenant de Suisse alémanique prennent une plus grande place dans la présente revue de presse comparativement à celles venant de Suisse romande reflète à peu près la fréquence avec laquelle ces thèmes sont évoqués dans les deux parties de la Suisse en question.*

(COMPILÉ PAR JÜRIG LÜDI, COORDINATION ASILE SUISSE, BERNE)



## Bücher/Livres/Libri

MARCEL ALEXANDER NIGGLI  
**Rassendiskriminierung – Ein Kommentar  
 zu Art. 261<sup>bis</sup> StGB und Art. 171c MStG**

Zürich: Schulthess 1996  
 (ISBN 3 7255 3470 5)  
 491 Seiten, Fr. 148.–

Als Verfasser strafrechtlicher Lehrbücher erschrickt man nicht wenig, wenn man den Eindruck gewinnen muss, es bürgere sich ein, jedem Artikel des Strafgesetzbuches einen eigenen Kommentar von mehreren hundert Seiten zu widmen. Das hat jedoch nicht nur darin seinen Grund, dass die Qualität der gesetzgeberischen Arbeit, wie Niggli zutreffend feststellt, in jüngerer Zeit insgesamt sehr zu wünschen übriglässt, sondern im Falle der neuen Strafnorm gegen Rassendiskriminierung auch darin, dass mit ihr «ein Höhepunkt unklarer, verwirrender und möglicherweise verwirrter Gesetzgebung zustande gekommen zu sein» scheint.

Das machte es ja im Abstimmungskampf so ausserordentlich schwierig, die Strafnorm, an deren Notwendigkeit kein Zweifel hätte bestehen dürfen, gegen ganz anders motivierte Angriffe zu verteidigen. Man muss freilich, etwa beim rechtsvergleichenden Blick in die Gesetze anderer Länder, auch zugeben, dass es nicht einfach ist, das verbreitete Phänomen «rassischer», ethnischer oder religiöser Diskriminierung in einem Straftatbestand ebenso präzise wie differenziert zu erfassen. Nur bedarf es eben bei Art. 261<sup>bis</sup> StGB besonderer interpretatorischer Bemühungen, um einigermaßen auszugleichen, was der Gesetzgeber in dieser Hinsicht versäumt hat.

Niggli hat das vorliegende Buch in zwei grosse Teile gegliedert, deren erster die grundsätzlichen, für alle Varianten des Tatbestandes bedeutsamen Fragen behandelt, während der zweite die Delikts-

merkmale im einzelnen kommentiert. Unter systematischen Gesichtspunkten besonderes Interesse verdient dabei seine profunde Auseinandersetzung mit dem geschützten Rechtsgut, das der Autor, abweichend von der ohnehin in vielen Punkten angreifbaren Botschaft des Bundesrates, nicht im öffentlichen Frieden, sondern in der Menschenwürde der diskriminierten Personengruppe erblickt: Diskriminierung bedeute, dass jemandem die Gleichberechtigung als menschlichem Wesen abgesprochen wird. Dieses Kriterium erlaubt eine wesentlich konsistentere und klarere Abgrenzung der strafbaren Verhaltensweisen, als sie sonst möglich wäre. Wichtig sind aber auch die nähere Bestimmung der von Art. 261<sup>bis</sup> geschützten Gruppen und die Klärung der Frage, was Öffentlichkeit der Tatbegehung in diesem Zusammenhang bedeutet. Ausserordentlich hilfreich im Blick auf mögliche Konflikte des Verbots der Rassendiskriminierung mit Grundrechten wie insbesondere der Meinungsäusserungs- und der Pressefreiheit ist dabei die überzeugend begründete Ausgangsthese des Verfassers, dass es kein Menschenrecht auf Menschenrechtsverletzungen geben kann.

Die Kommentierung der einzelnen Varianten des pönalisierten Verhaltens ist bemüht, in Auseinandersetzung auch mit den schon vorliegenden Arbeiten zu Art. 261<sup>bis</sup>, dem Gesetzestext soweit wie möglich einen vernünftigen und praktikablen Sinn abzugewinnen. Wie schwierig das sein kann, zeigt exemplarisch die nicht weniger als 31 Druckseiten umfassende Erörterung der Frage, von welchen Leistungen gesagt werden kann, dass sie «für die Allgemeinheit bestimmt» seien. Der Verfasser wendet sich hier besonders gegen das

vor allem in der parlamentarischen Beratung vorherrschende Bestreben, diskriminierende Inserate der Anbieter von Arbeitsstellen oder Wohnungen von der Strafbarkeit auszunehmen: Das entspreche weder den Verpflichtungen, die die Schweiz mit dem Beitritt zum Internationalen Übereinkommen zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung übernommen hat, noch dem Gesetzeswortlaut. Auch allgemein formulierte Lokalverbote fallen nach seiner Auffassung unter den Tatbestand. Abgeschlossen wird das Werk durch einen Anhang, der das Übereinkommen, Auszüge der Konvention über das Verbrechen des Völkermordes und zahlreicher einschlägiger ausländischer Regelungen sowie detaillierte Register enthält. Man muss kein Prophet sein, um vorauszusagen, dass dem vorliegenden Kommentar der Rang eines Standardwerkes zukommen wird. Er hat die wissenschaftlichen Bemühungen um Art. 261<sup>bis</sup> StGB ohne jeden Zweifel wesentlich vorgebracht; jeder weitere Diskussionsbeitrag wird sich daran messen lassen müssen. Hier wird auf sehr hohem Niveau überaus umsichtig argumentiert. Was der Verfasser dabei an Literatur und Rechtsprechung, auch rechtsvergleichend, berücksichtigt hat, ist höchst eindrucksvoll, manchmal fast zuviel des Guten (besonders bei den Hinweisen auf unveröffentlichte Entschiede, mit denen, mangels näherer Angaben, wenig anzufangen ist). Für die Praxis wird das Werk eine grosse Hilfe sein, auch wenn ihr die differenzierte Gedankenführung des Verfassers zum Teil ein ungewohntes Mass an Leseduld abverlangen dürfte. Das Buch weicht keiner der schwierigen Einzelfragen aus, die der Tatbestand aufwirft. Dabei kann der Fachkollege natürlich den Vorbehalt nicht unterlassen, dass er insoweit mit dem Verfasser durchaus nicht immer übereinstimmt (wie das unter Juristen nicht anders zu erwarten ist). Aber das steht auf einem anderen Blatt. Hier bleibt nur zu sagen, dass künftig für niemanden, der

sich unter strafrechtlichen Gesichtspunkten mit dem Problem der Rassendiskriminierung auseinanderzusetzen hat, am vorliegenden Kommentar ein Weg vorgeführt.

GÜNTER STRATENWERTH

MARCEL ALEXANDER NIGGLI  
**Discrimination raciale – Un commentaire des art. 261<sup>bis</sup> CP et 171<sup>c</sup> CPM**

Zürich: Schulthess 1997 (à paraître)

Lorsqu'on rédige soi-même des ouvrages didactiques sur le droit pénal, on est forcément effrayé de constater qu'une habitude se répand: celle de consacrer à chaque article du code pénal un commentaire de plusieurs centaines de pages. La raison à cela n'est pas seulement le fait que la qualité du travail législatif, ainsi que le remarque à juste titre Niggli, laisse fort à désirer ces derniers temps, mais qu'avec la nouvelle norme pénale contre la discrimination raciale, il semble que l'on ait «atteint un paroxysme de législation nébuleuse, déconcertante et peut-être même embrouillée».

C'est précisément à cause de cela qu'il a été si difficile, lors de la campagne pour les votations, de défendre cette norme pénale – dont la nécessité n'aurait pas dû faire l'ombre d'un doute – contre les attaques motivées par d'autres arguments. Force est de reconnaître, par exemple en comparant notre législation à celle des autres pays, qu'il n'est pas simple de circonscrire en un seul fait constitutif de l'infraction, d'une manière à la fois précise et différenciée, le phénomène si répandu qu'est la discrimination «raciale», ethnique ou religieuse. Mais dans le cas de l'article 261<sup>bis</sup> CP, il faut justement accomplir des efforts particuliers d'interprétation pour compenser quelque peu ce que le législateur a négligé à ce propos.

Niggli a divisé son ouvrage en deux grandes parties. La première traite des questions fondamentales signi-

ficatives pour toutes les variantes des éléments constitutifs de l'infraction, tandis que la seconde commente dans le détail les caractéristiques du délit. D'un point de vue systématique, l'analyse approfondie de la notion de bien juridiquement protégé mérite que l'on s'y intéresse tout particulièrement: ce n'est pas, en effet, dans la paix publique que l'auteur, divergeant en cela du message du Conseil fédéral que l'on peut sans autre contester sur de nombreux points, voit ce dernier, mais dans la dignité humaine du groupe de personnes victimes de discrimination. Discriminer quelqu'un, selon lui, c'est lui dénier toute égalité en tant qu'être humain. Ce critère permet de cerner beaucoup plus objectivement et plus clairement les comportements pénalisables qu'on ne le pourrait avec d'autres critères. Mais il est important de préciser aussi quels sont les groupes protégés par l'article 261<sup>bis</sup> CP et d'approfondir la question de savoir ce que «publiquement» signifie dans ce contexte. L'hypothèse émise par l'auteur et qu'il fonde de manière très convaincante, selon laquelle il n'existe aucun droit de l'homme permettant de violer les droits de l'homme, constitue une aide considérable dans l'optique où l'interdiction de discrimination raciale est susceptible d'engendrer des conflits avec des droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et la liberté de la presse en particulier.

Dans son commentaire des différentes variantes du comportement visé par le code pénal, l'auteur s'efforce, en se confrontant aussi aux travaux existants au sujet de l'article 261<sup>bis</sup> CP, de trouver au texte de loi, autant que faire se peut, un sens raisonnable et praticable. Un exemple montre bien à quel point cela peut être difficile: la discussion de la question de savoir de quelles prestations on peut dire qu'elles sont «destinées à l'usage public» ne prend en effet pas moins de 31 pages. Niggli critique ici plus particulièrement les efforts constatés surtout lors des débats parlementaires pour soustraire à la pénalisa-

tion les annonces discriminatoires de ceux qui offrent des postes ou des logements. Cette tentative ne répond ni aux obligations contractées par la Suisse lors de la signature de la convention contre la discrimination, ni aux termes de la loi. Selon l'auteur, les interdictions locales formulées d'une manière générale tombent aussi sous l'état de fait. L'ouvrage s'achève sur un appendice qui reproduit la convention contre le racisme, des extraits de la convention sur le crime de génocide et de nombreuses réglementations étrangères en la matière ainsi que des registres détaillés.

Il ne faut pas être prophète pour prédire que ce commentaire deviendra un ouvrage standard. Il a sans aucun doute fait considérablement progresser les travaux scientifiques sur l'article 261<sup>bis</sup> CP. Toute autre contribution au débat devra se mesurer à son aune. Nous avons affaire ici à une argumentation circonstanciée d'un très haut niveau. Les nombreuses références à la littérature et à la jurisprudence, parfois aussi les comparaisons avec le droit existant faites par l'auteur, sont impressionnantes (et parfois même superflues, notamment en ce qui concerne les références aux arrêts non publiés qui ne sont pas très utiles, faute d'indications précises). Cette œuvre sera d'une grande aide dans la pratique, même si la manière très différenciée dont l'auteur mène sa réflexion exige du lecteur une attention plus soutenue que de coutume. Le livre n'évade aucune des questions difficiles soulevées par les éléments constitutifs du délit. Le collègue spécialiste ne pourra bien entendu pas cacher qu'il n'est pas toujours d'accord avec l'auteur (ce qui est inévitable entre juristes). Mais c'est là un autre chapitre. Il ne reste qu'à conclure en disant que dorénavant, celui ou celle qui aura à traiter du problème de la discrimination raciale ne pourra en aucun cas contourner ce commentaire.

GÜNTER STRATENWERTH

## DUE ANTOLOGIE, PER IMPARARE LA TOLLERANZA

**COLLO, PAOLO, FREDIANO SESSI**  
**Dizionario della tolleranza,**  
**con antologia di testi**

Milano: Rizzoli (*Bompiani Per La Scuola*) 1995 (ISBN 88 450 5729 1)  
 343 pagine, Lit. 23 500.-

**PARLAGRECO, SALVATORE**  
**Le ragioni della tolleranza**  
**(diritti umani, storie disumane)**

Torino: Società Editrice internazionale  
 (*Scrittori per la scuola*) 1995  
 (ISBN 88 05 05475 5)  
 370 pagine, Lit. 23 000.-

Questa antologia è raccomandabile soprattutto per la scuola media e per il tirocinio.

Gli autori partono dalle domande se sia possibile diffondere nell'Europa di questa fine di secolo una cultura dell'incontro e della pace al posto di quella della contrapposizione e della violenza, se sia possibile sostituire la prassi dello scambio e del confronto a quella dell'intolleranza e dello scontro, se sia possibile trasformare i nostri paesi in luoghi di reciproco rispetto tra tutti gli abitanti e di reciproca fiducia, da luoghi di diffidenza, emarginazione e odio come sono ancora oggi troppo spesso.

Si tratta di domande retoriche, ovviamente, la cui risposta è il «sì» sott'inteso degli autori stessi (altrimenti non si sarebbero messi all'opera). Essi dimostrano tuttavia di essere consapevoli della difficoltà dell'impresa. Ammoniscono: noi, uomini di oggi, «sappiamo quante siano le forme e le modalità di rifiuto e di esclusione degli «altri», estranei al «nostro gruppo», ma siamo sempre disposti a comprenderne le ragioni, ad attenuarne le colpe. Aspiriamo a un «mondo migliore», ma una domanda resta aperta da generazioni: sarà mai possibile conoscere e comprendere veramente gli altri?» (pag. III) e soprattutto convivere proficuamente e pacificamente con loro...

Ma la domanda a cui è soprattutto necessario rispondere in modo per-

suasivo, quando si vuole educare qualcuno alla tolleranza, a noi sembra piuttosto quest'altra: perché mai si dovrebbe? Perché mai, oggi, noi bianchi d'Europa, che pure siamo i fortunati discendenti di crociati, invasori, conquistatori, colonizzatori, usurpatori e negrieri... noi che a quanto pare abbiamo costruito la nostra potenza e la nostra ricchezza sull'aggressione, la sopraffazione e la rapina, perché mai in questo momento storico dovremmo mutare così radicalmente mentalità e comportamenti? Quali sono le ragioni, i vantaggi, che ci dovrebbero indurre a incontrare gli altri pacificamente, a rispettarli, accoglierli tra noi, conoscerli, integrarli nei nostri gruppi?

Quando, come capita oggi, si chiede a intere popolazioni di rovesciare giudizi (pregiudizi) secolari e rivoltare come guanti comportamenti consolidati dal tempo, bisogna anche possedere argomenti che non lasciano scampo. Bisogna insomma saper argomentare e convincere. Altrimenti si arrischia di passare una mano di vernice «buonista», che poi alla prima occasione si lava e disperde.

Gli autori dimostrano di averne coscienza, anche se nella loro prefazione vi accennano appena: «... con l'affermarsi nell'epoca moderna di una società (umanità) integrata in una sorta di «villaggio globale», siamo, saremo sempre più, cittadini del mondo; l'intreccio e il confronto pacifico tra società diverse per valori, leggi ed espressioni di vita diventano di fatto più complessi» e, aggiungiamo noi, più necessari, se non vogliamo annegare in una conflittualità infinita e quanto mai devastante.

Ma, per convincersi a cambiare mentalità e atteggiamenti tramandati per secoli da una generazione all'altra, bisogna armarsi di sapere e di ragioni; bisogna avere il tempo e i documenti per esaminare e riflettere. Per esempio, uno spazio scolastico e un'antologia di testi.

Questo numero di Tangram è dedicato al rapporto tra i mezzi di comunicazione di massa e il razzismo.

Basti qui rammentare che ciascuno dei grandi mass media ha un proprio linguaggio e un proprio modo di agire; dunque un proprio ruolo. I telegiornali, per esempio, col loro linguaggio di immagini in diretta e parole di accompagnamento immediato, sono molto utili per mostrare alla gente atti di ordinario razzismo, che si svolgono da noi o altrove, e così sensibilizza il pubblico sulla situazione attuale. Brevi commenti aggiungono poi una nota immediata di contestualizzazione e di valutazione. Eventuali dibattiti fanno sentire la voce di specialisti, che espongono i rispettivi punti di vista e giudizi. Il tutto quando avvengono i fatti, ossia saltuariamente e occasionalmente.

È la funzione specifica della televisione ed è inutile chiederle l'impossibile, ossia, per esempio, un corso esauriente e sistematico, che aiuti la gente a passare dal razzismo ambientale al non razzismo oggi così necessario. Mediante definizioni esaurienti dei termini, storicizzazione dei fatti e dei concetti, studio critico di autori che si schierano su posizioni diverse, sistemazione della «sfera semantica» esaminata (per esempio, l'eterofobia nelle sue varie accezioni) in una concezione eticamente giustificata.

Questa funzione discorsiva e sistematica è invece tipica della scrittura, in particolare del saggio monografico. Ben vengano quindi antologie come questo Dizionario, che con le sue ventun voci, da colonialismo/colonizzazione e violenza, alcune di connotazione negativa come conquista, dittatura, guerra, pregiudizio, razza/razzismo, terrore/terrorismo ecc., altre che sentiamo positive come cristianesimo, democrazia, diritto, minoranze e altre, offre un'ampia panoramica dell'argomento «convivenza umana nel villaggio globale del Duemila» e costituisce così un ottimo strumento di lavoro sia per giovani nella scuola (media inferiore e superiore) sia per adulti che vogliono verificare seriamente le loro idee. Per ogni lemma si dà dapprima una snella sintesi conoscitiva, in seguito

una breve collana di testi d'autore, infine una bibliografia essenziale per chi voglia saperne di più.

Vediamo un po' più da vicino il capitolo che riguarda le voci «razza/razzismo» (pagg. 263–278, a cura di Agostino Bevilacqua).

Nella sezione «Per capire» l'autore esamina dapprima se le razze umane esistano davvero; distingue tra «razza», concetto discutibile nato in Italia nel Cinquecento, a seguito delle grandi esplorazioni, e «razzismo», concetto famigerato nato in Francia nell'Ottocento in pieno colonialismo. Richiama alcune opere che hanno alimentato il razzismo; in particolare il «Saggio sull'ineguaglianza delle razze umane» (1853) di Gobineau, «I fondamenti del XIX secolo» (1899) di Chamberlain, «Mein Kampf» (1925) di Hitler. Ricorda la lunga e dolorosa catena delle invasioni, aggressioni, persecuzioni, deportazioni, stermini compiuti dagli Europei a partire dal Cinquecento nei confronti delle presunte razze inferiori dei continenti da loro «scoperti» ed «esplorati». Per concludere con il «Mai più la poesia» del poeta Paul Celan, con cui si esprime «il totale fallimento umano di fronte alle rovine materiali e morali prodotte da un regime (quello nazista) fondato sull'idea di superiorità di razza.» (pag. 266).

È stato proprio dal vuoto orrido di questo scempio che, storicamente, abbiamo dovuto ripartire per sradicare il razzismo – «uno dei miti più pericolosi e più tragici del nostro tempo», come dice Ashley Montagu («La razza. Analisi di un mito», Torino: Einaudi 1966) e per ripensare la convivenza su basi nuove. L'autore ne descrive alcuni passaggi. Nella sezione «Lecture» sono offerte:

- ▶ pagine di B. Chiarelli, professore di antropologia all'Università di Firenze: «La razza dei regimi totalitari» (tratte da Chiarelli, B. 1991, «Razza umana», Firenze: ECP). Dopo una premessa sull'idea di razza nelle teorie di Hitler, il brano si sofferma su alcuni articoli del manifesto razzista del fascismo italiano, articoli, precisa l'autore, «così

anacronistici da risultare oggi perfino ridicoli anche alla lettura di non esperti.» (pag. 273);

- ▶ pagine di B. Croce, filosofo e storico che, pur oppositore del fascismo, ha scritto una pagina agghiacciante come questa: «Il presupposto razzistico» (da Croce B. 1949 «Filosofia e storiografia», Bari: Laterza), dove divide gli uomini in «uomini della storia» curiosi, attivi, civili... e «uomini della natura» ottusi, passivi, incapaci di civiltà; con tutto il diritto dei primi di «esercitare il dominio» sui secondi...

- ▶ una pagina di «Razze e culture» (da Lévi-Strauss, C. 1968 «Razze e Storia», Torino: Einaudi). Qui l'autore, alla ricerca di elementi di differenziazione tra gli uomini, sostituisce al concetto di razza, ormai svuotato di valore scientifico, quello di «cultura», vera marca dell'originalità di gruppi e civiltà.

- ▶ infine, un testo di G. Zincone, sociologa all'Università di Torino: «Razzismo oggi e responsabilità pubbliche» (da Zincone, G. 1994 «Uno schermo contro il razzismo», Roma: Donzelli.) L'autrice vi sostiene che più le categorie deboli di una popolazione sono private di dignità giuridica (cittadinanza, diritti e doveri...), più diventano oggetto di violenza da parte di singoli o gruppi più forti; donde una responsabilità dei politici nell'insorgere del razzismo e delle discriminazioni.

Conclude il capitolo, come detto, una piccola bibliografia «Per saperne di più» e quindi utile per orientare e sostenere ricerche ulteriori.

La seconda antologia, pubblicata da Salvatore Parlagreco, è consigliabile per scuole medie superiori e per lettori adulti, ed è suddivisa in due grandi sezioni: «I valori» (fede, ideologia e verità); «I comportamenti» (il pregiudizio della diversità). In realtà, precisa l'autore, la prima parte «è dedicata alle forme di comportamento sociale e politico. Un percorso cronologico legato all'evoluzione del pensiero e della civiltà umana.» «La seconda è dedicata al comportamento sociale dell'individuo, alla sfera dei rapporti privati.»

Così la prima parte esordisce con l'età del mito, quando il giudizio sociale, di solito negativo nei confronti dei sapienti (basti citare il caso di Meda), veniva prodotto dai potenti della tribù e diffuso attraverso la poesia e la religione; influenzava i comportamenti sociali in funzione della conservazione: di valori e norme, dei potenti stessi e dei loro privilegi (oggi sono cambiati i mezzi, non certo i fini...); continua con capitoli sull'intolleranza religiosa e quella ideologica, per concludersi sulle tirannie attuali: totalitarismi, integralismi, razzismi, etnismi, particolarismi, fanatismi e terrorismi... (a conferma del suono sinistro che hanno i termini in -ismo...).

La seconda parte s'interessa dei comportamenti individuali, mettendo a fuoco il ruolo che ha la paura del diverso (per sesso, stirpe, lingua, religione, mentalità, ma anche per età, malattia, handicap fisico o mentale...) nel produrre pregiudizi contro di lui e nel sostenere l'intolleranza nei suoi confronti.

Ogni capitolo è introdotto da un breve saggio informativo, per precisare il tema, inquadrare e preparare la parte antologica vera e propria, per costituire un filo conduttore lungo l'intera opera. Seguono i testi (giornalistici, brevi saggi, pagine letterarie in prosa e in versi, scene teatrali...) dei vari autori (classici antichi, stranieri e italiani moderni). Ogni testo è presentato con una breve scheda bio-bibliografica. Il capitolo si chiude con un originale rinvio al linguaggio delle immagini, in particolare a film sullo stesso argomento.

L'autore licenzia il libro con due considerazioni che ci sembrano degne di attenzione:

- a) questa antologia non è un testo (solo) scolastico, perché la scuola non è un ghetto, un recinto dove confinare il discorso della tolleranza. Tale discorso deve pervadere tutta la società, servire all'esigenza di un sapere sistematico che non si esaurisce certo con l'istruzione scolastica;
- b) le ragioni della tolleranza non si apprendono una volta per tutte, ma

vanno cercate e approfondite di continuo, rafforzate sempre, sia con le parole dei libri che si leggono o delle persone che si incontrano, sia con l'esperienza del vivere.

Questa Antologia non presenta il razzismo in un capitolo specifico. Ci sono testi che illustrano o combattono il razzismo in più d'un capitolo.

Per esempio, nel capitolo quinto della prima parte, sotto il titolo «Le nuove tirannie» è presentato un florilegio di testi sull'ideologia razzista del nazismo (missione: sopprimere le razze inferiori!) e le sue conseguenze in termini di leggi razziali, persecuzioni, campi di concentramento, soluzioni finali... Nel capitolo quarto della seconda parte, sotto il titolo «Il comportamento intollerante» troviamo un'altra serie di testi sulla discriminazione razziale, l'apartheid nel Sudafrica; perfino un testo sulla tribù dei bianchi, i bianchi visti da Tuivai di Tiavea, capo indigeno delle isole Samoa, al quale appariamo come esseri incomprensibili e contraddittori; soprattutto individualisti e avidi, cosicché «Là dove molti prendono molto per sé, ci sono anche molti che hanno le mani vuote.» Un invito a meditare e un'utile iniezione di umiltà...

MARIO FORNI

BRIGITTE FUCHS,  
GABRIELE HABINGER (HG.)

**Rassismen & Feminismen.  
Differenzen, Machtverhältnisse  
und Solidarität zwischen Frauen**

Wien: Promedia, 1996  
(ISBN 3 85371 106 5)  
256 Seiten, Fr. 35.-

Differenzen, Machtverhältnisse, Solidarität – diese drei Stichworte beschreiben das widerspruchsvolle und spannungsgeladene Verhältnis von Frauen im Kontext der Diskussion um Feminismus und Rassismus. Der programmatische Titel «Rassismen & Feminismen» deutet auf einen spezifischen Blickwinkel in der mittlerweile gut zehn Jahre alten Debatte zwischen Vertre-

rinnen des *mainstream*-Feminismus und den sogenannten *Schwarzen Feministinnen* und *Women of Color*. Mit der Pluralsetzung von Rassismus und Feminismus soll die Vielschichtigkeit der beiden Begriffe deutlich gemacht werden. Rassismen unterstreicht somit die «Vielfältigkeit und Unterschiedlichkeit der diskursiven und praktischen Formen sowohl in verschiedenen historischen Phasen als auch innerhalb einer Gesellschaft». Das Stichwort Feminismen bezieht sich auf die «Uneinheitlichkeit, die Uneinigkeit, die Unsicherheit und die Vielfalt der Standpunkte, Vorstellungen und Visionen von Frauen in bezug auf gesellschaftliche Veränderungen; daher auf Formulierungen verschiedener Versionen und Subversionen von Feminismen.» Das Buch versammelt Beiträge von Autorinnen, die anlässlich eines Symposiums im Oktober 1994 in Wien vorgetragen wurden, und widerspiegelt die breite Palette unterschiedlicher Herangehensweisen an die Thematik. Eine Reihe namhafter Autorinnen aus dem angelsächsischen Raum wie Trinh T. Minh-ha, Patricia Hill Collins und Ruth Frankenberg werden (erstmalig) auch einem deutschsprachigen Lesepublikum zugänglich gemacht.

In einem Überblicksartikel zeichnet die Ethnologin Brigitte Kossek die Diskussion, wie sie in den letzten Jahren geführt wurde, nach. Sie zeigt, wie die unterschiedlichen sozialen Kategorien wie Geschlecht, Sexualität, Rasse, Klasse usw. sich in der Dynamik sozialer Prozesse miteinander – und oft auch in widersprüchlicher Weise – artikulieren, wie sie einander wechselseitig durchkreuzen und voneinander durchdrungen sind. Die unter «Feministische Analysen» zusammengefassten Beiträge illustrieren aus unterschiedlichen Blickwinkeln Differenzen und Machtverhältnisse unter Frauen. So werden geschlechtsspezifisch konstruierte Rassismen im heutigen Westeuropa thematisiert (Avtar Brah), über die Weisheit als soziale Konstruktion reflektiert (Ruth Fran-

kenberg) oder die Frage gestellt, ob die alte Forderung der westlichen Frauenbewegung «Das Persönliche ist politisch» heute noch genügt (Patricia Hill Collins).

In einem zweiten Teil unter dem Obertitel «Rassismen und Nationalismen – Frauen als Täterinnen und Komplizinnen» wird die Beteiligung von Frauen in nationalistischen (Zuzana Kiczková), antisemitischen (Brigit Rommelspacher) und rechtsextremen Bewegungen und Gruppierungen untersucht. Gängige Annahmen über Frauen als friedfertigeren und toleranteren Wesen werden dabei in Frage gestellt. Eines der eklatantesten Beispiele ist das von Helga Amesberger und Brigitte Halbmayr zitierte Ergebnis einer Befragung über die Akzeptanz von jüdischen, muslimischen oder schwarzen Schwiegerkindern: Gegen diese sprachen sich 28% der Männer, jedoch 51% der Frauen aus!

Der dritte Teil des Sammelbandes behandelt unter «Marginalität und Ausgrenzung» die verschiedenen Facetten von Grenzerfahrungen, wobei essentialistische Vorstellungen von Identität und feststehende Definitionen über soziale Gruppen zurückgewiesen (Trinh T. Minh-ha) und die institutionellen Formen von Rassismus offengelegt werden (Dilek Çinar) oder gezeigt wird, wie tief sitzende Vorurteilsstrukturen das Leben von Romnja/Romafräuen prägen (Elizabeta Jonuz).

Schliesslich werden im letzten Teil unter dem Oberthema «Feministische Visionen: Politische Solidarität – eine Utopie?» Fragen nach neuen Umgangsformen im Rahmen der politischen Solidarität unter Frauen gestellt. Die Frage wird aufgeworfen, inwiefern die Berücksichtigung von Differenzen in eine «fruchtbare» Politik gefasst werden könne (Nora Räthzel). Der gleichberechtigte Dialog in Form einer «transversalen» anstelle einer universalistischen Politik wird postuliert (Nira Yuval-Davis), und es wird vehement dafür plädiert, dass auch über ethnische Grenzen hinweg eine Verständigung zustande

kommen müsse (Selena Tufek). In diesem Sinne wird auch vor der Instrumentalisierung von Differenzen gewarnt (Kader Konuk), und die Möglichkeiten einer «kollektiven Autonomie» werden diskutiert (Alice Pechriggl).

SIMONE PRODOLLIET

**CHARLOTTE BECK-KARRER**  
**Löwinnen sind sie. Gespräche mit somalischen Frauen und Männern über Frauenbeschneidung.**

Bern: eFeF-Verlag (Schriftenreihe Verein Feministische Wissenschaft) 1996  
 (ISBN 3 905561 03 4)  
 160 Seiten, Fr. 29.–

Gegenüber Musliminnen besteht oft das Vorurteil der unterdrückten Frau: Der Islam sei ja nur schon deshalb eine problematische Erscheinung, weil der Frau darin jegliche Rechte vorenthalten würden – so hört man oft. Handelt es sich dann noch um muslimische Afrikanerinnen, werden diese Vorstellungen durch die Tatsache bestärkt, dass in Afrika nach wie vor sehr viele Frauen beschnitten werden. Muslimische Frauen aus Afrika werden deshalb nicht selten mit einer – religiös konsolidierten – unterdrückten Sexualität assoziiert. Solch heiklen Fremdzuschreibungen widmet sich das Buch «Löwinnen sind sie». Mit der Einreise der ersten Gruppe somalischer Flüchtlinge in die Schweiz rückte für die Ethnologin Charlotte Beck-Karrer dieses Thema, welches sie zuvor vor allem theoretisch beschäftigt hatte, in unmittelbare Nähe.

Indem ihr Forschungsthema gewissermassen zu ihr migriert war, verlangte die in der bisherigen Auseinandersetzung Beck-Karrers mit dem Thema Frauenbeschneidung drängende Frage «Warum tut man das?» nun nach konkreten Antworten. Dabei wollte sie diese Praxis aber nicht nur besser verstehen. Da sie zum Schluss gekommen war, dass Frauenbeschneidung in Europa verhindert werden muss, suchte sie gleichzeitig nach kultur-

spezifischen Argumenten einer möglichen Prävention. Während fünf Monaten wurde hierzu das Flüchtlingsintegrationszentrum Gersau zu ihrem ethnographischen Dorf.

Über Frauenbeschneidung reden stellte für Charlotte Beck-Karrer zunächst ein skrupelhaftes Unterfangen dar: Wie sollte an Schmerz erinnert werden, an Tradition gerührt werden, ohne zu nahe zu treten, zu verletzen? Vorerst auf Saampfoten näherte sie sich deshalb den somalischen Frauen und Männern, merkte aber bald, dass über Beschneidung sehr unbefangenen und manchmal gar «unter olympischem Gelächter» geredet werden konnte. Die in der Folge entstehenden Gespräche verwob Beck-Karrer in «Löwinnen sind sie» zu einem dichten Teppich aus sorgfältigen, in kleinen Kapitelchen untergebrachten «Daten-Geschichten». In sehr engagierter Weise suchte sie mit den Somaliern und Somalierinnen den Dialog und begab sich damit in das unvermeidliche Paradox, gleichzeitig verstehen, aber auch verhindern zu wollen:

«Was hältst du von <gudniin> (Infibulation, die radikalste Beschneidungsform)? Ist das gut?» Lisa hebt den Kopf und sagt mit Nachdruck: «Nein! Das ist nicht gut!» Ich nicke ermunternd. Sie fährt fort: «Es ist nicht gut. Aber man muss es machen. Sonst können meine Mädchen nicht heiraten!» Ich bin wie vom Donner gerührt. Die töchterliche Lisa – Befürworterin! Endlich sage ich lahm: «Weisst du, Lisa, bei uns macht man das nicht. Weil es doch nicht gut ist. Man darf es auch nicht machen. Es ist verboten. Und es macht es auch niemand, kein Arzt, keine Hebamme.» Lisa antwortet ohne Zögern: «Dann kauf ich eben Nadel und Faden und mach' es selber!» Ich schreie fast: «Lisa! Das sollst du doch mir nicht sagen!» Da lächelt mich Lisa schelmisch an, als wollte sie sagen, dass ich ihr schon nichts tun werde. Sie hat ja recht!»

Subtil führt das Buch durch die Vielschichtigkeit dieser Thematik

und verleiht der Sicht der Somali auf ihre Praxis im Diskurs über Körper, Kultur, aber auch um Abschaffung und Prävention den schon lange fälligen Ausdruck. Beck-Karrers Annäherung an die komplexe Dynamik der Begegnung mit beschnittenen Afrikanerinnen stellt einen wertvollen Beitrag zur Kommunikation und zum Abbau von vorschnellen (Vor-)Urteilen gegenüber islamischen Frauen dar.

BRIGIT ZUPPINGER

**GEDEN, OLIVER**  
**Rechte Ökologie. Umweltschutz zwischen Emanzipation und Faschismus.**

Berlin: Elefanten Press 1996  
 (ISBN 3 88520 576 9)  
 252 S., Fr. 29.90

Wer schon lange mal wissen wollte, woher die Anfälligkeit gewisser umweltschützerischer Gruppen für völkisches, rechtes Gedankengut kommt, findet in diesem Buch eine Erklärung. Die Ökologiebewegung ist erst in neuerer Zeit mit dem Aufkommen der Grünen Partei eine emanzipatorisch-linke Bewegung geworden, historisch war sie zumeist konservativ bis faschistisch geprägt. Deshalb ist das Buch für alle, die sich mit der Geschichte der Ökologie beschäftigen, eine Fundgrube historischer Fakten, die die eingangs erwähnte Anfälligkeit erklären helfen. Besondere Aufmerksamkeit widmet der Autor den Themen «Ökologie von rechts» und «Die ökologische Rechte». Im Schlusskapitel plädiert er dafür, dass z. B. die aktuelle Gentechnologie-Kritik nicht halt machen dürfe bei der individuellen Sorge um gesunde Nahrung und Umwelt, sondern dass eine umfassende theoretische Auseinandersetzung über die politischen, ökonomischen und sozialen Hintergründe dieser Technologie nötig seien, um einen Rückfall in konservative bis neofaschistische Traditionslinien zu vermeiden.

CÉCILE BÜHLMANN

**PATRICIA GRACE**  
**Unter dem Manukabaum.**  
**Geschichten der Maori.**

(Übers. von Christine Holliger)

Zürich, Frauenfeld:

Nagel & Kimche/BAOBAB, 1995

(ISBN 3 312 00505 1)

128 Seiten, Fr. 22.80

Die Maori-Autorin Patricia Grace erzählt Geschichten aus ihrer Kindheit und von ihrer heutigen Familie. Weil dieselben Figuren immer wieder vorkommen, taucht man unwillkürlich in das Leben dieser Menschen ein und nimmt teil an ihrem Tagesablauf, an ihren Sorgen und Nöten, an ihren Freuden. Jede Person erscheint als Individuum mit ganz besonderen Eigenheiten, die in allen Geschichten subtil herausgearbeitet sind. Ob die Kinder Fliegen an feine Bindfäden ketten und mit ihnen ganze Schlachten ausfechten, ob sie die Verwandten nerven, um fürs Samstagabend-Kino Geld zu erhalten, ob sie sich schämen, weil die Mutter lautstark mit ihrem verbeulten, uralten Auto ohne Bremsen einkaufen geht und sogar den Schulbus zum Ausweichen bringt, jede Geschichte wird zu einem besonderen Erlebnis.

Wenn die Grossmutter ahnt, dass ihr Mann beim nächtlichen Aal-fang nicht mehr lebendig zurückkommen wird, weil sie einen Traum hatte und weil der Totenvogel es vorausgesagt hat, fühlen wir die Trauer um den Lebensgefährten und gleichzeitig den Trost mit, den sich die alte Frau gibt, weil sie weiss, dass ihr Mann jetzt die Ruhe gefunden hat, die es nur dort gibt, wo sich die Seelen vereinen, im Reich der Ahnen.

In den scheinbar unspektakulären Alltagsgeschichten wird nicht nur ein präzises Bild vom Leben der Ureinwohner Aotearoas (Neuseelands) wiedergegeben. Wir erfahren, dass im Schutze der Grossfamilie auch Einzelgänger ihren Platz finden und dass diese Gemeinschaft für das Überleben in schwierigen Situationen die hilfreiche Grundlage bietet. Sie gibt der jungen Generation das nötige

Selbstbewusstsein, mit dem sie dem Rassismus und der Diskriminierung, denen die Maori immer wieder ausgesetzt sind, entgegen-treten kann.

Die feine Melancholie der Erinnerung, gepaart mit Humor und frischer Lebensfreude, machen die Lektüre zu einem Genuss, und zwar sowohl für Erwachsene als auch für Jugendliche. Mir sind die Geschichten ans Herz gewachsen, und ich möchte sie allen wärmstens empfehlen. (Lesealter: ab 14 Jahren)

HELENE SCHÄR

(Die Kinder- und Jugendbuchreihe BAOBAB wird vom Kinderbuchfonds Baobab, Basel, herausgegeben und enthält ausschliesslich Werke von Autorinnen und Autoren aus Afrika, Asien und Lateinamerika. BAOBAB-Bücher erscheinen gegenwärtig beim Verlag Nagel & Kimche.)

ESCALA, JAUME (ILL.),  
 CARME SOLÉ VENDRELL (TEXT)

**Die Kinder vom Meer**

(Übers. v. Familie Aparicio-Vogl)

Frankfurt: Alibaba, 1994

(ISBN 3 86042 161 1)

36 Seiten, Fr. 24.–

Selten hat mich ein Buch so nachdenklich gestimmt wie dieses Bilderbuch. Nachdenklich vor allem darum, weil es transparent macht, wie stark das soziale Umfeld und der kulturelle Hintergrund die Wahrnehmung beeinflussen.

Am leeren Strand – es ist Winter – erwärmt sich eine Gruppe obdachloser Kinder um das Feuer in einer Mülltonne. Ein Mann spaziert vorbei und wird von einem der Kinder um Geld angegangen. Nein, er hat kein Geld. – Hat er vielleicht Papier? – Ja, das hat er. Er hat ein Buch dabei mit Märchen. – Märchen, was sind das? – Geschichten, Zaubergeschichten. Soll er sie erzählen? – Na schön, ja, erzähl mal! Und nun erzählt der Mann die Märchen. Im Text sind nur Stichworte dazu festgehalten und kurze, trockene Bemerkungen – Antwort-

ten des Kindes. Der Mann erzählt von einem Palast, einer Kutsche, einem Drachen, einem verzauberten Schloss, einer traurigen Prinzessin, einem vergrabenen Schatz, aber auch vom Riesen, der Kinder fressen will, und anderem mehr. Das Kind hört interessiert zu. Schliesslich überlässt ihm der Mann das Märchenbuch. Damit eilt es zu seinen Kameraden, und zusammen verfeuern sie das Papier in der Mülltonne, um sich die Hände zu wärmen.

Konsequent zeigt das Bilderbuch die unterschiedlichen Anschauungsweisen und Vorstellungen der beiden Hauptfiguren auf. Schon bei der Frage nach Papier realisieren wir, dass mit Papier für den Mann Buch und damit Geschichten gemeint ist, während das Kind Brennmaterial sieht. Noch deutlicher werden die Bilder bei den verschiedenen Begriffen. Unter Schloss, Schatz, Kutsche assoziiert das Kind Dinge, die seine eigene reale Welt bedeuten: Kutsche ist eine rote Vespa, Schloss das Gefängnis, in dem sein Bruder verwahrt wird, die traurige Prinzessin eine schöne Prostituierte, den verborgenen Schatz sieht es in der Müllkippe, die es täglich mit seinen Freunden durchsucht. Hinter dem Märchenerzähler jedoch finden sich die uns vertrauten Bilder, die wir selber den jeweiligen Begriffen zuordnen. Es erstaunt beim Betrachten beider Bildseiten, dass auf einmal die Realität der Kinder viel klarer und einleuchtender erscheint als unsere überlieferten Bilder. Automatisch hinterfragen wir unsere Vorstellungen und machen uns Gedanken über die mögliche Vorstellungswelt des Gegenübers, des Kindes, mit dem wir das Buch betrachten. Dieses Relativieren ist wichtig. Auch bei der Beschäftigung mit fremden Kulturen hilft es uns, daran zu denken, dass wir Bilder in uns tragen, die mit einer anderen Betrachtungsweise revidiert werden können. Das Hinterfragen unserer vermeintlich bewährten Werte regt zum Nachdenken an. Dieses Bilderbuch bietet

eine Grundlage zu Diskussionen, wie ich sie selten angetroffen habe. (Lesealter: ab 6 Jahren)

.....  
HELENE SCHÄR

## **Illustrierter Schweizerpiegel: Jaermann/Schaads Trilogie des helvetischen Stumpfsinns**

CLAUDE JAERMANN,  
FELIX SCHAAD

**Zwicky (Bd. 1–3)**

Zürich: Sewicky-Verlag.

(ISBN 3 9520938 1 5; 3 9520938 2 3)  
Je 48 Seiten. Fr. 24.80 (Bd. 1 vergriffen)

Die Schweiz wäre anders, wenn Zwicky sie regierte. Ausländer gäbe es keine, Schwule, Drogensüchtige und andere «Kranke» gäbe es so wenig wie Grüne, Linke und sonstige «Landesverräter». Die Methoden, durch die Zwicky seine Vision verwirklichen will, sind drastisch, unterscheiden sich aber nicht wesentlich von denen gewisser Parteiprogramme oder Stammtisch-Parlamentarier: «Die Zwangsmassnahmen für die Ausländer sind meiner Meinung nach immer noch viel zu human. Bevor die unser Land betreten, sollte man alle zuerst einmal einsperren», «diese Naturfritzen [die Grünen] sollte man alle kompostieren und fertig.» Freilich, Zweifel sind angebracht und werden auch erwartet: So sind nicht alle Schweizer. Sogar diejenigen, die wörtlich zitiert werden (etwa die Werbeleute der SVP), meinten ihre Worte selbstverständlich nicht so, wie sie aus Zwickys Mund tönen. Doch jemand muss doch Jaermann und Schaad als Vorbild gedient haben ... Diese Vorstellung, dass bei aller Übertreibung die Figur des Carrera-bebrillten, chauvinistischen Rassisten, so weit nicht weg ist von der Alltagsignoranz zahlreicher Zeitgenossen, lässt erschauern. Andererseits hilft die Karikatur, eigenes Missverhalten, geheime Hoffnungen und zornige Wünsche in ihrer Problematik für ein

gesellschaftliches Zusammenleben erkennen.

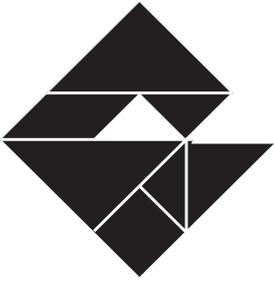
Doch wie sieht es aus, das Schatten-Ich der Schweizer? Zwicky ist verheiratet, Vater einer Tochter und zweier Söhne, langjähriger Mitarbeiter in einer Firma für sanitäre Einrichtungen und wohnt in einem Mehrfamilienhaus. Seine Familie ist ein Panoptikum sozialer Befürchtungen: Seine Frau ist brav, und in ihrem passiven Widerstand gegen ihren Mann unselbständig und einfältig, die Tochter Vroni ist da schon etwas gescheiter, letzten Endes aber ist sie ähnlich haltlos wie ihre Mutter und sucht deshalb «starke Schultern» bei diversen Gegnern ihres Vaters. Gänzlich durchgeknallt ist Edwin, das älteste Kind der Familie Zwicky: Latent homophil, findet er sein Glück zunächst – zur Freude seines Vaters – in einer Wehrsportgruppe, später – weniger zur Freude seines Vaters – in einer christlichen Splittergruppe. Daneben sammelt er Waffen und übt auch schon mal in der Wohnung mit seiner Pump-action. Das Nesthäkchen der Familie ist Hans-Peter, sein Charakter ist für besorgte Eltern Anlass zur Hoffnung, dass er nicht die gleiche Schule der eigenen Kinder besucht ...

Zwickys Privatleben ist bestimmt durch Stammtisch-Orgien mit ähnlich gesinnten Gestalten, durch dröge Familienferien im Wohnwagen und durch diverse Versuche, dem Alltagstrott durch Illegalität und Inkaufnahme von Schädigung anderer zu entfliehen. Infolge der eigenen Ungeschicklichkeit und Dummheit scheitern diese Versuche allerdings meistens. Besonders erfreulich ist dies dort, wo sich seine Fluchtversuche gegen die Ausländer, die Frauen und die etwas aufgeschlosseneren unter seinen Mitmenschen wenden. Zwicky lässt sich allerdings durch keinen auch noch so empfindlichen Rückschlag davon abbringen, seine bornierte Dumpfheit weiter zu kultivieren. Seine Sprüche bleiben immer sec und inhaltsschwanger wie «Blick»-Schlagzeilen, seine Sprache ist immer der jeweils ange-

redeten Bevölkerungsschicht angepasst («Noch mal Stange! Du verstanden Schätzli?»), sein Selbstbewusstsein ist geprägt von der Vorstellung, als Schweizer auf eine Vorreiterrolle in der Welt abonniert zu sein. Kurz: Kurt Zwicky und seine Familie sind das Abbild jener Familie Jedermann, für die Rassismus, soziale Ungerechtigkeit und umweltschädigendes Verhalten zum Leben gehören wie der Tod.

Mit den Abenteuern des erstmals im «Nebelspalter» erschienenen Zwicky ist es dem Autor-Zeichner-Paar Jaermann/Schaad einmal mehr gelungen, sich in die Befürchtungen vieler hineinzuschreiben und -zuzeichnen. Dass es viele sind, beweist die Tatsache, dass Zwicky 1 vergriffen ist und Zwicky 2 und 3 auf dem besten Weg dazu sind. Bleibt zu hoffen, dass die Leser und Leserinnen des Comic wissen, warum sie angesichts von Zwickys gesammelten Katastrophen lachen.

.....  
PHILIP WEGENAST



## Prix Média Européen pour Égalité et Tolérance 1996

Unter der Schirmherrschaft der <Union Européenne de Radio-Télévision> (UER) überreichte am 7. November 1996 Prinzessin Margriet aus den Niederlande in Amsterdam den Prix Iris. Mit Preisen von 5000 ECU wurden je eine Fernsehproduktion in den Kategorien *fiction* und *non-fiction* prämiert. Nominiert wurden in der Kategorie *fiction* «Sa vie à elle», in der Kategorie *non-fiction* «Black is beautiful», «Cotton Club» und «East». Die Fernsehstationen, die die Sendun-

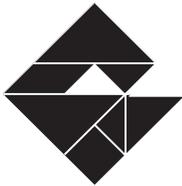
gen ausgestrahlt hatten, erhielten die Trophäe Prix Iris.

Hans Wentholt, der Initiator des Preises: «*Les médias ne peuvent pas admettre le racisme et l'intolérance, sous peine de voir apparaître la censure et la destruction totale des Droits de l'homme.*» Er ist der Überzeugung, dass nur durch ausgeglichene und differenzierte Darstellungen unserer Gesellschaft und der ethnischen Gruppen, die sie bilden, Vorurteilen, Xenophobie und ethnischen Spannungen entgegengetreten

werden kann. Prämiert werden daher erfolgreiche, innovative und einem grossen Publikum zugängliche Darstellungen multikultureller Aspekte der Gesellschaft.

Gaetano Stucchi, Direktor der <Union Européenne de Radio-Télévision>: «*Chaque pratique de communication évoque directement la notion de responsabilité individuelle. Toute initiative qui vise à souligner ce lien profond, comme le veut le faire le Prix Iris, devient de plus en plus nécessaire à l'époque du numérique. Il ne faut pas oublier que le bon fonctionnement d'une société dépend surtout du contrôle de ses systèmes de communication.*»

Der Prix Iris soll auch 1997 verliehen werden; möglicherweise werden weitere Preiskategorien hinzukommen. Nähere Infos bei: ADO, Postbus 596, NL-3500 AN Utrecht (ado@euronet.nl)



## International federation of journalists (IFJ): Preis gegen Rassenhass

Mit dem 1997 zum zweiten Mal verliehenen Preis werden Beiträge prämiert, die das Verständnis zwischen unterschiedlichen «kulturellen, religiösen und ethnischen» Gemeinschaften fördern. Beteiligten konnten sich Journalistinnen und Journalisten aller Medien, deren Arbeit im Jahr 1996 veröffentlicht wurde. (Eingabetermin war der 15. Februar 1997.)

Die Jury aus Fachpersonen aus ganz Europa wird die journalistische Qualität der Arbeit und ihre Wirkung auf die öffentliche Meinung besonders berücksichtigen.

Die Preise von US-\$ 10000.- (für ein Team) bzw. 5000.- (für eine Einzelperson) werden von der Europäischen Union, dem Europarat und der Stadt Strassburg gestiftet und als Beitrag für eine weitere journalistische Arbeit im selben Bereich überreicht. Die Preisverleihung findet am 21. März 1997 in Strassburg im Rahmen des European Media Forum statt. Anläss-

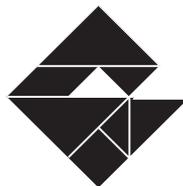
lich dieser Veranstaltung wird diskutiert, wie die Medien zum Verständnis der Bedrohung durch Intoleranz, Rassismus und Xenophobie beitragen können.

Der Preis ist Teil eines Programms der International working group

against racism and xenophobia (IMRAX), mit dem Medienspezialisten, Verleger und Gewerkschaften gemeinsam Toleranz in den Medien fördern wollen.

Für nähere Informationen:

Annik Kemp, International Federation of Journalists, 266 Rue Royale, B-1210 Brussels. Tel: +32 2 2232265 Fax: +32 2 2192976 (<http://www.ifj.org/issues/racim/prize.html>)



## Interne Weisung der Zeitung «Blick» zum Umgang mit potentiell diskriminierenden Bezeichnungen

Die <Blick>-Redaktion stellte der EKR folgende interne Weisung zur Verfügung:

«[...] Vergangene Woche erörterten wir anlässlich einer Redaktions-sitzung die Frage, in welchem Zusammenhang Nationalitäten genannt werden sollen und wann nicht. Anlass der Diskussion war ein Beitrag über die mutmasslichen Schuldigen des Taximords in Uster

(«Blick», 29. Juni). Im Gegensatz zu andern Zeitungen hatte <Blick> auf die beiden hingewiesen, ohne ihre Nationalität zu erwähnen. Dieser Verzicht war richtig. *Nationalität und Rasse sollen nur erwähnt werden, wenn sie in einem kausalen Zusammenhang mit dem Thema der Story stehen.*

Ein anderes Beispiel illustriert, wann die Nennung einer Nationalität richtig ist: Der Artikel über die



«Rückkehr der Schlafzimmer-Räuber». Dort sagt eines der beiden Opfer aus, die Täter hätten «auf jugoslawisch» etwas geschrien. *Dies zu erwähnen ist richtig und wichtig – weil es zur Ergreifung und Identifizierung der Schuldigen führen kann.*

Hier noch ein drittes Beispiel, das zwar bestimmt nicht böse gemeint ist, aber trotzdem diskriminierend wirkt. Am 8. Juli berichtete «Blick» über den Wimbledon-Final. Dabei wurde der US-Spieler Mali Vai Washington als «farbiger Amerikaner» bezeichnet. Wäre er weiss, hätten wir ihn dann als «weissen Amerikaner» titulierte? Kaum. Allerdings ist hinzuzufügen, dass durchaus auch ein nichtdiskriminierender Kontext denkbar wäre, in dem Mali Vai Washington sehr wohl als «Farbiger» bezeichnet werden dürfte. Wenn zum Beispiel erwähnt wird, dass er nach Arthur Ash erst der zweite farbige Spieler ist, der den Wimbledon-Final erreicht hat. Dies, um hervorzuheben, dass Tennis eben immer noch weitgehend ein buchstäblich «weisser» Sport ist. Dass es also in den USA

für Angehörige anderer Rasse immer noch sehr schwierig ist, in diese WASP-Domäne einzudringen (WASP = White Anglosaxon Protestants).

Es ist für uns wichtig, dass wir in dieser Hinsicht ein feines Sensorium entwickeln. Der «Blick» hat als grösste Schweizer Tageszeitung in solchen Belangen eine erhöhte Verantwortung. Dies gilt um so mehr, als das heutige von Existenzangst geprägte wirtschaftliche und gesellschaftliche Klima besonders dazu angetan ist, fremdenfeindliche und rassistische Tendenzen zu fördern.

Dazu noch ein Nachspiel zum eingangs erwähnten Taxi-Mord. Auf unseren Artikel hin fragten diverse Leser an, weshalb wir die Nationalität der beiden mutmasslichen Täter nicht genannt hätten. Diese entlarvenden Anrufe illustrieren besser als alles andere, dass es richtig war, die Nennung zu unterlassen. Sie zeigen aber auch, in welchem heiklen gesellschaftlichen Umfeld wir uns mit unserer Arbeit bewegen.» («Blick» intern, 11. 7. 1996)

- ▶ la lutte par tous les moyens en son pouvoir, contre le racisme et l'antisémitisme;
  - ▶ la défense du droit à l'existence et à la paix pour toutes les victimes du racisme et de l'antisémitisme;
  - ▶ la réalisation de l'union des êtres humains de toutes opinions, du rapprochement des peuples, de la paix et de l'égalité.
- Elle maintient des contacts réguliers avec les médias, les pouvoirs publics et d'autres associations aux buts analogues.
- L'adoption d'une loi antiraciste a été un objectif majeur de la LICRA-Suisse qui a mobilisé, pendant de nombreuses années, ses juristes et ses parlementaires aux Chambres fédérales. Initiée par la LICRA-Suisse, cette lutte a abouti, le 25 septembre 1994, en votation populaire, à l'introduction de l'article 261<sup>bis</sup> dans le Code pénal suisse.

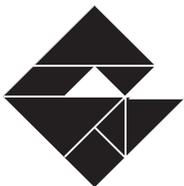
#### La LICRA Neuchâtel\*

La section neuchâteloise de la LICRA-Suisse est née durant l'année 1995.

Elle a, dans un premier temps, collaboré activement aux différentes activités de la Campagne européenne de la jeunesse «Tous différents – Tous égaux». Grâce à la dynamique engendrée par les nombreuses activités qui ont eu lieu dans le canton, un noyau de personnes s'est formé et a décidé de mettre sur pied une structure sérieuse et efficace, bref de créer une véritable nouvelle section de la LICRA-Suisse couvrant le canton de Neuchâtel, du Jura et la région biennoise.

Les activités de la LICRA Neuchâtel sont principalement basées sur la prévention et l'information. En effet, nous pensons que notre principal atout est la sensibilisation du public de tout âge.

C'est pourquoi, dès les premiers temps, nous avons constitué une base de documentation, ouverte à tous, composée d'articles de la presse suisse et étrangère, d'ouvrages, de diverses études et d'enregistrements vidéo.



## Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA)

### La LICRA au niveau international

C'est en 1927 que plusieurs personnalités (A. Einstein, J. Kessel et R. Rolland pour ne citer qu'eux) se réunirent autour de l'écrivain Bernard Lecache pour fonder ce qui s'appela d'abord la Ligue contre les pogroms et qui devint rapidement la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme). Ils voulaient alors alerter l'opinion internationale sur les crimes dont les Juifs étaient les victimes en Europe centrale.

Après la Seconde Guerre mondiale, on pouvait espérer la condamnation définitive et irréversible du racisme et de l'antisémitisme. Malheureusement, tel ne fut pas le cas, et devant la multiplication des phé-

nomènes racistes (ségrégation raciale aux Etats-Unis, apartheid en Afrique du Sud, le massacre des Kurdes en Irak, les problèmes du peuple arménien et des minorités tziganes, et la liste n'est pas exhaustive), la LICA se transforma en LICRA et poursuivit son combat en l'élargissant à toutes les formes que le racisme sut prendre.

### La LICRA au niveau Suisse

Créée à Genève en 1971, la section suisse de la LICRA est indépendante de toute organisation politique ou confessionnelle. Ses buts sont simples, mais de longue haleine:



Notre programme d'action passe également par l'organisation de conférences ou de débats permettant à chacun, militant ou non, d'approfondir le sujet qui nous occupe et qui traverse toutes les branches des sciences humaines.

Mais notre travail de prévention doit également toucher la génération montante. Loin de nous poser en donneurs de leçon ou en moralisateurs, nous sommes certains que c'est par le dialogue et l'échange que nous apporterons un élément à cet édifice, en permanente construction, qu'est l'ouverture à l'autre.

C'est la raison pour laquelle, la LICRA Neuchâtel tisse des liens avec les associations de jeunesse ainsi qu'avec les écoles.

C'est également dans cette idée que nous avons décidé d'être présents sur le nouvel outil de communication mondial: Internet.

Nous avons donc, par nos propres moyens, construit un site (<http://www.mnet.ch/licra/>) offrant une large panoplie d'informations relatives au racisme, à l'antisémitisme et à la xénophobie. Nous y avons ajouté diverses conventions et déclarations telles que la Convention internationale contre toutes les formes de discrimination raciale, la déclaration des droits de l'homme, etc. Depuis son ouverture, notre site a été visité par plus de mille internautes, et de nombreux messages nous parviennent régulièrement; ils sont composés principalement de demandes d'informations, de questions, quelquefois d'encouragements et, très rarement, d'insultes ou de dénigrements.

De surcroît, ce nouveau média nous permet d'établir des contacts dépassant largement nos frontières. Il permet de tisser des liens entre les nombreuses associations présentes sur le Net et, ainsi, de construire un rempart aux sites et messages racistes, xénophobes et fascistes qui envahissent Internet.

Nous sommes intimement convaincus que pour être efficaces, nous devons établir des contacts, et pas seulement sur Internet, avec toutes les associations poursuivant des buts identiques. ACOR, la

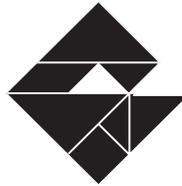
lettre SOS Racisme, le Forum Tous différents – Tous égaux de Neuchâtel en sont quelques exemples.

Mais nous pensons également que la LICRA Neuchâtel doit soutenir les associations qui militent pour les droits de l'homme ou tout au moins ont un rôle social actif. Nous estimons que soutenir et cautionner une cause ne veut pas forcément dire perdre de vue ses objec-

tifs ni se disperser. Au contraire, nous sommes certains que c'est par ces contacts que nous élargirons le cercle de nos sympathisants et que, peut-être, nous participerons un tant soit peu à l'établissement d'un plus grand esprit de tolérance.

*\*Actuellement il existe en Suisse 3 sections: Genève, Vaud et Neuchâtel. L'auteur de ces lignes est membre de la section neuchâteloise.*

LAURENT HELFER



## Neuchâtel: Forum «Tous différents – Tous égaux»

### La Campagne européenne de la jeunesse contre le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'intolérance

C'est au *niveau européen* que s'est déployée une vaste campagne, sur l'initiative du Conseil de l'Europe réuni au Sommet de Vienne en 1993, pour réagir contre toute forme de discrimination et d'exclusion ambiante ou propagée par certains groupements. Il s'agissait de sensibiliser la population face à des phénomènes de racisme et d'intolérance et de les combattre par un plan d'action afin de tenter de changer les mentalités.

La *Suisse*, membre du Conseil de l'Europe, par l'intermédiaire du Conseil fédéral, s'est chargée de nommer un Comité national pour coordonner la campagne au niveau national, notamment en allouant un fonds disponible pour des actions et projets concrets menés par des groupements et associations de jeunes (1,2 million). Les initiateurs de ce projet sont le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ) et le Forum contre le racisme.

A *Neuchâtel*, c'est le Bureau du délégué aux étrangers (administration cantonale) qui s'est occupé de la coordination au niveau cantonal. La Campagne a de ce fait eu un impact particulier dans le canton par rapport à d'autres régions de Suisse. En effet, les neuchâtelois ont été particulièrement actifs en propo-

sant 11 projets sur les quelque soixante proposés dans l'ensemble du pays durant l'année 1995. Les actions menées ont été largement retranscrites par les médias, et la population s'est montrée présente lors des diverses manifestations.

Les *actions*: camps interculturels pour enfants et adolescents, «Marche des sentiments», vidéo, création de fresques, théâtre, conférences, débats, musique, cinéma, clip T.V., concours de poésie, hip hop party.

### Une suite à Neuchâtel: le Forum «Tous différents – Tous égaux»

Suite à cela, le comité formé à l'occasion de la Campagne a décidé de poursuivre ses actions en faveur de la tolérance, du dialogue et de l'interculturalité dans le cadre d'un regroupement informel de différents partenaires adhérant aux buts du Forum.

- Le Forum est avant tout un organe de coordination et de soutien entre les diverses associations, organisations, groupements ou personnes qui poursuivent les mêmes idéaux. Cela permet de faire circuler de l'information, de créer des liens et de dégager certaines ressources entre ses membres.
- Le Forum se rencontre en principe 4 à 6 fois par an. Des groupes de travail peuvent cependant se réunir en tout temps afin de mener à



bien des projets ou actions définis au préalable par l'ensemble des membres.

- ▶ Le Forum est totalement indépendant de toute organisation politique et religieuse.
- ▶ Son secrétariat et sa coordination sont assurés par le Bureau du délégué aux étrangers, ce qui facilite certains accès et contacts avec les structures officielles et cantonales. Des partenaires: la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), l'Association culturelle des femmes musulmanes de Suisse (ACFMS), Centre échanges centre interculturel femmes (RECIF), Centres de loisirs, le Conseil suisse des activités de jeunesse (CSAJ), Bibliomonde (bibliothèque interculturelle), La mission catholique italienne (MCI), Fédération des étudiants neuchâtelois (FEN), etc.

### La force d'un logo

Le slogan «Tous différents – Tous égaux» réunit en quatre mots toute la complexité du thème:

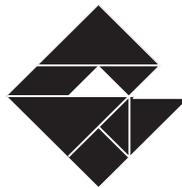
**tous différents**  
**tous é g a u x**

### Que s'est-il passé en 1996?

- ▶ Lors de la journée du 21 mars, journée mondiale contre le racisme, le Forum a tenu à marquer sa présence au centre de la ville de Neuchâtel. Grâce à un stand en zone piétonne, nous avons pu établir un contact direct avec la population et rendre le public attentif aux préjugés et à l'intolérance présents dans notre société, en encourageant l'émergence inévitable d'une société multiculturelle. La présence de musique (*breakdance*) a conduit à produire un climat détendu de fête.
- ▶ Lors de la journée des réfugiés du 16 juin, le Forum «Tous différents – Tous égaux» a participé activement en distribuant de la documentation et en entamant un dialogue avec les passants. Cela nous a permis d'en-

trer en contact avec les différentes communautés présentes en ville lors de cette fête.

- ▶ En fin juin a été organisée une conférence à l'Université «*Que faire contre le racisme*» donnée par le président de la Commission fédérale contre le racisme, M. Georg Kreis.
- ▶ Lors de la *votation fédérale du 1er décembre*, le Forum a pris position contre l'initiative de l'UDC (Union Démocratique Suisse) dite contre l'immigration clandestine. Nous avons fait paraître annonces et communiqués de presse afin d'appeler les électeurs à rejeter une mesure xénophobe visant directement les requérants d'asile venus chercher refuge en Suisse.
- ▶ Le 11 décembre, nous avons invité un responsable de l'Association romande contre le racisme (ACOR) et de la ligne verte gratuite 155 44 43 mise à disposition en faveur des personnes victimes de racisme suite à l'adoption d'un article de loi (art. 261<sup>bis</sup> CPS) visant à condamner tout comportement raciste ou incitant à la haine raciale. En sa présence, nous avons pu débattre de possibles mises en place de mesures préventives dans le cadre des services d'administration, de la police, de l'école, etc.



### Grusswort an die Muslime zu Beginn des Fastenmonats Ramadan

Erstmals haben in Basel drei öffentlich-rechtlich anerkannte Kirchen zusammen mit der Israelitischen Gemeinde ein Grusswort an die Muslime gerichtet, die am 10. Januar den Fastenmonat Ramadan begannen:

«Zu Beginn des Monats Ramadan möchten wir Ihnen unsere herzlichsten Wünsche übermitteln. Sie werden diesen ganzen Monat fasten, beten und mit den Bedürftigen teilen, was Gott Ihnen gegeben hat. Die Besinnung auf die Mitte des Lebens ist der Leitgedanke dieses Monats. Die Periode des

### Que va-t-il se passer en 1997?

A l'occasion de la journée mondiale contre le racisme du 21 mars, le Forum «Tous différents – Tous égaux» a décidé de s'investir dans une action d'envergure de sensibilisation active auprès des écoles, la mise en place d'une création d'artistes suisses et étrangers sur un thème défini au préalable relatif à la problématique de la différence et de l'égalité.

Dans cette perspective, un groupe de travail se réunit régulièrement pour réfléchir sur la conception du projet et sa mise en œuvre concrète.

### Un combat sans fin?

Combattre le racisme n'est pas une tâche aisée. Le véritable défi réside dans la difficulté de la thématique. La campagne doit être vue comme un temps fort. La lutte contre la peur et l'ignorance ne dure pas 15 jours, six mois ou une année; elle doit être perpétuelle et permanente. Nous voulons vivre dans une ville, un pays, une société ouverte au monde: une société qui respecte la différence et l'être humain dans son intégralité.



mächtigen Schöpfer des Himmels und der Erde, der zu den Menschen gesprochen hat [...] Da es jedoch im Laufe der Jahrhunderte zu manchen Zwistigkeiten und Feindschaften zwischen Christen und Muslimen kam, ermahnt die Heilige Synode alle, das Vergangene beiseite zu lassen, sich aufrichtig um gegenseitiges Verstehen zu bemühen und gemeinsam einzutreten für Schutz und Förderung der sozialen Gerechtigkeit, der sittlichen Güter und nicht zuletzt des Friedens und der Freiheit für alle Menschen.» Die gleiche Konzils Erklärung «Nostra Aetate» hat auch das Verhältnis der römisch-katholischen Kirche zum Judentum im selben Sinn und Geist auf eine neue Grundlage gestellt.

Missverständnisse, Polemiken und Kriege haben die Beziehungen zwischen Muslimen und Christen sowie zwischen Muslimen und Juden oft gerübt und schwer belastet. Das jüdische Volk denkt oft und voller Sehnsucht an jenes goldene Zeitalter zurück, in dem die drei Religionen das geistige Leben der Welt zu höchster Blüte gebracht haben. Obwohl in unserem Land die Religionsfreiheit garantiert ist, haben es einige Bewohner unserer Stadt schwer, die Präsenz von Muslimen zu akzeptieren. Das

verpflichtet uns, einen Beitrag zum besseren Verständnis zu leisten. Wir können diese Tatsachen nicht einfach übersehen, wir dürfen aber nicht bei ihnen stehenbleiben. Es ist wichtig, dass wir uns gegenseitig respektieren. Wir sollten die Konfrontation überwinden, uns aber auch nicht mit einer einfachen Koexistenz zufriedengeben. Deshalb möchten wir uns darum bemühen, dass Juden, Christen und Muslime sich gegenseitig kennenlernen und achten. Verschiedene Gruppen haben sich in unserer Stadt bereits an diese Aufgabe gemacht. Es ist unser Anliegen, sie darin zu unterstützen. Denn die Aufgabe, die sie sich gestellt haben, ist anspruchsvoll. Wir sind Ihnen dankbar, wenn Sie dazu beitragen und gerade auf die Menschen zugehen, die sich schwertun.»

Das Dekanat der römisch-katholischen Kirche Basel-Stadt, der Kirchenrat der Evangelisch-Reformierten Kirche Basel-Stadt, der Kirchenvorstand der Christkatholischen Kirche Basel-Stadt, die Israelitische Gemeinde Basel

(aus: «Israelitisches Wochenblatt» Nr. 1 / 3. I. 1997).

1. Eine Kampagne gegen Fremdenfeindlichkeit und Rassismus in der Stadt Bern durchzuführen. Die Kampagne soll in Zusammenarbeit mit verschiedenen Organisationen und Institutionen ausgearbeitet werden, wie zum Beispiel: städtische AusländerInnenkommission, AusländerInnenorganisationen, ISA, ... Für die Umsetzung der Kampagne könnte unter Umständen eine Klasse der Schule für Gestaltung, möglicherweise auch Mitglieder der Kulturkommission miteinbezogen werden.
2. Im Rahmen dieser Kampagne ein oder mehrere Trams zu gestalten. Im Innern des Trams/der Trams sollen verschiedene ausländische Bevölkerungsgruppen, die in der Stadt Bern leben, die Möglichkeit haben, abwechselnd während einer gewissen Zeit über ihr Herkunftsland sowie über Auswanderungs- und Fluchtgründe zu informieren. Dies könnte auch verbunden werden mit kulturellen Veranstaltungen und Aktionen.
3. Weitere Möglichkeiten zu suchen, im öffentlichen Raum und im Rahmen städtischer Aktivitäten Zeichen gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit zu setzen.»

Antwort des Gemeinderats:

«Der Gemeinderat teilt das Anliegen der Postulantin, Fremdenfeindlichkeit und Rassismus aktiv entgegenzutreten. Er ist sich aber gleichzeitig bewusst, dass in diesem von Vorurteilen behafteten Bereich das Ergreifen von Massnahmen eingehend und sorgfältig geprüft werden muss. Es gilt, der Vielschichtigkeit der Thematik Rechnung zu tragen, die Erfahrungen und Untersuchungen (wie Rechtsextremismusbericht des Bundes, Einstellungsforschung u.a.m.) einzubeziehen und so gegenteilige Effekte zu vermeiden. Insbesondere soll das bei Herrn Professor Dr. Hans-Rudolf Wicker am ethnologischen Institut der Universität Bern in Auftrag gegebene und auf November 1996 vorliegende Leitbild für eine städtische Ausländerpolitik beigezogen werden. Gestützt darauf sollen die Anregungen der Postulantin geprüft und die erforderlichen Massnahmen ausgearbeitet werden.»



## Bern: Postulat Ursula Hirt (GB) «Kampagne gegen Fremdenfeindlichkeit und Rassismus»

An seiner Sitzung vom 31. Oktober 1996 hat der Berner Stadtrat folgendes Postulat von Ursula Hirt mit 36 gegen 22 Stimmen (bei 5 Enthaltungen) angenommen:

«Am 21. März ist der UNO-Tag gegen Rassismus. Er ist ein Zeichen dafür, dass leider Rassismus und Fremdenfeindlichkeit weltweit nach wie vor verbreitet sind. Gerade in Zeiten angespannter Wirtschaftslage und Erwerbslosigkeit oder auch im Zusammenhang mit Sparmassnahmen im Sozialbereich sind rassistische und fremdenfeindliche Tendenzen noch verstärkt anzutreffen. Sie äussern sich in Beschimpfungen von AusländerInnen auf der Strasse, in Anschlägen auf Zentren der Asylsuchenden, Bombendrohungen gegen Leute, die sich für die Rechte der Asylsuchenden oder AusländerInnen einsetzen,

oder in Hetzkampagnen, wie zur Zeit im Kampfblatt «Recht + Freiheit», gegen das nun ein Strafverfahren eingeleitet werden musste.

In der Stadt Bern wurde das Anti-Rassismus-Gesetz mit beinahe 70 Prozent Ja-Stimmen angenommen. Um so mehr ist es angezeigt, mit einer öffentlichen Kampagne gegen Rassismus und Fremdenfeindlichkeit informativ und präventiv zu wirken und damit ein Signal zu setzen. Die in der Stadt bestehende Infrastruktur bietet dazu gute Möglichkeiten. Beispielsweise wäre es durchaus denkbar, in und an städtischen Verkehrsmitteln, die bereits verschiedentlich für öffentliche und private Werbezwecke gestaltet wurden, eine Kampagne gegen Fremdenfeindlichkeit und Rassismus durchzuführen.

In dem Sinne bitte ich den Gemeinderat folgende Massnahmen zu prüfen:



## FREMDE WELTEN. Kinder- und Jugendbücher zum Thema Dritte Welt und ethnische Minderheiten.

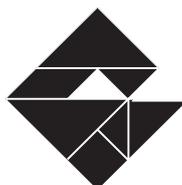
FREMDE WELTEN ist ein wertvolles Verzeichnis mit mehr als 300 empfehlenswerten und lieferbaren Kinder- und Jugendbüchern, die in Afrika, Asien oder Lateinamerika spielen und neugierig machen auf Fremdes und Unbekanntes, aber auch Themen wie Ungleichheit, Chancenlosigkeit und Armut zur Sprache bringen. Bücher aus Australien, Neuseeland, Nordamerika und Europa beschreiben die Situation von ethnischen und religiösen Minderheiten und thematisieren das Zusammenleben von Menschen unterschiedlicher Herkunft.

FREMDE WELTEN wird von drei Lesegruppen des Kinderbuchfonds Baobab (einer Arbeitsstelle der «Erklärung von Bern» und von «terre des hommes schweiz» in Basel) herausgegeben. In Zürich, Basel und Bern arbeitet je eine Lesegruppe, die aus je rund zwölf Männern und Frauen besteht. Sie treffen sich regelmässig zu Sitzungen, an denen sie neuerschienene oder wiederaufgelegte Bücher vorstellen und diskutieren, um zu entscheiden, ob ein Buch abgelehnt oder im Verzeichnis empfohlen wird. Diese Arbeit wird seit über 20 Jahren geleistet. Alle zwei Jahre erscheint eine neu überarbeitete Ausgabe des Verzeichnisses (11. Ausgabe 1995).

FREMDE WELTEN ist Ratgeber, Arbeitsinstrument und Orientierungshilfe:

- ▶ jedes Buch wird mehrfach gelesen und sorgfältig nach eingangs aufgelisteten Kriterien beurteilt;
- ▶ es werden Bücher ausgewählt, die nicht werten und die unsere eigene Kultur nicht den anderen voranstellen und die nicht sexistisch sind;

- ▶ jeder Titel wird inhaltlich vorgestellt und beurteilt, mit Angaben von Lesealter, Zielpublikum, Schwerpunkt und möglicher Anwendung im Unterricht.



## Deeskalationstraining Rassismus & Gewalt

ARBEITSGRUPPE SOS-RASSISMUS  
NRW, ANTI-RASSISMUS-INFORMATIONSCENTRUM ARIC-NRW,  
AKTION COURAGE

**Es ist nicht die Gewalt, die den Konflikt auslöst ... es sind die Konflikte, die Gewalt auslösen!**

Wer Gewalt und Rassismus bekämpfen und deeskalieren will, muss genau wissen, worum es sich handelt, wo Ursachen zu suchen und zu finden sind, welche Wirkungen und Spuren Gewalt und Rassismus hinterlassen und woran auch versteckte Alltagsgewalt zu erkennen ist. Gewalt muss als Gewalt erst einmal erkannt werden, um deeskaliert werden zu können.

*«Rechtsextremismus und Rassismus mit allen Vorstellungen von Ungleichheit von Menschen je nach Herkunft und Aussehen sind bis in die Mitte unserer Gesellschaft verbreitet. Sie werden nicht durch «jugendliche Gewalttäter», sondern weit eher durch erwachsene Biedermänner und «Nadelstreifenrassisten» verbreitet und hofmäßig gemacht, die längst in allen etablierten Parteien grossen Einfluss haben.»*

(Krafeld 1992)

Unser Deeskalationstraining greift zurück auf die Erfahrungen und Entwicklungen der Aktion COURAGE. Wir spannen in einem Wechsel von Theoriereflexion und

- ▶ Das Verzeichnis enthält eine Einführung zum Thema Rassismus und Ethnozentrismus im Kinder- und Jugendbuch und die ausführlichen Kriterien, nach denen die Bücher beurteilt werden.

FREMDE WELTEN ist im Buchhandel erhältlich und bei «Erklärung von Bern», Quellenstrasse 25, 8031 Zürich, (Fax 01/272 60 60) zu Fr. 15.80 + Porto.

praktischen (zum Teil spielerischen) Übungen und Trainingssequenzen den Bogen von eigenen Erfahrungen mit Gewalt und Rassismus hin zu reflektierten Positionen, Verhaltensmöglichkeiten in Bedrohungs- und Gewaltsituationen und stabilen Definitionen zur offensiven Auseinandersetzung auch im Alltag, in der Schule, am Arbeitsplatz, in der Kirche, der Szene, der Kneipe, der U-Bahn usw.

In unserem Training stellen wir ca. 40 theoretische und in sich geschlossene Bausteine zur (methodischen) Erarbeitung des Themas vor. Dazu gibt es jeweils schriftliche Kurzfassungen, die eine Übertragung in deine eigene Praxis von Antirassismusbearbeitung erlauben (z. B. in Jugendarbeit, Schule, Gewerkschaft, Kirche usw.). Jeder Baustein ist an eine (spielerische) Übung gekoppelt. Wir gehen davon aus, dass Menschen den Frieden, den Streit oder auch eine harte Klopperei, den Krieg, die Zärtlichkeit, soziale Wärme, Vertrauen, die Wahrheit nicht schon deshalb begreifen, weil sie davon gehört haben, sondern erst, wenn sie die Wahrheit auch begriffen haben.

Training zur Deeskalation von Gewalt und Rassismus heisst also für uns, dass wir gemeinsame Erfahrungen ganz praktisch und im Kopf sammeln, reflektieren und auswerten werden. Wenn dich dein



Mut noch nicht verlassen hat und du noch Kontakt und partnerschaftliche Beziehungen zu Kindern und Jugendlichen hast, bist du zu unserem COURAGE-Deeskalationstraining ganz herzlich willkommen.

*Zielgruppen:* Multiplikatoren in der Kinder- und Jugendarbeit, Schule, Kirche, Gewerkschaft, Polizei, in den Parteien und anderen gesellschaftlichen Gruppen.

*Seminarkonzeption:* Das Training ist als handlungsorientiertes Seminarprogramm konzipiert. Im Mittelpunkt steht der Wechsel von Theorieflexion und praktischen Trainingssequenzen, die wir, wenn möglich, in die Realität (z. B. U-Bahn) verlagern. Dabei geht es zum einen um das Kennenlernen und Ausprobieren von konkreten Verhaltensmöglichkeiten in Konflikt-, Bedrohungs- und Gewaltsituationen, zum anderen um den Aufbau von reflektierten Positionen zur offensiven Auseinandersetzung mit aggressiven, gewaltbereiten und rassistischen Einstellungen. Das Training basiert auf ca. 150 thematischen Bausteinen, die je Trainingsgruppe in unterschiedlichen Sequenzen anwendungsorientierte Hilfe zur Übertragung in die eigene Bildungsarbeit eröffnen.

*Zeitraahmen:* Ein Impulstraining dauert ca. 3 Stunden, das Deeskalationstraining ca. 3 Tage mit ca. 10 Trainingsphasen à 90 Minuten.

*Kostenrahmen:* Frei verhandelbar und an den Mitteln der Partnergruppe orientiert. Alle Honorare aus unserem Deeskalationstraining dienen der Finanzierung des Anti-Rassismus-Informationen-Centrums ARIC-NRW in Duisburg.

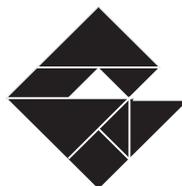
*Zertifikat:* Über die erfolgreiche Teilnahme an dem Deeskalationstraining erhalten die Teilnehmer/innen ein Zertifikat und ein schriftliches Detail-Protokoll. Unsere Trainings sind als Fort- und Weiterbildungsmaßnahmen anerkannt.

*Raum und Gruppengröße:* Bevorzugt wird ein Raum in der Grösse von ca. 40/50 m<sup>2</sup> ohne Tische, verdunkelbar. In dem Seminar setzen wir gerne Videos, Dias, Flip-charts und OHP ein. Die besten Erfahrungen

haben wir mit heterogenen Gruppen von ca. 30 TN (mind. 20, max. 40 TN) gemacht z. B. mit Polizisten, Lehrern, Sozialarbeitern oder Jugendlichen aus sowohl friedlichen wie reinen Szenen.

*Informationen:* Arbeitsgruppe SOS-Rassismus NRW, c/o Amt für Ju-

gendarbeit der EKvW, Haus Villigst, D-58239 Schwerte; Tel.: 0 23 04-75 51 90; Fax: 0 23 04-75 52 48 (ARIC-NRW) Tel./Fax: 02 03-28 48 73; Aktion COURAGE Tel.: 02 28-21 30 61)



## Juristenkommission des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes (SIG)

Der Schweizerische Israelitische Gemeindebund (SIG) ist als Dachverband der jüdischen Gemeinden die politische Vertretung der Schweizer Juden gegenüber den Behörden. Er macht es sich unter anderem zur Aufgabe, den Antisemitismus zu bekämpfen. Der SIG hat sich für die Schaffung einer Strafbestimmung gegen Rassismus eingesetzt.

Eine Juristenkommission des SIG verfolgt nebst anderen Aufgaben die Rechtsanwendung jener Bestimmung. Daneben besteht unter der Nummer 01 201 55 83 eine

Anlaufstelle, bei welcher Vorkommnisse gemeldet und wohin sich Ratsuchende wenden können. Die SIG-Juristenkommission hat vorwiegend konsultative Aufgaben und berät die Geschäftsleitung des SIG. Der SIG erkennt in der Strafbestimmung ein Mittel zur Bekämpfung von Auswüchsen rassistischer und antisemitischer Art. Dabei konzentriert sich die Juristenkommission auf hauptsächlich schwerwiegende Fälle, in denen versucht wird, den Holocaust an den Juden zu leugnen oder zu verharmlosen.



## Who is Who. Adressverzeichnis für den Asyl-, Migrations- und Rassismusbereich

(6. vollständig überarbeitete und ergänzte Auflage)

Das Ende 1996 neuerschienene <Who is Who> der Asylkoordination Schweiz ist ein unentbehrliches Arbeitsinstrument für alle Personen und Organisationen, die sich mit Asyl, Migration und Ausländern und Ausländerinnen befassen.

Es liefert Adressen und Informationen zu: Schweizer Behörden, UNO-Hochkommissariat, erpä-

dische Organisationen, Hilfswerke, Kontakt- und Beratungsstellen (Asyl, 3. Welt, Ausländer- und Ausländerinnenfragen, Rassismus), Organisationen gegen Rassismus, Gesellschaften Schweizer/innen – Ausländer/innen, Treffpunkte und Infoläden, Organisationen von Migranten/innen, Literatur zum Thema.

Zu beziehen bei: Asylkoordination Schweiz, Postfach 5215, CH-3001 Bern



## Nous, les «minorités» en Suisse

PAULA CHARLES

Jamais je n'oublierai ma venue ici. Jamais je n'oublierai leurs regards horrifiés. A cause d'eux, je me sentais si petite, si différente, si aliénée, si mal à l'aise. Les gens ici avaient déjà la tête pleine d'images et d'idées préconçues sur moi, sur ma façon de penser et de me comporter. Aujourd'hui, encore, c'est un sérieux problème.

Pour beaucoup, j'étais venue ici pour mendier et j'avais faim.

J'étais censée tendre la main pour quémander un franc. Ils me le rappelaient constamment. Pour me faire sentir la vraie valeur d'un franc suisse, ils n'hésitaient pas à venir en colère froter haineusement leurs doigts contre mon visage.

Me dévisageant de haut en bas, ils me fixaient jusqu'à ce que je me mette à transpirer. Et que je réalise que je n'avais rien à faire ici. Toutes les fois où je les ai vus rire et faire des remarques entre eux! La plupart du temps, c'étaient des étrangers qui n'avaient jamais échangé un regard jusqu'à ce que ma présence ne délie les langues. Les commentaires allaient bon train: «Ah, l'Afrique, l'Afrique ...», et puis quelqu'un venait s'asseoir juste à côté de moi alors même que les sièges du train ou dans le tram étaient vides. Juste pour m'observer en engageant la conversation en suisse-allemand. Puis tout le tram se mettait à discuter du fait que j'étais une étrangère. Tout ce que je voulais, dans ces moments, c'était partir en courant me cacher quelque part.

Dans la rue ou à l'église, c'était la même chose. Je me souviens parfaitement de ce matin ensoleillé où je marchais dans les rues de Zurich en direction de la gare, ne demandant rien à personne. C'était en 1980. Un type costaud s'est approché de moi et m'a envoyé un coup de poing droit dans le dos. Les autres Suisses se contentèrent de passer leur chemin en me laissant pour morte. Le coup avait été d'une telle violence parce qu'il m'avait prise au dépourvu. Ma copine restait là, tétanisée par le choc. Moi, je souffrais comme si on m'avait transpercée d'un coup de poignard. Je m'en voulais surtout à moi-même et je n'arrêtais pas de me demander ce que j'avais fait à cet homme. Dans ma tête, je continuai longtemps à avoir peur. Je venais tout juste d'arriver dans ce pays.

L'expression de colère et de ressentiment sur leur visage. Vous sentiez que cela leur donnait envie de hurler de vous voir heureuse et de bonne humeur. Et puis, soudain, ils venaient droit sur vous, tout près

de votre visage pour vous demander, en présence d'une foule d'inconnus, comment vous étiez arrivée en Suisse. Il leur arrivait de se mettre à crier: «Vous aviez la guerre chez vous», «ce sont des Noirs qui tuent d'autres Noirs!». Et dans leur esprit, tous les Noirs venaient du même endroit. Nous étions tous identiques. Je n'avais qu'à m'incliner bien bas avec le sourire parce que j'avais la chance de me trouver ici.

Tout ce qui arrivait dans ce pays était de ma faute. Même chez moi. Je ne nettoyait jamais la chambre à lessive, ils venaient derrière moi essuyer la poussière sur la machine, juste pour m'embêter. On collait des billets sur ma porte ou sur la porte d'entrée pour que tout l'immeuble puisse les voir. Ensuite, ils se liguèrent tous contre moi. La plupart du temps, je tremblais de peur et marchais sur la pointe des pieds pour éviter d'attirer l'attention. J'étais une étrangère dans ma propre maison, une prisonnière enfermée dans un pays magnifique.

C'est tellement difficile d'être soi-même. Vous êtes Noire, vous êtes étrangère et vous êtes un sale individu.

Nous, les minorités, avons souvent un sérieux problème avec les langues. Ce n'est pas qu'il n'y ait que du jus de coco ou de la samba dans notre cerveau, mais cela vient de la façon de parler à l'école, dans les quotidiens et dans les magazines et de la manière de s'exprimer du Suisse moyen.

J'ai essayé de fréquenter une école pour apprendre votre langue et pour trouver un meilleur emploi qui me mette en contact avec les gens, car j'adore ça. Mais l'ambiance était si pesante que cela m'a épuisée. Bien sûr, du fait que j'étais une étrangère, j'avais déjà un problème personnel, mais cela ne servait à rien de me le faire sentir ainsi. Avec sa voix hautaine et ses manières rigides, le professeur me faisait peur et me mettait mal à l'aise. Il passait la plupart de son temps avec les élèves du degré gymnasial qui, je le suppose du moins, savaient à peu près lire et écrire. Mais que faire de ceux qui n'ont jamais eu cette chance? Tous les Suisses, sans exception, savent-ils lire et écrire? J'aimerais vraiment en avoir le cœur net. En raison des guerres et de la pauvreté, beaucoup d'étrangers fréquentent leur première vraie école dans un pays différent du leur, avec une nourriture et une culture qui leur sont étrangères.

Je ne me sentais jamais assez sûre de moi pour poser des questions et, en général, le professeur vous ig-



norait quand vous leviez la main. Il n'avait pas l'intention de perdre son temps. Le meilleur moyen de faire marcher les affaires était de me recaler. Et j'eus en effet le sentiment d'avoir échoué.

Nous, les minorités, avons tellement de frustrations en nous. Le professeur nous criait de ne pas lui parler en anglais mais en allemand. On était complètement déboussolés, car on ignorait tout de l'allemand. En classe, j'étais simplement cloche. Nous n'avions jamais le sentiment d'apprendre quelque chose. Nous ne savions ni qui nous étions ni pourquoi nous étions là. Dès le début, les manuels étaient si compliqués que je m'endormais. Le niveau de l'allemand était trop élevé, trop difficile. Je décidai d'abandonner. Je ne voulais pas être tournée en bourrique.

Je m'efforce de lire les journaux ici. Je les trouve ennuyeux, du genre intellectuel compliqué. Cela ne dit rien à une femme ordinaire comme moi. Il y a une manière biaisée d'aborder les questions interculturelles et de confronter les opinions. Je vois surtout des articles qui évoquent les Suisses, leur vie et leur économie, sans oublier les sept cents ans de la Suisse. Quand je lis ça, je me sens nulle et seule, cela me met en colère et j'ai l'impression d'être exclue du système.

A l'heure actuelle, celui-ci tient un discours totalement inadapté. Il ne reflète pas la lutte quotidienne des minorités ni leur langage. Il s'adresse surtout aux Suisses et aux privilégiés. Nous, les citoyens de seconde zone, pour ainsi dire, nous aimerions que la façon de nous traiter des médias évolue. Ce qu'ils publient correspond à vos idées et à votre manière d'agir dans la société. Et il y a tout simplement trop d'informations fausses sur les étrangers installés ici et sur leur pays d'origine. Les médias donnent de nous une mauvaise image: nous avons l'air tout petits et insignifiants.

Nous disposons de trop peu de magazines et de quotidiens pour publier nos propres informations et pour évoquer les aspects positifs de la communauté formée par les minorités. Je veux dire par là aussi bien les gens de la base qui n'ont jamais lu un journal que ceux qui voudraient en lire un avec l'espoir d'y participer. Notre voix devrait être entendue et respectée, car nous avons des choses à dire, peu importe si elles sont toutes simples.

Le respect ne commence pas seulement à la maison, mais dans la rue, au sein de notre communauté et, ce qui est très important, sur les lieux de travail. Travailler fait partie de notre vie et il faut que nous, le peuple, nous sachions nous entendre entre nous. Nous sommes tous à la même enseigne, obligés de passer le plus clair de notre temps à gagner notre vie. Quand j'ai décroché un emploi, ce qui m'a pris des années à cause de la couleur de ma peau, vous n'avez eu de cesse de me faire sentir que je vous l'avais piqué. Ils m'ont culpabilisée parce que quelqu'un de nationalité suisse avait perdu son travail. A les en-

tendre, je détruisais tout ce qui était suisse. Ils m'insultaient, ils me criaient à la figure parce que je leur prenais leur emploi. C'était moi qui amenais le chômage et les problèmes sociaux chez eux.

«Dites, comment l'avez-vous obtenu, votre permis de travail? Vous avez épousé un Suisse, non? Qu'est-ce que vous feriez sans nous, hein?» «Regardez comme il vous va, votre uniforme – un uniforme suisse! Maintenant, vous gagnez plein d'argent pour vous payer une maison dans votre pays! Vous allez prendre tout l'argent avec vous là-bas? Vous gagnez même plus qu'un Suisse.» «C'est ça, riez seulement, mais moi je vous dis que bientôt, un jour, on va se débarrasser de vous. Vous ne nous avez jamais vus nous mettre en colère mais quand cela arrivera nous reprendrons nos emplois et nous vivrons en paix. On en a marre des étrangers, on n'est pas un arbre de Noël!» Puis, le visage tout contre le mien: «Nous, les Suisses, nous nous tenons les coudes.»

Je l'ai vécu tant de fois que cela fait peur. Un jour – je venais de commencer un nouveau travail comme vendeuse – un homme est venu me dire qu'il préférerait voir le Ku Klux Klan à ma place plutôt qu'un nègre. J'étais sidérée, ulcérée. Cela se passait dans un grand magasin en ville. Je n'avais rien fait à ce jeune homme.

Enfin, la vie continue.

Et puis, quand j'ai perdu mon emploi, ils m'en ont tous voulu car j'ai eu besoin de l'argent de l'État que j'avais contribué à payer avec mon salaire durement gagné. J'ai encaissé toutes sortes d'insultes juste pour être en mesure de m'acquitter de mon loyer. Parfois, j'étais vraiment très, très mal traitée. Ils me rendaient nerveuse, ils me prenaient de haut. Ils faisaient exprès de me faire attendre pour que je les supplie et que je les remercie ensuite. Et, de rage, ils me balançaient ensuite mes papiers sur le bureau en me soufflant bruyamment à la figure. Je ne savais pas où me mettre. Cinq minutes qu'elle m'avait accordées, l'employée! Avec les Suisses, cela prenait des heures. Et c'était normal. Il fallait s'estimer heureux comme ça.

Si vous n'aviez pas saisi leur façon de procéder, vous étiez paumée et vous perdiez votre argent.

Parce que vous n'arriviez pas à les comprendre, vous aviez peur d'eux et vous vous sentiez déjà perdue. Et maintenant, voilà que cette personne vous traitait comme moins que rien. Alors, vous perdiez quelques jours d'allocations. Comment vous vous arrangez pour survivre n'était pas l'affaire des Suisses. «Vous n'aviez eu que ce que vous méritiez, pauvre idiote!»

J'ai tout fait pour trouver en emploi par mes propres moyens sans réussir à les en persuader. Par contre, il était tout à fait normal qu'une Suissesse qui avait timbré depuis plus de deux ans puisse venir se présenter.

Et, s'il vous plaît, ne vous étonnez pas d'avoir des problèmes si vous portez vos habits traditionnels. Il

y a deux choses gênantes chez les Suisses: à leurs propres yeux, ils aiment se sentir forts, ils croient savoir d'où vous venez, ce que vous mangez et quelles sont vos habitudes. Ce qui ne les empêche pas de rêver de votre île au soleil, même s'ils n'arrivent pas à vous supporter sur le moment. L'autre problème, c'est qu'ils disent qu'ils ont de la peine pour vous, qu'ils vous comprennent, que leur niveau de vie est plus élevé et que votre situation est bien pire que la leur. La malheureuse que vous êtes leur fournit un bon sujet de conversation à table. Et ils réclament votre attention. Puisqu'ils vous ont aidé, ne faites jamais l'erreur de l'oublier. Alors, la plupart du temps, il est plus simple de cacher qui nous sommes et quelle est notre culture. Nous n'avons pas toujours envie de nous expliquer sur nous-mêmes et sur les raisons pour lesquelles nous portons de tels vêtements. Pour beaucoup, on ne les porte qu'à la maison, sinon cela fait trop honte. Et dans d'autres cas, comme au travail, cela ne serait pas bien pour un employé de bureau de porter un turban ou un sari. Personnellement, je pense qu'il est temps de nous accepter tels quels, qui que nous soyons. Et, please, ne me jugez pas avant de m'avoir adressé la parole. Laissez-moi le temps de m'exprimer dans le cadre de

groupes de travail, de centres pour femmes, accordez-moi plus de temps et d'argent pour me consacrer aux problèmes des minorités. Et donnez-moi aussi un pays et un lieu où nous aurons l'impression de recevoir quelque chose en retour après vous avoir tant donné.

Permettez-nous de nous intégrer à la façon d'une portion de viande hachée que l'on fait cuire en l'assaisonnant d'épices de toutes espèces pour que chacun ait envie de la goûter. Voilà comme j'aimerais vivre en Suisse.

Parce que nous sommes votre avenir, vous êtes mêlés à notre futur, car nous sommes nombreux à être venus ici pour rester. Alors, commençons simplement par tendre la main et par partager ensemble le sens du respect, de la justice et de la solidarité.

Vous voyez, mes mots sont très simples. Pour vous, cela aura été un premier pas à l'écoute d'une minorité. Maintenant, au moins, je pourrai dire que j'ai pu m'exprimer. Merci.

*Conférence tenue à l'occasion du séminaire organisé par la CFR «Sprache und Rassismus», Zurich, le 29 novembre 1996. Traduction de l'anglais: Boël Sambuc.*



24. 3. 1997  
09.30–16.30

**Schule und Rassismus**  
Bahnhof Bern  
(Business Class, Saal Lötschberg)

EKR, Generalsekretariat EDI, 3003 Bern,  
Tel. 031 324 12 93, Fax 031 3224437,  
e-mail cornelia.bohnet@gs-edi.admin.ch

Das Projekt *«Schule ohne Rassismus»*, das in Belgien, in den Niederlanden und in Deutschland erfolgreich ist und bereits von einzelnen Schulen in der Schweiz übernommen wurde, wird am 21. März am *«Festival des potes»* in Fribourg den Jugendlichen vorgestellt. Die EKR fördert dieses Projekt und möchte es einem grösseren Publikum bekannt machen.

Die Tagung am 24. März wendet sich an: Erziehungsdirektoren/innen, kantonale Beauftragte für interkulturelle Erziehung, Verantwortliche von Lehrerbildungs- und Lehrerfortbildungsinstitutionen, Rektoren/innen von Mittelschulen, weitere Interessierte. Referenten/innen: Dr. Margret Jäger (Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung) *«Rassismus im Alltag und seine Erforschung»*; Dr. Christiane Perregaux (Professorin an der Universität Genf und Präsidentin des Centre Suisses-Immigrés) *«Rôle privilégié de l'école dans la prévention du racisme?»*; Renate Schmitz (Aktion Courage e.V., Bonn, und Mitglied des SprecherInnenrats des Projektes *Schule ohne Rassismus*) *«Schule ohne Rassismus: Ideen, Projekte und Erfahrungen in der Praxis Rassismus»*; Schüler/innen über ihre Erfahrungen mit dem Projekt.

Informationen zum Projekt *«Schule ohne Rassismus»*: *Schule ohne Rassismus*, c/o Schulstelle der Hilfswerke, Postfach, 3001 Bern, Tel. 031 3821235, Fax 031 3822205 und *Forum gegen Rassismus*, CP 328, 1000 Lausanne 9, Tel./Fax 021 3118057

1997

**Europäisches Jahr  
gegen Rassismus der EU**

Geplant ist eine Debatte im Europäischen Parlament (21.03.97) und drei *«Euro-Konferenzen»* jeweils im Mai, Juli und September, sowie verschiedene Aktivitäten der nationalen Komitees.

Information: Europäische Kommission, Referat V/D/4 (J37-2/21), 200 rue de la Loi, B-1049 Bruxelles, Tel. +32 2 2991111, Fax +32 2 2951899 oder UNITED, Postbus 413, NL-1000 AK Amsterdam, Tel. +31 20 6834778, Fax +31 20 6834582, e-mail united@antenna.nl

17.–18. 3. 1997

**United Colours of Media**  
Mailand (I)

Fondazione Cariplo per Iniziative e lo Studio sulla Multietnicità  
ISMU, Via Foro Buonaparte 22, I-20121 Milano,  
Tel. +39 2 72023375, Fax +39 2 876042

Internationale Konferenz über die Beziehung zwischen NGO's, Medien und den Radioprogrammen über internationale Solidarität

20.–22. 3. 1997

**Globale Gesellschaft – die Rolle der Medien**  
Lassalle-Haus, Bad Schönbrunn,  
CH-6313 Edlibach/ZG

Tel. 041 7571414, Fax 041 7571413

Seminar für Medienschaffende: *Global denken – lokal schreiben bzw. senden; in der Tagesaktualität den Sinn für sozialpolitische Zusammenhänge schärfen; nicht nur Fakten recherchieren, sondern Visionen suchen und fördern. Vorträge. Statements. Medien- und Textanalysen. Austausch in Kleingruppen. Schreibübungen. (Leitung: Lucas Niederberger; Mitwirkende: Jörg Hammann, Marco Meier, Roger de Weck)*

21. 3. 1997

**Internationaler Tag gegen Rassismus**

21. 3. 1997

**Preisverleihung «Preis gegen Rassenhass»  
und Seminar über die Rolle der Medien  
zum Verständnis der Bedrohung durch  
Intoleranz, Rassismus und Xenophobie**  
European Media Forum. Strassburg

Annik Kemp, International Federation of Journalists  
266 Rue Royale, B-1210 Brussels.  
Tel. +32 2 2232265 Fax +32 2 2192976  
(http://www.ifj.org/issues/racim/prize.html)

Der Preis der International Federation of Journalists (IFJ) (siehe Meldung in der Rubrik *«Forum»*) wird anlässlich des Seminars verliehen.

21.–22. 3. 1997

**Integration von Ausländern**  
Konferenz am Renner-Institut Wien (A)

Herbert Berger, Tel. +43 1 8046501/32

21./22. 3. 1997	<b>Lancierung des Projekts «Schule ohne Rassismus» in der Schweiz</b> <i>Fribourg</i>	Schule ohne Rassismus, c/o Schulstelle der Hilfswerke Postfach, 3001 Bern, Tel. 031 382 12 35, Fax 031 382 22 05 Forum gegen Rassismus, CP 328, 1000 Lausanne 9 Tel./Fax 021 311 80 57
22.–23. 3. 1997	<b>Islam, Human Rights and Refugees</b> <i>Oxford (GB)</i> <i>Internationales Seminar zur Situation der Flüchtlinge und Asylsuchenden in islamischen Staaten, Vergleich zwischen islamischem und internationalen Recht</i>	Refugee Studies Programme (RSP), Queen Elizabeth House, 21 St Giles, GB-Oxford OX1 3LA, Tél. +44 1865 270722, Fax +44 1865 270721, e-mail rspnet@vax.ox.ac.uk; http://info.ox.ac.uk/~rspnet/
<b>Sommersemester 1997</b>	<b>Rassismus und die Konstruktion von Rasse (Teil II)</b> <i>Lehrstuhl für Sozialarbeit, Universität Freiburg (offen für Auditoren)</i>	Dr. Cintia Meier-Mesquita, Route du Confin 54, 1723 Marly
4. 1997	<b>Basisarbeit interkulturelle Erziehung</b> <i>Deutschland</i> <i>Internationales Seminar zur Lösung potentieller Konfliktsituationen, zu Menschenrechtsverletzungen, Intoleranz und sozialer Ausgrenzung...</i>	European Federation for Intercultural Learning (EFIL), 36 rue de la Montagne, B-1000 Bruxelles, Tél. +32 2 514 52 50, Fax +32 2 514 29 29, e-mail efil@link.be
12. 4. 1997 10.00–16.00	<b>Frauenmigration Ost/West. Für eine frauengerechte Migrationspolitik</b> <i>Romero-Haus, Luzern</i> <i>Themen der Tagung sind: Situation der Frauen in Mitteleuropa, Ursachen für die Migration in den Westen, Situation mittelosteuropäischer Frauen in der Schweiz, schweizerische Migrationspolitik, internationale Verflechtungen, Frauenhandel</i>	Bethlehem Mission, Caritas Schweiz, FIZ, SKF Annalisa Kuhn, Bethlehem Mission Immensee, 6504 Immensee
5. 1997	<b>Erste Weltkonferenz zu Rassismus für Journalisten und Fotojournalisten</b> <i>Bilbao (Portugal)</i> <i>Unter Beteiligung von Journalistinnen und Journalisten, Schriftsteller/-innen und Nobelpreis-Gewinner/-innen</i>	International Federation of Journalists, 266 Rue Royale, B-1210 Brussels Tél. +32 2 223 22 65 Fax +32 2 219 29 76 (http://www.ifj.org)
8.–10. 5. 1997	<b>Culture and Democracy Revisited in the Global Information Society</b> <i>Corfu, Griechenland</i> <i>Arbeitskonferenz organisiert von den «AG Social Accountability» und «AG Social Implications of Digital Media and Virtual Worlds» der «International Federation for Information Processing».</i>	IFIP WG9.2, Working Conference Secretariat, Greek Computer Society, Mavromihali 16, GR-10680 Athens, Tél. +30 1 364 52 74, Fax +30 1 364 51 54, e-mail corfu@ru.aegean.gr
22.–23. 5. 1997	<b>Cultures de la paix: vivre dans le «village-monde»</b> <i>Restaurant de l'Aigle-Noir, rue des Alpes 10, Fribourg</i> <i>Ce séminaire de réflexion dans le cadre du programme «Vivre Ensemble – Interculturel» tente d'aborder différentes «cultures de la paix». Il abordera aussi des techniques plus immédiatement liées à la pratique (gestion des conflits, techniques de médiation, thérapies sociales).</i>	Service de la Formation continue, Université de Fribourg, chemin du Musée 8, 1700 Fribourg, Tél. 026 300 73 47, Fax 026 300 97 28
23. 5. 1997 9.00–17.00	<b>L'Europe face au multiculturalisme</b> <i>Fribourg</i> <i>Journée de formation par Prof. Michel Wieviorka (EHESS/Paris), dans le cadre du Séminaire «Coexistence interculturelle: Les États-nations à l'épreuve des migrations»</i>	Service de la Formation continue, Université de Fribourg, Ch. du Musée 8, 1700 Fribourg, Tél. 026 300 73 47, Fax 026 300 97 28
12.–13. 6. 1997	<b>European Anti-Racist Conference</b> <i>Amsterdam (Niederlande)</i> <i>Es werden 15 Sprecherinnen und Sprecher und ca. 250 Delegierte von NGO's aus ganz Europa teilnehmen. Themen sind der institutionelle Rassismus und die Festung Europa.</i>	UNITED for Intercultural Action, Postbus 413, NL-1000 AK Amsterdam, Tél. +31 20 683 47 78, Fax +31 20 683 45 82, e-mail united@antenna.nl
14. 6. 1997	<b>Flüchtlingstag</b> <i>Veranstaltungen in verschiedenen Schweizer Städten</i>	Heinz Haab, SFH, Monbijoustrasse 120, 3001 Bern, Tél. 031 370 75 75
15. 6. 1997	<b>Kirchlicher Flüchtlingssonntag</b>	



16.–17. 6. 1997	<b>Alternative European Summit – Towards a Different Europe</b>  <i>Amsterdam (Niederlande)</i>  <i>Intergouvernementale Konferenz. Verschiedene Organisationen (u.a. das Permanent Forum of Civil Society und die Initiative for a Different Europe) planen eine Gegenkonferenz, die Themen wie Menschenrechte, Umwelt, Demokratie, soziale Rechte umfasst</i>	Forum Permanent de la Société Civile, 1 place du Luxembourg, B-1050 Bruxelles, Tel. +32 2 512 44 44, Fax +32 2 512 66 73 Initiative for a Different Europe, p/a A SEED, Postbus 92066, NL-1090 AB Amsterdam, Tel. +31 20 6682236, Fax +31 20 6650166, e-mail ander.europa@aseed.antenna.nl
23.–29. 6. 1997	<b>2. Europäische Oekumenische Versammlung zum Thema «Versöhnung – Gabe Gottes und Quelle neuen Lebens»</b>  <i>Graz</i>  <i>Im Rahmen der Versammlung steht ein Haus zur Verfügung für Aktivitäten im Bereich von Anti-Rassismus, Fremdenfeindlichkeit, Minderheiten in Europa (v.a. Roma/Sinti und Saami), Migration, Flüchtlinge. Etwa 30 Aktivitäten von Organisationen aus ganz Europa sind geplant. Weitere Aktivitäten sind willkommen.</i> <i>2<sup>ème</sup> Rassemblement oecuménique européen sur le thème de la «Réconciliation – don de Dieu et source de vie nouvelle» à Graz</i> <i>Pendant cette semaine une maison, la «Maison de l'hospitalité», est mise à disposition de groupes de toute l'Europe pour l'organisation d'activités dans le domaine du racisme et de la xénophobie, des minorités en Europe (surtout Rom/Sinti et Saami) et de la migration, requérants d'asile et des réfugiés. Une trentaine d'activités ont été annoncées; d'autres sont souhaitables.</i>	Muriel Beck Kadima, SEK-Menschenrechtsbeauftragte, Sulgenauweg 26, 3007 Bern, Tel. 031 370 25 71, Fax 031 370 25 80
17.–21. 8. 1997	<b>Violence and Human Coexistence</b>  <i>Dublin (Irland)</i>  <i>Weltkongress zu den Themen Gewalt und zukünftige Gesellschaft, Menschenrechte, Minderheitenrechte, ethnische Beziehungen, Kultur und Gewalt...</i>	Jessica Bates, Dept. Sociology/University College Dublin, Belfield, IRL-Dublin 4, Fax +353 1 706 11 25, e-mail jess.bates@ucd.ie
31. 8.–6. 9. 1997	<b>Subtiler, alltäglicher Rassismus</b> <i>Sils/GR</i>  <i>Workshop geleitet von Dr. Meier-Mesquita im Rahmen des vom «Forum der Jugend Europas» veranstalteten Programm «Zusammenleben und Umwelt – Spiert Aviert 97»</i>	Jürg Rother, PF, 6315 Oberägeri
4.–6. 11. 1997	<b>Europäischer Menschenrechtstag</b>	Union Nationale des Associations Universitaires de Défense des Droits de l'Homme (UNAUDDH), 203 rue d'Alésia, F-75014 Paris, Tél. +33 145430525, Fax +33 145430162, e-mail eiguer@unanuddh.francenet.fr, http://www.place publique.fr
9. 11. 1997	<b>Kristallnacht – Internationaler Tag gegen Faschismus und Antisemitismus</b>	
28.–30. 11. 1997	<b>Dialog statt Krieg</b> <i>Lassalle-Haus, Bad Schönbrunn</i>  <i>Seminar zur Begegnung und der Entwicklung einer Dialogkultur zwischen den Religionen.</i>	Lassalle-Haus, Bad Schönbrunn, CH-6313 Edlibach/ZG Tel. 041 757 14 14, Fax 041 757 14 13

Wir publizieren gerne alle Veranstaltungen, die mit Rassismus, Antisemitismus und Fremdenfeindlichkeit zu tun haben. Bitte melden Sie uns Datum, Ort, Titel und Veranstalter und eine Kontaktadresse jeweils bis Ende Februar bzw. bis Ende Juli.

Nous annonçons volontiers toutes les manifestations ayant pour sujet le racisme, l'antisémitisme ou la xénophobie. Nous vous prions de nous communiquer date, lieu, titre et organisateur de la manifestation, ainsi qu'une adresse de contact avant fin-février ou fin-juillet.

Pubblichiamo volentieri tutte le manifestazioni concernenti razzismo, antisemitismo e xenofobia. Vi saremmo grati di volerci indicare data, titolo, luogo, organizzatore e un indirizzo entro la fine di febbraio rispettivamente la fine di luglio.



---

**In der nächsten Nummer  
Dans le prochain numéro  
Nel prossimo numero**

---

TANGRAM Nummer 3 kommt im Oktober 1997 heraus und wird sich mit dem Thema «Fahrende» auseinandersetzen.

TANGRAM numéro 3 sera publié en octobre 1997 et traitera le sujet «les gens de la route».

TANGRAM numero 3 verrà pubblicato in ottobre 1997 ed avrà come soggetto le popolazioni nomadi.

Beiträge, besonders auf Französisch und Italienisch, sind willkommen.

Des contributions, spécialement en français et en italien, seront les bienvenues.

Siamo grati a chi voglia contribuire, particolarmente con testi in italiano ed in francese.



## Impressum

**TANGRAM** – BULLETIN DER EIDGENÖSSISCHEN KOMMISSION GEGEN RASSISMUS

**TANGRAM** – BULLETIN DE LA COMMISSION FÉDÉRALE CONTRE LE RACISME

**TANGRAM** – BOLLETTINO DELLA COMMISSIONE FEDERALE CONTRO IL RAZZISMO

**TANGRAM** – BULLETIN DA LA CUMISSIUN FEDERALA CUNTER IL RAZZISSEM

Nr. 2, März/mars/marzo 1997

Herausgeberin/Editeur/Editore: Eidgenössische Kommission gegen Rassismus/Commission fédérale contre le racisme/  
Commissione federale contro il razzismo

Redaktion/Rédaction/Redazione: Sekretariat der EKR, GS-EDI, 3003 Bern; Tel.: 031 324 13 31;

Fax: 031 322 44 37; e-mail: michele.galizia@gs-edi.admin.ch

Redaktionskomitee dieser Nummer/Comité de rédaction de ce numéro/Comitato di redazione per questo numero:

Boël Sambuc, Michele Galizia

Verantwortlich: Michele Galizia

Erscheint zweimal jährlich/Paraît deux fois par année/Pubblicazione semestrale

© EKR/CFR

Nachdruck von Beiträgen mit Quellenangabe erwünscht; Belegexemplar an die EKR

Reproduction autorisée avec mention de la source; copie à la CFR

Riproduzione autorizzata con menzione della fonte; copia alla CFR.

Vertrieb/Diffusion/Diffusione, Abonnement/Abonnements/Abbonamenti: EDMZ, 3000 Bern

(Art. Nr. 301.300.2/97)

Preis/Prix/Prezzo: Gratis/Gratuit/Gratuito

Gestaltung: Eleganti & Keller, Typo·Graphic·Design, Luzern

Die in den Beiträgen vertretene Meinung muss nicht jener der Kommission entsprechen

L'opinion émise dans les textes ne reflète pas forcément celle de la CFR

L'opinione espressa negli articoli non riflette necessariamente quella della CFR

# TANGRAM 2

---

## Medien und Rassismus

---



*GEORGES KLEINMANN*  
**Comment dire les choses?**



*MIMI LEPORI BONETTI*  
**La diversità è condizione per comunicare:  
Intervista a Eddo Rigotti**



*IVAN DU ROY*  
**Médias et racisme en France**



*CLAUDE TORRACINTA*  
**Racisme: la responsabilité des journalistes**

*HANS STUTZ*  
**Jenseits der redaktionellen Verantwortung?**



*WASEEM HUSSAIN*  
**Mitverantwortlich für den Islam**

*GERT MATTENKLOTT*  
**Über den Unterschied von Richtigkeit und Gerechtigkeit  
im Hinblick auf Political Correctness**



*MARC GALLIKER*  
**Auswirkungen des Rassendiskriminierungsverbots  
auf die Presse – eine empirische Studie**



*FREDI HÄNNI*  
**Die Antirassismus-Strafnorm und die Medien**

*LAURENT HELFER*  
**Internet ou le nouveau Janus**

---